

L'Economie

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15178 - 7 F -

MARDI 16 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESQUENE

Le pari de M. Arafat

LA dénonclation publique, samedi 13 novembre, per Yasser Arafat du meurtre d'un colon juif par de jeunes Palestinlens du Feth, est non seulement un geste sans précèdent de le part du chef historique de l'OLP, mais aussi un pari racut du men control un pari risqué sur son autorité personnelle. Juequ'à quel point les deux millions d'habitante des territoires occupés par Israël le suivront-ils?

A l'heure où l'on se prépare assez mollement dans les principales villes erabes de Palestine à célébrer le cinquième anniversaire d'une gindépendance » décrétée le 15 novembre 1988 à Alger, la question vaut d'être posée. En l'espace de trois mois, depuis la signa-ture de l'accord avec Israel pour le mise en plece d'une autonomie limitée à « Gaza et à Jéricho d'abord », l'OLP e perdu trois de ses cinq princi-pales composantes, lesquelles ont rejoint, avec les intégristes, le « front du refus» basé en Syrie.

CONDAMNE à mort par les efrères » les plus extrémistes, contesté, cerné de toutes perts et jusqu'à l'Intérieur même de l'organisation qu'il a fondée il y e un quart de siècle — les dissidents et les mutins du Fath sont de plue en plue nombreux non saulement dans lee camps de rétugiée du Liban, mais ausel à Gaza et en Cisjordanie -, Yasser Arafat brûle ses demiers valsseaux et ioue son va-tout.

E-12.33

graph sections of the section

the an House the late of

The stangers are

And the second second

THE WATER

the second district the second

water to the second

fine marine and the second

Secretary of the second

Commence of the later

Action of the second

AND 1888 . 1884 -------

A Company of the Comp

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

manifestation of the barry of the

core menie!

Barrier Barrier Francisco

The second second second second

Spring America

10 mm = 1 A Company of the Comp

Section of the second section of

And the second s

Section of the sectio

and the second second

(1954) (1

The second secon

Company of the Compan

The second second the state of the s

Company agents

The state of the s The state of the s

The second second

The state of the s

COL - 251-2011

The state of the s September 201 Martin Carry was by the property of the Control of her the photostate was

Marine and the second of the second

Act to the same of the

Complete Section 1.

Andrew W. same

Transformer une vieille organisation de lutte armés en parti politique n'est jemale eimple, et les Pelestiniens modérés en conviennent. Reste, à leur avis, qu'en se soumettant une fois encore à la pression eméricano-israélienne, M. Arafat e peut-être lâché la prole pour l'ombre. Le week-end dernier, des tracts signés de certaines cellules du Fath ont commencé à circuler en Cisjordanie, mettant en cause la condemnation « à sens unique » qui lui e été

APPELANT qu'une vingtaine de Palestiniens, qui n'étaient pas tous recherchés ni ermés, ont été tués par l'ermée depuis le 13 septembra, les auteurs des tracts se demendent quand le « pulsance occupante » se décidera, à son tour, à condamner les excès israéliens et à faire cesser les dérapages queel quotidiens perpétrés per les colons. Jugée « injuste, humiliante et dangereuse» par des Palestiniens modérés, la condamnation publique exprimée per M. Arafat epparaît pour le moins mel comprise.

Beaucoup ne voient pas pourquoi les méthodes palesti-niennes devralent changer alors que les conditions da l'occupation eur le terrein demeurent les mêmes. Il reste une trentaine de jours dange-reux avant le début du retrait da l'armée israélienna, de Gaza et de Jéricho. La crédibilité de Yesser Arafat auprès des siens tiendra-t-elle jusque-là? Le bon achèvement de la première phase du proceela première phase du pr sus de paix en dépend. Lire nos informations p

Lire nos informations page 4

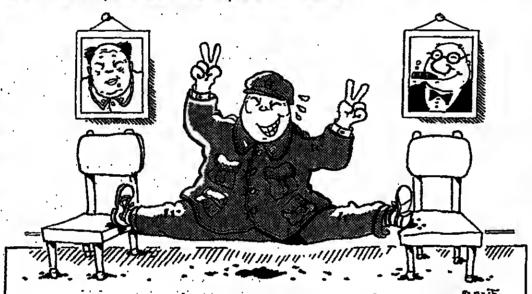


Difficile compromis idéologique à Pékin

La Chine tente de concilier communisme et économie de marché

sions ont été adoptées dans une atmosphère des revenus,

Les dirigeents chinois ont clos, dimanche de conflit entre les points de vue des « moder-14 novembre, le 3º plénum du 14º comité nistes » et ceux des « conserveteurs ». Elles central du Parti communiste. Avec un succès visent à crationeliser » le système, en vue mitigé, ils ont tenté de confirmer à la fois le de parvenir un jour à « l'économie socialiste pouvoir politique du parti unique et le mouve- de marché ». L'objectif est de corriger les ment qui porte l'économie nationale vers une rapports entre le «centre» et les entreprises pratique de plus en plus capitaliste. Les déci- publiques, et d'améliorer le distribution



Live nos informations page 3.

Un entretien avec l'économiste Edmond Malinvaud

Pour un «new deal» européen

Le plus fameux et le plus discret des économistes français e décidé de sortir de sa réserve, evec, dit-il, «un sentiment de devoir» face à l'aggravation dramatique du chômage dans tous les pays européens. Edmond Malinvaud, professeur au Collège de Frence et encien directeur de l'INSEE, plaide, dans un texte élaboré avec douze autres économistes, et non encore diffusé en France, pour une vigoureuse initiative de relance à l'échelle de l'Europe. Relance indispensable si on veut éviter de voir la taux de chômage, déjà très élevé, progresser encore pendant des ennées.

Ce « programme », nous explique-t-il dens un entretien exclusif, est fondé sur trois ections énergiques. La pramière consiste à abaisser rapidement et massivement les taux d'intérêt à court terme, jusqu'à les remener à un niveau réel nui (compte tenu de l'inflation). La deuxième, à moyen terme, vise à réduire fortement le coût du travail non qualifié, le plus touché par la crise, en suppriment toutes les cotisations sociales patroneles sur le salaire minimum. Troisième action, également de moyen terme, un programme très ambitioux d'investissemente à finalité collective (réseaux européens de communication, rénovation urbaine, etc.), qui à l'échelle du Vieux Continent devreit atteindre 250 milliards d'écus (1 885 millierds de frencs), soit 4 % du PIB étalés sur

Pour êtra efficace, catte initiative doit être décidée, et au moins coordonnée au niveau de l'Union européanne, même si la mise en œuvre relave de programmes nationeux. Elle doit en outre s'accompagner d'une politique de modération des sataires, afin d'éviter que la reprise alnsi provoquée ne dégénère en inflation, et n'avorte, comme ce fut le cas de celle de 1988-1990. L'Economie, page i

Dans «le Monde des débats» de novembre

Les Etats désarmés face à la drogue

Face eux ravages provoquée par la drogue dont lee effets dévastateurs sont souvent conjuguée avec ceux du sida, les Etats eont profondément désarmée. Doivent-ile, pour mieux en contrôler les excès, libéraliser l'usage des etupéfiants? Feut-il, eu contraire, qu'ils renforcent le répression des vendaurs et des consommateurs? La question se pose eussi bien en France que, par exemple, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas ou en Colombie.

Egalement dans ce numéro : un entretien exclusif evec la Prix Nobel mexicain Octavio Paz; les réflexions de Pierre-Jean Rémy, Max Gallo et Paolo Fabbri sur la elituation de la culture franceise devant l'offensive de l'industrie audiovieuelle eméricaine; les discussions que soulève en Australie l'application de la politique mutoculturelle du gouvernement.

► En vente dans les kiosques; le numéro 30 F

Université : la droite à contretemps

Les étudiants manifestent pour un meilleur budget

droite face à l'université. Téta-nisée et maladroite. En retard d'une mutation ou d'une génération. Hentée per la tour d'Ivoire qui e volé en éclats en mai 1968 et qu'elle n'a eu de cesse de reetaurer depuie, brutalement dans les années 70, malencontreuesment en 1968, pendant la première consbitation, evec plue de préceutions, mele non moins de persévérance depuis quelques mois. La droite, en eomme, bellottée entre réformes, contre-réformes et

Les révoltes, tout d'ebord. Elles nourrissent, à l'évidence, au sein de l'actuelle majorité, une défience profonde à l'égard de l'université, il est vrei que per deux fois, déjè, l'embellement împrévu du monde estudiantin e feit chanceler le gouvernement ; en 1968, en précipitant la retraite du général de Geulle, et en 1986, en brisant la marche conquérante de Jacques Chirec, elore premier minietre en route vers l'Elvsée.

Obsédé par ces précédents, l'ectuel gouvernement s'eet enfermé dans une équation un turbulencee event l'élection

Voilà donc, à nouveau, la présidentielle de 1995, il suffisait de a abstenir - quoi qu'on en pense - de toute réforme affichée et globale de l'univeraité. L'expérience prouve que les étudients n'ont plus besoin d'un projet de réforme pour s'inquiéter de leur aort et nourrir leur anxiété de l'avenir. Se raccrocher, en guise d'explica-tion, eu vieil épouvanteil du complot gauchiste, relève, pour le moins, de l'incompréhen-

> Meie la défiance n'est pas moindre à l'égard de l'institutoutes les sauces depuis deux décennles. SI l'on s'en tient aux sctes, la droite s'en est constamment drepée pour restaurer cette « République des professeurs » qui préveleit event 1968. Une République dans laquelle chaque discipline, chaque feculté, chaque doyen et cheque « petron » ételt maître en son domeine, replié sur son territoire, négocient checun pour soi emplois et subsides auprès d'un ministère centrelled et perfeitement rompu à la gestion de cee

> > GERARD COURTOIS Lire la suite page 12

Le silence des agriculteurs

En contrepartie des mesures rendues publiques lundi 15 novembre, le monde paysan se tait, les yeux fixés sur l'échéance du GATT

Qu'coteodez-vous dans les campagnes? Pas grand-chose, pour ne pas dire rien...

Oo dirait que le monde pay-san, depuis plusieurs mois déjà, s'est leissé gegoer par un engourdissement hivernal et que les derniers travaux des champs se sont achevés beaucoup plus tôt que d'ordioaire. Dans leur grande majorité, les agriculteurs font sileuee et leurs syudicats, majoritaires ou secondaires, qui nous avaient habitués à plus de combativité et d'agitation, semblent avoir mis au rancart leurs prolizes machines à diffuser, pour un oui ponr un non, des communiqués vigoureux.

Quel contraste svec l'automne 1991, lorsque les mioistres d'Edith Cresson étaient

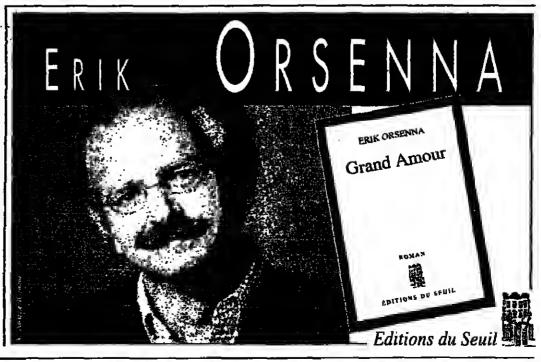
déplacements en province de crainte de voir les représentants légitimes de le République aspergés de fumier ou menacés par les fourches de la colère! Il evait fallu, pour calmer les jecqueries, que le chef de l'Etat lui-même - après avoir menacé de sévir contre les « bandes de hors-la-loi » - s'en mêle et anuooce, dans une interview téléguidée su Journal du Centre, un ensemble de mesnres spai-

Aujourd'hui, alors que les dangers ne soot pas moindres qu'il y a quelques mois puisque les ultimes oégociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) continuent à se heurter à l'in-

cootraints à recoocer à leurs flexibilité de Washington, les revendications et manifestations peysanoes sont ou point mort. La Bretagne a bien montré sporadiquement sa grogne, encerclaot des sous-préfectores et organisant des cortèges de tracteurs, mais e'était à propos de la ehute des cours du porc (aujourd'hui enrayée) ou des importatioos exeessives de tomates marocaines, deux dossiers iodependents des tractetions au GATT ou d'un quelconque contentieux américano-français.

> Qu'est-ce qui explique done cet assagissement, cette sorte de bienveillance à l'égard du gouvernement?

> > FRANÇOIS GROSRICHARD Lire la suite page 20



A L'ÉTRANGER : Marce, 8 CH; Turisis, 850 m; Alexandre, 2,50 CM; Autrisis, 25 ATS; Beigique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilia-Rikarion, 8 F; Côte-C'Moire, 485 F CFA; Dansmark, 14 KRD; Expagne, 190 FTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 280 DR; Irlanda, 1,20 £; Italia, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norrège, 14 KRN; Pays-9ss, 3 FL; Portugel Cont., 180 PTE; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 S.

Un entretien avec Bernard Lewis

« Au cours de l'Histoire, les mouvements fondamentalistes islamiques ont tous échoué »

ces jours-ci à Paris, les Arabes dans l'Histoire et Race et esclarattacher ces ouvrages à l'ac-tualité en disant que l'islamisme est finalement un moyen pour les Arabes de redevenir acteurs

 Un livre bistorique qu'on ne peut pas relier à l'actualité n'a pas une très grande valeur. Les Arabes dans l'Histoire, c'est une vue géné-rale de l'Arabie depuis la période pré-islamique jusqu'à nos jours. Cela surait été difficile de la présenter sans parler de l'actualité. Ce livre a été publié pour la première fois en 1950. Maintenant, c'est une nouvelle édition remaniée, parce que la facon de voir le passé a changé à la lumière des documents trouvés, des nouvelles méthodes de recherche, de l'évolution des idées et de ma propre évolution. Celle-ci a, d'un côté, augmenté nos connais-sances et, d'un autre, les a diminuées. Très souvent, la recherche scientifique ébranle les certitudes. Exemples: la vie du Prophète ou les prémices de l'islam. J'ai fait mes recherches sur d'autres ques tions, mais j'ai été aussi obligé de er de l'indicatif au conditionnel et d'ajouter des expressions comme «suivant la tradition», etc.

- Sur quels sujets êtes-vous passé du conditionnel à l'indica-

les sociétés.

mot.

ditionaliste -, qui n'a pas

- Il n'est pas fondamentaliste

Alors qual régime «isla-

miste» e échoué dans l'His-

les Almohades (2) au Maghreb,

même s'ils n'ont pas échoué immé-

«Les révolutionnaires

iraniens n'ont pas

su résoudre

les problèmes

de leur pays

La plupart des régimes musulmens dans l'Histoire n'étaient-lis pas peu ou prou islemistes, puisqu'île appli-quaient la loi islemique?

révolutionnaires, issus d'un mouve-ment radical qui présentaient une

critique de ce qui se passait et qui

prétendaient renouveler la foi et les

institutions, retourner aux sources

authentiques de la religion. Le

chiisme a commence comme cela. Quand je dis que ces mouvements

ont échnué, je veux dire qu'ils n'ont pas réussi à créer quelque chose qui différait de ce qui était là

blant aux régimes qu'ils ont détruits, en ce sens qu'ils n'ont pes

rempli leurs promesses et sont devenus aussi tyramiques, corrom-

ous, et parfois pires que ceux qui

immunisés, qui peuvent se pro-téger contre l'islamisme?

résister, qui ont une constitution

~ Y e-t-il des régimes qui sont

- Il y a des régimes qui peuvent

avant. Ils ont échoné en resse

Non, je parle ici de régimes

- Les Fatimides (1) en Egypte,

 Par exemple, j'avais parlé dans la première édition de l'importance de l'acceptation par les Arabes du papier, qui venait de Chine, et du rejet par les mêmes de l'imprime-te de l'importante. rie, qui est arrivée en Europe en renant aussi de la Chine, L'impact des mayens électroniques, de l'informatique, de la communication, m'a permis de comprendre beaucoup mieux l'impact de l'acceptation du papier. Les conséquences de l'introduction du papier ne se sont pas limitées à la vie intellectuelle. Il ne s'agissait pas seulement de lire, mais aussi de permettre au . gouvernement de développer la bureaucratie, et aussi le commerce.

Pour revenir à aujourd'hui, quel est le terme le moins impropre pour rendre compte des remous du monde musulman : islamisme, radicalisme, fondamentalisme, intégrisme?

 Le mot «fondamentalisme» est chrétien, c'est un mot américain protestant qui date de 1910 environ. A l'époque, des Eglises vou-laient se différencier et ont publié une série de pamphlets qui s'appe-laient The Fondamentals. Cela u'a rien à voir avec l'islam! Pourtant, on peut aujourd'hui le retenir, car il est maintenant d'usage courant et moins trompeur que les autres qui correspond un peu au «fonda-mentalisme» dans l'Eglise catholique. Ou le mot «islamisme», apparu plus tard. Ce dernier est le pire parce qu'il donne l'idée que ces mouvements sont quelque chose de typique, de normal, de central; que c'est cela l'islam, la religion musulmane, la civilisation

– Cela n'en fait-il pas néan-

 Oui, mais j'hésiterais à dire que cela en fait partie «intégrante»
 C'est un phénomène qui n'est pas nouveau, qui est engendré par l'islam lui-même, qui a existé de façon discontinue, qui revient de temps en temps. Mais ce n'est pas central. Ces mouvements de crise ne sont pas universels, mais pres-que toujours limités à une région, à tances. Ils ont une chose en com-mun : ils ont tous échoué. Il y a deux façons d'échoner : d'abord, la façon facile, c'est-à-dire être sup primé, ne pas réussir à saisir le pouvoir. C'est la faillite la plus commode, on a même l'avantage de devenir martyr. L'autre façon

Bernard Lewis est aujourd'hui l'orientaliste anglo saxon le plus en vue, comparable en France à des savants comme Jacques Berque ou Mexime Rodinson (lequel préfaça en 1982 le célèbra essai de B. Lewis, les Assassins, éditions Berger-Levrauti). Une dizaine de ses ouvrages ont été traduits en français, notemment Juifs en terre d'islam (Calmann-Lévy), Comment l'Islam a découvert l'Europe (La Découverte) et Islam at laicité (Fayard). Né en 1916 à Londres dans une famille juive, Bernard Lewis a longtemps enseigné l'histoira du Proche-Oriant à l'université de sa ville natale (1949-1974), avent d'émigrer aux Etats-Unis - il se définit volontiers comme canglo-américain» — où il a été professeur à Princeton et où il reste chercheur dans le même université. Spécialisé notamment dans la grande époque médiévale arabe et la Turquie ottornane puis kémalienne, Bernard Lewis s'est aussi penché sur la phénomène islamista contemporain, défendant ardemment l'idéa selon laquelle l'eislemisme » est un danger pour les musulmans avent d'en être un pour leurs voisins, en particulier les Européens. L'orientaliste était récemment de passage à Paris pour la aortie da deux nouvalles traductions da ses couvres : Les Arabes dans l'histoire (Aubier) et Race et esclavage au Proche-Orient (Gallimard), nouvelle mouture enrichie du plus fameux de ses titres, Race et couleurs en pays d'islam (Psyot, 1982).

(au sens médical) assez forte pour survivre à ces infections, mais pas sans difficultés. Selon les régions, il d'échouer est plus pénible et prend plus de temps : ces mouvements échouent après avoir conquis le pouvoir, parce qu'ils n'ont pas de y a différentes explications. En Egypte, le régime a des chances de survie, parce que l'Egypte est un pays très centralisé, qui a déjà une longue tradition d'autogestion, ce réponses aux questions posées par » Les Assassins, à l'époque médiévale, appartenaient à la pren'est pas une création artificielle; il mière catégorie. Ils ont été suppri-més; les révolutionnaires en Iran, à y a un système de loyanté, une véritable nation. Au Maroc aussi, il la seconde : ils ont pris le pouvoir y a de bonnes possibilités de sur-vie. Tabsin Béchir (3) a dit : «Au il y a quatorte ans, mais n'ont pas su resoudre les problèmes qui se Proche-Orient, il n'existe qu'une seule nation, c'est l'Egypte; toutes les autres sont des tribus avec des posaient à eux et sont devenus, à leur tour, des oppresseurs. - Que penser du régime secu-dien - islamique, intégriste, tra-

drapeaux.» - Il y a pourtant des petites nations, le Yémen, Oman...

- Mais que veut-on dire par «nation»? C'est une notion curo péenne. Le mot «patrie» existe en arabe depuis l'époque pré-islamique, c'est un mot qui comporte beaucoup d'émotion, mais qui n'a aucun sens politique. On peut trouver des centaines de vers arabes qui parkent de watan (patrie), mais c'est toujours pour évoquer la nos-talgie du passé individuel : on parle de watan en même temps qu'on parle de sa jeunesse disparue. La première mention que j'ai trouvée de watan avec le sens politique de «patrie», c'est dans un rapport de l'ambassadeur turc à Paris sous le Directoire... Il décrit ce que fait la République française pour les sol-dats qui ont été blessés au service de la patric...

~ Puis la cumma (la communauté) l'a emporté sur le watan.

- La oumma évidenment, c'est religieux. Et maintenant, si vous regardez le vocabulaire politique, on distingue très mai entre la nation et la communauté religieuse. Les fondamentalistes le font exprès, mais d'autres aussi ne distinguent pas très bien. A une certaine époque, je lisais la presse ottomane du XIX siècle. Dans les faits divers, à propos d'un accident dans la rue, on disait «Un musulman est mort ». Ici, on dirait un homme. Pour le lecteur, c'était important de savoir si c'était un musulman, ou

un Grec, ou un Arménien. - U y a deux schémas «Islamistes», celui, apparemment pro-occidental de l'Arabie et celui apparemment anti-occi-dental de l'Iran. Lequel pro-gresse is plus à l'heure actuelle? Certains orientalistes français prédisent une généralisation du système sacudien,

- Si nous considérons la question en fonction d'une orientation pro-occidentale ou anti-occidentale, cela fausse le problème. Pour les fondamentalistes, la question essentielle n'est pas le rapport avec l'étranger ou avec les étrangers. C'est une question interne : le musulman a été détourné de la voie historique et authentique, de la voie de Dieu, depuis un siècle dans certaines régions, deux siècles dans d'autres, à cause de la domination ou de l'influence occidentales, et surrout à cause des traitres prétendument musulmans, des gens qui portent des noms musulmans, mais qui sont des renégats, des apostats, et c'est contre eux que le dihad essentiel doit être mené. Le difinad c'est la guerre contre l'Infidèle, cootre l'incroyant, mais aussi la guerre contre l'apostat.

- Comment l'Aigérie peut-elle échapper à ce piège?

- Là comme ailleurs, la répres-sion peut continuer un certain temps, mais il faut aussi faire quelque chose pour améliorer la situation réelle des gens, parce que tout cela n'est pas exclusivement un mouvement culturel on religieux. Cela vient également de mécontentements sociaux et économiques très profonds, et surtout de la crois-sance de la population sans aucun développement économique corres-

- N'est-Il pas trop tard pour ce genre de réponse?

- Jai un collègue arabe qui dit que la seule solution pour ces pays, c'est le contrôle des naissances

qu'après tout il faut que ces peuples aient leur expérience miste et qu'ils voient qu'elle n'a pas de réponse en termes de programme.

- C'est vrai qu'ils n'ont pas de réponse, pas de solution pour ces problèmes. Un ami alaérien m'a dit que le FIS (Front islamique du salut) est très populaire parce qu'il n'est pas au pouvoir. S'il vient au pouvnir, il perdra rapidement sa popularité. Mais s'ils arrivent au gouvernement, ils n'auront plus besoin de popularité. Leur présence au pouvoir risque de durer longtemps, et je ne vois pas commen l'Occident pourrait l'empêcher. Parce que la situation a changé de façon très profonde. Après l'écroulement de l'URSS et la guerre du Golfe, les deux superpuis disparu : l'une ne peut plus et l'au tre ne veut plus jouer un rôle impérial. Le temps où l'on se demandait ce que nous pouvons faire pour résoudre ces problèmes est passé. Ce sont leurs problèmes, c'est aux Arabes et aux autres musulmans de

trouver une solution, Croyez-vous à l'existence de liens plus ou moins secrets entre les Américains et certains pouvoirs ou mouvements isla-

- C'était vrai pendant la guerre froide, oil certains out trouve que le fondamentalisme musulman était un allié contre le communisme, surtout en Afghanistan, mais aussi ailleurs. Maintenant c'est fini.

Comment vovez-vous l'évolution du régime en Iran? A-t-il échoué, eat-il en passe d'échouer, per rapport à ses propres objectifs?

- Ils ont conquis le pouvoir et ont réussi à s'y maintenir. Ils ont restauré certaines lois musulmanes, pas toutes. Par exemple, la polygamie - qui avait été abolie par le chah - mais pas le concubinage D'un point de vue économique, la situation a nettement empiré. Le sort des gens est pire qu'avant. On m'a dit que l'on a vu ce graffiti en Iran: « Pourquoi n'aviez-vous pas dit que vous vouliez la guerre, la famine, le sang? Signé: Mohamed Reza-Chah». Il est vrai aussi que le régime est bien en place, mais tôt ou tard il risque d'être remplacé par un nouveau Reza Khan (4). Des centres régionaux devenus plus forts pourraient apparaître, et la puissance de Téhéran en être diminuée. Un général quelconque pourrait venir avec son armée dans la capitale pour rétablir l'unité de la nation. C'est peut-être comme cela que finira la révolution islamique

en Iran; cela peut arriver demain ou dans cinquante ans.

- En Turquie, on est frappé par le discrédit, en dehors de la bourgeoisie et de l'armée, qui frappe la laïcité kémalienne. La Turquie peut-elle être un point fort de la résistance à l'islamisme, où évoluer vers un régime religieux?

- Les deux sont possibles. C'est un domaine où l'Europe peut avoir une parole décisive. La Turquie a fait une demande pour entrer dans l'Union européenne. La décision de l'Union aura des conséquences énormes. Si les Turcs se sentent rejetés par l'Europe, qu'ils essaient de rejoindre depuis plus d'un siècle, il y aura une forte possibilité vers l'autre côté.

> «Si les Turcs se sentent rejetés de l'Europe, ils se tourneront de l'autre côté»

- Si la Turquie est dans l'Europe, cela veut dire que tous les Turcs peuvent y venir; s'ils le

- Je ne nie pas que c'est un problème très sérieux pour l'Europe... mais aussi une question fonlamentale pour la Turquie. Dans la Conférence des Etats islamiques il y a 51 membres et pratiquement un seul y est doté d'un système démocratique : la Turquie...

- Pourquoi les Turcs refusent-ils toujours de reconnaître la génocide arménien? - Vous voulez dire reconnaître la

version arménienne de cette histoire? Il y avait un problème arménien pour les Turcs, à cause de l'avance des Russes et d'une population anti-ottomane en Turquie, qui cherchait l'indépendance et qui sympathisait ouvertement avec les es venus du Cancase. Il y avait aussi des bandes arméniennes – les Arméniens se vantent des exploits éroliques de la résistance -, et les Turcs avaient certainement des problémes de maintien de l'ardre en état de guerre. Pour les Turcs, il s'agissait de prendre des mesures punitives et préventives contre une population peu sûre dans une région menacée par une invasion étrangère. Pour les Arméniens, il s'agissait de libérer leur pays. Mais les deux camps s'accordent à reconnaître que la répression fut limitée géographiquement. Par exemple, elle n'affecta guère les Arméniens vivant ailleurs dans Empire ottoman.

» Nui doute que des choses terribles out eu lieu, que de nombreux Arméniens - et aussi des Turcs ont péri. Mais on ne comaîtra sans doute jamais les circonstances précises et les bilans des victimes. Songez à la difficulté que l'on a de rétablir les faits et les responsabilités à propos de la guerre du Liban, qui s'est pourtant déroulée il y e peu de temps et sous les yeux du mondel Pendant leur déportation

vers la Syrie, des centaines de mil-liers d'Arméniens sont morts de faim, de froid... Mais si l'on parle de génocide, cela implique qu'il y ait en politique délibérée, une déci-sion d'anéantir systématiquement la nation armémenne. Cela est fort douteux. Des documents turcs prouvent une volonté de déportation, pas d'extermination.

Les Turcs reconnaissent-ils même ce que vous dites là?

- Cela dépend de quels Turcs. Les autorités officielles ue reconnaissent rien. Certains historiens turcs vous donneraient des

- En France, pays de tradition lique et chrétienne, une minorité musulmane peut-elle s'intégrer vraiment à la société sans se renier, et sans pratiquer la

réponses plus nuancées.

- En France, vous avez une longue expérience de l'immigration, mais pas musulmane. En Amérique aussi, il y a une longue expérience chrétiens ou juifs, et plus récem-ment des bouddhistes. L'Amérique est une nation politique, on est américain par choix, celui qu'on a fait soi-même ou le choix fait par les ancêtres. Dans un pays comme la Prance, la question se pose d'une autre façon. Théoriquement, je ne vois pas de raisons pour que des lmans ne deviennent pas des Français de religion musulm comme il y a des Français de religion protestante ou autre. La diffi-culté est dans la nature de l'identité religieuse musulmane. Cette question a été longtemps discutée parmi les musulmans cux-mêmes. Quand la Reconquête a commencé en Espagne, les juristes musulmans ont considéré la question : «Est-ce qu'un musulman peut vivre sous un gouvernement chrétien?» En général, ils ont répondn « non ». Mais très tôt, les juristes out attéune cette réponse : ils ont dit qu'on peut rester si l'on a la possibilité de pratiquer l'islam.

* Mais que signifie exactement,

«pratiquer l'islam»? Dans nos civilisations occidentales, la tolérance religieuse veut dire que les minorités ont le droit d'avoir leur lieu de cuite et c'est tout, peut-être nne certaine autonomie dans les affaires de la communanté. Tandis que pratiquer l'islam signific vivre selon la loi sainte musulmane, ce qui, selon l'interprétation de certains de ses chefs de file, n'est pas compatible avec un litat moderne. Voilà la difficulté, et cela se voit à de nombreux égards, comme le sort de la femme, du mariage, de l'héri-tage. C'est une véritable difficulté qui ne peut être résolue que par les musulmans eux-mêmes. Le problème se complique du fait que nombre d'immigrants musulmans viennent de régions rurales et tra-ditionnelles et sont d'un coup transplantés dans des sociétés occidentales, laïques et modernes. Ils y découvrent des libertés inhabituelles, qu'ils peuvent même trouver suspectes, et en même temps se voient nier ce qu'ils tiennent pour une liberté fondamentale, celle de prationer leur religion à leur

ditionnels, les chrétiens, quoique privés de certains droits en matière fiscale et politique, jouissaient d'une grande autonomie dans leurs affaires internes, y compris en matière de mariage, de divorce, d'éducation et d'héritage. Or un musulman qui vient de l'Algérie on du Pakistan a une mémoire histori-que. Arrivant en Europe occidentale, il a beaucoup plus de liberté que ce qu'il attendait et beaucoup moins de liberté, parce qu'il n'a pas d'autonomie communautaire. D'où l'histoire du musulman qui rappelle qu'ayant permis aux chré-tiens, chez lui, de pratiquer la monogamie, il ne comprend pas pourquoi on ne le laisse pas, chez nous, pratiquer la polygamie... »

Jean-Pierre LANGELLIER

Jean-Pierre PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Dynastic chilte ismaélienne ayant régné, notamment, sur la Tunisie et l'Egypte (909-1171).

(2) Dynastie berbère ayant régné sur le Maghreb et l'Andalousie (1147-1269). (3) Ancien conseiller politique du pré-sident Sadate. (4) Fondateur en 1925 de la dynastie Pahiavi.

Le Monde PLANTU est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





■ LA QUADRATURE DU CER-CLE. Conciller la pouvoir du Parti communiste et la conversion de l'économie chinoisa au capitalisma : telle était la quadrature du cercle pour le piénum du PCC, qui s'est achavé

dimanche 14 novembre à Pékin. ■ RATIONALISER L'ÉCONO-MIE. Cet impératif politique était si urgent qu'il en a occulté l'eutre : la nécessité de « rationaliser» une économie qui s'emballa, entrainant la société dans un tourbillon mal maîtrisé. Seules ont été rendues publiques dix « têtes de chapitre » d'un plan dont l'établissement a

france pays de take

7:74:25

20 10 Turn #4

(1) 💯 🛍

grand and all the the

Sign official stress of the st

- Charle de um

a The same period (the

The American State of

été difficile. ■ LA GLOIRE DE DENG XIAO-PING. Les hiérarques du régime sont divisés à l'epproche de la succession de Deng Xiaoping. La réunion a donc coincidé avec un renouveau de propagende à le gloire du patriarche, lequel demeure à 88 ans le clé da voûte d'un système déboussolé.

PÉKIN

de notre correspondant Il fallait bien que le régime chinois en arrive un jour à tenter de définir cette « économie socialiste de marché » qu'il affirme vouloir réaliser pour contourner son incapacité à rejeter les dogmes fondant son ponvoir. C'est chose faite, à l'issue du 3 plénum du 14 comité central du PCC, avec une formule fort-alambiquée : il s'agit de « faire du marche un facteur fondamental dans l'utilisation des ressources sous le macro-contrôle de l'Etat ». La formule traduit la confusion complète dans laquelle est laissé le pays à la conclusion d'une rémion présentée comme historique du

Farooq Legahri est élu

président de la République

donne l'impression d'un régime en panne, face à des phénomènes qui le dépassent. L'idée-farce est de « ratinnaliser » le système socio-

Ce 3º plénum, tenn en secret du 11 an 14 novembre dans un hôtei militaire de la capitale, en pré-sence de 54 « délégués » non-vo-tants présentés comme « les diri-geants de département concernés », était censé faire écho à un précédent «3º plénum»: eclui du comité central issu du 11º Congrès, en 1978, denx ans après la mort de Mao; eette réunion avait ouvert le règne de Deng Xiaoping, qui offrait des solutions concrètes à un pays en dérive économique. Le plénum qui vient de s'achever entendait clore ce règne, en marquant d'un sceau le testament du «souverain rouge» à son peuple. A tout le moins, il ne parait pes unvrir la deuxième phase de «décommunisation». Il n'annonce pas d'objectif capitaliste mais, en revanche, il réaffirme énergiquement la main-mise du parti sur la

La confusion pourra se trouver en partie dissipée lorsque seront connues les dispositions d'un document intitulé « décision sur certaines questions concernant l'établissement d'une économie socialiste de marché», que le plénum e adopté mais dont, curieusement, le contenu n'a pas été immédiate-ment rendu public. De ce texte qui se veut « programme d'action » pour l'objectif an 2000, on ne disposait, an lendemain du plénum, que de ses dix têtes de chapitres. Celles-ci traitent, entre autres, de correctifs dans les rapports entre l'Etat et les entreprises en vue d'instaurer un système amoderne», de l'établissement d'un « système rationnel » de distri-bution des tevenus et de sécurité sociale, de la transformatinn des CC d'un parti unique qui entend fonctions gouvernementales en vue bien le rester. Le communiqué de créer ce fameux « système de publié à l'issué de la réunion contrôle macro-économique fiable»

qui est la bible des planificateurs face à l'irruption du capitalisme. On attend, de ce point de vue, une réforme de la banque centrale, économique. Mais les mnyens ainsi qu'un nouveau partage des revenus fiscaux entre l'Etat central et les provinces, an bénéfice du

> Charabia idéologico-économique

Mais le charabia idéologico-économique sur lequel se sont retrouvés, à l'issue d'une session apparemment bouleuse, les clans rivaux dn régime n'augure pas d'une grande détermination dans les mesures à venir : le communiqué hrasse les poncifs contradictoires en amalgamant «un système de macro-controle par des moyens principalement indirects» et une distribution des revenus « en fonction du travail qui donne in priorité à l'efficacité dans l'équité tout en encourageant certains is s'enrichir en premier». Il appelle à une «cla-rification des droits à la propriété» tout en conservant à la propriété publique sa place prédomi-

Toutes ces notions, est-il souligné, sont «inter-connectées et interrestrictives », ce qui explique que l'effort de modernisatinn soit, in fine, soumis à la volonté politique puisqu'il convient de « renforcer et amélinrer le rôle dirigenns du partia. Aussi bien est-il prévu, de manière plus nette, que des réformes puissent être « abandonnées » au cas où elles se révéleraient contraires au « déveluppement des forces productives ». Cette vieille formule stalinienne désigne le monopole du pouvoir par la

CLÉS/ Les principaux protagonistes

caste dirigeante. Car tnut est là. Comme à la fin du règne de Tseu-Hi - l'impératrice douairière mandchoue au crépuscule de l'empire - d'éventuelles réfirmes ne duivent en rien mudifier l'urdre politique établi. Les aménagements du système sont asujettis à cette priorité absolue, ce qui relativise fortement la portée de la décision - laquelle a, au reste, été apparemment adoptée sans l'unanimité de rigueur. Tout en affichant l'air le plus serein face à l'échéance de la mort de Deng (Jiang Zemin, chef théorique du parti, de l'Etat et de l'armée, est confirmé dans son rôle de « noyau » de la direction collégiale des successeurs), les mandarins actifs ont offert une image de conseil impérial suprême annunnant des formules, sans être en mesure d'imprimer une direction

Xiaoping au sein da la direction

enlléglele qui présida officielle-

le cunversation, un carectèra

assez direct, una passinn pnur

l'efficacité et, darrière un visage

mour. Originaire du Hunan, la

province natele da Mao, Agé de

plus paru porter une attention excessive à la lutte contre la corruptinn, phénnmène pourtant impupulaire, que le communiqué n'évoque qu'en passant.

Le plénum avait été précédé d'nn tir de barrage de la propa-gande à la gluire de « l'architecte en chef des réformes», c'est à dire le désormais invisible Deng, au moins aussi intensif que celui qui avait eu lieu pour Man avant sa racontant la première phase de sa vie: ahundante exégèse, écrite et audinvisuelle, de la «théorie de l'écommie socialiste de marché» aboutissant à un sommet : l'ouverture, à Shanghai, d'un «Centre de recherches sur la Théorie de Deng Xiaoping»: enfin, publication d'un troisième volume de ses œuvres choisies, avec des extraits de ses interventions au cours de sa tournée dans le sud en 1992, lorsqu'il relança les réformes et le croissance économique.

Il reste que les mutations sociales importantes à venir, provoquées par l'appel à «nccéléres les réformes » qui s'étale en titre de «une» dans la presse lundi, risquent de ne pas aller sans leur comptant de mécontentements politiquement déstabilisateurs. L'exécutant principal des réformes voulues par M. Deng, le vice-preautère, un certain sens de l'hu- mier ministre Zhu Rongji, passe pour avoir été l'objet de la grogne des conservateurs pour les difficul-tés que son plan d'austérité a créées aux entreprises publiques à Pékin. Durement traité pendant la révolution culturelle, il e dernières statistiques officielles ensuite fait carrière eu Plan et montrent cependant que le plan dans la décullectivisation de anti-surchanfie de M. Zhu a perdans la décullectivisation de l'éconnmia. Il se retrouve meire da Shanghaï an 1988. A ce poste, il e pu éviter le recours à l'accés lors du « printernes » de

ment aux destinées de la Chine. général du PCC dapuis 1989, bra, le maître de le China. Ca Il trancha sur la plupert da ses collègues par son elsance dans

Jiang Zemin ; le dauphin apparent. A la faia chef da l'Etat, depuis mars, at secrétaire Jiang Zemin, soixante-sept ans, est à présent le mieux placé pour devenir le vrai « numéro un » de la Chine à la mort de Deng Xiaoping. Le mauvais aurt qu'avait connu, à le fin dee années 70, eprès la mort de Man, le précé-dent homme politique doté d'au-tant de pouvoirs théoriques, Hua Guofeng, imposa d'eutent plus la prudence que les circonstances ont déjà conduit le patriarche Deng à secrifier deux dauphins. Jiang Zemin a le réputetion d'être un epparetchik pragmati-que, cepahia de prendre an temps apportun lea viragaa 'nécessaires, "afin da toujours

danné officiallament tous aas pouvoirs, Deng Xieoping n'en demeure pas moins, dans l'ompatriarche da quetre-vingt-huit ens, vétéran de la Longua Marche, aacrétaira général du PCC juequ'à la révolutinn culturella, eu cours de laqualle il a été daux fols victime das purges ultre-geuchiatas, a lungtemps louvoyé dans le passé entre ses vieux cemerades coneervetaurs et les héritiars réformistee qu'il e'était choisis. Avac l'âge, il e finelemant opté pour das poaltions de plus en plus conserva-trices jusqu'à le répression violente du mouvemant des étudiants en juin 1989. Zhu Rongji : Tancien maire

suixante-eing ene, il a reçu una formation d'Ingénieur électricien demeurer dans le courant domipant.

Deng Xiaoping : le
patriarcha. Blan qu'eyant aban
de Shangñaï. Vice-premier
minietra deptils 1991, numéro
einq du régime, M. Zhu paeee
patriarcha. Blan qu'eyant aban
de Shangñaï. Vice-premier
minietra deptils 1991, numéro
einq du régime, M. Zhu paeee
patriarcha. Blan qu'eyant abanprur êtra la poulain de Deng

de Shangñaï. Vice-premier
minietra deptils 1991, numéro
einq du régime, M. Zhu paeee
patriarcha. Blan qu'eyant abanprur êtra la poulain de Deng

de Shangñaï. Vice-premier
minietra deptils 1991, numéro
einq du régime, M. Zhu paeee
patriarcha. Blan qu'eyant aban-

Plus de mille morts lors de l'offensive tamoule à Pooneryn

sive laucée, la semaine dernière. Un proche du premier ministre
Benazir Bontto a prêté serment
dimanche 14 novembre comme
président du Pakistan. Farooq

M= Bhutto d'envisager de mener par les maquisards des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) contre la base aéro-navale de Pooneryn (extrême nord du Sri-Lanka) devrait dépasser les mille morts, ont indiqué lundi 15 navembre des sources

> La radin clandestine La Voix des tigres a admis que les séparatistes tamouls, qui faisaient le eents murts et quatre cents bles-

Le hilan définitif de l'inffen- siège de la hase, avaient perdn sés. Un certain nombre d'autres quatre eent soixante-dix cnmbattants pendant trois jnurs de combats acharnés.

> nams de leurs cadres tués (...) mais nous estimnas que le nombre réel pourrait être supérieur ». a déclaré un porte-parole militaire. Les pertes des forces de sécurité sri-lankaises sont, quant à elles, évaluées à au mnins cinq

soldats snnt encore portés dispa-

Les enmmandus d'élite de «Les Tigres ont fourni les l'armée n'ont réussi que samedi à briser l'encerclement de la base pour se purter au secours des militaires assiégés par le LTTE depuis jeudi.

L'évaeuation des hlessés a commencé dimanche, les hélieoptères de l'armée pouvant a affirmé lundi un porte-parole enfin se poser à Pooneryn : cent militaire. - (AFP, Reuter.)

vingt soldats parmi les plus grièvement atteints ont déjà pn être embarqués tandis que deux cent cinquante autres blessés se trouvaient encore sur la base lundi. L'armée a envoyé des « renforts en hammes et en munitians pour rensorcer in désense ». « La situntinn est entièrement contrôlée ».

AFGHANISTAN

Les forces du premier ministre gagnent du terrain

Les forces du premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, leader du groupe Hezb-i-Islami, ont gagné du terrain, dimanche 14 novembre, sur celles de son principal adver-saire Ahmed Shahd Massoud, à l'issue d'une violente bataille qui s'est déroulée dans la vallée de Tagab (est de Kaboul).

Les partisans du général Massoud, ancien ministre de la défense, unt finalement dû reenler dimanche vers Nijrab, après la perte de Tagab. A Kaboul, des responsables du ministère de la défense contrôlé par Masseud ont qualifié la «bataille de Tagab» de « décisive » et fait état de « lourdes pertes de part et d'autre», sans précisions chiffrées.

Les deux inurnalistes occidentaux capturés par le Hezh lundi dernier, Terence White, journaliste néo-zélandais travaillant pour rafp, et John Jenning, journaliste américain à l'agence Associated Press (légèrement blessé aux pieds lors de sa capture), auraient d'autre part été transférés dimanche à Charasyab, quartier général de Gulhud-din Hekmatyar, à 25 kilomètres au sud de Kaboul. M. Hekmatyar a promis que les deux journalistes seraient hientôt reiachés. - (AFP.

DANIEL SOULEZ LARIVIÈRE



Cet avocat impétueux pousse un grand cri de colère, accusant les juges et les journalistes de faire les clowns au détriment du citoyen.

Dominique Simonnet / L'Express __

Modération et probité

térim à la tête de l'Etat.

Nord-Ouest et le Balouchistan. M. Leghari, membre du PPP

(Parti da peuple paristanais, dant M= Bhatta est la prési-

dente), l'a nettement emporté sur Wasim Sajjad.

Président par intérim depuis juillet, M. Sajjad était souteun par Nawaz Sharif, ex-premier ministre islamiste modéré du Pakistan (1990-1993),

et chef de la Ligue musulmane,

qui a perdn les élections du 6 octobre. Outre 171 voix de par-

6 octobre. Outre 171 voix de par-lementaires nationaux (contre 108 à son adversaire), M. Leghari a obtenu la majorité dans les quaire assemblées provinciales. An total, sur les 464 voix du collège électoral, il en a recueilli 106 de plus que son adversaire. M. Sajjad a aussitôt retrouvé sa fonction de président du Sénat, qu'il exerçait avant d'assurer l'in-térim à la tête de l'Etat.

Le nonvel élu s'est engagé à rant, en particulier, fevorable à une réduction de ses propres pouvoirs. Il a sussi affirmé qu'il s'efforcerait d'améliorer les relatinns avec les Etats-Unis, alors que Washington tente d'ohtenir qu'islamabed fasse marche arrière dana l'édificatinn d'une force nucléaire.

des affaires étrangères, est un proche collaborateur de M= Bhutto, Diplome d'Oxford, M. Chatta, au Punjab, est menacomme le premier ministre, M. Leghari, sunnite originaire du Balouchistan, grand propriétaire dans la province du Punjah, est

président du Pakistan. Farooq Leghari, cinquante-trois ans, avait été élu, samedi, par un col-lège de députés, de sénateurs et de membres des assemblées des Parsenal constitutionnel par l'exsident de dissondre l'Assemblée et de mettre fin quasiment à sa guise aux fonctions du chef de gouvernement - une prérogative dont le précédent président, Ghulam Ishaq Khan, avait usé tant contre M. Bhutto elle-même en 1990 que contre M. Sharif il y a quelques mois. Depuis la mort du général Zia en 1988, le Pakistan a été dirigé

par une « trolka » composée du président, du premier ministre et du chef d'état-major des forces armées. L'actuel titulaire de cette function militaire est le général Abdul Waheed. Il a, depuis son entrée en fonction au début de l'année, plutôt pesé pour un ren-forcement des institutions démo-cratiques. C'est dire que, pour la première fois de sa hrève histoire tourmentée, le Pakistan a quelques chances de voir un chef de gouvernement démocratiquement cin aller eu terme de son mandat. Une difficile situation éconnmique et sociale et une nouvelle crise avec le voisin indien à propos de l'éternelle pomme de discorde qu'est le territoire disputé du Caehemire sont les plus graves problèmes auxquels devra faire face la nouvelle équipe.

M= Bbuttn se trouvera aussi en présence d'une opposition dure : déjà Nawaz Sharif, son leader, n'a pas assisté à la céré-monie d'investiture. Il fait face, il M. Leghari, qui était ministre est vrai, à une situation difficile, alors que sa Ligue musulmane, affaiblie par la scission de cée de connaître d'autres défec-

JEAN-PIERRE CLERC AP, Reuter.)

Mort de Sanzo Nosaka fondateur du Parti communiste

TOKYO

de notre correspondant Ayant traversé le siècle sous la bannière du «socialisme», Sanzo Nosaka est mort, dimanche 14 novembre, à l'âge de cent un ans après avoir comu l'effondrement de l'URSS et des régimes qu'elle avait imposés en Europe de l'Est. Il a dû, en outre, souffrir in extremis un cruel désaveu de son parti : en sepcruel desaver de son parri : en sep-tembre, ce centenaire, président honoraire du PC japonais (PCI), était limogé après qu'on eut appris qu'il avait été à l'origine de l'exécu-tion par les Soviétiques, en 1939, de l'un de ses camarades qu'il avait dénorré à tort, comme estion. dénoncé, à tort, comme espion.

La découverte dans les archives du Kremlin de documents prouvant la responsabilité en cette affaire de Sanzo Nosaka avait contraint les dirigeants à ce sacrifice de l'un des chefs bistoriques du PCJ. Décbu, Sanzo Nosaka demeure pourtant l'une des figures marquantes du «socialisme» en Asie. Né le 30 mars 1892, à Yamaguchi, il milita dès le début du siècle au sein de l'organisation Société fraternelle (Yuaikai) qui cherchait à diffuser l'idéal socialiste. Puis il se rendit à Londres pour s'y familiariser avec le mouvement syndical. De retour au Japon, il participa le 15 juillet 1922 à la fondation du PCI, aussitôt interdit. Parti en URSS, il y milita au sein du Komintern (la III Internatinnale) jusqu'en 1940. Il rejoin-dra ensuite Mao Zedong en Chine, en 1940, puis retournera au Japon en 1946.

La politique préconisée par Nosaka - dite du « parti aimable », qui identifiait les Américains à des « forces de libération » – allait aussi susciter bien des critiques. Celles-ci se renforcèrent avec le changement d'orientation de Washington envers le Japon au début de la guerre froide. Les purges menées par le général MacArthur, puis la tactique violente adoptée par le PCJ sous du PCJ, et aussi contraindre ses chefs à entrer dans la clandestinité. Nosaka en sortit en 1955 pour Egypte. devenir secrétaire général puis, en | En aurait-il été ainsi si le chef que le parti allait renaître de ses dans les territoires occupés? Le dent honoraire en 1982.

PROCHE-ORIENT

JÉRUSAI FM

Nous sommes affligés et nous condamnans le meurtre du colon israélien Mizrahi, dit M. Arafat. de paix »

Le président américain, qui avec M. Rabin avait sommé, jeudi, à Washington, le chef de l'OLP de condamner sans équivoque le meurtre de Ramallah, a vu dans ce geste « un signe très positif » pour le processus de paix en cours. « C'est, à son avis, le genre d'attitude qui va leur permetire - à Yas-ser Arafat et à Itzhak Rabin - de travailler ensemble et de mettre en œuvre l'accord conchu.»

De fait, alors que le représentant de l'OLP au Caire, Saïd Kanane, annonçait, samedi, un prochain

1958, président du comité central de l'OLP avait refusé de condam-C'est sous sa direction et celle de ner publiquement l'entorse faite à Kenji Miyamoto, actuel numéro un, ses ordres de cessez-lo-fen général cendres. Nosaka était devenu prési- mystère demeurera. Une chose est sure: Yesser Arafat a sans doute PHILIPPE PONS subi, dans les 48 heures qui nnt

ISRAËL

Yasser Arafat a condamné le meurtre d'un colon juif

de notre correspondant Yasser Arafat a cédé. Pour la première fois de sa carrière et sans doute de sa vie, le président de l'OLP, chef historique des fedayine du Fath, et symbole de la lutte palestinienne pour une patrie, a condamné le meurtre d'un colon juif commis par l'un des siens. Ce geste sans précédent a été accompli, vendredi 13 nnvembre, trois mois après la signature d'un accord de paix avec Israël, dans une lettre envoyée au gouvernement d'Itzhak Rabin et dans un communiqué publié, à Tunis, par l'agence palestinienne Wafa.

Cette opération individuelle n été conduite (le 29 octobre) dans l'ignorance du leadership. Nous exigeons de tous [les membres de l'OLP] qu'ils se conforment à ce qui n été conclu (le 13 septembre) et que cessent tous les actes de violence pour préserver le processus

sommet entre les deux hammes pour le 10 ou le 12 décembre - information qui n'a pas été confirmée à Jérusalem - on appreau début des années 50, allaient pour la mise en œuvre de l'autonovider le Parlement de ses députés mie à «Gaza et Jéricho d'abord». reprenaient discrètement, lundi 15 navembre, quelque part en



orte pression israélo-américaine. Selon des sources palestiniennes, le département d'Etat aurait menacé de couper de nnuvean les ponts avec la centrale palestinienne, comme il l'avait fait en 1989 après un attentat commis par une fac-tion de l'OLP sur une plage israé-lienne, que M. Arafat n'avait pas spécifiquement condamné.

Méthodes autocratiques

Quant à M. Rabin, qui tente en ce moment de ramener un sem-blant de calme chez les colons, il aurait clairement laissé entendre que en bonne et due firme, les égociations de paix s'avrêteraient. Yasser Arafat a dnnc cédé. Les semaines à venir diront s'il n'a oas, ce faisant, läché la proie pour l'ombre et si son prestige auprès des jennes générations palestiniennes n'en aura pas trop souf-

Les colnns juifs des territoires occupés, aux yeux de la quasi-to-talité de leurs babitants arabes, enfants compris, symbolisent au

quotidien, et jusqu'à la caricature, le « mal israélien ».

Déjà condamnée par un porteparole du mouvement islamique de la résistance Hamas qui s'est dit «choqué», la démarche de Yasser Arafat ne manquera pas d'être critiquée. Elle le sera d'autant plus si le chef de l'OLP se rend aux injonctions qui continuent de lui être adressées d'Israël. Pour la droite, l'extrême drolte et les colons messianistes, le compte, en effet, n'y est pas. Sous le prétexte que le meartre du 29 octobre,: commis par cinq jeunes dont deux. collégiens réputés proches du Fath, aurait désormais démontré l'incapacité d'Arafat à contrôler ses troupes, leurs tennis exig encore plus d'ardeur l'arrêt des négociations de paix.

Une attaque en règle avec tentative d'incendie contre le poulailler d'El Birch où leur «frère» a été assassiné, a été perpétrée, samedi, par des extrémistes en armes. Du conp, en l'absence de M. Rabin. en visite aux Etats-Unis, plusieurs ministres et non des moindres donnent l'impression de perdre leur sang-froid. Ainsi Mnrdechaï Gour, l'ancien général, qui assume les responsabilités de vice-ministre de la défense - M. Rabin étant ministre en titre - a-t-il sommé, dimanche, Yasser Arafat d'aller beaucoup plus loin.

Le geste sans précédent du chef de l'OLP - condamnation publique et lettre envoyée à M. Rabin a est loin d'être suffisant, a indiqué M. Gour. Arafat doit s'exprimer de vive voix, dire à ses gens de mettre un terme à toute activité terroriste, ce qu'il ne fait pas. Il est temps de parier haut et fort. S'il veut que le processus de paix se poursuive, s'il veut la mise en œuvre de ce qui a

été signé, il va falloir qu'il parle». Toute cette affaire tombe d'autant plus mai pour Yasser Arafat que circule déjà, dans les territoires et jusqu'en Jordanie, une pétition qui fustige ses méthodes autocratiques. Signé par de nom-breux intellectuels, hommes d'affaires et notables palestiniens, entre autres Hayder Abdel Chaffi, ancien chef de la délégation pales tinienne aux négociations de Washington et partisan, du bnut des lèvres, de l'accord de paix, ce texte, selnn Ghassan Khatib, l'un des dirigeants de l'ancien parti communiste (PPP), évoque «le besoin d'une meilleure planification des décisions et la nécessité d'un

processus décisionnaire collectif». En clair, prenant prétexte de la légèreté partisane avec laquelle « le vieux» a récemment nommé les quatorze membres du directoire qui gèrera l'Agence palestinienne de développement économique (PEDRA), c'est-à-dire les fonds promis par la communauté internationale, c'est l'éternelle revendi-cation qui refait surface : les Palestiniens de l'OLP vondraient un peu plus de démocratie et de sérieux an sein de la centrale palestinienne. La Banque mondiale, qui devra surveiller l'utilisation des fonds, ne serait pas non plus fâchée de voir un peu moins de «politiques» et un pen plus d'experts en économie à la tête de

Les Arabes israéliens ne veulent pas être les laissés-pour-compte du processus de paix

de notre envoyée spéciale Depuis le mois de septembre, Ahmad Tibi a été choisi par Yasser Arafat comme son conser personnel pour les affaires israé-liennes. Originaire de Taibé et installé à Jérusalem-Est, ce gyné-

cologue de trente-sept ans, qui préfère être identifié comme Palestinien plutôt que comme Arabe israélien, joue, depuis des années, dans l'imbre, un rôle dans l'amorce de dialogue entre l'OLP et l'Etat juif. Dialogue qui, scion lui, e remonte à plusieurs années » mais qui a repris « sérieusement et officiellement avec l'avenement du gouverne-ment de M. Rabin».

Les Arabes israéliens qui composent une communauté forte de 800 000 personnes, dont les familles étaient demeurées sur leurs terres lors de la créatinn d'Israël en 1948, ont toujours été jusqu'alors au mieux les souffre-douleur, au pire les parias, aussi bien d'Israel que des pays arabes en général et des Palestiniens en particulier. Le rôle joué par cer-tains d'entre eux, tel Ahmad Tibi ou Mohamed Daraouché, député du parti arabe, et leur soutien électoral au Parti travailliste, leur nnt permis d'obtenir en partie

« Aujaurd'hui, sans nous se canstituerait un gouvernement d'union nationale qui paralyserait le processus de paix», assure Nawaf Masalha, vice-ministre de la santé israélien. A l'en croire, lorsque le choix du premier ministre se fera au suffrage direct, « les voix arabes donneron aux représentants du Parti travail-liste environ 10 % de l'ensemble succès ». Et d'ajouter : « C'est la seule garantie que le prochain gouvernement sera de gauche et parachèvera le processus engage par les pays arabes et les Palesti-

Rivalité nu séquelle de plusieurs années de méfiance entre les Palestiniens des territoires occupés et les Arabes israéliens, certains responsables des territoires occupés voient d'un œil plutôt méprisant le rôle confié à Ahmad Tibi par Yasser Arafat. M. Tibi estime, pour sa part, que chacun tient son rôle et le sien a consisté, à la demande du chef de l'OLP - dont il n'a jamais été membre, tient-il à préciser - à prendre contact avec les Israéiens. Il se borne à dire qu'outre les questions politiques, d'autres, d'ordre humanitaire, étaient sou-levées par ses interlocuteurs, tel le problème des prisonniers.

Que le rôle de M. Tibi ait été exagéré ou nnn, de tonte évi-dence, en l'agréant comme une sorte d'officier de liaison entre eux alors même que les choses l'étaient pas encore mûres pour la mise en route du processus de paix, les travaillistes et Yasser Arafat ont vu quel parti ils pouvaient tirer des Arabes israéliens. Aujourd'hui, ces derniers entendent prendre leur place en tant que communauté dans le proces-

rect, précise M. Masalha. « Après 1984, explique-t-il, le Likoud ne disposait plus que d'une petite minorité. Les Arabes israéliens ont alors compris qu'ils pouvaient peser de leur poids pour mettre fin au pouvoir de l'extrême droite et tenter de participer à la prise de décision politique au Proche-Orient. C'est un rôle non négligeable qui dait continuer, sinor nous pourrions tout perdre (...). C'est un peu comme un nourris-son qu'il faut constamment bor-

Le fossé socio-économique est très grand entre les Arabes d'Is-raël et les Juifs. Les deux communautés bénéficient en principe des mêmes droits mais les Arabes israéliens ont été les laissés-pourcompte du développement, Selon M. Masalha, ce fossé est en train de se réduire. Surtout, soulignet-il, si Juiss et Arabes se réconcilient. Israéliens et Palestiniens devraient alors bénéficier de l'expérience des Arabes palestiniens et de leurs relations avec les deux

L'envers de la médaille, e'est le risque de voir l'aide se concen-trer sur les projets de développe-ment dans les territoires occupés et la communanté arabe israélienne, jeune dans son écrasante majnrité, se replier sur soi à l'écart d'un grand chantier où elle n'aurait pas sa place. En somme, comme le dit un de ses membres, le processus de paix pourrait n'avoir d'autre impact que celui de faire en sorte que la «langue arabe ne soit plus une honte».

a:

MM. Masalha et Tibi disent haut et fort qu'à leur avis, Jerufem-Est doit être t d'un Etat palestinien. Ils sont convainces que cet Esst verra le jour, une fois dépassée la période intérimaire d'autonnmie pour les territoires occupés et la confiance établie entre les deux parties.

Comment se définiront-ils ainrs et de quel État revendiqueront-ils la citoyennete? «Les Arabes israéliens seront des Palestiniens citoyens de l'Etat d'Israël, répond le vice-ministre. Nous sommes sur notre terre, notre patrie. Lorsque notre peuple était en état de guerre nvec natre Etat, natre situation était difficile mais nous sommes restés. En cas de paix, ce sera beaucoup plus facile. »

MOUNA NATM

Première visite d'un ministre des affaires étrangères turc. -Le ministre turc des affaires étrangères, Hikmet Cetin, a entamé, dimanche 14 novembre, la première visite officielle d'un chef de la diplomatie turque en Israël depuis la création de l'Etat hébreu en t948 . «Israēl souhaite que la Turquie joue un rôle plus important dans les négociations de paix multilatèrales au Mayen-Orient notamment sur les problèmes de l'eau, dans lesquelles Ankara est déja impliquée», a indiqué un porte-parole israélien. - (AFP.)

Un Israélien tue un de ses agresseurs

palestiniens

Un colon israélien a tué, lundi 15 novembre, à Hébron, en Cisjordanie, un Palestinien qui l'avait agressé, a-t-on appris de source militaire israélienne. Le colon qui se rendait au caveau des Patriarches afin d'y prier, a été attaqué par deux Palestiniens armés de haches. Bien que grave ment blessé à la tête, il a réussi à tuer son agresseur avec son pistolet

Sur une des haches retrouvées par les militaires figurait une inscription signée par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache, hostile à l'accord de paix concin entre Israel et l'OLP. Les services de sécurité estiment toutefois qu'il faut vérifier si l'attentat n'a pas été commis par des activistes du PATRICE CLAUDE | Fetali, la principale composante de l'OLP. — (AFP.)

ARABIE SAOUDITE : trois décapitations. - Trois condamnés à_ mort, dont deux pour trafic de drogue, ont été décapités au sabre, vendredi 12 novembre, a annoncé la télévision. Ces exécutions publiques portent à quatre-vingt-un le nombre de personnes décapitées, dont une majorité de trafiquants de drogue, depuis le début de l'année. - (AFP.)

IRAK : Bagdad a reconstruit le

QG de ses services secrets. -L'Irak a déclaré, dimanche, avoir reconstruit le quartier général de ses services de renseignements, détruit, le 27 juin dernier, par des missiles américains. La presse locale reproduit un télégramme du ministre de l'industrie, Hussein Kamel Hassan, qui félicite le président Saddam Hussein pour l'achèvement des travaux. «Les légions du bâtiment et de la reconstruction (...) ont exécuté leur campagne (...) en moins de cent dix jours», écrit-il en affirmant que le centre a « terrifié les ennemis dans leurs propres pays». — (Reuter.)

Comité des 100 pour le Tibet

Abbé PIERRE Patrick AEBERHARD Jean-Hugues ANGLADE Alexandre ARCADY Fanny ARDANT Stephane AUDRAM Alain BASHUNG Nathalia BAYE YWAS BERGER Jane BIRKIN Jean-François BIZOT François BLOCH-LAINÉ Allain BOMBARD Alain BOUGRAIN-DUBOURG

Patrick BRUEL Jean-Patrick CAPDEVIELLE Hoori CARTIER-BRESSON Micheline CHABAN-DELMAS Carmen CHAPLIN Elie CHOURAQUI Ofivier COSTA de BEAUREGARD André COURRÉGES Etienne DAHO Catherine DENEUVE Jean DELUMEAU Michel DENISOT Jean-Marie DOMENACH Jean DORST BERNARD D'ESPAGNAT Pauline ESTER Roger FAUROUX

Luc FERRY Suzanne FLON Charlotte GAINSBOURG France GALL GUV GILBERT Bernard GIRAUDEAU André GLUCKSMAN ohony HALLYDAY Marek HALTER Françoise HARDY François JACOB Alexandre JARDIN Jean-Michel JARRE Michel JONASZ Bernard KOUCHRIER Henri LABORIT Jacques LACARRIÈRE

·La lutte du peuple tibétain est une lutte pour natre suvie su taat que peuple et aatlau dépositaires d'une culture unique. Je cois que notre manièrs tibétalae de conjuguer les qualités spirituelles avec nae attitude réalists st praguntique nous permettre d'apporter une contribution particulière, aussi modeste seit-elle, au mende. Tels sont mon espoir et ma prière.

Le Dalaï-lama, chef temperel et spirituel du Tibet, Prix Hobel de la paix.

La peuple abétain à une liseone indépendents couvrant 2000 ans. Le Tibeta été envain par la République populaire de Chine en 1950 et transformé en colonie chinoise. Le monde qui affiche son opposition au colonialisme a tourné le dos au peuple libérain. Au cours des 40 desnières années, plus d'en pullion de Tibétaine ont été tués dans les rues, assassinés dans les prisons ou sont mons dé faire, plus de six mile monables et temples ont été déruits. Et aujourd'hui, le transfert de population chinoise au Tibet menace l'existence mêne de l'identité nationala, culturelle et refigieuse singulière du peupla tibétain.

Nous avons formé un Comité des 100 pour le Nous demandons un appui total au Tibet en

tant que nation indépendante et pour la recommissance du gouvernement tibétain et Notes demandons un soutien international etc. faveur du retrait de la Chine du Tiber. Et nous demandons que le gouvernement tibérant en exil jouisse de pleins droits aux Nazions umes...

La survie du peuple tibétain dépend de la mobilisation

de tous

BUREAU DO TIMET

Dominique LAVANANT Jean-Marie LE CLÉZIO Maxime LE FORESTIER René LENOIR Emmanuel LE ROY LADURE Thierry LHERMITTE Michael LONSDALE Jean MALAURIE Christophe MALAVOY Sophie MARCEAU MAURANE Mathida MAY Marie-Claire MENDES-FRANCE

Albert MEMM Frédéric MITTERRAND Théodora MONOD Edgar MORIN NAGU Yannick NOAH Claude NOUGARO Gérard OURY Isabella PASCO Jean-Marie PELT Vincent PEREZ Gitles PERRAULT Stéphane PEYRON Claude PINOTEAU Roman POLANSKI Jean PONTATOVSKI Andrée PUTMAN Hubert REEVES Jean RENO Paul RICOEUR Rita MITSUKO

Véronique SANSON Léon SCHWARTZENBERG Bernard STASI Patrick TMSIT Alam TOURAINE Christian VADM Pierre VANEÇK Philippe VANDEL Francisco VARELA Jean VAUTRIN Paul-Emile VICTOR Eva WFU! Lambert WILSON Maryse WOLINSKI

Georges WOLINSKI

drapeaux oazis. Mais, pour la

première fois depuis 1945, une

cérémonie s'est déroulée à cette

occasion au Reichstag de Berlin.

fédéral, Richard von Weizsacker,

a reodo hommage # à tous ceux

qui sont morts ou qui ont été per-

à un autre peuple ou à une autre

race ainsi qu'aux bommes et

aux femmes qui ont «combattu

Theo Waigel, le ministre des

finances, a souligné, pour sa part,

« lo volonté de paix absolue de

toute lo force de la lai.»

la tyrannie».

sécules parce qu'ils appartenaient

Dans soo discours, le président

es israéliens ne veulent pas

park Te sera un role me processo M. Massalha, And Captionness of the Library

trafes trackes tracked to the few trackes tracked trac

to feeting it is to vireme dinger

order de formesper à la pues

man politique au Proc.

grande due delle continuer, un

ging, frenkeitete fent beidie fi

my an you comme un rough

ton que s'aut con cammen les

is the continued

Stand antic les Viers de

the first ter less than the contract

n manique unetwent en prace

of menter arms man le are

conditions out etc les laisses-be

and de deselopment

of Marallia or foot of the

and the state of t

the second of the second second

the rate of Marketine of Fundame

An Taiger auer benefing de fe

the track of the Artificial Legisland

the second in the delice of

which the boat builds or than

A 15 CONTROL OF THE PERSON OF

there is the days of the

Transfer on Tiples on a content of the content of t

rayan firen was poli. Er wee

were the day to deserment

the strategies of the post.

ou laute medige≥

an its on with write your sale are

Maint be will play and times

ration Est does the Lagran

om i fat pale togt ill s oren bereitt betrief frij ett

was the first depoted been

and the state of t and the state of t

and the state of the parties A Comment of a comment A

on the particular in the care

the conformation of the first

And the state of the state of

the contract of the property of

the second state of the second

Commence of the same of the

The following transfer of the first

er gemigen visite Elun mad

ina affaires étrangées M

The transport to the second that the

 $\mathbb{E}_{m_{\alpha}}: (g_{\alpha}-g_{\alpha}) = g_{\alpha} + g_{\alpha}$

The second second second second

The state of the state of the

matter than the same of the same

manufacture of the property

Section for the section of the secti

MARKE SACUDITE THE ME SECOND TO SECOND THE SACURE THE SECOND THE S

Ex. of the same

17.1

Popularies Company

partition is the second of the

The state of the same of the same of

CHAIR CARTING I THE TANK I

SEC THE SEC TRANSPORT SECTION

Constitution of the Consti

Section 2000 to the second section of the second section is a second section of the second section section is a second section of the second section s

The second secon

Have to

Marie and a second a second and a second and a second and a second and a second and

基础 3年20年1年 والمناو والمغر 金 旗 " 声 海绵红 子

ing autovernote in 1917 in

SEAR Mean after at Title Day

les laissés-pour-compte

a processus de paix

Post is the grant of the

異数 matter day

Chrane maga

CAP TO BE OF

AND THE STREET

Transfer to the Transfer to th

r garage of the second

we been dea

Land - co

The state of the s

The A Territory

State & State

A STATE OF LAND AS A STATE OF THE PARTY OF T

16 8 4 7 1 2 2 x

THE PARTY NAMED IN

Burn Commen

18th Longe Pa

Park of long was

in the state of the

😕 🕶 maria na mari

25 ga. 20 17 7-

i in a second in the second in

Or guren autenter.

Parks of the second

galacies segment

distance To

P 4. 20 W. W. Sec. 5

War gage .

Property Anna

fin un gegen .

A ...

1945 - 3 may 2 19 1 1 1 .

Fred - Comments

Sec. 2. 4.30 .

ME 7

A A PAR AGAIT.

44 4 9-4 1

24 3 m

AND WALLAND IN IT

Page Training

Addison 18 A . S.

بديد

property and the property of the property of

1 - 100

والمعالم المنتواج فالمراج

19 April 4.15

War day

American State of groups military to oge Propie die

** * * * * *

A Property of

2 4 . . .

100 To 10

選手 まけ みごり

36 1 mg 10 mg 12

Bearing Alex

والمتناج المتعارفية والمتابعة والمتابعة

क्षेत्रिक स्टूट स्टूट

Section of the second

west after their

Marketon Salaman

THE PERSON NAMED IN

SCHOOL SHOW

the small in

T 12 180

A BOLL

Carried Myster 9

ar entre

Sale, big grang.

THE

* ***

18 AND 18 19

Mary Mary Const

x 小面性 在:

PROPERTY.

-

M. MAN BUT

The state of the

1000

and Advisory

Des échauffourées ont marqué l'inauguration d'un mémorial à Berlin

ALLEMAGNE

de notre envoyé spécial La pobce avait pris des dispositions exceptionelles, dimanche 14 novembre à Berlin, pour empêcher tout incident à l'occa-sion de l'inauguration de la Neue Wache. Ce bâtiment du dix-neu-vième siècle, situé sur l'avenue Unter den Linden, que le régime de l'ex-RDA avait transformé en 1960 en uo monument «à la mémoire des victimes du fascisme et du militarisme ». Après bien des controverses politiques, depuis l'unification en 1990, il est devenu officiellement, ce dimaoche, un « mémorial natio-nal de la République fédérale », dédié aux « victimes de la guerre et de la tyrannie, autrement dit de «tootes» les victimes des conflits – qu'elles soient civiles ou militaires – ainsi que de l'Ho-

Les cioq représentants des organes de la Constitution – le présideot de la République, Richard von Weizsacker, le chan-celier Helmut Kohl, la présidente du Parlement, Rita Süssmuth, le vice-président du Boodesrat (Chambre des Länder), Henning Voscherau, et le président de la Cour coostitutionelle, Romao Herzog (qui pourrait être un candidat de compromis à la succession de M. von Weizsacker) ont participé à la cérémooie. Hnit collégiens et deux soldats oot porté cinq couronnes à l'intérieur de la Neue Wache restaurée, où se troove désormais uoe sculpture de Kathe Kollwitz représentant uoe mère tenant dans ses bras son fils mort.

A l'extérieur de ce qui fut ini-tialement une salle des gardes royale de la Prusse, puis en 1931 première guerre mondiale, plu-

manifesté - comme on pouvait le étaient munis, dans leurs voiprévoir - cootre l'événement. Certains scandaient à l'adresse du chancelier Kohl ootamment, «Hypocrite!», estimant que le gouvernement, en choisissant l'épitaphe « aux victimes de la guerre et de la tyrannies mettait sur le même pied les victimes et les coupables des exterminations

Quelques échauffourées ont eu lieu avec les forces de l'ordre mais, dans l'ensemble, la cérémonie s'est déroulée sans incident majeur. Le responsable de la communanté juive de Berlin (environ 6 000 personnes), Jerzy Kanal, et le sénateur de la ville chargé de la culture, Ulrich Roloff-Momin, o'y ont pas pris part, considérant, eux aussi, cette épitaphe trop timide et trop laconique. Après bien des débats, ils avaient obtenu qu'une plaque rappelle à la Neue Wache le sort des juifs et des tziganes et d'autres groupes persécutés - comme les homosexuels - dans les campe de concentration et sous le Troisième Reich. Le président du cooseil central des juifs allemands, Ignatz Bobis, avait décidé, lui, d'accepter l'invitation do chancelier Kohl.

Ce même dimanche, l'Allemagrie célébrait la journée de devil national à la mémoire des soldats morts à la guerre. L'extrême droite l'a fait à sa façon, en teotant de la commémorer ao cimetière militaire de Haibe, au sud de Berlin, où reposent plusieurs dizaines de milliers de soldats de la Wehrmacht, mais elle eo a été empêchée par des cédé à de nombreuses interpellasieurs centaines de personnes ont tions. Certaios maoifestaots

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les forces croates et serbes infligent des revers aux Musulmans en Bosnie centrale

L'armée bosniaque, à majorité musuimane, a subi uo revers militaire eo Bosnie ceotrale, en perdant Fojoica au profit des Croates du HVO, samedi 13 oovembre. Les combats se sont intensifiés dans cette région, notamment après la victoire des forces musulmanes à Vares, ville qu'elles oot ravie aux forces croates il y a dix jours.

Un porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo, Bill Aikman, a annoncé samedi que les habitaots musulmans avaient fui devant la prise par le HVO de Fojnica et de la ville voisine de Bakovici (coviron 40 kilomètres à l'ouest de Sarajevo). Radio Sarajevo a confirmé que les forces gouvernementales bosniaques avaient été contraintes de se replier, tout en anosoçant qu'elles se préparaient à cootreattaquer. Les commandaots des deux armées s'étaient cogagés à ne pas bombarder les kôpitaux de Fojnica et Bakovici. Cinq cent soixante-seize patients sont blocoés dans ces deux établissequés dans ces deux établisse-ments, situés à 5 kilomètres l'un de l'autre, dans une région montagneuse et très froide.

De violents combats oot opposé, par ailleurs, Serbes et Musulmaos dans la régioo d'Olovo et Kladani, à 70 kilomètres au nord de Sarajevo. Selon le HCR, les bombardements serbes accesses de la faite de la ont provoqué la fuite de la quasi-totalité de la population de

Le président croate Franjo Tudjman, qui recevait dimaoche, à Zagreb, l'émissaire russe Vitali Tchourkine, s'est opposé à une levée des sanctions contre la Serbie, préconisée par Moscou et que suggèrent sous certaines conditions Paris et Booo. Selon M. Tudiman, les sanctions seront nécessaires e aussi longtemps que la Serbie ne renconcera pas à aider les rebelles serbes» et qu'elle e ne reconnaîtra pas la avaient été lancés. - (AFP.)

Croatie dans ses frontières recon-nues internationalement ». Les Serbes sécessioonistes maintiennent leur emprise sur la région de Krajina, en Croatie, qui aurait du être démilitarisée sous cootrôle

Seloo M. Tchourkine, la levée des sanctions serait au cootraire uo préalable au règlement de cette question. « Une solution en Bosnie-Herzégovine et une levée des sanctions contre la Serbie et le Monténégro créeraient les. conditions pour un règlement du problème des zones protégées par l'ONU» (c'est-à-dire de la Krajina), a-t-il estimé. Il a cepcodant affirmé que Moscon considère ces régions comme étant « partie intégrante de la République de

M. Tchourkioe a appuyé la demande de la Croatie au Conseil de sécurité de voir proclamées « zones de sécurité » les enclaves croates de Bosnie ceotrale, et en premier lieu Kiseljak. L'ONU a qualifié ao printemps dernier « zones de sécurité » cinq enclaves musulmaoes ainsi que Sarajevo, sans toutefois que cette résolution soit suivie d'effet sur le terrain. - (AFP, Reuter.)

ITALIE: opération anti-mafis. - Environ somante personnes ont été arrêtées, samedi 13 oovembre, lors d'une vaste opération anti-mafia dans différentes villes d'Italie, seloo des sources judiciaires. Une cinquantaine de personnes ont été placées en détention. Les préveous sont soupçonnés de s'être livrés à un trafic de drogue à grande échelle en connexion avec Cosa nostra, la mafia sicilienne, mais aussi d'être mêiés à tontes sortes d'activités illicites comme des extorsions de fonds. Ao total, cent-cin-

Selon le «Financial Times»

La Grande-Bretagne aurait décidé de réduire sa flotte de sous-marins stratégiques

Seloo le quotidien britacoi-que Financial Times du luodi 15 oovembre, qoi public l'ioformation en première page, la tures, de barres de mine et de Grande-Bretagne devrait expliquer, mardi 16 novembre, par la voix de son ministre de la défense, Malcolm Riskind, que sa flotte de sous-marins stratégiques sera coosidérablement rédnite eo poissance de feu nucléaire. Cette initiative, si elle était confirmée, marquerait la volooté du gouveroement cooservateur de cootrer par avaoce les critiques qui s'élèvent dans le pays et selon lesquelles il est inconsequent d'accroître l'arsenal de dissuasion britannique pendant que les Etats-Unis et la Russie s'engagent dans uoe réduction massive de leurs panoplies.

notre pays ». «Aucun pays n'o à avoir peur de nous, a-t-il ajooté, Composée de quatre sous-mala guerre ne doit plus jamais voir rios, cette flotte devrait être jour à partir du sol allemand limitée dans sa capacité de tir. (...) Les violences contre les étran-Actuellement, elle emporte des gers et les moindres signes d'antimissiles Polaris, qui sont, chasémitisme doivent être réprimés et cuo, équipés de deux oo trois combattus-impitoyablement avec têtes nucléaires. Le projet ioitial était de remplacer les Pola-ALAIN DEBOVE | ris par des Trident, qui sont

achetés aox Etats-Unis et sur a commencé par retirer les lesquels les techniciens britanoiques pourraient monter jusqu'à huit charges explosives par missile. Ce qui devait représeo-ter un arsenal de plus de cioq ceots têtes oucléaires.

Une dénucléarisation progressive

Le Financial Times eroit savoir que la décision annoncée par M. Rifkiod consiste à limiter la puissance explosive à bord des quatre sous-marins en oe mootant qu'uoe seule charge sur certaios missiles Trideot ou eo laissant vides de toot armement quelques tubes de la oce-ment de ces bâtiments à la mer. La marioe britanoique, dans ces conditions, s'en tiendrait aux quaraote-quatre missiles Trident déjà acquis aux Etats-Unis, au lieu des soixante-quatre prévus, sans compter quelques missiles de réserve qu'elle

aurait voulu déteoir. Depuis plusieurs aooées, la Graode-Bretagne déoueléarise progressivement ses forces. Elle armes oucléaires tactiques de ses navires de sarface. Il y a deux ans, les uoités britanoiques basées en Allemagne se soot débarrassées de leurs missiles oucléaires à courte portée, qui étaient de construction américaioe, daos le cadre de l'accord Washington-Moseou sur une limitation de leurs arse-

Plus récemment (le Monde des 19 et 20 octobre), le Royaume-Uni a refusé de s'associer avec la France sor un projet de missile oucléaire aéroporté, qui armerait ses avioos Tornado. Le coût jngé excessif de ce programme (quelque 25 milliards de francs) avait été l'argument pour justifier cet

Le Financial Times estime, pour sa part, que la rédoction de la puissance de fen des sousmarios stratégiques aurait pour cooséquence d'accroître le coût uoitaire des missiles Trident.



Augmentation de capital «avec droit préférentiel de souscription.

Du lundi 15 novembre au lundi 6 décembre 1993 inclus.

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Générale des Eaux a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant de 4,1 milliards de francs, conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 juin 1992.

Prix d'émission: 2 250 F par action nouvelle.

Droit préférentiel de souscription : l'action oouvelle pour 14 actions anciennes.

Au total, 1837 043 actions nouvelles seraient émises. Date de jouissance: 1^{er} janvier 1993.

Cette augmentation de capital, qui préserve le droit préférentiel de souscription des actionnaires, leur est proposée à des conditions de prix d'émission particulièrement aurayantes.

En renforçant les fonds propres de la Compagnie, cette opération permettra d'accroître le développement des métiers du Groupe Générale des Eaux et d'améliorer ses positions commerciales en France

Les principaux programmes d'investissements industriels en cours, dont certains d'une grande ampleur (notamment dans l'énergie et la communication), offrent de larges perspectives de croissance à moyen

 dans les domaines de l'eau et de la propreté, l'élévation des normes d'hygiène et des exigences

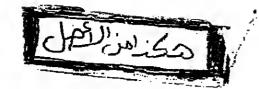
de protection du milieu naturel ouvre des possibilités de progressioo très importantes, en Europe

• dans le secteur de l'énergie qui connaît un grand dynamisme, la production indépendante d'électricité, notamment aux États-Unis, est appelée à une forte croissance; le projet Independence sera mis en exploitation au début de 1995,

• dans la communication, le Groupe renforce ses positions de premier plan. En France, la S.F.R. accélère le programme de développement de son réseau de radiotéléphone numérique et de oouvelles possibilités viennent d'être ouvertes à COFIRA. Les activités se développent en Grande-Bretagne pour les réseaux larges bandes et, eo France, dans les divers domaines de l'audiovisuel.

Par téléphone: 05 05 55 66 - Par minitel: 3616 CLIFF

Un document de référence (enregistré à la Commission des Opérations de Bourse sous le n° R93-025) et une note d'opération (visa nº 93-546 de la Commission des Opérations de Bourse en date du 3 novembre 1993) sont disponibles sur demande au siège de la Compagnie Générale des Eaux, 52 rue d'Anjou, 75008 PARIS. Balo du 8/11/93.



6 Le Monde • Mardi 16 novembre 1993 •

MILLE JURISTES POUR LE RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

«Vous me nourrissez, mais ils me tuent». Split, le 6 juin 1993. Plus de trente mille hommes, femmes, enfants, réfugiés, deplacés, Bosniaques, Croates. Serbes, vivent ici, certaine depuis deux ans déjà, sous perfusion.

L'aide humanitaire internationale, généreuse et omniprésente, et l'effort des autorités croates leur assurent nourriture, hébergement et minimum vital.

lle ont tout perdu : des êtres chers, leur toit, leurs biens. leur village, leur professioo et jusqu'à leur identité. ils ont survecu aux massacres entrepris au nom de l'épuration ethnique, aux bombarde-ments massils, aux tirs des snipers isolés, aux bandits armés incontrôlés qui tiennent impuné-

ment de nombreuses routes, à l'exode, et ils survivent et ils atteodent que s'écoulent les jours d'une vie désormais sans espoir, sane illuei00, dénuée de sens. Ils n'attendent même pas que cesse cette guerre absurde, car ils craignent de ne rien avoir à attendre non plus de la paix.

Nous avons, en tant que juristes, le responsabilité de les aider à retrouver leur dignité et

La guerre finie, sans doute les Croates et les Serbes de Bosnie trouveroot plus facilement d'eutres racines, mais qu'adviendra-t-il de tous les autres?

Tous, Boeniaques, Croates, Serbes, ont besoin de nous pour amener le monde à se souvenir d'eux. Nous pouvons, nous devons les aider à croire à nouveau à la vie en recherchant avec eux les moyens juridiques de revendiquer devant les juridictions compétentes une juste réparation: nous devons agir auprès de nos instances, pour faire bénéficier chacun de ceux qui le sollicitera du statut de réfugié afin que l'ensemble de la Communauté européenne assume ses responsabilités et démontre sa solidarité.

sweet zur isst moyens juridiques de reverdiques devant les juridichons compétentes une justice réparation; nous devons agit au partie de nois instances, pour l'ant be bonfifieir chains and execut qui le solicitera du statut de rébugié ain que l'ensemble de la Communanté européenne dessume ses recompetentes et de la competente de la Communanté européenne dessume ses recompetentes et de la competente de la Communanté européenne de seume ses recompetentes et de la competente de la Communanté européenne de la competente de la compe Premiers signataires « mille juristes »

Juristes Sans Frontières Malson des Avocats 14, rue Marcel-de-Serres 34000 MONTPELLIER

Ordre des Avocats du Barreau de Lilie Palais de Justice av. du Peuple beige 59000 LILLE Fax: 20-31-99-01.

Institut des Droits de l'Homme Palais de Justice 33000 BORDEARD

INTERNATIONAL

EUROPE

SUISSE

Genève a un gouvernement de droite pour la première fois depuis 1945

de notre correspondante

L'Entente bourgeoise, l'eppellation officielle de la droite modérée qui regroupe les libéraux, les radicaux et les démocrates chrétiens, e remporté l'ensemble des sept sièges eux élections du Grand Conseil (gouvernement) du canton de Genève qui se soot déroulées dimanche 14 novembre. C'est la première fois depuis 1945 que la gauche est totalement évincée du pouvoir exécutif de ce canton même si elle a recueilli 27 % des voix contre 45,5 % pour la droite.

C'est eussi la première fois dans salue cette victoire comme une qu'une femme, Martine Brun-schwig-Graf, do Parti libéral, accède au gouvernement cantonal. Ce scrutin a, en outre, été marqué par une participation relativement élevée (42 %), l'un des meilleurs taux depuis 1975.

L'arrivée des sept ministres «bourgeois» au gouvernement s'explique evant tout par les divisions de la gauche, qui a étalé ses querelles de personnes avant les élections. La Tribune de Genève. ainsi que la plupart des journaux,

l'histoire de la ville de Calvin «révolution», ajoutant que la ville est désormais « le laboratoire de la Suiste». Mais la droite a évité tout triomphalisme et e affirmé qu'elle veut gouverner evec toute la population pour lutter contre la montée du chômage. A cet effet, le gouvernement compte créer un Conseil économique et social, regroupant des personnalités du monde politique, patronal et syndical. Le programme du gouvernement prévoit aussi une plus grande ouverture sur l'Europe.

ISABELLE VICHNIAC

ESPAGNE

La Vierge, la femme de ménage et les socialistes

de notre envoyé spécial C'est un arbre permi d'autres. Un petit frêne, disent-ils. Avec son tronc trapu, on direit plutôt un saule. Mais peu importe, bien qu'identique à tous les autres c'est celui qui s été choisi par la Vierge pour vanir délivrer son meseege à une femme de ménage, Luz Amparo. La première fois, c'était le 14 juin 1981. Depuis, au fi des ans, la petite ville de l'Escuriei, célèbre surtout pour l'austère château de Philippe II au pled de la sierra de Guadarrama, est devenue un fieu de pèlerinage. Tous les premiers samedis de chaque mois, puisque c'est, paraît-il le jour choisi per la Vierge pour venir s'adres-ser eux fidales, des milliers de Dersonnes sa ra vanir l'entendre et, qui sait, peut-

Le 6 novembre, deux mille à trole mille personnes venues d'un peu partout en Espagne se. sont retrouvées sur le site de Prado Nuavo au pied de cette ville de huit mille habitants, espérant un miracle, une révélation, ou la Vierge en personne. Une dame exhibe à qui veut les voir des dizaines de photos instantanées où elle croit avoir décelé autour de l'erbre des ombres blanches. Les photos circulent et les doigts se pointent sur les formes étranges se dessinant dans les nuages. «On dirait des angee», n'exclament plusieurs femmes. Une longue file s'est constituée pour pouvoir toucher l'erbre et embresser le portrait de la Vierge enfermé dans un petit ebri piacé eu centre du tronc qui e, paraît-il, ls forme

d'un cosur. Au pied, un monceau de bouquets de fleurs et un chemp de bougles ellumées devent une assemblée agenouillée sur des feuilles de plastique à même le sol humide. Au micro, se succèdent les témoignages de guérison, de voeux exaucés evant que le rosaire ne commence. L'impossible, l'incroyable se produira-t-il? Encore une fois, le Vierge s préféré délivrer son message à Luz Amparo, qui le transmet per la diffusion d'une cassette enregistrée et retrans-

munauté. La ton est grave, le voie lointaine et les mots blen détachés : « Ma fille ... » Le message eet toujours le même : «Créer des œuvres d'amour et de miséricorde à travers le monde entier, » Les magnétophones tournent. Les fidèles écoutent en silence les peroles venues de l'eu-delà et reçues, e-t-oo dit, le metin même. Trente-deux minutes de volontés divines afin que le monde soit meilleur. Depuis quelque temps, le propoe est cependant plus polémique contre « caux qui veulent faire disperettre Mon Nom de ce lieu, contre les hommes qui sont contre Dieu comme si Dieu était contre les hommes ».

La Vierge et son relais Luz Amparo ne sont pas contentes depuie que la municipalité a décidé de priver d'eau bénite ce lieu élu. Une fonteine alimentée per une source joude l'erbre de l'epparition. C'est d'ailleurs en venant se rafreichir à cet endroit que la femme de ménage e eu sa vision céleste. Il n'en fallait pae plus pour que cette eau ne devienne mireculeuse. Tous les pèlerins en faisaient provision. D'autres essuraient avoir vu la Vierge en regerdant à travers une boutellis remplie du liquide davenu précieux. Mais l'analyse commandatée par le maire socia-liste Miguel Mertinez est venue mettre un terme à ces transports fétichistes : esu non potable impropre à la consommation | La conduite e été détournée vers la rivière et les deux bacs de pierre ceints eujourd'hui par des file de vides.

Dans l'attente

des élections Que n'e-t-on pas entendu dire? Que cet empoisonnement était l'œuvre du dieble. Que c'était un coup monté de la mairie. Qu'il e egissait d'une autre tentative pour empêcher la manifestation de la foi après qu'on eut mis le feu à l'erbre des le moie d'octobre 1982. «Nous résisterons et nous finirons bien par construire la chapelle demandée per la Vierge », réplique Julian Arguello, vice-président de

la Fondetion Vierge dee dou-

L'objectif est bien de transformer l'Escurial en un Fatima ou un Lourdes. La fondation e tenté par tous les moyens d'acheter le terrain où eut lieu de l'epparition. ells sont allés chez le propriétaire avec le carnet de chèques en lui demandant d'inscrire lui-rnême le montant», raconte Santiago Herrenz, conseiller municipal de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU) pour qui toute cette histoire sent «le commerce, l'exploitation de gogos et l'extrême droite.

Entre la municipalité et la fondation, l'épreuve de force est loin d'être terminée, même si la maine semble, pour le moment, avoir l'avantage. Une petite par-tie du terrain convolté sere conetruite et le reste deviendre une zone protégée et sans doute un lieu de loisirs et de sports. « Que les gens viennent prier, cela ne dérange personne, fait remarquer Sandego Herranz. Ce è quoi nous nous opposons, c'est la privatisation du terrain et la possibilité de construire.

60 ----

42

1000

· La fondation n'attend plue que 1995 et les nouvelles élections municipeles espérent que le municipalité socialiste sera battue et que le Parti populaire (droite), dont les conseillers lui sont plus favorables, obtiendre la mairie. Julian Argūello reconnaît que ce politique». Pour la reste, la côté finencier de l'effaire, il n'en démord pas. Tous les vendeurs de «bondieuseries» installés le long du chemin qui conduit aux bâtimenta de la fondation, ce n'est pas son affaire. Cele n'a rien à voir avec celle-ci, dont la fonction est de venir en aide aux nécessiteux et aux viellles per-sonnes. Sa fille de vingt-six ans y trevaille depuis quatre ene cans horairee ni selaire». Son file est eu sémineire. C'est en vovant Luz Amparo, ecette analphabète qui tout à coup a été capable de parler de théologie et de tenir tête à l'évêque sur ce terrain » qu'il e décidé de ee consacrer à la fondation. Sane toucher, dit-il, une seule peseta.

MICHEL BOLE-RICHARD

AFRIQUE

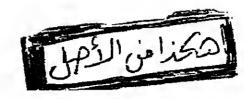
Recrudescence du banditisme et menaces islamistes

quinze autres blessés au cours de l'attaque d'un convoi de camions par des bandits somaliens, a-t-on appris dimanche 14 novembre de source militaire italienne. Cette attaque, qui a eu lieu dans la muit de vendredi à samedi sur la route reliant Mogadiscio à Belet-Huen, est la plus meurtrière action de banditisme enregistrée au cours des derniers mois en Somalie.

La capitale et ses environs connaissent depuis quelques jours une recrudescence du banditisme. Uo soldat italieo a été tué vendredi dans le nord de Mogadiscio, et un employé civil américain de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM), samedi saient ».

Vingt Somaliens ont été tués et dans le sud de la capitale. D'autre part, le porte-parole militaire de l'ONUSOM a fait état, samedi, dans un communiqué, de la présence à Mogadiscio d'« un nombre non précisé d'individus, vraisemblablement des fondamentalistes du Hezbollah, experts dans les techniques d'attaques à la bombe contre des véhicules», venus d'un pays étranger non précisé. Des sources proches de l'ONUSOM mettent en cause le Soudan et parfois plus indirectement l'Iran. Le communiqué précise que le général Mohamed Farah Aldid e été informé par des officiels américains qu'il « serait tenu responsable si de telles attaques se produi-

Une cérémonie militaire officielle a marqué, samedi à Baidoa, la passation de commandement dans la région eotre les forces françaises, qui doivent quitter le pays d'ici au 15 décembre, et les forces indiennes, qui doivent leur succéder. Une prise d'armes s cu lieu en présence des géoéranx Maurice Quadri et Mono Bhagat, commandant les forces françaises et indiennes, du général turc Cevik Bir, commandant les forces de l'ONUSOM, et de l'amiral américain Jonathan Howe, représectact spécial de l'ONU en Somalie, qui e salué « la travail exceptionnel effectué» par les soldats français. - (AFP, Reuter.)



• Le Monde • Mardi 16 novembre 1993

INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

tement de droite

is depuis 1945

367 200

ヤボニン

9 ...

1 (1 Td - 1)

生・ できます

) Triber

A ...

7974 AC 1 12

ing of the

(4) 「松光水

A GALAGE

医海绵细胞 计特别

100 Per 1997

14 E

GD

.

¥ .

Mark Property

ه دونه ندهنستان

عاهب والعالم

6 m . 1 57

A 2011/09/09

gazint in the

A 15 Per 1

4 4 74.1

Frank Breiter

Service 12

(... c. .e.)

In the course

· # + · L -

at werest

restablished 7.5

A ... 15 15 4.0

gregor and the section

145 Tar 15

企業ではいい

J-140-1266 -

general frame

2 to 1100

A PART TO

1. 148 1

Markey W

مند الوجودية

Becgare. ...

ALE LET

aggrant of

4 9793, 00

1 4 Km 1 65

graffigge will

. **34**

g = 3 3

Market Work

A 145

Section 1

- trans de la la loratoire de la

M. La dicute a evilé ton

the state of the state is population of the state of the

is a latter contre la monte

constitute creer un Conse

the translate of arcial, regrouper

de monde polit

the matternal of medical Le pro-

illa grande ouvertur

ार्ग नेक्षा पार्थ नेवा तार Du a

with the self-industry alterted.

: " - - " "PEDITORN

anni e carroll a Michiel et u

provinces to the the promise by

the contraction of the Burthage her-

and the second of the second dele

era meram er viscomos, dines &

ment of the entire section section.

· With the Arm Francisco

Tall of the property of the following state of the state

where the transfer of the per-

content of the second of the second

Le language of the Alexander Sports

igana na kansi ya ministro 🔀

and the second of the second o

ATT A PLANT OF SHORT

and the second section in the second section is

retige yearing managers of a 2000

THE STREET STREET, STR

· 14.1 (12.4) 单位 12.1 (14.1) 14.1 (12.4)

and the second second second

 $= \{ q_{1}, \dots, q_{n}\}_{n=1}^{n} : \{ q_{1}, \dots, q_{n}\}_{n=1}^{n} : q_{1}, \dots, q_{n}\}_{n=1}^{n} \geq \frac{1}{n} \}$

TEL MEMBER 1,515 TO 11 TO 1

ALER 4. 7 - 1 17-11 253

The remark of the Police of the

Turking plates in the control of the

early and the second second with

1 811 201 NO. 100 100 11 282 11

rigin of a fact that a real state of the sta

the second of the second of the second

The state of the s

Avenue the comment

The second secon

The same of the sa

the commence of the second

ARUSHIL BOLE FICHARD

The figure of the property of the first of t

 $(\mathcal{A}_{i}) = \mathcal{A}_{i} \otimes \mathcal{A}_{i$

gast summer part in mamps.

A commission of the property of

ISABELLE VICHNIAC

A some and the birth and the birth

mar 11 in the

inities. A cer effet, le gouve-

Les commanditaires de l'assassinat d'Orlando Letelier ont été condamnés à des peines de prison

SANTIAGO

de notre correspondant

Il aura fallu attendre dix-sept ans pour que soient condamnés par la justice chilienne les commanditaires d'un attentat, que la justice oord-américaine avaient désignés depuis longtemps. Le juge Adolfo Banados a en effet mis un terme, samedi 13 novembre, à l'impunité dont jouissaient les principaux responsables de la DINA, la police secrète des cinq premières années de la dictature du général Pinochet (1973-1990).

Le général Manuel Cootreras, ancien chef de la DINA, et le brigadier Pedro Espinoza, ancien responsable des opérations exté-rieures, ont été reconnus coupables d'homicides et condamnés respectivement à sept et six ans de prison pour l'assassinat d'Or-lando Letelier. Le 21 septembre 1976, co plein ceotre de Washington, une bombe evait tué cet ancien ministre des relations

et sa secrétaire.

Dans les milieux des organisations de défense des droits de l'homme, la satisfaction est de mise. Le journal la Nacion a résumé le sentiment dominant en écrivant : «Face à l'impossibilité d'enquêter sur les cas de milliers de disparus, le cas Leteller s'est transformé en un symbole de la recherche de la vérité et de la justice. » Le rôle décisif joué par les Etats-Unis a sans doute empêebé le régime militaire d'étendre l'application de la loi d'amnistie de 1978 à l'affaire Letelier. Mais c'est l'arrivée ao pouvoir d'un président démocra-tiquement élo qui e permis la réquiverture d'une procédure judi-

Aujourd'hui âgé de soixantequatre aos et à la retraite, Meouel Cootreras, aocieo homme de confiance du général Pinochet, s'est estimé vietime d'une « manipulation de la CIA »,

extérieures de Salvador Allende II est aujourd'hui en liberté sous caution, ses evocats eyant décidé de faire appel devant la Cour suprême, Ni l'armée de terre oi soo commandant en chef, le général Pioochet (en voyage so Brésil), o'ont officiellement réagi à la coodamnation de l'officier d'active Pedro Espinoza. Ec privé, certaines sources proches des milieux militaires oot redouté de voir leur institution « moralement condamnée». Le propre fils d'Orlando Letelier, le député Joan Pablo Letelier, a tenu à apaiser leurs craintes : «Le jugement est une sanction à l'encontre

> mée », a-t-il déclaré. Le président Aylwin s pour sa part estimé que « l'exercice de leurs fonctions par les tribunaux ne saurait être à l'origine d'un conflit » entre les pouvoirs civil et

croissance économique supérieure

à pinsieurs de ses voisins des

Caraïbes depuis les années 50.

l'île est gravement touchée par le

chômage et détient le plus fort

taux de criminalité des Etats-

L'île dispose de son drapeao et

de son hymne national. Elle peut

également envoyer ses propres

ques ou, plus anecdotique, à la

compétition de Miss Univers.

dont le titre e été remporté cette

année par une Porto-Ricaine. -

résentants oux Jeux olympi-

d'un organisme de terreur, la

DINA, et non à l'égard de l'ar-

ARGENTINE

REPERES

M. Menem

pourra se présenter pour un second mandat

Le chef de l'Etat argentin Carlos Menem (parti justicialiste) et l'ancien président Raul Alfonsin (perti radical, principale force d'opposition) ont signé, dimenche 14 novembre, un e pacte démocratique » confiant au seul Parlement le soin de réformer le Constitution et ennulant le référandum convoqué à cette fin pour le dimanche 21 novembre. La décision de supprimer le référendum sers officiellement confirmée dens un décret, selon un fonction-naire de la présidence.

La ratification de cet eccord est soumise à l'epprobation du congrès radical maie M. Alfon-ein a estimé qu'il s'egiseeit d'une simple question de procédure. L'eccord autorise le réélection du chef de l'Etat pour un second et dernier mandat da quatre ans et atténue le caractère présidentiel du réglme en prévoyant un accroissement du rôle du Parlement. -- (AFP, Reu-

CAMBODGE

Départ des derniers « casques bleus » français

Les militaires françale (environ quatre cents) ont entamé dimenche 14 novembre leur retralt du Cembodge, Le 15 novembre était le date limite fixée pour le départ des derniers « casques bleus » de l'Autorité provisoire des Nations unies eu Cambodge (APRO-NUC). Un petit groupe de civils, de policiers et de militaires epé-cielistes du déminage dolvent toutefois rester sur place pour quelques semaines encore, Aux termes des eccorde de paix de Paris inovembre 1991), le man-det de l'ONU viseit à maintenir la paix et à organiser des élections libree dene un pays de guerre. Pour eboutir, l'opération eura coûté plus de 2 mil-lierds de dollers, mobilieent seize mille « cesquee bleue ». Vingt-deux d'entre eux ont été tués lors d'effrontements

LIBÉRIA

Le président du Conseil d'Etat limogé

Bismarck Kuyon, président du Conseil d'Etat (orgene exécutif proviscire) depuie le 17 eoût et raprésentant du gouvernement Intérimaire au sein de cette ins-tance collégiale, e été remplecé à ce poste, samedi 13 novembre, per Philip Benke, minietre de la justice du gouvernement

Le gouvernement Intérimeire n'a fourni eucune explication sur ce remplacement, qui merque un nouveau revers pour le plan de peix signé le 25 juillet per les différentes factions libédennes. Le Conseil d'Etat, dont les einq membree raprésentent aurait dû prendre le relais du gouvernement Intérimeire en août, afin d'assumer le direction du peys juequ'à des élections prévues en février pro-chain. Mais il n'est pas encore antré en fonction, et le désarmement des factione rivales n'e DAS COMMENCÁ.

Le première vice-préeidente du Coneell d'Etet, Dorothy Musuleng-Cooper, représen-tante du Front national patriotique (FNPL), evait été remplacée à son poste le 19 octobre dernier par le général Isaac Musa, eur décielon du FNPL. - (AFP,

TCHAD

Formation d'un nouveau gouvernement

Le premier ministre de transition Kassiré Koumekoye, élu le 6 novembre per le Conseil eupérieur de la transition (parlement provisoire), e formé, semedi 13 novembre, un nouvesu gouvernement, dont le plupert des portefeuilles sont revenus à des membres du Mouvement patriotique du salut (MPS), le perti du président Idriss Déby.

Quelques minietàres ont cependent été attribuée à des

chefe de l'opposition, tels le général Kamougué (fonction publique et traveil), Gali Gette Ngothé (éducation nationale) et Dengdé Leoubélé (treveux publics et transports). On note en revanche le départ de Saleh Kebzabo, précident de l'Union netionale pour la dévaloppement et le renouveau et fondateur du principal journal d'opposition N'Djamena-Hebdo.

D'eutre pert, des affrontsments entre Arabes et Goranee, liés à un différend sur des mouvements de bétail, ont fait vendredi et semedi cinq morte et une quinzeine de blessés à Diguel, dans le périphérie de N'Djamena, selon Radio-Tehad. - (AFP, Reuter.)

EN BREF

NIGER: une rencontre entre le gouvernement et la rébellion touarègue a été reportée sine die. - Uoe reocootre entre le gouvernement oigérien et les rebelles touaregs, qui devait avoir lieu à partir du jeudi 11 novembre à Ouagadougou, capitale du Borkina, a été « reportée sine die », e-t-oo appris samedi. « Nous ne sommes pas parvenus à rassembler les factions. Certains rebelles sont en Algèrie et ne sont pas venus, d'autres sont dans le désert du Ténéré (oord-est du Niger) et nous n'avons pas réussi à les joindre », e expliqué uo représentant des autorités burkinaises. - (AFP.)

CONGO ; la correspondante de Radio France Internationale e été expulsée. - La correspondante de Radio France Ioternationale (RFI) su Congo, Frédérique Genot, qui s'était vu notifier veodredi son expulsion du pays (le Monde daté 14-15 covembre), a quitté Brazzaville à bord d'un voi à destination de Parie, dimanche 14 novembre, sprès evoir été retenue pendant deux jours dans uo bôtel. Selon le radio officielle congolaise, Frédéevoir diffusé des «informations mensongères » sur les affrootements entre partisans de l'oppositioo et forces goovernemeotaics. - (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Courte victoire des partisans du «statu quo» à Porto-Rico

l'Ile, dans le cas où Porto-Rico

deviendrait le cinquante et unib-

meé Etet de l'Union. Ils crai-

gnaient notamment la disparition

de l'espagnol, langue pariée par

60 % de la population. Les parti-sans de l'intégration evaient spé-culé sur les « milliards de dollars

d'aide fédérale » que l'île aurait po obtenir si elle devenait un

Les Portoricains, qui béoéfi-cieot de la citoyenneté améri-

caine, soot exemptés d'impôts

fédéraux sur le revenu et perçoi-

vent déjà, pour plus de la moitié

d'entre eux des allocations fédé-

Etat à part entière.

Porto-Rico ne deviendra pas le 51 Etat américain : les partisans de l'ectuel stetut d'eutonomie l'oot emporté, dimaoche 14 novembre, lors du référendum sur l'evenir politique de l'île, ectuellement Etat libre associé oux Etats-Unis. Après dépouillemeot de 89 % des bulletios, le maintien de l'ectuel statut à obtenu 48,5 % des voix, tandis que le rattachement aux Etats. Uois recueille 46,3 % des suffrages. Scula 4.4 % des votants se soot prononcés pour l'indépendance. Le taux de participation a

«Le peuple a parlé et je lui obéirai », a déclare le gouverneur, Pedro Rosello, qui fut à l'origine de ce référendum à caractère consultatif. « Mais c'est une lutte qui va se poursuivre», s'est-il empresse d'ajooter devant plusieurs milliers de ses partisans. M. Rosello avait été élu eo 1992 en promettant de faire tout soo possible pour obtenir le rattachement de l'île aux Etats-Unis.

Plus de 2 millions d'électeurs sur une population de 3,8 mil-lions d'habitants, étaient appelés à dire s'ils souhaitaient que Por-to-Rico devience le 51° Etat de l'Uoioo, ou bien s'ils voulsieot l'indépendance totale de l'ile, ou enfio s'ils préféraient conserver le statu quo, en vigueur depuis quarante et un ans.

La question du statut politique de l'île fait l'objet de débats depuis 1898, date à laquelle l'armée américaine a pris possession de l'île, mettant fin à quatre siè-cles de domination espagnole. Le dernier référendum sur la question avait en lieu en 1967 et avait déjà vu la victoire du stato quo. Porto-Rico a acquis son sta-tut d'Etat associé lors de la mise en place de la Constitution, en 1952.

Pendant la campagne, les partisans du statu quo avaient exprimé leurs craiotes de voir

HATTI : la CIA accusée de trafic de drogue. - La CIA avait créé une unité de lutte contre le trafic de drogue à Haîti dont les dirigeants se sont livrés à des actes d'intimidation politique contre les partisans du président Jean-Bertrand Aristide et. oot eux-mêmes participé au commerce de stupéfiants, a affirmé le New York Times, dans son édition du dimanche 14 novembre. Le journal relève que des membres de cette unité ont menacé de tuer l'année dernière le dirigeant local de l'agence américaine pour la lutte contre le trafic de drogue (DEA). Le journal ajoute que jusqu'au coup d'Etat ayant renversé le président Aristide en septembre 1991, la CIA avait payé des hauts responsables de l'armée pour des informations d'ordre politique et militaire. - (AFP.)



disparaître l'identité culturelle de rales. Bien que bénéficiant d'une

Unis.

(AFP, AP.)



3,3 Volts

tables, l'énergie disponible est d'exploiter cette énergie l'est encore plus. C'est pourquoi dans les nouveaux portables Toshiba T1950 et T4700, les processeurs i486Th n'ont besoin que de 3,3 voits pour surclasser la plupart des ordinateurs de bureau. De plus,

le système de gestion de l'énergie Max-Time™, déposé par Toshiba, assure

Sur les ordinateurs por-parfait équilibre entre performan-

ces et autonomie. Les portables Toshiba vous font bénéficier d'une souplesse et d'une productivité inégalée. Parmi nos 22 modèles de portables 1486 M, il y en a forcément un qui correspond à votre besoin et à votre budget. Un peu d'énergie peut vous offrir beaucoup de puis-

sance. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1)47.28.29.29 ou 3615 Toshiba.



MILLIONS

L'Empreinte de Demain

Micro-informatique · Fax · Copieurs

et menaces islamistes

24 5 m 3 m

150-50-5

Section 1

Dominique Voynet prend la direction des Verts en s'appuyant sur une majorité composite

NI DROITE NI GAUCHE?

ESSAYE LE PS ...

■ UNE NOUVELLE MAJORITÉ. - L'essemblée générale des Verts, réunie à Lille du 12 eu 14 novembre, a edopté par 62,3 % des mandats un texte d'orientation qui privilégie le dialogue avec les forces de gauche. Le compromis élaboré, par les amie de Dominique Voynet, Andrée Buchmann et Dominique Plancke met en place une maiorité composite. Antoine Weechter conserve, cependant, une minorité de blocage.

■ LE VIRAGE A GAUCHE. - Le caractère spectaculaire du remplacement de M. Weechter par M~ Voynet comme principal porte-perale des Verts ne doit pas faire illusion. Le mouvement garde comma objectif prioritaire la constitution d'un pôle écologiste autonome au sein du camp de la «transformation sociale».

CLÉS/ Texte

■ Autonomie. La motion majori-taire, à l'essemblée générale des Verts, condemne le principe du «ni geuche ni droite» en ces termes : «Se leisser enfermer dens une définition en négatif (ni-ni) de l'eutonomie, e'est se condamner à attendre le grand soir powr faire triompher seuls nos idées, se cantonner dans une rumination solitaire ou se rallier, selon les opportunités, eux una et aux autres. »

Recomposition. Le texte de compromis élaboré par la nouvelle majorité des Verts effirme qu' « il n'y e pas urgence à entrer dens le négocietion avec les un système d'elliés préférentiels ». Il est précisé, cependant, que les Verts sont « ouverts à la discussion avec toutes les forces politiques et sociales, à l'exclusion de l'extrême droite, des ultrelibéraux et des netionatistes». La motion présentée par M- Voynet était plus nettement orientée à gauche. «Sans rien oublier de ce qui nous oppose aux partie de geuche (treité de Meestricht, guerre du Golfe, dérive libérele), nous pensons qu'il est nécessaire de rechercher le dialogue et la confrontation evec ces forces eujourd'hui contraintes, parce qu'elles sont dans l'opposition, de se remettre en cause », était-il indiqué.

■ Europe. « Pertegée sur le réponse à l'insatisfaisant traité de Meestricht, les écologistes doivent 6'unir sur les objectifs de sa réforme, en s'engageant pour plus d'Europe, pour l'union politique d'une Europe écologique, démocratique, sociale, ouverte et solidaire, indique la motinn mejo-

Les réactions

Paul Quilès (PS): « nouveau et intéressant »

Paul Quilès, député (PS) du Tam, s'est dit « réjoui de voir que les Verts considérent, aujourd'hui. que, lo droite et la gouche, ce n'est pas lo même chose ». Invité. dimanche 14 navembre, du « Forum RMC-l'Express ». M. Quilès a ajouté : « C'est quelque chose de nouveau et d'Intèressant (...). Peut-être que le stade suivant sera de considérer qu'on [les Verts] peut faire des choses ovec la gauche » Jean-Christophe Cambadélis, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations extérieures, a salué, dimanche, le « recentrage sur l'écologie politique» opéré par les Verts et exprimé le vœu que «le temas de la confrontation sur le fond » se substitue « à celui de la polémique sur la forme ».

De son côté, Michel Barnier, ministre de l'environnement, a émis, samedi, le souhait que « les tensions, les querelles et quelques arrière-pensées politiques ne compromettent pas la possibilité d'un dialogue constructif entre les mouvements écologistes, les associations et le gouvernement ».

de notre envoyé spécial Après une succession de votes. au cours desquels les orientations qu'il défendait ont toujours recueilli moins de 40 % des quel-que trois mille mandats repréque trois mile mandats representés à l'assemblée générale des Verts, il est 17 heures 06, samedi 13 novembre, à Lille, lorsque Antoine Waechter voit s'envoler ses ultimes espoirs. Sur le ehapitre de la recomposition politique, qui marque le princi-pal clivage entre les écologistes, ses adversaires sont parvenus in extremis à élaborer un texte de synthèse. Ils l'emportent par I 815 voix (62,3 %) contre I 010 (34,7 %) pour les partisans, plus ou moins rigoristes, du principe du «ni-ni»; il y a 59 abstentions et 28 refus de vote.

Mieros et caméras se tournent vers le vaineu. Majoritaire au sein des Verts depuis 1986, M. Waechter sort cranement de la grande salle du palais de le musique. «Je continueral d'etre, ou sein des Verts, le garont de l'autonomie politique. Celle-ci est aujourd'hut mise à mal, puisque, de Dominique Voynet à Pierre humin le principe d'outonomie. Juquin, le principe d'outonomie se résume à un «ni droite ni droite, affirme-t-il, avant de dire sa conviction qu' «un jour, une nouvelle période Waechter s'ouvrira ».

A quelques mètres de là, le représentant de Génération Éco-logie, Patrick Hardonin, déclare : « C'est un mauvais jour pour l'écologie. » Pour les anciens de GE que sont Jean-Jacques Porchez et Guy Kono-pnicki, conseillers régionaux d'île-de-France, venus en obser-vateurs, « les décisions des Verts sont porteuses d'espoir ». Le porte-parole de l'Alternative rouge et verte (AREV), Jean-Pierre Lemaire, se félicite, lui aussi, du changement intervenu, qu'il interpréte comme une « évolution vers la gauche ».

Dans la nuit du vendredi an samedi, M. Waechter espérait encore pouvoir jouer le rôle du rassembleur, comme il l'avait fait lors de la précédente assemhlée générale, en novembre 1992, à Chambéry (le Monde daté 14-15 novembre). Il était parvenu à regrouper autour de lui quatre des dix motions en présence, des Corses aux Verts indépendants en passant par les «khmers verts» du Sud de la France et ceux de l'Ile-de-France. Au vu des résultats du premier tour de scrutin, il pouvait, ainsi, disposer d'un capital de 39,75 % des mandats, tandis que les amis de Dominique Voynet, renforcés par une petite liste, atteignaient 28,41 % des suffrages, mais ne parvenaient pas à élargir leur base.

Au jeu des «cheises musi-

cales », consistant à éliminer, tour à tour, la motion ayent ohtenu le moins de voix, M. Weechter pouvait done

Une synthèse

courant des Verts au pluriel, amime par Dominique Voynet et Yves Cochet, éteit prêt, cepen-dant, à gommer toutes les aspérités de sa motion d'origine pour parvenir à une alliance de tous ceux qui, chez les Verts, considèrent que le principe «ni gauche ni droite » n'est plus opération-nel. Samedi, en fin de matinée, les Verts au pluriel se ralliaient ainsi, eu texte très modéré sur la recomposition politique, élaboré per Dominique Planeke, porte-parole des Verts du Nord-Pas-de-Calais. Forts de ce premier acccord, qui leur donnait un potentiel de 40,71 % des mandats, ils se tournaient alors vers les emis d'Andrée Bnchmann, Jean-Paul Deléage et Pierre Juquin, qui aveient obtenn 15,28 % des suffrages au premier

d'arbitres, acceptaient la syn-thèse qu'ils avaient refusée dans la nuit, sons réserve d'une condamnation explicite du « ni-ni », de la réaffirmation de l'opposition des Verts au gouver-nement d'Edouard Balladur et de l'élaboration d'un contrat d'objectifs détaillé pour la future direction du mouvement écoloziste. Movennant quoi. Mas Buehmann, à la différence de M. Plancke, acceptait même de présenter une liste commune evec Ma Voynet pour l'élection du dernier quart du CNIR. le conseil national inter-régional des Verts (1).

ques minutes seulement de l'heure limite prévue pour le dépôt des candidatures au quart du CNIR, lors de le discussion sur l'attribution de la deuxième place. « Vous êtes nuis! On représente 3 % dans les sondages, et vous vous omusez à couper les cheveux en quatre», s'est écrié M. Cochet. A un eutre étage, les « waechtériens » les plus modérés n'acceptaient pas de faire liste commune avec la fraction la plus

encore esperer l'emporter sur sa rivale. A l'issue de l'assemblée générale, il confiera d'ailleurs le sens de son « sacrifice » : il s'est donné pour tâche d' «arrimer» sux Verts tous ceux qui seraient tentés de quitter le mouvement.

«nordiste»

Cenx-ci, placés en situation

Le compromis élaboré demeu-rait fragile, cependant. Il e failli, même, voler en éclats, à queldure des «fondamentalistes».

Finalement, outre une conception de la recomposition politique, ratifiée par plus de 60 % des Verts, qui exelut toute disenssion, nnn seulement avec



par un ancien ministre commu-niste, Marcel Rigout. Entin, pour l'élection au CNIR, la liste Voy-net-Buchmann a devancé, avec 42,7 % des voix et quatorze délégués, celle de M. Waechter (37,5 % et douze délégués) et celle de M. Plancke (14,5 % et

L'ensemble de ces résultats,

quetre porte-parole sortants (Mass Buchmann et Voynet, MM. Cochet et Wechter), mais dens un rapport de forces interne sensiblement modifié. La menace

renouveler à l'ideutique leurs

des «khmers verts»

Les six antres postes de la direction nationale du mouve-ment écologiste - le collège exé-cutif - devront faire l'objet, en revanche, d'un dosage qui tienne compte, à la fois, de la minorité de blocage dont dispose désormais M. Waechter et du caractère composite de la nouvelle

En effet, si M. Waechter a perdu, M. Voynet n'a pas encore gagné. A l'Intérieur du mouvement, elle devra très vite diste, lors de l'assemblée générale curieusement, devrait conduire faire face à une menace de scis- amnette.

sion d'une fraction des «khmers verts », qui aboutirait, dans un premier temps, à rayer les Verts de la carte dans trois régions : le Languedoc-Roussillon, la Picardie et Provence-Alpes-Côted'Azur. Tout en se défendant de telles intentions, les Verts indépendants n'ont pas caché lenr volouté d'« étudier la possibilité de monter une liste aux élections européennes ».

La jeune conseillère régionale de Franche-Comté doit, aussi, s'efforcer de mettre un terme an piratage opéré par les autres partis sur quelques unes des propositions les plus originales des écologistes - le partage dn travail ou le «fer-routage» -, piratage fevorisé par le repli des «écolos» sur feurs débats inter-

Sur le plan électoral, le nonveau chef de file des Verts sera, d'autre part, confronté à deux rendez-yous difficiles pour son mouvement: les cantonales de mars et les européennes de juin 1994. Soupconnée, y compris par ses plus proches amis, de vouloir privilégier le « petite 'gouche », Dominique Yoynet devra savoir conduire, tout en finesse, la relance d'un pôle écologiste indépendant et son rapprochement avec le camp de la «transformetion sociale».

A

Bo .

ME ...

ar.

四年 —

(1) Le conseil national inter-régions des Verts ou CNIR, le «parlement» de monvement écologiste, compte cent vingt membres. Les trois-quarts sont élus par

COMMENTAIRE

Vers la gauche, avec méfiance

E renversement de mejorité mintervenu, à Lille, chez les Verts risque fort de ne renvoyer qu'un seul signal, sommaire et erroné. A la première fumée, on pourrait dire qu' «ils ont viré à gauche». C'est, en fait, un peu plus compliqué. En remplaçant 'image austère d'Antoine Weechter - celle, qui, précisément, avait permis, en 1988-89, d'enterrer la cancature de l'« écolobaba-cools – par la figure sou-riante de Dominique Voynet, les Verts n'ont pee fondamentale-

D'une part, nen n'est encore fait : la direction nationale des Verte ne sere élus que le 28 novembre, et la règle est einsi faite, chez les Verte, qu'une minorité de blocage peut e'opposer durablement à le volomé da la majorité. M- Voynet se retrouve, d'eutre part, à la tête d'une majorité reletive. pénihlement construite evec une da ses rivales, Andrés

Le rapprochement qui est mtervenu à Lille duit, bien sûr, eu choix de la métropole du Nord pour réunir l'essemblés générale des militante écolo-gistes. Il doit surtout au rôle discret de Marie-Chriatine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, signetaire des motions Buchmann et Voynet, et à celui de quelquesuns de ses proches qui, depuis plusieurs semaines et jusqu'à la demière minute, n'ont pae cessé de tenter d'epaieer de vainee querelles de personnes. Cepen-dant, pour régénérer la « boutique » verte, les deux principales intéressées doivent encore epprendre à savoir € jeter la ren-

Enfin, si les Verts les plue ectifs se réclament des valeurs de la gauche, tous sont, d'abord, de vraie dêçue du socialisme au pouvoir. « Nous n'avons pas la mémoire courtes, e rappelé M= Voynet en dressant le bilan, eccablant seion elle, de l'exercice du pouvoir par les socialistes : ebendon de l'idée d'une forte réduction du temps de trevail, pour-suite de la politique énergétique, attentat contre le Rainbow-Warrior, refue d'instaurer la repréeentation proportionnelle eux élections législatives, etc.

Forcément hostiles eu gouvernement de M. Balledur et dépourvue d'illusions - à la différence de M. Waechter ou du président de Génération Ecologie, Brice Lalonde - sur la femille centriste, cee écologistes-là seront, à coup sûr, partie prenante, d'une menlare ou d'une autre, des futures Assises

Néanmoins, qu'ils soient anciens militants du PS, du PCF, voire exclus du PSU, au temps lointain où Michal Rocard en était le escrétaire nationel, ils ne sont pas prêts à céder à l'eppel des lla n'ont plus confiance. Ile ne

de la transformation sociale, ini-

tiées per le Perti eccialiste.

croient qu'eux rapporte de force. Les eocielistes du Nord-Pas-de-Celeis, précisément, en ont fait l'expérience.

JEAN-LOUIS SAUX

Deux élections cantonales partielles

Bully-les-Mines (2* tour).

I., 14 681; V., 7 977; A.,
45,66 %; E., 7 283.

Eva Urbaniak, div. g., 3 763 (51,66 %) ELUE Michel Vancaille, PS, 3 520

(48,33 %).

[Mar Urbaniak succède à sou mari, Bernard Urbaniak, maire (dir. g.) de Maziagurbe, consellier général éta en mars 1992, avallidé par le Consell d'Etant pour n'avoir pas fait certifier ses comptes de campagne par un expert-comptable et déclaré inéligible pendant un an. M. Vancaille, maire de Bally-les-Mines, échone une nouvellé fais. Ce cautou, créé en 1992, at qui sera sounais à ranouvellement en mars prochain, est composé de deux cités minières, Bully-les-Mines (deux tiers des électeurs) et Mazingarbe. An premier tour, les deux canditaits n'avaient que 2 voix d'écart. M. Vancaille n'a pas bénéficié d'un bon report des voix du communiste démident, Gilles Gouillard, qui avait devancé le candidat officiel du PCP.

7 novembre 1993 : L, 14 681; V,

didat officiel da PCF.

7 novembre 1993: L., 14 681; V.,
7 930; A., 45,98 %; E., 7 346; Michel
Vencalle. 2 403 (2,70 %); En Urbanish.
2 401 (32,67 %); Gillen Goodliand, div. g.,
1 019 (13,36 %); Bernard Palazaklewicz,
PC, 857 (11,66 %); Marcel Bourgeois,
RPR, 668 (9,09 %).

29 mars 1992: L. 14 703; V., 10 319;
A., 29,81 %; E., 9 392; Bernard Urbanish, div. g., 5 818 (61,94 %); Michel
Vancalle, 3 574 (36,65 %).]
HAUTE-SAVOIE: conviou de

HAUTE-SAVOIE : canton de Saint-Gervais-les Bains (2º tour). I., 10 023; V., 4 557; A., 54,53 %; E., 4 128.

Jean Potier, UDF, adj. m. de Passy, 1 885 (45,66 %).

l'assy, 1 663 (43,06 76).

[Le président de la Fédération française de aid, Bennard Chavallier, Pemporte facilement sur Jean Potier, pourtuit présenticoume le dauphin de l'ancien conseiller général, Robert Fournier (div. d.), maire de Passy, déclaré dénaissionnaire d'office et inéligible pour n'avoir pas rendu ses comptes de campagne dans les délais. M. Chevallier obleat ses mellieurs scores (36 % des voix) dans la commune des Contamines-Monsjoie, dont il est le autre, et dans la station, voisine, de Seint-Gervais (31 % des voix), alors que, dans la plaine industrielle de Passy, il recnelllemons de 30 % des suffrages.

Trois des dix candidats du memier tout

Trois des dix candidats du premier tour out déposé, entre les deux tours, des recours en annelation du scrutin, après du tribunal administratif de Grenoble pour protester coutre le fait que 762 électeurs n'avaient pos reçu à temps les professions de foi des candidats.

7 novembre 1993: L. 10 024; V. 4 633; A., 53,28 %; E., 4 538; Bernard Chevallier, 789 (17,18 %); Jean Potier, 732 (16,13 %); Pierre Rubbiosi, div. d., 633 (14,16 %); Jean-Mare Peller, div. d., 561 (12,36 %); Laurent Nardi, PC 433 (9,98 %); Gahriel Grandjacques, PS, 361 (7,95 %); Thiorry Vannier, FN, 325 (7,16 %); Bernard Califana, div. d., 257 (7,16 %); François Garde, div. d., 248 (5,46 %); André Payrand, div. d., 248 (5,46 %); Pierre Dupraz, UDF-CDS, 1 (0,02 %).

7. 10 023; V., 4 557; A., 54,53 %; E., 4 128.

Bernard Chevallier, RPR, m. des 29 mans 1992; I., 9 866; V., 5 696; A., 42,26 %; E., 5 079; Robert Fourniez, C. 4., 2738 (53,90 %); Jean-Marc Petiles, 2 341 (46,69 %).

« Une flambeuse, du genre persévérant »

Porte-parole - minoritaire - des Verts depuis janvier 1992, elle est arrivée sur l'evant-scène écologiste, avec ses épaules de nageuse et son sourire charmeur, à le feveur de la campagne pour les élections régio-nales. On evait découvert, ainrs, avac surprise qu'il n'y avait pas qu'Antoine Waechter pour parler au nom de l'écologie politique. «Nature», Dominiqua Voynat allait même en raiouter dans la provocation en se faisant teindre en blonde, à la suite d'un pari avec sa fille.

Agée de trente-cinq ans, médecin anesthéeiste, elle est venue à l'écnlogisma per les luttes d'après mai 1968 : pour la solidarité avae la tiarsmonde, pour la liberté des femmes, contre le nucléaire, contre le toute-puissance des hétonneurs. En 1981, elle participe, déjà, à la campagne prési-dentielle de Brice Lalonde. En 1984, elle appartient à la petite troupe qui fonde les Verts. En 1989, elle devient conseillare municipale de Dole et secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen.

Tout au long de ce parcours, Dominique Voynet n'oublie pas d'où elle vient : une famille de

einq enfants, evec un pare socialiste et une mère syndicaliste. «Oui, je me suis toujours sentie de gauche, mais, désormais, ce sont les écologistes qui sonr porteurs des vraies valaurs de gauches, dit-ella après la guerra du Golfe. Elle est de ceux qui introduisent la dimension sociala dens le die-

Souvent incontrôlable, voire hrouillonne - «C'esr une flambeuse, mais du genre persévé-rant», a dit d'elle son ami Yves Cochet -, Dominique Voynet e beaucoup eppris lore de se campagne pour lee élections législatives dans le Jura, qui lui avait permis d'être le seul candidat Vert reeté en lice eu second tour. Au sein de son mouvement, elle seit, désormais, s'entourer da militante, dont la plupart viennent du PSU. du PCF et de l'extrême gauche. Pour quelle amhition? L'élection présidentielle de 1995 ? Elle y penee toujours, meis n'en perle plue jemais et préfare affirmer que son premier objectif est de conquérir la

mairie de Dole.

sous la direction de

print 100 42.00

promition and in 9 9 9

******* ********

3 2 7

The first amount of the first and the first

the same dans tros regions: I my westers Houssillon, la Fe lie et Provviice-Alpes-Ch . Visit in se defendant interstant, les Vensige men lant mont pas cache b dente d'e ciudier la possible the recognitive same liste aux clane Lat grane contentere régime . Fanning Comite doit, and a etfog er de mettre un terne

den aponitait, dens Frement temps, & rayer les le

North a plan electoral leg-Doma 🜷

14 417-444

The Late Court of the Court of

Page year of their south

State of The Contract of

AND WATER OF THE CO.

positional and the second

para prima a como como

JE AN LOUIS SE

Marchanto to Company

venu, ma contribution à ce débat qui doit permettre de dessiner les contours de la France de l'an 2000, puisqu'aussi bien; tel est le véritable horizon politique de notre pays.» En attendant ce grand débat; le

CNI, par la voix de son président, Jean-Antoine Giansily, conseiller

Sans vouloir « mettre de l'huile sur le feu »

Lionel Jospin reproche au gouvernement de paraître renoncer à un effort prioritaire en faveur de l'éducation

Invité de «L'heure de vérité», sur France 2, dimanche 14 novembre, Lionel Jospin a démoncé la agrande erreur stratégiques y que le gouvernement comment, selon lui, en laissant croire aque l'effort en faveur de l'éducation ne se poursuit plus». S'expriment longuement sur les manifes-mant longuement supérieur et l'importance que la recursités de l'enseignement supérieur et l'importance que la recherche scientifique et l'eneignement supérieur et l'importance que la recherche scientifique et l'eneignement supérieur et l'importance que la recherche scientifique et l'eneignement supérieur et l'importance que la recherche scientifique et l'eneignement supérieur et l'importance que la recherche scientifique et l'eneignement supérieur et l'importance que la recherche scientifique et l'eneignement supérieur ont pour l'avait compris dans le cadre de la priorité fixée par François Mitterrand. Invité de «L'heure de vérité», Je pense que le gouvernement ur France 2, dimanche actuel sous-estime totalement les mant longuement sur les manifes-tations d'étudiants, prévues pour lundi, mais se défendant «de vouloir mettre de l'huile sur le feu», l'ancien ministre de l'éducation nationale a donné sa version du malaise dans les universités (lire

Lors de la réunion de son conseil national

Le CNI confirme son soutien

à Edouard Balladur

«Les étudiants réagissent moins aux conditions dans lesquelles se fait la rentrée 1993, a-t-il expliqué, qu'à la perspective d'un arrêt complet de la progression des fonds à l'enseignement supérieur. Et c'est cela qui fait le problème.

de novembre, le secrétaire général

du Centre national des indépen-

dants et paysans (CNI), Gilbert

Mélac, annonçait une allocution

du premier ministre, samedi 13 novembre, au conseil national

annuel du parti dont Antoine Pinay est toujours la figure emblé-matique (the Monde du 13 novem-bre). Ce déplacement n'étant pas inscrit à son agenda officiel, Edouard Balladur n'est pas venu,

mais les cadres du CNI ont bénéfi-

cié de la lecture d'un message du président du RPR, dans lequel

ses vœux, «à plus longue téhéance, des réformes fondamentales». « Ces

réformes n'iront pas sans grand débats, écrit M. Chirac, qui pré-

cisc: « J'apporterai, le moment

Je crois que M. Balladur ne le

«Il faut, a ajouté M. Jospin, que le gouvernement comprenne qu'il ne sert à rien d'invoquer des manipulations. Il faut qu'il reprenne un effort financier, en nombre d'enseignants, dans l'en-seignement supérieur, pour pour-suivre ce que nous avons fait. Il faut qu'il fasse une deuxième étane du nim l'injugarité 2000 () étape du plan Université 2000 (...), comme nous l'aurions fait si nous étions restés aux responsabilités. Il

faut qu'il assume son devoir et non pas qu'il agite des épouvantails.»

Chargé de l'organisation des futures assises de la transformation sociale, M. Jospin a vié toute « vision hégémonique » de la part dn PS. «Ce n'est pas le Parti socialiste qui organise, ce sont ceux qui acceptent d'[y] participer qui organisent eux-mêmes, dans le cadre d'un collectif, ces assises (...). Elles leur proposent de discuter, pendant des mois, pendant une année peut-être, sur les problèmes de fond auxquels notre pays est confronté. (...) On ne discute pas de calendrier, d'arrière-pensées, de rencontres à objectifs tactiques. » Interrogé, à ce propos, sur le problème des «trente-deux heures», l'ancien premier secrétaire du PS a dit redouter que «le débat, tel qu'il est mené par la droite,

n'aboutisse à tuer l'idée». An sujet des opérations de police contre les intégristes, M. Jospin a expliqué qu'il approuve « l'attitude de fermeté lorsque la sécurité de la France, ou bien la vie ou l'intégrité d'un certain nombre de nos ressortissants sont en question ou sont mena cées », mais qu'il ue lui semble pas « que les opérations de police, un peu trop spectaculaires, qui ont été opérées aux abords des mosquées étaient de la meilleure inspiration ». « Il est particulièrement important, a-t-il souligné, que les responsables publics n'opèrent pas d'amalgame entre les déviations sur la plan religieux, des déviations sur le plan politique et la vie, y compris la spiritualité ou les croyances, d'une très vaste communauté qui existe en France.»

Le président du Sénat souligne l'«angoisse» des jeunes

René Monory: les universités avant les autoroutes

Dans sa Lettre mensuelle du quinzième arrondissement de Paris, comme le chef du gouverne-ment, a assuré M. Balladur de son René Monory (UDF-CDS), pré-sident du Sénat, a expliqué, dimanche 14 novembre, au cours asoutien sons réserve». Se voulant une composante à part entière de la majorité, ce vieux parti de droite, fondé en 1949, a réaffirmé de l'émission de TF1 «7 sur 7», que « l'enseignement supérieur n'apparaît pas assez comme une priorité». Dans un pays où les jeunes ne trouvent pas de travail, je un ancrage à droite du RPR et de l'UDF qui se trouve, parfois, en considère que toutes les priorités devralent être tournées vers ces porte-à-faux avec le discours, emprunt de philosophie, de M. Giansily. Libéral et européen jeunes, a ajouté l'ancien ministre de l'éducation nationale, avant convaincu, ce dernier doit donc d'expliquer que «s'll y a des mani-féstations, aujourd'hui, dans les universités, c'est beaucoup plus dû faire œuvre pédagogique dans un parti dont certains thèmes sont président du RPR, dans lequel proches de ceux du Front national. Jacques Chirac se félicite des La présence de Jean Mottin. créjornes importantes sugagées conseiller d'État honoraire, qui par le gouvernement et appelle de le sert de l'agreche de l'agrecie de l'agre à l'angoisse des jeunes qu'aux locaux ».

« J'ai entendu, l'autre jour, le premier ministre dire : « On va racd'extrême dioite ch'matière d'imcourcir le délai de réalisation du migration, u'en est qu'une preuve programme autoroutier. » Si l'on peut faire cela et des universités, bravo! Si l'on ne peut pas faire les dimanche, M. Giansily a affirmé deux, il vaut peut-être mieux de pas trop accélérer les routes et gar-der 3 ou 4 milliards de francs de que le CNI participera à la cam-pagne des élections européennes plus par an pour développer les universités », a ajouté M. Monory (lire rité», qu'il espère «aussi unie que l'est le gouvernement d'Edouard page II).

OLIVIER BIFFAUD Le président du Sénat est revenu sur le projet de loi quin-

indiquant que « le résultat n'est pas à la mesure du nombre d'heures de débats ». « C'est une lot qui va dans le bon sens, mais on ne va pas révolutionner les choses avec la loi Girand », a-t-il affirmé.

Le sénateur de la Vienne souhaite une réduction du mandat présidentiel. «Le mandat de sept ans est trop long, a-t-il expliqué. Les choses changent trop vite. Sept ans, c'est un peu figé. Il faut réfléchir si c'est cinq ou six ans, mais, de toute façon, il faudra, un jour putte président su control de la contr ou l'autre, réduire le mandat. » M. Monory a crifin évoqué la pro-chaine élection présidentielle en assurant qu'à droite « la tendance la plus probable est, sans doute, [qn'il y ait] deux candidats ». Le président du Sénat, qui s'est refusé à dire s'il serait lui-même candidat, a parlé de la popularité d'Edouard Balladur à l'UDF. «M. Balladur a mis beaucoup de ministres centristes dans son gouvernement, mais ce n'est pas suffisant pour dire que, demain, il est le candidat qui fera la synthèse, a-t-il souligné. On n'en sait rien.»

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE: M. Millon souhaite que l'UDF ait son candidat en 1995. - Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a exprimé le souhait, dimanche 14 novembre, sur Radio-J, que, «si les circonstances le permettent », l'UDF « ait un candidat à la présidentielle». «Un grand courant comme l'UDF, s'il veut s'affirmer et affirmer sa possibilité de gérer les affaires de la France, se doit d'être présent à une élection présidentielle», a assuré M. Millon.

PS : les Jeunes socialistes acquièrent leur autonomie. -Le premier congrès autonome du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) s'est tenu du vendredi 12 au dimanche 14 novembre à Avignon. Présenté jusqu'alors comme « secteur d'intervention du Parti socialiste dans la jeunesse», le MJS est redevenu, depuis avril dernier, une organisation autonome - staint qu'il avait perdu en 1973 - et revendique deux mille adhérents. Quelque trois cent cinquante délégués ont également élu, dimanche, pour la première fois, leur nouvean président, Benoît Hamon,





Un atlas et un livre de réflexion sur l'avenir du continent européen. Doniel Vernet, Le Monde

La somme d'informations apportée est proprement prodigieuse, d'autant que les cartes les font saisir dans leur dynamique. Il faudrait enseigner dans chaque terminale aussi bien la carte des minorités nationales que celle, bouleversante, des «lieux de mémoire et de résistance». Tout aussi capitale est l'approche de «l'état des lieux après la bifurcation de 1989» où l'on pénétrera dans «l'autre Europe agricole», comme dans celle de l'industrie lourde, mais aussi dans l'autre Europe de la pollution, des pluies acides, des retombées de Tchernobyl. C'est la première fois qu'un livre nous fait pareillement toucher ces réalités profondes du regard.

Il y a trop de livres, on le dit souvent. Alors, quand apparaît une perle, on espère qu'elle sera vue et reconnue dans l'océan éditorial. Béatrice Toulon, La Croix

FAYARD

politique du territoire : l'heure des choix

Dans son allocution finale,

«sur une liste de la nouvelle malo-

parmi d'autres.



Industrie et territoires en France Dix ans de décentralisation sous la direction de €. Dupuy et JP. Gilly collection Les études de La Documentation française

216 p., 120 F.

MAIN IN ST. CIT. IN STATE DÉBAT NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

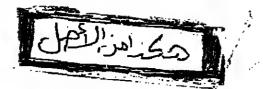
Débat National pour l'Aménagement du Territoire Document introductif Ministère de l'Intérieur et de PAménagement du territoire DATAR 124 p., 80 F

documentation have

29, quai Voltaire 75007 Paris Tel. (1) 40.15.70.00

in the Bernard to the property of the second an eart. Do

The second secon



10 Le Monde • Mardi 16 novembre 1993 •

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

L'Union calédonienne se prononce pour une «indépendance négociée» en 1998

L'Union calédonienne (UC. composente mejoritaire du FLNKS) e décidé, eemedi 13 novembre, de proposer pour 1998, dete de le fin de le période provisoire ouverte par les « accords de Matignon », une « indépendance négociée », eccompegnée d'un « calendrier de transfert de compétances ».

NOUMÉA

de notre correspondant A l'Union calédonienne, on eime les symboles. En juillet 1988, c'est à la tribu de N'dé, sur la commune de Païta (près de Nouméa), que les pertisans de Jean-Merie Tjibeou evaient ratifié les eccords de Matignon signés deux semaines plus tôt à Paris à l'initietive de Micbel Rocard, elors premier ministre. Plus de cinq ans plus tard, c'est toujours à N'dé que l'UC dévoile le scénario de ce qui pourrait être «l'après-accords de Matignon».

Après deux jours de réunions à huis clos, vendredi 12 et samedi 13 novembre, le vingt-quatrième congrès du mouvement s'est prononcé, en se référant notamment aux Constitutions de 1946 et 1958 et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, en faveur de « l'indépendance négociée ». La motion finale du congrès précise que l'objectif est « l'acces-sion à la souveroineté en 1998» et que celle-ci s'accompagnera d'« un calendrier de tronsfert de compétences ».

Six options, allant de l'indépendance immédiate jusqu'au été proposées à le discussion.

Celle qui est finalement retenue est claire, mais laisse le porte ouverte à des négociations avec ouverte a des négociations avec le gouvernement et le Rassemblement pour le Calédonie dans la République (RPCR) du député (RPR) Jacques Lafleur. « En 1998, nous disons : « Le pays est souverain, e expliqué Frençois Burck, président de CIIC. Con mu veut dies qu'il est l'UC, ce qui veut dire qu'il est reconnu au plan internotional par l'ONU comme poys souverain, mais nous disons, aussi que l'indépendance ne peut être totale en 1998. Voilà pourquoi nous prévoyons un calendrier de transfert de compétences de l'Etot français au nouvel Etat indépendant » M. Burck e pré-cisé que ce calendrier « reste à définir » eu cours des discussions avec les deux autres par-tenaires des accords de Mati-

> Les élections de 1995

L'UC a tenu, également, à remettre en exergue la formule d'« Indépendance kanak socialiste ». Ces deux mots effraient suffisamment le camp loyaliste pour que des précisions soient aussitot apportées. La motion du congrès se réfère au projet de Constitution que le FLNKS avait déposé à l'ONU en 1987 et qui précise que « le peuple kanak constitue une communouté notionale et pluriethnique, libre, unie et souveraine fondée sur la solidarité de ses divers éléments ». Quant au socialisme, il s'agit, pour l'UC, d'un socialisme à visage humain, démocratique et huma-

Les négocations « devront être de le mouvance indépendenficelees avant 1PP8 », pour « préciser la question qui va être posée au référendum » prévu à cette dete par les eccords de Matignon, e indiqué M. Burck, qui ettend que les eutres partenaires de l'UC - le RPCR.

l'Etat et les eutres composantes

tiste - mettent, eux aussi, leurs propositions dans le « le panler des négociations ». Le parti de M. Burck entend également mener des discussions politiques avec des formations politiques ne feisant pas partie des deux blocs que sont le RPCR et

COMMENTAIRE

Un tournant

ES Indépendentistes sont de retour en Nouvelle-Celédonie. En proposent pour 1888 une rindépendence négociée », l'Union calédonienne, brenche modérée du FLNKS, vient de rouse. vrir brutalement un débat institutionnel qui, depuis le réconciliation scellée par les eccords de Metignon en juin 1988, eveit totelement décerté le vie politique territoriale.

Minée par leurs querellee intes-tines et, surtout, ebsorbés par la difficile gestion des deux provinces qu'ils contrôlent, celles du Nord et des îles Loyeuté, lee indépendentistes donnelent le sentiment d'evoir perdu toute perspective politique, L'Initiative semblait ne plus eppartenir qu'à Jecques Laffeur qui, jouent tout à la fola au prince écleiré et eu patron à poigne, se remetteit miraculeusement en aelle et redevenait l'homme fort du Caillou. On e même pu penaer, un pendentiste, dont on se demandait s'll était toujours indépen-

Les héritiers de Jean-Marie Tjibaou prouvent qu'il n'en est rien. S'ils mettent bien dee « bémois » à cette indépendence qu'ils exhu-ment de l'oubli, en insistant sur son ceractère «négocié» et «progressif», et s'ils continue de se réclemer de l'eeprit consenauel des accords de Matignon, ile n'en viennent pes moine d'emorcer un tournant. Ils contraignent la Nouvelle-Calédonle à entrer de plain-pied dans la réflexion eur « l'eprès-accords de Matignon ».

> La réaction de Jacques Lafleur

La question est maintenant de savoir comment Jacques Lafleur va réagir à cette remise au goût du jour du concept d'indépendance, L'interprétera-t-li comme le FLNKS. Pour le mouvement des béritiers de Jean-Marie Tjibaou, l'objectif est, dorénevent, de « gagner les élections de 1995, municipales et provin-

ciales », qualifiées d'« étapes

essentielles à la réussite » de sa

des eccorde de 1988? Peut-il

eccepter de négocier les modeli-

tés d'une indépendance dont il

récuse toujours le principe

même? Nul doute qu'il répliquera

en proposant sa propre solution,

querelles institutionnelles event

les élections municipales et pro-

vinclelea de 1995, pour ne pas

donner prise eux rivaux de son

propre camp. La repolarisation

du débet eutour du thème de

l'indépendance risque de donner

un coup de fouet eux « entilatieu-

ristes de droite, qui gravitent eutour de Dick Ukelwé (RPR),

stratégie politique.

FRANCK MADŒUF.

Monory, président du Sénat, e expliqué, dimanche 14 novembre,

sur TF1, qu'«il est normal que l'opinion publique soit émue» par les crimes d'enfants. «Cela dit, a-t-il poursuivi, je m'interroge : ce

Le débat sur la «perpétuité réelle»

M. Monory souhaite que le Sénat

«tempère» le projet de M. Méhaignerie

en première lecture, le 17 novem-bre, par le Sénat, le projet de Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, d'instituer une peine de «perpé-

tuité réelle» pour les anteurs de crime sur mineurs, eccompagnés de

viol, de tortures ou d'actes de bar-

barie, suscite des réactions mitigées,

y compris au sein de la formation

politique - le CDS - que préside le

ministre de la justice. René

qu'o proposé Pierre Méhaignerie. est-ce possible? Je n'en sais rien » «Le Sénat peut apporter quelque chose, peut-être tempérer tout cela», a conclu M. Monory. tre, à terme, l'œcuménieme né

M. Méhaigneric a reçu, en revanche, un soutien absolu de son collègue du gouvernement, Bernard Bosson, ministre des transports, centriste lui aussi, qui était l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde» dimanche. «Le centrisme, e déclaré

qui sera « la plus française possi-M. Bosson, ce n'est pas le laxisme ni l'esprit d'irresponsabilité. C'est le courage et l'humanisme.» «Ce que prévois Pierre Méhaignerie est très En falt, l'inquiétude du RPCR tient moins eu fond des choix de I'UC qu'eu moment où ceux-cl humain», a t-il ajouté. sont rendus publics. Dans le par-tie qui s'engage, le calendrier est un paremètre-clé. M. Lafleur ne Lionel Jospin (PS) a dénoncé pour sa part, dimanche, sur France 2, l'attitude du législateur, souhaitait pas rouvrir de grandes

#3.7. ..

-

185

出出ニー

de at 12 hours

Minter Darie

di 21772 ---

MAINLEY .

haves the all

MERCE TR.

Tab 2 -

MEST'S THE

MEET. 1 Man 1377

the service MES 32: 4-

qui, «épousant une espèce de colère et d'angoisse légitime de parents ou, même, de l'opinion, oublie la com-plexité des problèmes de la justice et de la société ». M. Jospin s'est inter-roge sur la détermination du garde des sceaux. « Etait-il nécessaire de modifier la législation, pour ne pas être capable d'aller jusqu'au bout de sa propre logique?» a t il dit en évoquant l'amendement préparé ar la commission des

10 AU 20 NOVEMBRE 1993.

LES DIX PREMIERS JOURS DE L'ERE PUNTO.



QUI RÉPOND À

Toutes les questions que vous vous êtes posées sur lo sécurité, le confort, sur le tempéroment, sur l'esthétisque ou sur l'environnement,

Fiat se les est posées également et y o répondu en concevont une nouvelle voiture. Aujourd'hui existe lo réponse à toutes les questions

sur l'outomobile : la Fiot Punto. Une réponse en 21 versions 3 et 5 partes, en 6 motorisations dont une turbo diesel, en 13 coloris

et en 4 niveoux d'équipement. Venez lo découvrir et l'essayer chez votre concessionnoire. Avec Fiot, vivez les dix premiers jours de l'ère Punto. Fiot Crédit France finance votre Fiat. Pour tout renseignement 3615 FIAT. ILY A UNE FIAT DANS MA VIE.

FIAT PUNTO

L'incompréhension grandit entre le gouvernement et les étudiants

■ MANIFESTATIONS. - Les deux syndicats d'étudiants de gauche, l'UNEF (proche du Parti communiste) et l'UNEF-Indépendante et Démocratique (proche des socialistes) appeleient, lundl 15 novembre, à une manifestation nationale à Paris et dans les villes universitaires de province pour un renforcement du budget de l'enseignement supérieur. Le Front national de la jeunesse (FNJ) appelle aussi à manifester.

M. Monory souhaite

tempere» le proje de M. Mehaignerie

necessary do son care

Sould to brolet to be

parde des sere

And the party les salent

the section of the secompanie

trans in Grate of

to reactions mission de la formate

c (DS - que prese)

instite Re-

THE MACKET TO

tringin, tetra i reg

Section 2 to 1

(**) 中央** (1) (1)

Metana Transferi du Sent de Se

on emile R

the state of the state of

The Metaspas

The state of the s

Post of the Property 1995 and

ment an arson de a

Andrew Company of the Company of the

Parties of the partie

englenge di classifica

Secretary of the Section of the Sect

- 200 (Ga

Turing R

que le Sénat

■ BUDGET. - Au même moment, les députés devalent sntamer l'examen du projet de budget de l'enseignement supérieur pour 1994. En hausse de 6 %, à structure constante, par rapport à la loi de finances de 1993 rectifiée en juin demier, ce budget prévoit la création de 1258 emplois d'enseignants et de personnels administratifs (contre 4600 en 1993) et la poursuite de la réalisation du plan de constructions « Université

= FRANCOIS FILLON. - Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche e déclaré, lundi 15 novembre sur France Inter, que « le projet de budget universitaire 1994 est le meilleur possible dans ce contexte de crise économique graves. Il a mis en garde contre toute «volonté de dramatiser la situation s.ou « tentatives de récupération » à partir de difficultés réelles, mais ponctuelles.

■ SCIENCES HUMAINES. - C'est dans les filières psychologie, sociologie et lettres que les difficultés de la rentrée universitaire se font le plus durement sentir, En augmentation continue depuis plusieurs années, ces formations, qui accueillent des étudiants mal

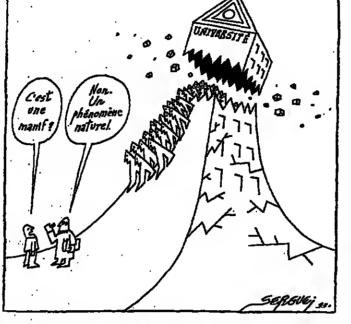
ment des étudiants se manifeste aussi de l'autre côté des Pyrénées, en particulier contre l'eugmentation des droits d'inscription: è l'Université. Une sgitation qui traduit l'angoisse de la jeunesse face à la montée du chômage et à train de s'installer entre le gouvernement et la communauté universitaire, et, en premier lieu, entre le ministre de l'enseigne ment supérieur et les étudiants. La journée du lundi 15 novembre devait en fournir la démonstra-

Les deux UNEF (Union nationale des étudiants de France) appelaient conjointement – après plus de vingt ans de brouille – à une manifestation à Paris, de la Sorbonne à l'Assemblée nationale, pour réclamer « un vrai bud-get pour nos études », ou, plus prosaïquement, « des locaux et des profs», pour reprendre le slogan fédérateur des manifestations qui se sont déroulées dans un certain nombre de villes de province depuis une quinzaine de jours (le Monde du 27 octobre, du 6 et du 11 novembre).

A la même beure, François Fillon devait défendre son projet de budget pour l'enseignement supérieur devant les députés. Et leur redire avec énergie, comme il l'a fait, mardi 9 novembre devant la conférence des présidents d'université, que « le gouvernement a décide d'accorder une priorité tout à fait significative à l'enseignement supérieur».

> « Rumeurs » et «manipulations»

Les chiffres, indéniablement, plaident en sa faveur. A structure constante et hors crédits de recherche universitaire, le projet de budget de l'enseignement supérieur pour 1994 augmente de 5,6 % par rapport à la loi de finances initiale de 1993 et de 6.% par rapport au budget 1993 rectifié au mois de juin dernier. préparés à ce type d'études, sont Soit un rythme beaucoup plus désounais au bord de l'aspirole rapide que la hausse moyenne du budget de l'Etat pour l'an pro-ESPAGNE = Le mécontente cham (+1,1-%). Et M. Fillon pouvait sjouter que les 1 258 créations d'emplois (1 050 d'enseignants et 200 de personnels administratifs et techniques) qu'il e obtenues de heute lutte cet été représentent « le quart des créations d'emplois de l'Etat en 1994 ». Sans oublier l'engagement réitéré de boucler, d'ici à 1995 (1998 pour l'Ile-de-France) l'ensemble des opérations de construction ou de rénovetion immobilières prévues par le plan



«Université 2000» pour faire fece à l'afflux de nouveaux étu-

François Fillon paraît done fondé à déclarer, comme il l'a fait dans un entretien au Journal du dimanche du 14 novembre, «qu'il n'y a actuellement aucun vrai sujet de mobilisation » dans les universités. Comme il l'e souligné, «il n'y a pas de réforme d'ensemble en cours », contrairement à la situation de l'entomne 1986, quand le projet de réforme présenté par M. Devaquet cristallisait mécontentements et oppositions. De même, il peut dénoncet, en toute bonne foi, les « rumeurs » et les « fausses informations a concernant, par exem-ple, la suppression de l'allocation de logement social pour les étudiants. La réforme de cette alloan mois de septembre sur des bases très restrictives, a été abandonnée - pour l'essentiel - par le gonvernement, dès les premiers signes d'effervescence des étudiants (le Monde du 5 novembre).

Et pourtant, cette petite phrase - «il n'y a actuellement aucun vrai sujet de mobilisation » -, doublée d'une mise en garde bien désuète contre « des tentatives de

manipulation, de la part d'un certain nombre d'organisations, essentiellement proches du Parti communiste», risque fort d'epparaître comme une redoutable maladresse.

Car les étudiants n'ont que faire des grands équilibres budgétaires. Ils voient midi à la porte de leurs amphis et de leur fac. Leur lancer, depuis la rue Descartes, qu'ils n'ont pas lieu de s'inquéter ne peut que les inciter à feire le démonstration contraire. Et à multiplier les exemples, vécus au quotidien,

d'amphithéatres surchargés, de traveux dirigés prévus pour cin-quante et où se pressent le double d'étudiants, de locaux toujours insuffisants et, trop souvent encore, dégradés voire vétustes, de_crédits de_fonctionnement insuffisants, de services adminis tratifs débordés, de cours si magistraux qu'ils excluent tout contact evec les enseignants et tont suivi pédagogique sérieux, de taux d'encadrement qui testent dramatiquement faibles dans certaines disciplines (un enseignant pour trente-cinq étudiants en moyenne en lettres et sciences bamaines, un enseignant pour einquante einq étudients en

diversité des situations locales. l'anxiété de l'échee en conrs d'études et du chomâge à la sor-

M. Fillon, et à travers lui le gouvernement, rejette la respon-sabilité de ces diffienltés sur le gouvernement précédent : « Les conditions de cette rentrée sont celles organisées par mon prédé-cesseur. A mon arrivée, tous les postes pour la rentrée étaient déja distribués et la construction de locaux prévus dans le plan Université 2000 avait un an de

C'est de bonne guerre politi-cienne. Mais, ce faisant, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche oublie trois points essentiels. Tout d'abord, les difficultés de la rentrée universitaire, essentiellement localisées, jusqu'à présent, dans le sectenr des lettres et sciences humaines - comme le démontre l'agitation à Nantes, Toulouse, Tours, Poitiers, Aix-en-Provence etc. -, n'euraient pas du être une surprise pour le ministère,

Dès les inscriptions du mois de juillet des nouveaux bacheliers, l'afflux inhabituel vers des disciplines comme la psychologie ou la sociologie avait alerté bon nombre de responsables universitaires (le Monde du 25 juillet).

Or, malgré ces sonnettes d'alarme, le ministère - peut-être trop occupé à la resonte en profondeur de ses services - n's pas su réagir ponctuellement, trouver des solutions locales et éviter que ces tensions ne créent des abcès de fixation. On peut, à cet égard, rappeler que les ministres précédents, depuis quatre ou cinq ans, evaient su pilotet avec assez de doigté pour affronter sans cesse des rentrées plus tendues, quand les effectifs augmentaient chaque année de 60 ou 80 000 étudiants (contre 40 000 cette année) et que le programme de construcns universitaires était à peine sorti de terre.

Le deuxième oubli de M. Fil-Ion est plus profond, Certes son budget est moins mauvais qu'il eurait pu être et meilleur que celui de la plupart de ses collègues. Mais il représente cependant un coup de frein brutal dont l'onde de eboc commence à se diffuser dens l'ensemble de la communauté universitaire.

Car la vraie inquiétude est là,

partagée, plus ou moins elaire-ment, par les étudiants, les enseignants et les présidents d'université. Quand il diminue par trois, d'une année sur l'eutre, les créations d'emplois d'enseignantsebercheurs ou par quatre celles d'emplois administratifs, quand il est obligé d'annoncer que ces enveloppes d'emplois ne seront plus inscrites dans les contrats quedriennanx négociés entre l'Etat et les universités (le Monde du 11 novembre), le gouvernement edmet implicitement qu'il ne peut plus tenir les engage-

ments de l'Etat. Du coup, il rompt la dynemi-que fragile qui s'était développée depuis quelques années : le système universitaire français n'a pu absorber le formidable poussée des effectifs d'étudiants (300 000 de plus en cinq ans) et, eu passage, se rénover dans bien des domaines, que parce qu'il savait pouvoir compter sur une forte augmentetion de ses moyens. Comme le souligne Georges Haddad, président de l'université Paris-I et premier vice-président de la conférence des présidents d'université, « nous n'attendons pas de réforme, mais un engagement clair et net de l'Etat, assurant aux universités qu'elles auront les moyens de leur ambi-

Enfin, François Fillon et, avec lui, la majorité et le gouvernement - obsédés par le précédent malheureux de M. Devaquet oublient une troisième donnée. Comme l'a souligné Philippe Cempinchi, président de l'UNEF-ID, dimanche 14 novembre, sur France 2, les étudiants de 1993 ne sont pes ceux de 1986. Ce sont les lycéens de 1990, qui, en trois semaines et trois manifestations pourtant peu nombteuses, avaient réussi à obtenir du gouvernement une enveloppe de 4 milliards de crédits supplémentaires pour leurs «bahuts». Ils n'avaient pas eu besoin d'un projet de réforme pour se mobiliser, mais du même slogan qu'aujourd'hui : « Un bon budget pour nos études. »

GÉRARD COURTOIS

La psychologie prise d'assaut

On attendait que les bacheliers de 1993 prennent d'assaut s nombreuses placee ouvertes dans les fillères technologiques courtes, STS ou IUT. Surprise : des places restent vacantes et les étudiants se ruent sur les sciences humaines. Incompréhensible de la part de jsunes qu'on taxe volontiers de réalisme, qu'on juge soucieux da leur avenir, absorbés par leur recherche d'une assurance antichômage. c Nous ne pouvons ser les étudients e'enganir», e déclaré Françoie Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, mercredi 10 novembre devent l'Assemblée nationale. Trop tard, ils sont là, et bien décidés à obtenir c'des profs et des salles de cours ».

Des études refuges

Toutes les sciences humaines, et dans une moindre mesure les lettres et les lan-gues, sont touchées par la vague. Mais les départements de psycho débordent. Les effectifs en première année ont pratiquement doublé à Life et à Amiene, atteignant près d'un millier d'étudiants. A Rouen, ils aont passés en deux ans de 800 à 1300. A Poitiers, où le rentrée e dû être retardée, les vingt-troie enseignents du département de psychologie (dont dix-huit titulaires) sont censés se partager 850 étudiants de première année (30 % de plus que l'an demier).

pourtant mieux dotées que leurs homologues provinciales, font également le gros dos. Pour la seula université Peris-V, 1 700 candidatures avaient été enregietrées fin juillet pour 550 pieces; 620 nouveaux. bachaliere ont finelement été admis. Même chose à Paris-VII où quelque 900 candidats se sont disputé 200 placea.

Que font les recalés? Embarqués dans des étudas-refuges gu'ils pressentent fort longues, les étudiants ne sont pas à un an près. Certains n'hésitent pas à petienter une ennée pour rejoindre ensuite la filière de leur choix. «On s'apercoit à cette rantrée, explique Roger Lecuyer, directeur du département de psychologie de l'université Paris-V, qu'un certain nombre d'étudiants qui n'avaient pas pu e'inecrirs i'an dernier ont patienté dans une autre filière : pour se réinscrire cette année. »

Les DEUG pluridisciplinaires, meriant psychologie, sociologia et linguistique, mis en place à Paris-V et à Paris-XII (Nanterre). sont aussi subtilement détournés de leur usage par les étudients pour scoeder à la fillare convoitée : la psycho. A Paris-V toujours - la fac le plus cotée dans cetta discipline, -- le calcul des étudiants est simple. Il n'y e plus de placee en psycho? Oura cela ne tienne ; ie prends l'option «finguistique» et le me « réoriente » en psycho, à l'issue du premier semestre, quand des places se seront libérées. C'est ainsi qua l'université a découvert cette année l'appétit soupour l'option clinquistique» qui, à catte rentrée, s triplé ses effectifs jusque-là modestes (de 50 à 150 étudiants en première ennée).

Ce rez de merée laisse las enseignants perplexes. Ils a'interrogent at ne comprennent pas blen encore ca qui motive cet engouement. L'ouverture des inatituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) et le succès grendissant qu'ile obtiennent chez les étudiants (notamment en vue du concours de professeur d'école) expliqua sans doute, en partie, la ruée aur la psychologie. Encore mal intégré dans la culture universitaire, le concours de professeur d'école est un peu en spesenteur dens une univereité très structurée par ses diaciplinee. Dàs lors qu'aucuna licence ne prépare véritablement à ce concours maie qu'une licence est exigée, autant cse faire plaisira, se disent, selon leurs professeurs, de nombreux étu-

Confusion et méprise

La vaise-hésitation sur les IUFM; leurs missione et leure contenus de formation, enfin les conseils prodigués un peu à la légère per les conseillers d'information et d'orientation (CiO) du secondaire ont aussi, probablement, abusé les étudients. Comment expliquer sutrement que certeins, comme cet étudiant de Nantee, continuent à croire, dur comme fer, que «le tion pour faire l'IUFM >?

droit). Sans oublier, eu-delà de la

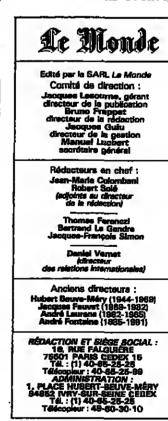
Francois Fillon a tanu à dénoncer lui-même, devant la conférence des présidente d'université le 9 novembre, cla confusion » et els méprise » à l'origine de ca choix. A Greno-ble, comme à Perie par exemple, où l'accès aux IUFM est plutôt sélectif, mieux vaut être titulaire d'une licence de mathématiques ou de physique pour être admis. Pour classer leure candidats, la plupart des insti-. tuts appliquent, en effet, un barême subtil où une formation scientifique, un séjour en classes préparetoires, voire, comme c'est le cas eu centre IUFM de Versaitles, une mention su bac, pasent blan plus lourd qu'une licence de psychologia. Les licenciés en psycho y sont, du coup, assez peu nombreux : 14 % des effectifs à Grenoble, 15 % à Versailles. A Rouen, en revanche, le

moitié dee futurs instituteurs ectuellament an deuxiàme ennée d'IUFM viennent des départements da psychologia, sociologie ou sciences de l'éducation. Mais la tendance devrait changer. Rouen, qui svait jusque-là bien du mal à trouver chaque année 500 élèves-instituteurs, a vu tripler d'un coup, cette année, le nombre des candidats à l'IUFM (passé de 650 à 2 100). Résultst : parmi lee élus, le taux de licenciés an eclences humaines e chuté de 50 à 30 %, l'IUFM privilégient, comme le souligne M. Célenire, eon directeur, les diaciplines enseignées à l'école primaire.

ell est vrai que la moitié environ de nos étudisnts ont plue ou moins le projet d'être instituteurs, souligne Jean-Michel Passereult, directeur du département de psychologie de l'université de Poitiers. Mais il ne e'agit que d'un projet de début d'études et cela ne suffit pas à exoliquer la ruée actuelle eur le paychologie. On se rend compte, en feit, que nos étudiants ne se font pas d'illusions sur les débouchée de le discipline; simpisment, pour toute une frange de jeunes, le critère de débouchés n'est plus pertinent. «Il y e du chômage partout, elors eutent e'éclater » : voilà ce qu'on entsnd. Il feut ajouter à cela l'attrait de la nouveauté. Nos disciplines, psycho ou eccio, ns cont pse enseignées au lycée st nos étudients, qui ne sont pas psrmi les meilleurs bacheliers, n'ont tout simplement pas envie de prolonger à l'université l'échec qu'ils ont connu dans telle ou telle disci-

pline au lycée. » Les fillèrea de psychologie ne fabriquent plus des psychologues st parmi ceux qu'elles jettent néenmoins chaque année eur le merché, beaucoup peinent à trouver un emploi. Cha-que année, à Toulouse, 1500 étudiants entrent en premiàra année de paycho tandia que 150 eortent avec, en poche, un OESS (diplôme d'études supérieur spécialisées). Et c'est la même chose à Lille ou à Nenterre. Les étudisnts peuvent-ila vraiment l'ignorer?

CHRISTINE GARIN





PUNTO.

R L'AUTOMOBILE. ELAT

La droite à contretemps

Suite de la première page

C'est ce paysage, volontiers idéalisé depuis per certains, que la loi Edger Feurs de 1968, votée per nécessité, tenta de bouleverser. Aboliesant les facultés, créant à leur place des universités pluridisciplinaires, décentralisant les pouvoirs, instituant à la tête des établissements des présidents élue, eppelés à arbi-trer entre les différentes composantes, elle donneit, pour la première fois, un sens à l'autonomie des universités. En quelques années, elle fut vidée de son ambition, at l'université reprise en main, de concert, par l'administration et les professeurs.

Le même mouvement se produit dans les années 80. A peine mise an œuvre, la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur -qui réaffirme et conforte la place des universités - est condamnée par la droite. Et l'on a publié qu'au-delà de la sélection et des droits d'inscription qui allalent mobiliser les étudiants le projet de loi préparé, en 1986, par Alain Devaquet avait une double ambition : redonner devantage de pouvoir aux professeurs dans les conseils et permettre eux « composentes » de e'émanciper de la tutelle de leur université.

S'interdisant d'afler jusque-là, le gouvernement actuel a toute-fois tenté, au printemps demier, de dégager de nouvelles marges de manoauvre en donnant son aval à une proposition de loi de la majorité parlementaire. Aprèe l'échec de ce texte, censuré par le Conseil constitutionnel, il devrait revenir à la charge dans tes prochains mole, comme l'a ennoncé Françoia Fillon devant les présidents d'université, mardi 9 novembre. Et, sans attendre, il e décidé de remettre en cause, das cette ennée, le moteur essentiel – les engagements de création d'emplois – de la politique contractuelle menée depuis

bliasementa d'anseignament supérieur. Chaque épisode de catta longua ereconquêtas, esion l'expression d'Armei Pécheul, secrétaire national du RPR pour l'ensaignement aupé-rieur et membre du cabinet du ministre, aura été marqué par les mêmes objectifs : reprendre en main le contrôle tatilion et centratisé des crédits aux universi tés, retrouver une maîtrise étroite des recrutements et des carrières des universitaires, diversifier enfin les structures pour mieux antraver la dynamique collective de l'université et restaurer chaque discipline et chaque corporation dene sa splendeur pes-séa. Une telle persévérance se nourrit d'une hentise permanente : freiner, à défaut de bloquer, le mauvement irrésistible vers l'université de messe.

En 1980, un jeune Français sur

dix entrait à l'université. Aujourd'hul, près d'un sur deux y accède. Cette ouverture specte culaire de l'accès à l'enseigne ment aupérieur constitue un gigantesque défi pour tout gouvernement et, su-delà, pour l'en-eemble de la société. Les gouvernements socialistes evalent choisi, depuis 1988, de le relever de facon embitieuse, en augmentent les moyens à un rythme impressionnant et en responsabilisant, de façon pregmatique, tous les acteurs de l'Institution universiteire. Le gouvernement de M, Balladur choisit - quoi qu'il dise - la voie inverse. A défaut de pouvoir recourir à la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur, trop explosive comme la démonstration en a été faite il y e sept ans, il resserre les cor-dons de la bourse. Il aurait été surprenent que les étudients et la communauté universiteira, cui avaient retrouvé un projet et un eepair, n'y vaient pae une

JUSTICE

Les suites de l'opération de police dans les milieux islamistes

Trois ressortissants algériens restaient incarcérés, lundi 15 novembre, six jours après le coup de filet policier contre les milieux islamistes en France. Libéré samedi 13 novembre, Diaffar El Houari, président de la Fraternité algérienne en France (FAF), e été assigné à résidence dans un village d'Ariège.

Trois islamistes algériers mis en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroristes, dont deux incarcérés, une quatrième personne également emprisonnée pour « falsi-ficatino de documents administratifs» (le Monde daté 14-15 novembre), huit eutres personnes laissée en liberté mais assignées à résidence. Ainsi epparaît le résultat judiciaire de l'opération de police de mardi 9 novembre dans les milieux islamistes, ao cours de taquelle quatre-vingt-huit personnes avaient été interpellées.

Même s'il est trop tôt pour en dresser un bilen complet, ce coup de filet apparaît davantage comme une opération de déstabilisation d'une mouvance embryonnaire que comme le démantèlement d'un véritable réseau. Moussa Kraouche, du « délal raisonnable » en porte-parole de la Fraternité algématière de procédure et en

rienne en France (FAF), fait partie des personnes mises en examen pour «association de malfaiteurs», mais non le président de la FAF, Djaffar El Houari, qui a été mis en liberté. Celui-ci a été assigné à résidence eu château de Benac, un hôtel situé dans une commune ariégeoise de 280 habitants, près de Foix. M. El Houari affirme ignorer l'identité des expéditeurs du builetin d'information sur les opérations militaires en Algérie qu'il recevait de Londres, comme l'a indiqué le relevé de télécopie trouvé à son domicile. « Mon numéro de téléphone est dans le minitel», explique-t-il. Le président de la FAF affirme d'autre part que « le FIS n'a jamais dit qu'il fallait s'en pren-

PROCÉDURE : la Cour européenne des droits de l'homme accorde une indemnisation de 225 000 francs à Michel Kernmache. - La Cour enropéenne des droits de l'homme de Strasbaurg a accardé, mercredi 27 octobre, une indemnisation de 225 000 francs à Michel Kemmache, un citoyen français qui avait fait condamner la France le 27 novembre 1991 pour violation

dre aux étrangers que ce soit en Algérie, en France ou ailleurs (...) Ce n'est pas son intérêt».

Me Jacques Vergès, avocat des trois Algériens mis en examen, dénonce, pour sa part, une décision a politique». « C'est un dossier qui ne tient pas la route, a-t-il décisié, samedi 13 novembre, il fallait mettre des personnes en examen pour ne pas perdre la face.»

D'antre part, Anwar Haddam, membre de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, a lancé, dimanche 14 novembre, depuis les Etats-Uais où il réside, une mise en garde aux autorités algériennes, affirmant que « l'opération d'escalade que vit le pays aura sans aucun doute des retombées graves sur les minorités

matière de détentino provisoire (le Monde du 18 décembre 1991). La Cour, qui attendait la fin de la procédure pour fixer l'indemoisatioo, lui a accorde 75 000 franes au titre de préjudice moral et 150 000 francs pour les frais de procédure. Cette somme devra lui être versée par l'Etat français. Michel Kemmache a passé 1 410 jours en détention provisoire et dix ans se sont écoulées entre son arrestation et son procès.

colonialisme français». A Alger, les forces combinées de la police, de la gendarmerie et de l'armée, ont procédé, dans la ouit de vendredi à samedi, à une rafle dans le quartier de Belcourt, au cours de laquelle deux cents personnes ont été interpellees. Elle visait notamment, dans le quartier de la mosquée «Kaboul», les vétérans algériens de la guerre en Afghanistan. Ceux-ci sont considérés comme constituant le novau dur du Groupe islamique armé (GIA), qui avait implicitement revendiqué le rapt des trois Francais.

LONGWY : mise en examen du meurtrier présumé d'une lycéanne. - David Lussilier, dixhuit ans, meurtrier présumé de Stéphanie Dhautel, una lycéenne de Longwy disparue le 23 octobre, a été arrêté vendredi 12 oovembre, placé en garde à vue et mis en examen dimanche 14 novembre pour homicide volontaire. Ce jeune homme sans domicile fixe était la demière personne qui avait été vue en compagnie de la lycéenne avant sa disparition.

· - ·

Manifestations en Espagne contre l'augmentation des droits d'inscription à l'Université

Les étudiants espagnols sont 27 octobre. La mobilisation fut un mécontents, ils sont déjà descen-dus dans la rue le 27 octobre pour dire « non » au gouvernement, pour protester contre l'augmentation du coût des études. Ils étaient environ 100 000 sous la pluie à travers toutes les principales villes universitaires du pays pour e'élever contre les « tasas » (tarifs d'inscription) jugés exces-sifs, et dire, plus généralement, leur mécontentement du fonctionnement des universités. Cette bouffée contestataire correspond aussi à un mai de vivre d'une jeunesse désemparée par la montée du chômage et un futur plus qu'incertain.

MADRID de notre correspondant

En plein été, le 26 août, le ministère de l'éducation et des sciences avait publié les nouvelles eugmentations dans les différentes disciplines universitaires. Augmenta-tions de 3,5 % à 14,8 % suivant les études suivies. Le prix total d'inscription pour t'année a'établissait désormais entre un minimum de 55 000 pesetas (2 400 francs) et 88 000 pesetas (3 800 francs). Ce qui était déjà jugé exagéré notam-ment dans les disciplines médicales. Mais quelle ne fut pas la surprise des étudiants en première année de médecine de l'université Complu-tense de Madrid quand ao leur annonca que le droit d'inscription serait eo définitive de 132 000 pesetas (5 700 francs) en raison des calculs effectués par la direction de la plupart des univer-

Un vent de protestation a commencé à souffier sur le monde estu-diantin dès la mi-septembre. Des négociations se sont immédiatement ouvertes entre le ministère et un collectif regroupant une dizaine d'associations étudiantes. Le 2 octobre, le gouvernement décidait de réduire les augmentations et de les fixer à un taux moyen de 12 %. Ce geste n'e pas suffi. D'autres organisations plus radicales ont réclamé que l'engmentation ne soit pas supérieure à celle de l'indice du coût de la vie. Un mot d'ordre de grève générale était lancé pour le

succès mais le gouvernement, estimant qu'il avait suffisamment «lâché», refusait toute autre révision en restant cependant ouvert à la négociation sur «les systèmes de financement et de planification uni-versitaire». Le ministère fait valoir que «le plafond pour l'attribution des bourses a déjà été relevé de 14 % et élargi aux familles de qua-tre membres ayant des revenus nets iré menures à 3 millions de pesetas à l'année (130 000 francs) afin que personne ne soit exclu de l'université en raison du coût de l'inscrip-

Les organisations étudiantes ont répliqué que l'augmentation des droits d'inscription était «une atta-que contre l'enseignement public», « qu'il n'est pas question de payer plus pour la même chose, et qu'une université publique ne peut sélec-tionner ses étudiants par des critères économiques». De nouvelles manifestations sont prévues mercredi 17 oovembre ainsi que le 25 novembre, à l'occasion des rassemblements organisés par les deux centrales syndicales UGT (Union générale des travailleurs) et Commissions ouvrières pour protester contre l'attitude du gouvernement dans les négociations sociales. Une grève générale est envisagée par les étudiants pour le 1 décembre, à laquelle pourraient s'associer les établissements du secondaire.

C'est la première fois depuis l'agitation étudiante de 1986-1987 que les organisations étudiantes parviennent à une telle mobilisation parmi la population étudiante qui s'élève à 1 300 000 élèves. Les dirigeants, qui craignent une orien-tion vers la privatisation de l'uni-versité, estiment que l'augmentation du coût des études est le révélateur d'un malaise plus profond concernant le fonctionnement même de l'enseignement supérieur, la saturation des amphithéatres, les moyens insuffisants. Borja Gonil, porte-parole de la coordination, s'interroge sur la climat d'inquiétude qui règne dans le monde étudiant, sur le fait que les diplômes débouchent sur le chômage. « De quoi sera fait notre futur?» se demandent les étudiants, au-delà de ce qu'ils qualifient d' «agression à leur portefeuille».

MICHEL BOLE-RICHARD



THE HOLLES the an gramen. me and Musique The second of the article designation Maria of Marian way OF STREET ALLE

War Mattage. HE ENGINEERS OF more drivening FR Was Contracted to the Contract # # BEN 1.1 A Martinez The MITTER THAT I'V Mr. are thinking the **の機 ()のなっており、ま**な

STATE OF THE PARTY Mar a fa de and the state of まっているはなく TO THE ! DEL Attack Street his arrang for gigt Fee Bide game gar के की की की

isterioraques en Algère, hémète commodistate transaction A Alas contes combinees de la polici à gendurmene et de l'armée ou cede dans la nun de vendre sameds, a une rafe dans le que de Belyoun, au cours de land. dous cents personnes out et a prilice. The visual notamines of ie quarrier de la mosqu a featable, ic. velerans alphan; ia gurere en Afghanistan Con son! considerer comme comme k noyan dur du Groupe ibne arme (GIA), qui avan impliment tevendique le rapt de le Mangage

LONGWY : mise on express t meurtrier présumé de Ayotenne. - David Lussian & per, and exemples besong up gearie Dhaufel and beenes Terran dispurpe in 23 orah: 610 aregin son fred. 12 som geare on garde .. iue eine esamen diminiche 14 come pour branche selentan feis termere tanta lemignie für mat The sets between the sast will en unmpagnie de la licenneus

Polémique sur une carte d'identité

« Bayure administrative » dans l'Isère

LYON

de notre bureau régional La mention e musulman très pretiquent » portée par le sous-préfenture de Le Tour-du-Pm (Isère) sur la ligne « eignes perticuliers » de le carte d'identité d'uns ieune Française de confession Islamique (le Monde du 13 novembre), relève bien d'une e bevure edministra-

Dene un communiqué, le préfet de l'Isère e raconnu, vendredi 12 novembre, que le mantion contastée per l'Union des jeunes musulmans de Lyon «figure effectivement sur la carte nationale d'identité délivrée » à Nadia Dufau, épouse Bensta, et que «c'est, bien sûr, à tort et par erreur » qu'eile e été epposée. La photogra-phie de la jeune femme portent un foulard Islemique eurait été acceptée par l'administration en vertu d'une « tolérance de fait » concernant les religiouses catholiquee et lee femmee de

confession musulmane. Ordinairement, lee couvre-chafs ne sont paa tolérés sur lea photos des documente

Le préfet souligne par allleurs que, « en dehors das déclarations à la presse faites par l'Union des jeunes musulmans, sucune réclamation n'a été émise par l'intéressée depuis la délivrand de ce titre en mars 1993 ». Et le communiqué de conclure : « Toute demande n'aureit pourtant pas man-qué d'être immédiatement prise en compte par l'auto-rité saisie. »

A le sous-préfecture de La Tour-du-Pin, on Indiquait, vendredl eoir, que cette isolé» et n'avait rien à voir avec une quelconque provo-cation. On laissait également entendre que des sanctione edminietretivee eereient prises eprès ce que l'on considéreit comme une « grave erreur ».

FAITS DIVERS

SOCIÉTÉ

Pour « venger » la blessure d'un jeune voleur

Un attentat contre un dépôt de la gendarmerie à Toulouse est revendiqué par des «brigades punitives»

de notre correspondant

Un dépôt du groupement de gendarmerie de la Haute-Garonne a été partiellement détruit, dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 novembre, à Toulouse, par l'ex-plosion d'une bombe incendiaire. Trois Renault 4 ont été détruites, deux autres véhicules endommagés et un fourgon volé. Des locaux administratifs ont été saccagés. Dans un communiqué téléphonique, un homme a revendiqué cette «action» au nom de «brigades punitives» qui venient ainsi «ven-ger l'assassinat de Mohamed», un jeune homme blessé une semaine plus tôt par les gendarmes venus le surprendre en flagrant délit de vol dans une grande surface. Griéve-ment blessé à l'abdomen, Mohamed est sorti du coma. Ses jours ne

Samedi 13 novembre, diverses organisations antiracistes avaient appelé à une manifestation réunissant un demi-millier de personnes. Cette manifestation s'était achevée par de brefs incidents. Quelques vitrines avaient été brisées dans le centre-ville. Dans un précédent

seraient plus en danger.

communiqué, le porte-parole de ces mis ces premières apparitions «brigades» avait annoncé une série publiques sur le compte de l'énerd'attentats contre des bâtiments publics et les intérêts de l'État pour dénoncer « la politique de M. Pas-

A travers ce qui peut être consi-déré comme leur bulletin de naissance, ces brigades se définissent comme e un groupe paramilitaire entraîné en Corse et ayant des liens avec certaines organisations isla-mistes». Elles se veulent, par ailleurs, les héritières d'Action directe, dont deux des leaders, Jean-Jacques Rouillan et Nsthalic Ménigon, étaient originaires de la région. AD avait pris l'étoile pour emblème. Sur un des murs du dépôt de la gendarmeris est apparue la signa-ture « Vega », l'étoile la plus bril-lante du ciel boréal.

La gendarmerie, qui estime avoir affaire à de « la moyenne délinquance», se refuse à tout commentaire. La création de ces brigades punitives e pris de court les poli-ciers de la ville. Les renseignements généraux, comme la gendarmerie, sont incapables d'évaluer le poids de cette organisation mais chacun semble décidé, après avoir

On a beau dire que la photographie n'est pas

une affaire de matériel, je me sens quand même

des ailes depuis que je possède le nouvel EOS 500.

Sans être un fondu de technique (avec l'EOS 500 ce

n'est vraiment pas la peine), j'ai l'impression main-

tenam que tout m'est possible. Tout m'est possible

aussi parce qu'il est lèger et compact : je l'emmène

partout et ma vision du monde en est même chan-

gée. Plutôt que de prendre une traditionnelle

photo-souvenir, j'ai attendu que l'avinn passe

an-dessus d'elle et je l'ai cadrée sur la gauche.

En laissant mnn EOS 500 suivre mes idées et

publiques sur le compte de l'énervement de quelques jeunes gens, à prendre en sérieux ces revendications. «Ils nous ont déclaré la erre», laisse échapper un gradé de la brigade des recherches. C'est la gendarmerie, en effet, que ce commando semble viser pour l'instant, en précisant que «les brigades ne sont ni des bandits, ni des barbares qui feraient des attentats aveugles dans les magasins».

Le groupement de recherche de la Haute-Garonne a été chargé par le parquet d'enquêter sur d'autres attentats revendiqués par le même groupe. Des coups de feu evaient été tirés le 5 novembre contre le domicile d'Armand Massat, un res-

taurateur qui avait tué un cambrio leur surpris en flagrant délit. M. Massat avait été acquitté à la fin du mois de septembre par la cour d'assises de Haute-Garonne (les jurés avaient retenu la thèse de la légitime défense). Un ferrailleur de la ville, Jean-Louis Baptiste, e sussi été menacé par les brigades qui ont fait feu sur son établissement. Elles ne hri pardonnent pas d'avoir tendu une embuscade et tué un adolescent de seize ans qui cherchait à voier une voiture. L'bomme et ses deux complices ont été mis en examen et écrovés. L'un d'eux e récemment bénéficié d'une libération conditionnelle.

GÉRARD VALLÈS

de notre envoyé spécial

Un garagiste tue un cambrioleur. De mystérieuses «brigades punitives » menacent « ceux qui essinent les petits voleurs». Des gendermes blessent un autre cambrioleur. Les jeunes de banlieue manifestent. Des commerçants envisagent de créer des milices... Toulouse serait-elle entraînée dans la spirale classique des dremes de l'autodéfense? Après la mort, la colère: après le colère, les menaces; après les menaces, l'inquiétude. Aux menifestetions centira-cistes répond le cras-le-bol de certains commerçants. Aux ban-deroles des adolescents demandant «Pourquoi sortir les fusils?» succèdent les communiqués des chonnêtes gens» qui se disent cinquiets». Comment la Ville ments ont contribué à cette

Le 1< octobre, un restaurateur accusé d'evoir tué un cambrioleur d'origine portugaise en septembre 1991 est acquitté par les essises de Haute-Garonne. Ce verdict provoque l'indignation des camarades de la victime, qui réclamaient une peine de principe. Moins d'une semalne plua tard, jeudi 7 octobre, un nouveau drame, sans aucun lien avec la précédente affaire, accroît leur sentiment d'injustice : le propriétaire d'une casse automobile et ses deux employés tuent de plusieurs coups de fusil Sofiane, qui s'apprêtait, d'après eux, à dérober une voiture avec deux com-

La mort de ce jeune Français d'origine maghrébine entraîne, le lendemain, une riposte revendiquée par des « brigades punitivea » jusque là inconnues des policiers : des coups de feu sont tirés contre la devanturs d'un restaurant appartenant au fils du restaurateur acquitté le veille. Suivront des manifestations pour dénoncer les «assassins» qui agissent «sous prétexte de légi-time défense». Le 5 novembre, enfin, un jeune homme est blessé par des gendames siors qu'il cambriole un magasin de matériel hi-fi. Une nouvelle manifestation e lieu dans le centre-ville et les «brigades punitives» frappent de nouveau (lire ci-con-

Pas de quartier interdit

Les commercants ne sont pas restéa sans résgir. Dàs le 11 octobre, dans une lettre adressée eu préfet de région, André Bordères, le président de l'Union des traveilleurs indépendants pour la liberté d'entrepren-dre (UTILE, créée en 1984 par Gérard Nicoud, le fondateur du

çants «dignes d'être français» et menaceit : « Dans le cas où aucune mesure ne serait prise rapidement, les commercents saraient contraints d'organiser eux-mêmee leur propre sécurité avec les conséquences que cela risque d'entraîner.»

La Ville rose serait-elle à son tour confrontée au «malaise des banlieues »? Les policiers, tout comme les éduceteurs en contact permanent avec les adolescents, assurent qu'il n'en est rien. Toulouse n'est pas Los Angeles, ni même Mantes-la-lo-lie. Depuia une quinzaine d'an-nées, les policiers pratiquent l'Ilotage dans les quartiers «sensibles». Le directeur départemental des polices urbaines, Alain Dreuil, affirme obtenir ainsi d'excellents résultats.

Toulouse est donc bien loin de la «spirale infernale» évoquée en octobre par le procureur général Lucien Rempion. Les divarses menifestations n'ont jamais rassemblé plus de cinq cents personnes, alors que les organisateurs espéralent en réunir au moins deux fois plus. Quant aux «brigades punitives», qui disent avoir les «moyens d'ettaquer ceux qui assassinent les petits cambrioleurs », elles seraient composées, selon les carnarades de l'une des victimes, de «quelques gars», qui veulent «s'amuser un moment». Les enquêteurs doutent de leur caractère « politi-

« Vous êtee ici eu pays du rugby, eouligne M. Dreuil. On joue les gros bras, c'est un peu « retenez-moi ou je fais un malheuria, mais on n'entre pas toujours en mâlée. Seule une cinquantaine de jeunes, des plurirécidivistes, pose problème Nous n'evona pss sffaire, comme ailleurs en France, à des bandes organisées.» Il reste néanmoins un double problème la «colère» de certains jeunes et le «ras-le-bol» de certains commerçents. Deux mondes face à face. Le Toulouse de la tradition et celui du béton.

Les premiers, fils de la génération du rap, ont entre quinze et vingt ans. Ils sont sans emploi, cantonnés dans des «petits boulots » ou des stages sans lendemain. Ils revendiquent le droit à «faire des conneries», «Qui n'en a pas fait?, demande un copain de Sofiane, le jeune homme tué devant la casse automobile. Mais c'est à la justice de nous sanctionner, pas aux cowboys. » Les seconds, eux, estiment que la délinquance gagne du terrain, surtout dans les quartiers péri-phériques. André Bordères, pré-sident de l'UTILE, souheite distribuer des affichettes «danger de mort » à ses adhérents. Charge à eux de les placer sur les vitrines pour que les «malfaiteure sachent ce qui les attend». PHILIPPE BROUSSARD

NAUFRAGE: quatre personnes ÉLECTROCUTION: troie adeptes du VIT morts eprèe avoir touché un câble arraché par la tempête. - Trois cyclistes pratiquant le vélo tout terrain (VTT) près de Jouy-aux-Arches (Moselle), sont morts électrocutés, dimanche 14 novembre, eprès avoir touché un câble électrique basse tension (220 volts) arraché n'avaient toujours pas été retrou- par le vent. Le câble a cinglé le vés. Les neuf autres passagers de la premier cycliste à la joue avant de

régler tout seul le mise au point, l'exposition et l'eclair du flash. Quand je dis que je me sens des ailes, c'est que maintenant, mes photos décollent! €0\$500 • Le reflex le plus compact et léger (360 g) • Autofocus 3 capteurs à zone large . Mesure lumière sur 6 zones conplées aux capteurs autofocus • 5 modes d'exposition pour amateurs experts · Programmes-résultat Sport, Por-

ais des photos à réaction.

CID-Unati), évoquait les commertrait, Paysage, Macro • Prix public conseillé: portées disparues en Loire-At-lentique. – Quatre personnes boîtier nu 2500F . Avec zoom 35-80 USM: étaient toujours portées disparues, 3600F on nonveau 28-80 H USM: 4000F. dimanche 14 novembre près de Saint-Julien-de-Concelles (Loire-Atlantique), après le naufrage d'une barge. Le pilote de l'embarcation, une mère de famille, sa fille de six ans et un garçon de huit ens barge ont pu regagner la rive à la s'enrouler autour du guidon de son nage ou être repêchés-

M. Léotard assure que le gouvernement est opposé à tout changement de doctrine nucléaire

Le ministre de la défense, Françnis Léotard, e affirmé, vendredi 12 novembre, que le gouvernement était opposé à tout changement de doctrine de dissussion, tout en estimant indispensable la reprise des essais nucléaires pour les armes futures et l'acquisition de la capacité de simulation en laboratoires. Un débat sur une évolution de la doctrine «a lieu actuellement» mais «il a ses limites», a souligné M. Léotard à l'émission «Objections», sur France-Inter, co refusant ce qui serait une « sorte de banalisation du nucléaire». «Je n'y suis pas favorable» car le nucléaire, «c'est la gestion de l'épouvante, e ajouté le ministre. En d'autres termes, c'est dissuasif parce que c'est épouvantable et, donc, la banalisation serait une erreur profonde.»

Inspirés par des réflexions en cours dans les états-majors et au missariat à l'énergie atomique (le Monde des 8, 20 octobre et 6 novembre), plusieors députés RPR out suggéré récemment un élargissement de la doctrine dite du «faible au fort», qui réserve la dis-

le ministre beige de le

défense. Lén Delcroix, et le

ehef d'état-major de l'Euro-

corps, le général frençels

François Clere. M. Deleroix,

qui est un Flamend, e

demendé, le semeine der-

nière, que le néerlendeie spit

reconnu - avec l'allemand. le

frencale et eccessoirement

l'englels (pour les reletions evec l'OTAN) - comme l'une

corps européen qui ressem-

blere des unités des troie

pays en 1995 (le Monde du

A Strasbourg où siège son

PC, le général Clerc e expli-

qué, semedi 13 novembre.

militaire e vocation à coller au

Querelle linguistique à l'Eurocorps

Pertie de bras-de-fer entre terrain, notamment lorsqu'elle

des langues officielles de ce corps en leur promettent.

suasion à la seule protection des intérêts vitaux de la France, à une doctrine, dite « du fort au fou », qui inclurait la possibilité de frappes « décapitantes de petite puissance » contre un agresseur eu comportement imprévisible. Avec des nuances et des différences, les mêmes débats ont lieu actuellement oux Etats-Unis et en Russie.

"Le faible au fart, cela existe toujours", face eux 40 000 armes nucléaires déployées en Russie, e expliqué M. Léotard en reconnaissant que «d'autres menaces apparaissent dans des pays qui sont en train d'acquérir ou pourraient acquérir » l'arme atomique. «Nous avons toute une gamme de moyens conventionnels qui permettent pour l'instant d'être suffisamment dissuasifs pour éviter que la France soit menacée», a-t-il précisé. Il a indiqué que la France sera « en mesure dans les quelques années qui viennent d'acquerir des outils de tirs conventionnels de précision à longue distance qui changeront le caracière de la dissuasion». M. Léctard fait notamment allusion à la canacité -

est engagée, et je ne peux

imeginer, e ejouté l'afficier

francals, evoir besoin d'un

interprète pour transmettre

un ordre que j'eurais donné. »

persisté,

A Bruxelles, M. Delernix e

14 novembre, dans se reven-

dication. Il e rassuré lee sol-

dets flemands qui sereient

qu'ils recevraient leurs prdres

dens leur lengue comme le

prescrivent les loie en viqueur

en Belgique. « Les généraux,

a expliqué le ministre belge

de la défense à une radin fla-

mende, doivent exécuter les

ordres, et ce n'est pas à eux

de les donner. L'usege des

lengues ee décide eu niveeu

dimanche

Mirage 2000-D, aujourd'hui en ser vice, de lancer des missiles de croi sière Apache prêts à cette date.

Le ministre de la défense a, une nouvelle fnis, jugé indispensable une reprise des essais nucléaires français pour la mise au point des armes futures « et, surtout, pour l'acquisition de la capacité de simulation » one la France pourrait atteindre d'ici une dizaine d'années. Cette aptitude, pour laquelle sont «encore» nécessaires « quelques essais», doit permettre à terme de « nous passer d'une très grande majorité des essais » mais e par de tours, e précisé M. Léo-

Selon lui, il sera « toujours nècessaire» de faire des essais, mais qui seront, grâce à la simulation, plus rares et de « moindre puissance », peut-êire en dessous d'un kilotonne (le puissance de la bombe sur Hiroshima était de 18 kilotonnes environ), c'est-à-dire des expérimentations indécelables et «sons aucune espèce de conséquences » sur Penvironnement

Le Qatar envisage l'achat de chars français

modèle du Leclerc déjà vendu à Abou-Dhabi, c'est-à-dire un blindé daté d'un moteur Diesel du

La France et l'émirat du Oatar. dans le Golfe, vont renforcer leur coopératino militaire, après la visite, samedi 13 et dimanche 14 novembre, du ministre français de la défense à Doha. A l'heure actuelle, 70 % des équipements de l'armée du Qatar sont d'origine française, evec octamment des avions Mirage F1 et Alpha-Jet et des patrouilleurs lance-missiles. Des instructeurs français servent dans sions entre les deux pays portent essentiellement sur la modernisa-tion de l'armée de l'air - evec l'acquisition de Mirage 2000-5 movennant le rachat par la France de ses quatorze Mirage F1 - et sur la possibilité d'équiper l'armée de terre avec des chars Leclerc. Le Qatar envisage de se doter de cent quarante chars français sur le

qu' « il ne faut pas confondre un éter-mejor d'ermée evec un Perlement ». « Une unité

VILLES

12 novembre).

Pour favoriser l'insertion professionnelle dans les quartiers en difficulté

Simone Veil relance le partenariat avec les entreprises du bâtiment

La politique visant à associer les aussi aider à la création d'activités être relancée. Simnne Veil avait décide, en juin, de «revoir» les neuf protocoles d'accord signés par François Loncie et Bernard Tapie, ses prédécesseurs eu ministère de la ville. Favorable au principe de ce parrainage des cités par les grands du BTP, elle estimait que ces conventions, toutes symboliques, n'étaient pas conformes au code de passation des marchés publics. Le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville e annoncé, vendredi 12 novembre, le reprise de cette politique de coopération dans un nouveau cadre inridique et sa généralisatino aux 185 agglomérations concernées par les contrats de ville en privilégiant « les actions en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi (...)».

Dans ce dessein a été constitué un groupe de travail réunissant l'Association des maires de France, l'Uoioo des HLM, le Caisse des dépôts, les syndicats professionnels. l'administration et les oeuf entreprises concernées (Bouygues, Cam-penon-Bernard SGE, Fougerolles, Lyonnaise des eaux-Dumez, Nord-France, Quillery, SAE, SOGEA et Spie-Batignolles). Ce groupe devrait aboutir à la rédaction d'une charte nationale du partenariat.

Le mioistre de la ville estime que les entreprises, au-delà de la réhebilitation des bâtiments des cités, pourraient participer à l'insertion professionnelle des jeunes à a fait état de la pression des maires pour les sérums et les vaccins travers des formations, des chan- d'autres communes pour obtenir, seront applicables à partir du

grands groupes du bâtiment et des «en parrainant des projets réalisés travaux publics (BTP) à la réhabilipar [leurs] anciens salariés ou par tation des quartiers en difficulté va des chômetars, ou en soutenant des entreprises ayant vocation in inserer les jeunes dans le monde du tra-vail » (entreprises d'insertion et régies de quartier). Le ministre de la ville a donné

l'exemple en signant, vendredi 12 novembre, une convention d'étude pour la réalisation du grand projet urbein (GPU) des quartiers nord d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint Denis) dont le Lyonnaise des eaux-Dumez est l'un des partenaires. La direction de cette entreprise e expliqué qu'« un grand tion et de services urbains, qui travaille depuis longtemps arec les col-lectivités locales, ne peut rester indifferent à l'avenir des villes et à l'aggravation des phénomènes d'ex-clusion». Me Veil a anticocé à cette occasion qu'elle avait demandé au préfet de Seine-Saint-Denis de préparer un a projet d'enfouissement» de la route nationale 2 sur 500 mètres dans cette commune. Ces travaux seront financés par la région lle-de-France et par les crédits du plan d'urgence de l'Etat pour la ville.

Aulnay-sous-Bois est le site de l'un des dix grands projets urbains décidés depuis 1991 (Clicby-Montfermeil, Aulnay-sous-Bois, Mantesla-Jolie, Gennevilliers, Argenteuil, Grigny en Ile-de-Fraoce, Véoissieux, Vaulx-en-Velin, Tourcoing et Les strictes mesures de contrôle Marseille en province). Le ministre lot par lot actuellement en vigueur tiers-écoles et des embauches, mais eux aussi, le financement de tels 1 puillet 1994 aux produits dérivés (AFP, Reuter)

de ville qu'ils négocient actuellement avec l'Etal. M= Veil a admis que quelques nouveaux GPU pourraient être décidés, mais que leurnombre total ne pourrait excéder

PHILIPPE BERNARD

L'affaire du sang contaminé en Allemagne

Le ministre de la santé annonce des mesures pour renforcer la sécurité transfusionnelle

mesures pratiques destinées à renforcer la sécurité des préparations sanguines. Il a précisé que les contrôles seraient améliorés à tous les stades, ajoutant que l'Allemagne devait « aussi rapidement que possibles arriver à l'autosuffisance alors que, pour le moment, le pays importe enviroo 40 % de ses besoins, M. Seehofer a par ailleurs jugé que la consommation allemande de produits sanguins atteignait «un volume excessif» et qu'il

qui ne peuvent être automatiquement décontaminés, comme le plasma frais congelé, les sulorités prévnient à partir de juillet 1995 une mise en quarantaine de quatre mois après le premier dépistage obligatoire, période à l'issue de laquelle un deuxième test sera effectué. D'antre part, selon le jour-nal dominical Bild am Sonntag du 14 novembre, un homme accidenté dans le Schleswig-Holstein est décédé après avoir relusé une transfusion sanguine par peur d'être contaminé par le virus du sida. D'autres cas de refus de transfusion auraient été observés ces mentation, catéchèse), dans les derniers temps dans le pays. - mêmes locaux strasbourgeois. Leurs (AFP., Rauter) présidents, les pasteurs Michel

L'immersion de déchets radioactifs est définitivement interdite

Etats-Unis et du Jepon) et abstentions - sur 71 adhérents, - la convention internationale de Londres a voté, vendredi 12 novembre, l'interdiction a totale et définitive » de l'immersion des déchets nucléaires. Les cing pays qui se sont abstenus (Belgique, Chine, France. Grande Bretagne et Russie) et les vingt-neuf nations absentes à Londres ont cent jours pour se

« Un progrès majeur dans le combat pour sauvegarder les océans »: le mouvement écologiste international Greenpeace a salué le vote, intervenn vendredi 12 novembre dans la capitale britannique, de la convention internationale de Londres fainsi pommée depuis sa promière réunion en 1972), interdisant de manière « totale et définitive » l'immersion des déchets nucléaires.

prononcer de façon positive ou

négative.

ENVIRONNEMENT

Par 37 voix (dont celles des

Cette décision, qui était attendue (le Monde du 12 novembre), e été prise par trente-sept pays, dont les Etats-Unis et le Japoo, sur les soixante et onze membres de la convention qui avaient à se proooncer sur une propositioo dannise. Aucune netioo n'e voté contre, mais cinq abstentions ont été enregistrées. A celles de la France et de la Grande-Bretagne, qui étaient prévues, se sont ajou-tées celles de la Russie, de la Chine et de la Belgique. Les cinq pays abstentionnistes et les vingt-neuf nations signataires de la convention de 1972 mais non représentées à Londres cette semaine ont selon la résolution finale, ceot jours (soit jusqu'au 20 fevrier 1994) pour dire membres qui ne répondraient pas positivement pourraient être amenés à quitter la convention de Londret les s'exposerations de leurs ancients parte-naires et des organisations écolo-gistes internationales. Avant même déchets faiblement et moyenne-déchets faiblement et moyenne-déposé plainte pour entrave à le Soulaisnes, dans l'Aube), la popula-liberté du travail.

Greenpeace promet de cootinuer ses campagnes de pression pour faire fléchir les abstentionnistes et

Le vote de la convention de Londres

La délégation chinoise n'a pa explicité; vendredi, sa position. Celle de Russie a laissé entendre, selon des participants, qu'elle se rangerait à l'avis majoritaire si une nale (financière et technique) iui était accordée. Déjà, le gouverne ment de Boris Etsine avait indiqué - eprès que des rejets radioactifs russes en mer du Japon eurent provoqué une vive émotion en octobre dernier - qu'il n'avait « pas d'autre solution » sans aide étrangère. Le Japon evait alors envisage le principe d'un appun.

L'argument principal de la rance est d'une tout autre nature. Michel Barnier, ministre de l'enviroooement, l'a rappelé jeudi 11 novembre devant l'Assemblée nationale : garder la possibilité de réexaminer le problème «dans quinze ans, au vu des connaissances scientifiques à cette époque». La France, comme la Grande-Bretagne, souhaitait même la reconduction pure et simple du mora-toire décennal de 1983, prohibant l'immersion des déchets «civils» moyennement et faiblemeot radioactifs - les seuls «traités» par

la convention de Londres. Pourquoi la France, qui ne rejette plus de scories-nucléaires en mer depuis 1969, veut-elle se réserver le droit de recourir éventuelle ment à cette pratique à partir de 2 003 ou 2 008? Au-dela du pré-texte «scientifique», certains spéplus psychologique et, pour tout dire, politique : s'il était envisagé de créer sur le territoire national un dres. Ils s'exposeraient des lors aux nouveau site pour le stockage des publics concernée, Pierre-René

de parvenir à cette «extrémité», tion «d'accueil» pourrait être moins réticente si cette possibilité d'immerger les déchets était maintenue parallèlement.

Faute de s'être ralliée eu vote majoritaire du 12 novembre, la France se trouve amound hui dans une position embarrassante. La «clause des cent jours» la met au pied du mur : ou bien elle dit «oui» à l'interdiction définitive et elle donnera l'impression d'avoir cédé aux pressions écologiques, qui vont reprendre de plus belle. Ou bien elle dit «noo» et elle peut alors c'attendre à un beau tollé international. Même s'enferrer dans une réponse de Normand l'écarterait de la convention de Londres. MICHEL CASTAING

ÉCOLOGISTES : Des militants pour la protection du Verdon s'opposent à la construction du temple du Lotus d'or. - Une quarantaine d'écologistes, membres d'une association pour la protectioo du Verdon, se sont opposés, vendredi 12 novembre, à la reprise des travaux de réfection d'une route départementale (la RD 402) : celle-ci conduit à l'emplacement prévu pour l'édification d'un temple-pyramide géant, sur la commune de Castellane (Alpes-de-Hente-Provence), à l'initiative de la secte des Chevaliers do lotus d'or. Ce projet, qui compreod ootammment l'érection . d'one statue de 1 100 tonnes et de 33 mètres de haut à l'effigie du gouron de la secte, Gilbert Bourdin, est dejà revenu quatre fois devant le trile PDG de l'entreprise de fravaux

En Alsace

Les deux Eglises protestantes accélèrent leur rapprochement

dix-huit mois, une commission paritaire, copresidée par Ernest Mathis (ECAAL) et Christian

Wolff (ERAL). Elle e conchi à une

démarche pragmatique. Elle écarte, pour l'instant, tout projet de fusion, et même des modifications dans

l'organisation des deux Eglises, qui

exiseraient un vote du Parlement : l'ECAAL et l'ERAL vivent dans le

cadre des lois organiques promui-guées par Napoléon I^a. Elles ont échappé à la loi de 1905 de sépa-

ration de l'Eglise et de l'Etat, en

raison de l'annexion par l'Alle-magne de l'Alsace et de la Moselle.

de notre correspondent Les deux Eglises protestantes d'Alsace-Lorraine ont choisi d'accélerer leur rapprochement, sans aller jusqu'à la fusion. L'Eglise (luthérienne) de la confessioo d'Augs-bourg (ECAAL) et l'Eglise réformée d'Alsace-Lorraine (ERAL) oot décidé de mettre en place, en 1994, une assemblée « délibérante » commune et de stimuler, à tous les échelons de leurs Eglises, leur travail en commun.

Les organes «législetifs» des deux Eglises, le consistoire supé-rieur de l'ECAAL et le synode de l'ERAL, avaient mis en place, il y e

Le rapport Wolff-Mathis propose, en revanche, de multiplier les passerelles à tous les niveaux entre passereites à tous me investigues, les deux grandes Eglises historiques. Le coosistoire supérieur de l'ECAAL, à Strasbourg de l'ECAAL, à Strasbourg de l'ERAL, à Storckensohn (Haut-Rhin), le 14, ont adopté le principe de ce rapprochement. Dès l'an pro-chain, seront définies les règles de fonctionnement de l'assemblée commune luthéro-réformée d'Al-sace-Moselle. D'ores et déjà, l'ERAL a décidé de réduire son synode de quatre-vingt-neuf mem-bres à une trentaine pour qu'il puisse sièger intégralement dans cette assemblée aux côtés du

consistoire luthérien. . Les débats au sein du « Parlement» de chacune des deux Eglises ont montré des réticences : une minorité, surtout réformée, soubsi-terait aller plus vite vers une fusion, tandis qu'une autre, surtout hubérieune, insiste sur la «commu-nion ecclésiale», phufit que sur un changement de structures ou l'addi-tion d'entités nouvelles. Les deux Eglises sont convenues de faire une évaluation du processus de rappro-chement dès 1996.

L'ECAAL et l'ERAL possèdent déjà plusieurs services en commun (communications, missions, docu-

Hoeffel pour les luthériens, Antoine Pfeiffer pour les réformés, prement souvent la parole d'une seule voix. A l'inverse du reste de la France. les luthériens (225 000) sont majoritaires en Alsace-Moselle et les réformés (40000) minoritaires.

JACQUES FORTIER

ABUS SEXUELS : le cardinal Bernerdin, de Chicago, visé par une plainte. - Steven Cook. trente-quatre ans, a déposé une plainte pour attentat à la pudeur, vendredi 12 novembre, contre l'une des plus fortes personnalités de l'épiscopat catholique américain, le cardinal Joseph Bernardin, archevêque de Chicago. Les faits remonteraient à une quinzaine d'années, quand le plaignant suivait une formation dans un séminaire de Cincinnati (Ohio), où Mgr Bernarctin était alors archevêque. Soutem par sa conférence épiscopale, le cardinal américain nie formellement cette accusation. C'est luimême qui, en février dernier, après la révélation d'abus semels commis par des prêtres, avait créé dans l'épiscopat des Etats-Unis une com-mission spéciale. Le cardinal Bernardin a aussi recu le soutieo du Vatican, où il est présenté comme «un homme équilibré et spirituel».

du 2 au 20 novembre -20%

sur la Cristallerie BACCARAT - DAUM - SAINT LOUIS SEVRES - ROYAL CHAMPAGNE chez tous les commerçants

fallait réduire les prescriptions.

Le ministre allemand de la santé, M. Horst Sechofer, e annoucé, ven-dredi 12 novembre, une série de aux hémophiles. Pour les produits

· •

1

3 25 3

. .

THE STATE

7 ----

wr-----

ALCOHOL: NA

.....

5 JAN 925

4 Th 54

TW. The

" + 576

State of the state

The second

e se more

1 THE 24

ALEX.

in the confidence

THE PERSON

tion ad'accueil a pourrait être moins réticente si cette possibilité d'emmerger les déchets était main-100 tract parallelement

Faute de s'être ralliée au vote majornaire du 12 novembre, la France se trouve aujourd'hui dans ene peristion embarrassante. La a chaige des cent jours» la met au red du mur : ou bien elle dit * Rus à l'interdiction définitive a elle donnera l'impression d'avoir atte un pressions écologiques, qui reprendre de plus belle, Ou vien elle die angnu er elle pen alter s'attendre à un beau tollé Amendal Meme s'enferrer dans vee reporte de Normand l'écane art de la convention de Londres. MICHEL CASTAING

ECOLOGISTES : Des militants preside protection du Verdon a construction 34 temple du Lotus d'or. - Une durentaine d'écologistes, memhas d'une association pour la protection du Verdon, se sou of there, sendred, 12 novembre A 'A Torise des travais de téleya: - ...4 from d'une soure departementals ica 9.10 400; college; angua 2 \$ 500 Miles Terradacement prevo pour l'édits (🕽 hattete Sten fempie-petamine géann, sur la commune de Caucinte : Aspendedlaute-Proventer. and relative de la soute des Cha-PRINTED DE lottes d'on l'e projet. was sumprend netumbnet September 1 ofenterting Glung tratue de "We having of the \$5 miles de Daue a l'iff gie du gource de le ngare keitbert Bourden, eit ans two core senance have descent to the grung, admississisch de Morside nin kholik da kriguilleti. Farra iminya dan badiopida . Padawi 1-12 in PSM de l'entreprise le tilless gefahen Gerterner, Plette-Rett N. 5000 1475 viere, gemanitet gentem iRPR : deport pfante pour entror ell

ierent leur rapprochemen ,

School Comments of Charles

Martin pour les latinesses desse MAR WAY the to the term of the E gravar Market Market of the first on 1. 2. A. A. the section of the section of the sections white is a rest The talk of the said that and that Tu + 1 ration on Many Miles in the 44 56763 the second of the second second second desired from JACQUES FORTIST Marine 15

ABUS SEXUELS in Cardina Sumeron de Chicago, uni # une plainte. - Sieres Con. matter define any a relocation Charme benen attentin o in binge which were to the property of the land the gars further personnage of Allegania pri Calabration and property of the last en dimit funger Beingtan Authorities de Lincold de les Manager 2 The Country The state of the s the farmation of the same AT THE PROPERTY OF THE BE make that they make the

The see the company operate M. And Bridge Street, and the course with description of the THE THE THE PERSON NAMED IN 300 des recent TAPLET OF THE STATE OF THE STAT AND A SULL OF THE PARTY OF THE Yancao, na The second of the second of the second



Les qualifications pour le Championnat du monde

La saga des Fabiani

Battus par les Américains (3 sets à 0j, dimanche 14 novembre à Paris, eprès evoir défait les Tchèques (3 sets à 0) et les Slovènes (3 sets à 0), les volleyeurs français, devront attendre les résultats des quatre autres groupes européens pour savoir s'lls ont encore une chance de ee qualifier pour le Championnat du monde, programmé en Grèce du 29 septembre au 8 octobre 1994. Les deux meilleurs deuxièmes rencontreront les deux représentants africains; l'Egypte et la Tunisie, du 26 au 28 novembre en Tunisie, pour le dernière place qualificative.

Figure emblématique du volley-ball français, Alain Fabiani, le passeur aux doigts d'or, evait quitté l'équipe de France eu soir de sa qualification pour les Jeux olympiques de Barcelone. Avec 395 sélections depnis 1976, il evait été le première star d'une discipline éminemment collective. Sa maîtrise-technique, ses inspirations, son charisme et son transfert à Parme, dans la plus prestigieuse des équipes italiennes, ini evaient souvent valu d'être comparé à Michel Platini. A trente-cinq ans, Alain Fabiani est pourtant redevenu un joueur presque anonyme, partageant son temps entre Fréjus, où il vit, et le Paris Université Club, qu'il aimerait aider à retrouver l'élite.

Seize années et quelques belles aventures vécues avec l'équipe de France ne s'oublient pas du jour au lendemain. Pour le tournoi de qualification an Championnat du monde 1994, Alain Fabiani était dans les tribunes de Coubertin. En supporter. Contrairement à Michel Platini, il n'a jamais été

ATHLÉTISME

noi, mais pas m'en charger sur une période plus longue, dit-il, ce n'est pas mon truc. C'est dans le jeu, sur le terrain, que je m'éclate encore. D'autres, comme man frère, sont plus qualifiés que moi pour s'accuper de l'équipe de France.» An lendemain de la déconve-

nue des Jeux de Barcelone, c'est à Jean-Marie Fabiani que la Fèdération a choisi, en février 1993, de confier l'équipe nationale pour la préparation des pro-chains Jeux, à Atlanta, en 1996. Contrairement à son cadet (de deux ans), l'aîné des Fabiani n'e jamais connu les honneurs de la sélection. Bon joueur de niveau national, il s'est surtout épanoui comme entraîneur, à Frejus, qu'il a conduit en poule finale de la Coupe d'Europe des clubs cham-pions. « C'est un gros travailleur et un fin psychologue, estime son frère. Il sait très bien analyser le jeu et le potentiel d'un joueur, mais il sait aussi comment s'v prendre pour que chacun puisse donner le meilleur de soi.»

La rigueur et le plaisir

Après les Jeux méditerranéens, où il a fait encore appel à quelques anciens pour assurer la victoire dans cette compétition organisée pour la première fois en France, en juin 1993, Jean-Marie Fabiani a commencé à construire son équipe en vue d'Atlanta. « Plusieurs joueurs présents à Bar-celone étaient en fin de carrière et disputaient leurs deuxièmes Jeux consécutifs, explique-t-il. J'al préfèré repartir avec des joueurs prêts a travailler pendant quatre ans selon mes principes. Il était plus lagique d'établir ces nouvelles bases et ces choix tactiques différents avec des jeunes. »

Pour parvenir à ses fins, Jean-

sport, donc un jeu. Même au plus hout niveau, il fout conserver le plaisir et un certain libre arbitre, mais dans un cadre très précis, explique-t-il. Il faut beaucoup tra-vailler sur les bases techniques, individuelles et callectives, pour atteindre le seull minimal qui permet d'assurer un niveau de jeu suffisant et constant. Il faut avoir conflance dans ce que l'autre est copable de foire pour pouvoir anticiper et improviser. »

L'efficacité américaine

Née et rodée deux muis plus tôt en Finlande à l'occasion des championnats d'Europe, cette équipe de France, dont la moyenne d'age n'atteint pas vingt-cinq ans, ne comptait que quatre matebes officiels avant d'aborder sa poule de qualifica-tion pour le Championnat du monde. Après deux succès prometteurs contre les sélections de deux nonveiles nations représentées pour la première fais dans une compétition de volley-ball, la République tchéque et la Slovénie, les Français ont pris une sévère leçon de simplicité et d'ef-ficecité face aux Américains, champinns olympiques en 1984 et 1988 et troisièmes à Barcelone.

«Les Américoins n'ant pas un jeu impressinnant, estime Jean-Marie Fabiani, mais ils sont précis et très efficaces dans les deux secteurs-clès du volley-ball : le service-réception et la relance en attaque. Il nous reste beaucoup de travail à faire pour atteindre leur degré d'efficacité dans ces domoines. » La têche de l'entralueur français s'annonce d'autant plus difficile qu'il ne pent espérer renouveler les expériences vécues par son frère pour préparer les championnats d'Europe 1979 et du monde 1966, tenté de mettre son expérience de l'équipe nationale de priori anticomiques le plaisir et décidé de dispenser les internationale de priori anticomiques le plaisir et décidé de dispenser les internation pour les Jeux d'Atlanta.

Téquipe nationale de pourrais priori anticomiques le plaisir et décidé de dispenser les internation pour les Jeux d'Atlanta.

GÉRARD ALBO

pour leur permettre de suivre deux stages de préparation intensive de six, puis de... dix-huit

« Pour préparer les Jeux, l'idéal serait, bien sûr, de pouvoir tra-voiller tuue l'onnée ovec les joueurs, reconnaît Jean-Marie foueurs, reconnait Jean-Marie Fabiani. C'est ce que fant les Américoins ovec des jeunes qui sortent de l'Université et qui peuvent alterner stages de préparation et murnées à l'étranger ovec l'étain actionale C'estage des des l'équipe nationale. C'est plus diffi-cile en Fronce, où le volley-ball est devenu pramotiannel. Sous-traire les joueurs à leurs clubs pour une oussi langue période reviendrait à tuer le championnal

Par raison plus que par convic-tion, l'entraîneur français prêche done pour un compromis. « Pour ne pas perdre le rythme interna-tional, il faudrait que les joueurs puissent partager leur temps entre l'équipe de France et leur club, estime-t-il. Il pourrait y avoir une saison internationale d'été qui dure quatre mois, et deux autres mois libérés en milieu de championnat. » Cette formule lui permettrait de mettre en pratique le programme de préparation pour Atlanta, qu'il entend proposer à la Fédération,

« Pour s'aguerrir, l'équipe de France a besoin d'accumuler les matches, surtout dans les grandes compétitions, estime Jean-Marie Fabiani. A ce titre, lo participa-tion au Champinnnot du monde revêtirait une grande importance. Cette année, nous avons surtout joué en France, car nous avions besoin de travoiller. L'an pro-choin je souhaiterois plus de matches ou de tournées à l'étran-ger, puis mitre engagement dons la Ligue mondiale en 1995.» C'est, peut-être, à ce prix que la nonvelle équipe de France pourrait aborder sans complexe la première viaie échéance qui lui a GÉRARD ALBOUY

RÉSULTATS

BASKET-BALL **Himinatoires**

du chemplomet d'Europe Pour son deuxième match de qualification pour le chempionnet d'Europe, programmé an Grèce en 1995, l'équipe de France s'est imposée (78-77) contre l'Italie, samedi 13 novembre à Pau.

RUGBY Championnat de France (Sinème Journée) Poule 1 Begles-Bordeaux D. Castres 22-6
Brivs b. Périgueux 25-13
Montferrand b. Rumilly 28-22
Tics b. Beyonne 20-16
Classement: 1. Bègles-Bordeaux, 16 pts; 2. Brive et Montferrand, 14; 4.
Castres et Rumilly, 12; 6. Nice et Beyonne, 10; 8. Périgueux, 8.

Pouis 2

Tournoi d'Aquers

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE **TENNIS**

Tournoi d'Anvers

La griffe Sampras

L'Américain Pete Sempras, tête de série nº 1, a remporté, dimanche 14 novembre à Anvers, son huitième titre de l'ennée en battant le Suédois Magnus Gustafsson (6-1, 6-4). Assuré d'être champion du monde è la fin de la saison, où il succédera à son compatriote Jim Courier, l'Américain est l'homme à battre de la finale du circuit international, qui rassemble à Francfort du 16 au 21 novembre, les huit meilleurs ioueurs du monde.

de notre envoyée spéciale

Pete Sampras affiche le sourire satisfait d'un artisan fier de son ouvrage. Et quel onvrage! Sur huit finales disputées en 1993, l'Américain s'est imposé huit fois. Parmi ces victoires, deux des plus belles levées du Grand Chelem : Wimbledon et Flushing-Meadow, evec, à la clé, la première place mon-A la veille de la finale du circuit

internetional, qui réunit les buit meilleurs jouenrs mondieux à Frenefort, dn 16 au 21 novembre (1), il est sûr d'être sacré champinn du monde 1993. « Ce fut une saison de réve, confict-il. J'ai eu beaucoup de chance et mon jeu s'est oméliare.» En babayant, lors de la finale du Tour-noi d'Anvers, le Suédois Magnus Gustafsson, l'Américain a confirmé l'efficacité de son jeo : une implecable machine aux rouages builés, un service de plomb, des amorties de cristal et des attaques de géomètre.

Pour en arriver à ce savoir-faire, Pete Sampras aura cassé de nombrenx pots avant de parvenir à la satisfaction. Il y a moins de deux ans, il était un joueur d'argile, à la confiance friable, cuisant stigmate match perdn contre Guy Forget, à Lyon, en décembre 1991, Chang et Goran Ivanisevic

qui evait permis à la France de remporter la Coupe Davis.

Trop souvent finaliste, mais rarement vainqueur, avec son profil de gentil garçon, il était un poids léger dans le pack des vedettes américaines : pas assez râleur comme John McEnroe ni assez gagneur comme Jim Courier et encore moins racoleur comme André Agassi. Il e imposé son image grace, il est vrai, à la retraite du premier, aux contreperformances du deuxième et eux blessures du troisième. L'enfant sage devrait rejoindre ses trois compatriotes eu sein de l'écurie Nike, qui, soucieuse de trouver une clientèle moins cogneuse ou tonitruante, lui a proposé 24 mil-lions de dollars (près de 145 millions de francs) pour porter ses couleurs pendant quatre ans.

Avant de rencontrer ses sept dauphins à Francfort, Pete Sampras devait montrer qu'il avait de la trempe. Samedi, alors que son adversaire, Cédric Pioline, servait pour le match à 5-4 dans la deuxième manche, l'Américain est brasquement revenu dans la partie. De ses coops d'artilleur, soudain devenus justes après avoir arrosé bâches et filet, il a empêché, pour la cinquième fois consécutive, le Français de goûter une vio toire inédite face à lui. Le lende-main, face à Magnus Gustafsson, qu'il a fait plier en une toute petite heure, Pete Sampras a pronvé qu'il était intraitable. Champion du monde de droit, il lui reste à terminer l'année en signant une neuvième victoire lors du tournoi des Masters. Elle serait l'ouvrage d'une saison ciselée, sinon d'une mein géoiale, au moins d'un geste habile.

(1) Les huit qualifiés pour la finale du cucuit international sout, dans l'ordre du classement ATP, Pete Sampras, Jim Cou-rier, Michael Stich, Sergi Aruguera, Ste-fan Edberg, Andref Medvedev, Michael

Le tennis semble un îlot pré-servé de le crise économique. En 1993, 88 tournois ont été disputée dans 35 pays. Les prix alloués aux joueurs se sont éle-vés à plus de 60 millions de dollars (près de 350 millions de francs). De nombreusee villes sont candidates, les partenaires restent généreux, prêts à soutenir un sport considéré comme propre. Un consortium de télévisions n'a pas hésité à débour-ser 100 millions de dollars pour

evoir le droit de retranemettre les neuf plus grands tournoie de l'ennée - à l'exception des rendez-vous du Grands Chelem (1) - et la finala de l'ATP à Franc-fort. L'essociation des joueurs gère encore 90 challengers, la deuxiàme division du circuit, dens 44 pays, et orgeniee les toumois vétérane réservés eux

Un créneau

porteur

extrêmement porteur, estime Pierre Dermon, vice-président exécutif de l'ATP-Tour en

Europe, qui se dit étonné que la crise n'effecte pas encore ce

sport. Chacun est propriétaire de sa compétition. Nous leur

demandons de ne pae être défi-

citaires et d'offrir une bonne image du tennie en offrent de belles infrastructures et, si pos-

Un nouveeu tournoi comme celui de Halle, en Allemagne,

qui se dispute eur gezon dens le seconde moitié du moie de

juin, avent les Internationaux de Grande-Bretegne, e Investi 20 millions de francs en 1993

et 1994 pour ses installations.»

à l'origine une exhibition, est entré à l'ATP-Tour en 1992,

remplaçant Birmingham, elore

moribond : «Devenir partie inté-

grante du circuit, c'éteit le moyen de ne pae être étouffé, explique Patrice Dominguez,

directeur du toumoi beige. En nous posant comme arbitre du

classement mondial, juste evant

la finale du circuit international,

nous avons trouvé une date for-

midable, s

Le Tournoi d'Anvers, qui était

sible, une couverture télévis

enciene championa de plus trente-cinq ans. «Le tennis reste un créneeu

miers, 12; 6. Racing CF et Montpeller, 10; 8. Lyon OU, 8.

Finale: P. Sampras b. M. Gustalsson, 6-1, 6-4.

Circuit fermé

Pour intégrer l'ATP-Tour, géré par lee joueurs depuie le 1- janvier 1990, un organisateur doit souserire en fonction de le dotation de son tournoi. Ainsi, l'Open de Paris, doté de prèe de 2 millione de dollare, doit acquitter 250 000 dollars. Celui de Nice verse 25 000 dollars de redevence pour chaque édition. Les 1 500 membres de l'ATP versent une cotisation d'environ 3 000 doliars pour s'inscrire aux tournois du circuit ou eux chailengere et profiter des evantages de la maison.

Avant 1990, nous evions le sentiment que l'ATP ne consentait pes essez d'efforts pour promouvoir le tennis », explique Tim Meyotte. Ancien chempion et eujourd'hui représentant des joueurs eu oureau exécutif de l'essociation, i affirme qu'en troie ens, l'ATP-Tour e fait ses preuves, et que «les joueurs sont mieux enten-

Queiquea signes leisaent pourtent penser que l'ATP devrs, un jour, sortir de son isolement pour affronter la réalité. En sceordent quesiment eutant de points pour les victoires en euper-série qu'sn Grend Cheiem, elle rieque, à terme, de dévaloriser les quatre rendez-vous mythiques d'un sport qu'elle veut promouvoir. En ignorent la désaffection du public lore des tournols mineurs, elle risque de laaaer lee partezsires écozomiques. Doublé per repport à 1991-1993, le contrat télévisé 1993-1995 devrait être revu à la beisee pour l'échéence 1996-1998. Si 88 tournoia. contre 87 en 1992, ee sont diaputés, onze nouvellea villes sont apperues. Cele revient à dire que douze autres avalent été rayées du programme, faute de crédits.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Les neuf tournois de la super-sèrie sont dotés de plus de 1,45 million de dollars de prix et donc de norabreux points pour le classement mondial : Indian Wells, Key Biscayne (deux semsines), Monte-Carlo, Hambourg, Rome, Montréal, Cincinnati, Stockholm et Paris.

Marathon de New-York Un coup de «show»

vétérans.

La 24 édition du marathon de New-York, disputée dimanche 14 octobre per une forte chaleur, a été remportée par le Mexicain Andres Espinose, deuxième en 1991 et 1992. L'épreuve féminine a vu la victoire de l'Allemande Uta Pippig; la Française Nadia Prassad a terminé troislème. Pierre Levisse s'est imposé chez les

NEW YORK

de notre correspondant « Chaud, le marathon de New York, cette année! » Emmitoufié dans une couverture d'aluminium barrée du nom des multiples spon-sors de l'opération, une couverture qui lui a été remise sur Central Park à la fin de la course, Michel, ingénieur parisien, la petite qua-rantaine, est un peu déçu par sa performance du jour. La chaleur a ralenti son rythme, comme celle de l'ensemble des coureurs. Pour percourir les 42,195 km du célèbre marathon, il a mis presque trois heures quarante, trente minutes de plus que lors de ses participations

Très vite, Michel se reprend : le



marathon, il aime. Il vient courir, mais il y vient aussi pour le socctacle, « le show », dit-il. Comme chaque année, il a été, une fois encore, fasciné par la ville : ses ponts «magiques» - le passage d'un serpent humain sur le Verrazano est toujours spectaculaire --ses quartiers « si différents », ses perspectives « impressinnnantes ». Il vient aussi pour «cette meute de joggers, professionnels et amateurs du monde entier » qui s'y retrou-vent, pour l'ambiance «sportive et généreuse ». Il aime enfin l'organisation efficace des Américains, « militaire, quoi ». D'autres Français auront eu moins de chance que Michel. « Notre rêve de participer au plus beau marathon du monde est tombé à l'eau», raconte, dèpité, Philippe, l'un des cent vingt Français venus à New-York par l'intermédiaire d'une agence de voyage, agence qui, semble-t-il, avait « oublié » de les inscrire offi-

ciellement. De retour sur la « Grosse Pomme», l'été indien – le ther-momètre afficheit plus de 20 degrés – a lourdement pesé dimanehe 14 novembre sur le 24 marathon de New-York, l'un des plus «courus» du monde. Si les New-yorkais en ont profité pour venir, nombreux, encourager

LOTO SPORTAL N. 57
RESULTATS OFFICIELS Section of the last 274 301 3 MATCHS DU JOUR : 200 318

les 26 000 participants représentant une centaine de pays, ceux-ci ont eux souffert de la chaleur. La ieune allemande Uta Pippig.

28 ans, ne semblait pas, elle, parti-culièrement affectée. Elle était toute souriante lorsqu'elle a franchi la ligne d'arrivée eprès 2 h 26 min 24 s de course. Première femme, Uta Pippig a gagné 20 000 dollars (115 000 francs) et une berline offerte par un grand constructeur... allemand.

Arrivé un gros quart d'heure auparavant (2 h 10 min 4 s), le premier homme, Andres Espinosa, risque lui d'avoir plus de mal evec les services après vente, du moins si l'on s'en tient à la description epocalyptique faite du Mexique par le milliardaire américain Ross Perot il y e quelques jours sur la chaîne de télévision CNN à l'occasion d'un débat evec le vice-président Al Gore. Deuxième en 1991 et 1992, Andres Espinosa s'était intensément préparé pour s'imposer cette année. Et il est venu à bout de son concurrent le plus direct un étudiant en médecine américain de 27 ans, Bob Kempainen, assez facilement: « Chaud

ou froid, je m'étais préparé à toutes les situations ». Très présents traditionnellement à New-York (avec 2 600 inscrits, la France est, de loin, le pays étranger le mieux représenté), les Français n'ont pas démérité : l'une des leurs, Nadia Prassad, 26 ans, s'est classée troisième chez les femmes et un habitue de New-York, Pierre Levisse, 41 ans, a gagné la course des vétérans. Ce sont cependant les Mexicains qui partent avec le plus beau palma-rès : les première et troisième places chez les hommes, le second rang ebez les femmes. Une nouvelle source de conflit entre Mexico et Washington? Venus pour le ashows, les New-Yorkais

avaient, dimanche, la tête ailleurs. ERIK IZRAELEWICZ

Poule 3 "Nimes b. Narbonne Grauftet b. Bourgoin.... Biantiz et Pau Classement: 1. Biarritz, 15 pts; 2. Agen, Lourdes et Pau, 13; 5. Narbonne et Nimes, 12; 7. Bourgoin, 10; 8. Grauther,

> TENNIS Demi-finales: P. Sampras (EU) b. C. Pio-line (Fra), 4-6, 7-5, 6-1; M. Gustafsson (Suè) b. B. Becker (All) 7-6, 6-3.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

JEAN-LOUIS MURAT en tournée

Les tracas du spectacle

LE PUY-EN-VELAY (Haute-Loire) de notre envoyée spéciale

Après une courte expérience de jeunesse au sein d'un groupe (Clara), après trois disques confi-dentiels réalisés de 1981 à 1984, chez Pathé-Marconi, et très vite retirés du catalogue, Jean-Louis Murat sortait Cheyenne Autumn en 1989 et le Manteau de pluie, deux ans plus tard. Un album mélancolique conqu au milieu des puys du Massif central. Plus intime, Vénus, sorti au début de ce mois, abandonne l'« exode rural» et la haute technologie qui régnait sur l'intellectuel *Manteau de pluie*. Ballades courtes et vivifiantes (Comme au cinéma), chansons à fredonner (Tout est dit) y côtoient de longues mélopées consacrées au dégoût de soi et aux liens fata-lement défaits (la Momie mentalement, le Matelot).

Bien que concevant ses disques dans une ferme de la vallée d'Or-eival (Puy-de-Dôme), Murat n'avait pas la vocation monastique d'un Gérard Manset. Il s'est fait interprète de Leonard Cohen (Avalanche), de Joe Dassin (Marie-Jeanne), ou de Bourvil (Mon frère d'Angleterre), sur diverses compilations et CD offerts en prime, Jean-Louis Bergheaud, qui a adopté le nom de son village natal, Murat (Cantal) a aussi écrit et composé le prochain album de Jeanne Moreau, Dans la foulée, celui que l'on n'imaginait plus, à quarante ans passés, cèder aux tentations de l'exhibition publique, entame une

Murat l'impressioniste saurait-il chanter en direct? Murat l'an-goissé, le fuyant méticuleux saurait-il occuper une scène? Après une répétition générale à Vichy, Murat et ses six musiciens (deux guitares, une basse, une batterie, un clavier, une pedal steel guitar) donnaient leur premier concert le soir du 10 novembre au Pny-en-Velay, ville-étape des pèlerins de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Ainsi la route de Jean-Louis Murat commençait-elle au pays, par une petite salle (au centre eulturel de Vals), dans une ambiance convivlale. Première constatation, à défaut d'avoir inventé une nouvelle musique, Murat a créé un style, inquiet, fleur bleue, torturé et sauvage. Le décor est champètre, la scène jonchée de feuilles mortes. Dans un coin, un rideau accroebe les lumières. Murat, guitare en main, est assis sur un tabouret. Il n'en bougera pas. Qu'importe : il est là, la voix tient, les climats complexes créés avec des moyens simples (les guitares acoustiques) entrainent le public vers des univers singuliers

aux contours décalés. Jean-Louis Murat aurait voulu construire un spectacle hors norme; il a commencé par répéter soixante titres, dont une majorité de chansons enregistrées spécialement pour constituer la deuxième plage d'un CD deux titres (1). «Les musiciens ont eu du mal à suivre», et le propos fut jugé par trop ésotérique («la maison de disque!»). Le cheveux en bataille, la voix tendue, Murat a done raccourci l'histoire, sans renoncer ni à ses chansons peu connues, ni à celles de ses débuts, comme Johnny ou Sulcidez-vous le peuple est mort, souve-nir tortueux et inspiré datant de 1981, arrangé ici avec grosse caisse et cymbales (jouées en finesse par Régis Ceccarelli) pour une fin de spectacle emphatique et lancinante jusqu'au plaisir.

Deuxième postulat : Jean-Louis Murat aime Neil Young, Leonard Cohen, mais plus encore, la musique country. Il a recruté un joueur de pedal steel guitar (Jean-Yves Losac'b, français, de la région, comme les autres) et l'a chargé d'exécuter les solos, d'aérer des arrangements austères. Vingt-deux chansons plus tard (dont trois inédites, beaucoup tirées de Cheyenne Autumn et de Vénus), on se lasse un peu de la minutie déliée de la steel. Mais ceci est un laboratoire, prévient Murat.

Qui préjugera de la version aboutie du spectacle que le musicien tatillon vondrait présenter à la Cigale en décembre prochain?

Pas même lui : dans son cinéma intérieur, le tournage détermine le récit. Face an public, le chanteur s'interroge : « Faut-il réorchestrer les chansons pour la scène ou refaire l'album en l'état?». Murat hésite, puis s'essaie au lifting. Ça passe ou ça casse. Des ebansons (Si je devais manquer de toi) y perdent leur couleurs crues, d'autres gagnent en vigueur sombre (Cours dire aux hommes). Tout est atmosphère. Ainsi, La Fin du Parcours, huit longues minutes de l'album Vénus (en scène sans doute plus), so joue dans l'indéfinissable, sur fond de guitares distordues et vives. Un délice. Murat se passe les mains dans les cheveux, souffle du vent à travers ses doigts, baisse jouant des hanches. Prendrait-il déjà plaisir à l'épreuve du récitel?

Et pourtant! De nos jours, un chanteur n'a plus l'obligation de la scene, «c'est vieux jeu», dit Jean-Louis Murat - jeans noirs et sweat-shirt gris - revenu dans sa loge après deux heures d'un concert qui l'a laissé intact. Le travail de studio, l'écriture, la technique du collage sonore (au cinéma : le montage) permettent de fabriquer des chansons. « Et qu'est-ce qui est important, la chanson ou ce qui se passe autour?». D'ailleurs, ne faudrait-il pas, à l'instar du groupe anglais The Cure, « bosser tous les soirs, réécouter la bande in extenso après le concert» pour en corriger les défauts et les man-

ques? Car sinon, pourquoi provo-

quer cette rencontre «obscène» entre le chanteur et son publie?

S'il a sauté le pas, poursuit-il, c'est à cause d'un film, un documentaire-fiction. L'histoire d'un tour de France où un chanteur (Murat) échappe à une jeune fille (Elodie Bouchez). Pascale Bailly, réalisatrice de Comment font les gens (présenté an Festival de Cannes en 1993), filmera au fil des concerts en 16 mm couleur. Le synopsis du film reste informel, le propos ouvert, et l'aventure permet à Murai l'acteur (la Ven-geance d'une femme, de Jacques Doillon) d'oublier sa peur de chanteur. « J'avais dit : pas de film, pas de tournée. Le film se fait. La tour-née, c'est la dernière fois, répétait-il le soir de la première. On ne m'y reprendra plus. Les gens dans la salle, je n'ose pas les regarder. Quelle parano! Je ferme les yeux, je me sens comme un type bourré qui étale sa vie au bistrot et qui, tout à coup, a un éclair de lucidité, il se dit, oh, là, là, je les ennuie. Qu'est-ce que je les enuie! »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) La revue les Inrockaptibles propose à l'occasion de sa nouvelle campagne d'abonnement, une compilation de ces chansons que l'on aurait autrefois trou-vées en face B des 45 tours.

Le 16 à Montiuçon, centre Athanor; le 17 à Aurillac, théâtre municipal; le 19 à Liège, le Forum; le 20 à Bruxelles, Cirque royal; le 23 à Lille, Théâtre Sébas-

du monde 1993-94

BIRELLI LAGRENE au Festival Tendances (Côte d'Opale)

Une guitare dans la tempête

SAINT-MARTIN-LEZ-BOULOGNE (Pas-de-Calais)

de notre envoyé spécial Vingt-sept ans, presque autant d'albums, le guitariste gitan Birelli Lagrenc reste l'enfant chéri de la Côte d'Opale. Le Festival Tendances, prolongement automnal des grandes manifestations de l'été, lui a fait la part belle : par gres temps et en tous lieux gros temps et en tous lieux.

Invité d'Al Dimeola, porté par l'Ensemble instrumental de Flan-dre wallone (Bruno Membrey) ou en solo absolu, Birelli Lagrene a démontré à chaque prestation une énorme vitalité et une grande puissance créative. C'est une nature, une force vive. Il semble gauche, timide et assez pen loquace. Il est avenant, très direct, fraternel, mais, sans sa guitare, on le dirait perdu, incomplet. Birelli Lagrene a commencé dans le rôle doublement périlleux d'enfant produce et d'épignes de Dispres prodige et d'épigone de Django.

Routes to Django, son premier
disque en 1980 (il a alors quatorze ans) est une façon d'en finir.
Il sait placer quand il faut les
accents flamboyants de Django son sillage. Vite intégré dans le elnb très fermé (et moralement pas de tout repos) des sur-vir-tuoses (comme on dit les surréalistes), John McLaughin, Paco de Lucia, Al Dimeola, il garde à la fois de bonnes relations et son indépendance. Ce qui tient de la

Précisément, Al Dimeola, le plus gros vendeur de disques da club, l'invite pour son dernier ciub, l'invite pour son dernier concert, au Touquet. Fin de tour-née, fin de saison et fin de Ten-dances. Mais pas fin de série. Birelli introduit plus qu'un grain-de-fotie dans la prestation par-faite, équilibrée, monotone, du véloce Américain. Les musiciens continuent de l'inviter pour son continuent de l'inviter pour son jeu parce qu'il rerègle les moteurs, parce qu'il n'a pas fini de les étonner. Peu de nusiciens conservent bien longtemps eette capacité de surprendre. Même dans Nuits, le concerto que Franck Amsailem a présenté pour guitare, piano et orchestre, Birelli Lagrene a ce côté tranchant, saisissant, cette façon tendre et griffée de faire saillir la phrase. Même dans son propre concerto, Bluer suite Blue, une première du genre, dont la discrétion d'écriture ferait plutôt penser à quelque Birelli With Strings, il déconcerte, par deux fois il fend la musique en deux.

D'un seul coup. On a le sentiment que la basse serait son instrument naturel, mais il reste trop soliste, déjà cavolé pour cela. Tête à tête avec la guitare acoustique, Birelli Lagrene a une manière expéditive et soignée d'enchaîner les souvenirs, de tourner à côté des mélodies, de casser les rythmes comme en un vertige.

Mais que faire de la virtuosité? Que faire après la virtuosité? Y a-t-il une vie après la virtuosité?

Avec sa poésie de boxeur et son lyrisme incandescent, le jeune Gitan continue de proposer des réponses, cent réponses, mille, une par phrase ou par trait. On le dit en pourparlers avec l'Orches-tre Count Basie pour un enregistrement. Il vient de contribuer au succès du disque de Richard Gal-liano, avec qui il tournera bientôt. Il voudrait tourner avec Michel Petrucciani. Tous les projets lui vont comme un gant. Il est de ces musiciens qui doivent tout se per-mettre. Jouer, c'et tout. Même la corpulence lui va bien, elle fait partie de son jeu. Toutes les idées qui lui passeront par les doigts, nous sommes prêts à les prendre.

Le charme de Tendances, cadet dn Festival de la Côte d'Opale, e'est de présenter par commandes et grand vent, dans une salle de banlieue à Saint-Martin-lez-Bou-logne (Pas-de-Calais), Birelli Lagrene dans ses œuvres et sa suave brutalité, mais aussi, an même programme, quelqu'un comme son contre-type: Roland Dyens. Sensibilité à fleur de peau, lyrisme niché jusque dans les har-moniques de ses Nuits, extrême délicatesse qui laisse entendre les bourrasques dehors et le tourment intérieur, Roland Dyens est l'au-tre idée de la guitare. Celle qui justifie la Nuit de la création entre jazz, classique, fusion autour du plus savant des instruments popu-laire.

FRANCIS MARMANDE

➤ Discographie: Birelli Lagrene et Richard Galliano, Viaggio, Dreyfus Jazz, 365-65-2, distri-bué: par Sony.

Mort du trompettiste Erskine Hawkins

Le trompettiste et compositen américain Erskine Hawkins est most le 11 novembre à Willingboro (New-Jersey) d'une erise cardiaque. Il avait 79 ans:

[Né à Birmingham (Atabama), le 26 juillet 1914; Erskine Hawkins avait dirigé l'orchestre de l'université d'Ala-bama qui tourna dans tous les Etats-Unis avant de se rebaptiser Ecskine Unis avant de se rebaptiser Erskine Hawkins Orchestra. An débût des années 1940, ettle formation décroche l'un des postes les plus enviés de la musique de danse anz-Etats-Unis, le Savoy Balkoom de New-York, à Harlem. Hawkins compose quelques standards, comme Tuxedo Junction ou Steel Guitar. Dans les rangs de son exchestre, on trouve le saxophoniste Bill Johnson et le trompettiste. Sam Lowe, qui deviendra par la suite f'un des maîtres de musique du rock and roll naissant. Le pinniste Avery Parrish écrit les arrangements et donne à la formation d'Erskine Hawkins l'un de ses plos grands succès, After Hours. sos plos grands succès, After Hours. Erskine Hawkins a fini sa carrière en jouant à l'hôtel Concord l'un des éta-blissements les plus célèbres de la chaîne des Catskills, dans l'État de

Après l'annulation de sa tournée mondiale

Pepsi Cola «rompt toute relation» avec Michael Jackson

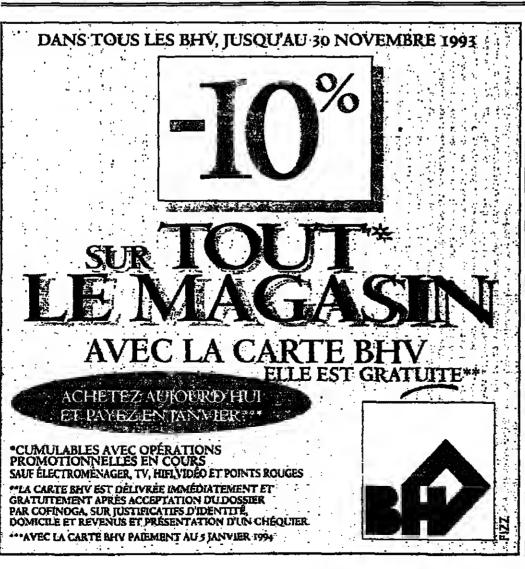
gazeuses américain PepsiCo Inc. 2 annoncé le 15 novembre qu'il ne parrainait plus le chanteur Michael Jackson après l'annonce par celui-ci de l'annulation de sa tour-née mondiale et que la firme «rompait toute relation» avec le chanteur. Le 12 novembre, Micbael Jackson avait annoncé qu'il renonçait à se produire dans le cadre de la dizaine de concerts - en Amérique latine et en Asie centrale - qui devaient conclure le Dangerous Tour entrepris en juin 1992. Le chanteur a justifié sa décision par la nécessité de soigner une accoutumance aux analgésiques.

La décision de PepsiCo Inc. met fin à une relation vieille de plus de dix ans. Michael Jackson avait d'ailleurs commencé à prendre des pour le soda, en 1984. Aujour-d'hui, le porte-parole de la firme fait valoir que le contrat qui la la durée de la tournée. Lors de sa lée inexacte.

Le fabricant de boissons signature, cet accord avait été azeuses américain PepsiCo Inc. a décrit comme l'un des plus importants de l'histoire du show-business, mettant en jeu envirón 10 millions de dollars.

Dans un message enregistré remis à la presse, Michael Jackson expliquait qu'il était obligé de se faire soigner pour sa dépendance aux analgésiques, dépendance aux analgésiques, dépendance source par els tententes d'avier. aggravée par « la tentative d'extorsion suivie par des accusations de conduite horrifiante et outrageante». Le chanteur évoquait ainsi pour la première fois les accusations de pédophilie portées contre lm par un garçon de treize ans et le père de celui-ci en août dernier. Ces accusations avaient provoqué l'ouverture d'nne enquête par la police de Los

Depuis la diffusion du commud'alleurs commence à prendre des analgésiques à la suite des brâlures dont il avait été victime sur le tournage d'un film publicitaire aux portes d'une clinique psychiatrique londonienne, d'autres infor-mations le signalaient à Gstaad, en fait valoir que le contrat qui la Suisse, dans le châlet d'Elizabeth Taylor, information qui s'est révé-





DEVCOM 93



THÉÂTRE

5-30 32 poesie de boxeur et son instandescent, le jeune than continue de proposer des reponses, cent reponses, mille, une par phrase ou par trait. On le dir en pourparlers avec l'Orchestre Count Basic pour un enregisli vient de contribuer au : _____ du disque de Richard Galase: avec qui il toumera bientot. is spectrast tourner avec Michel Persucciant. Tous les projets lui cont comme un gant. Il est de ces municione qui doivent tout se permerine Jouer, c'et lout, Même la tregelence ini va bien, elle fait partie de son jeu. Toutes les ides 421 bei passeront par les doigts devel semmes preis à les prendre.

Le charme de Tendances, cadet La Centival de la Côte d'Opale, and as presenter par commandes o grand vent, dans une salle de frentieren a Saint-Martin-lez-Bou-Parede Calais), Birelli HARTOTTO MARTY SON COUNTES OF SA weren grutalite, mais aussi, au infine programme, quelqu'un animalia wir rentre-rype : Roland Progra Sersibilité à fleur de peau. remains a the purque dans les has more dues de res Nuits, estreme din-addition dur laivie entendre les mountain and detions of le tourment covered Schand Oyens est fac-the series of board of the are them entre ist, i assurat lasion autour de gela savant des instruments popu-

FRANCIS MARMANDE

at Highard Gettiano Viaggio, Crestus Jazz, 365-65-2 distri-5-6 per Sorty

Mort du trompettiste Erskine Hawkins

La teserpettisfe et ampreseur jut er egen benfeine Woblief eit white Is a concentral William news absolutions to clump crise in what for the said from

644 TT

y. <u>--</u>-

1.00

Sept Agency M 44.5 In the same the free # 2 as 2d

- 24F1" 4

The Part of

- - H

E, 2004

the a minimization (Classification with a graph we was firehine flaming and Ling, ter beibte de lantemite b'Ale wat bemannt murten dann bein beiten And the second of the second o Ten . Tremont te danie i.e gigie fine i fam i dauthour to ben bute, a Re-All Makerine orthogon profiques side families assessment fractions from the side the state of the s Application of the second sec to a new leading of the resolution of the first and the second of the se the state of the s See and the control of the control o

ter de la layrik mondes rompt toute relation» lichael Jackson enter en la great com la la faction de la fa

Western Land to The Party of th PER VISIT AND THE PER VISIT AN

The second secon

Market Services

CACHAFAZ au Théâtre de la Colline à Paris

Les tangos de l'enfer perdu

Cachafaz est un souteneur black, il fait travailler Raulito, un travesti, son amant. Ils crèvent de froid et de faim dans la périphérie de Mon-tevideo: « Notre baraque est immonde/Cette cité c'est le quartmonde. » Insultes et raciées, ponctuées d'embrassades : c'est leur régime. « Va l'planter près d'un réverbère! », ordonne Cachafaz à Ranlito qui refuse : « Etre pédé est un calvaire», et menace de faire son sac. Marche arrière de Cachafaz, qui bondit de son lit, en liquette, et chante, esquissant trois pas de tango: «Je t'ai connue sur le trottoir/Le corps couvert de falbalas/Là-bas, là-bas sur les runblas. » Retour au bercail de Raulito: «J'l'aime parce que l'es café

Entrée-éclair d'un agent de police : il vient arrêter Cachafaz, qui a volé une saucisse d'âne au café-épicerie. Raulito défend son homme: «C'est ma vie, la fleur de mon âme/C'est l'étalon de ma pampa » Relevant sa jupe de taffictas noir, il attaque un tango viril : le policier file à toutes jambes. Cachafaz est décidé à «sauver par le crime la malédiction de la cité». Echange de pruneaux avec un policier : le gardien de l'ordre est tué, Cachafaz truffé de balles. Il se traîne jusque chez lui. Avec son nécessaire de manucure et sa pince à épiler, Raulito extrait les balles : «Calibre 33», précise-t-il. Mais le corps du policier, qu'en faire? - «Des jambons, de la mortadelle».

dil Raulito. Inquiétude des voisines, qui ont peur des représailles : «Ils vont venir nous écraser/Comme ils font au Nicaragua » Non, affirment nos coiselles homosexuelles avaleuses de tranquillisants», et elles trucident un autre pandore...

Intervention des forces de l'ordre : elles cement le taudis. Plutôt que d'être expédiés dans l'île des Rats, Cachafaz et Raulito proposent d'emmener tout le quartier au chaud, chez le Diable. Assentiment général: «D'accord! on va tous en enfer! /C'est pas. d'refus! On ne crache pas/Sur l'occasion de voyager. » Ultime tango du couple : «On a toujours assez de force/Pour esquisser les derniers pas » Ultime hésitation de Cachafaz devant le grand sant : «Du calme, Cachafaz, peu importe/Ce sont mots que le vent emporte», dit Raulito.

Copi, lorsqu'il a écrit Cachafaz en argot argentin, ces « scènes fugaces telles l'amour sous un reverbère», a-t-il vouin «noyer tous ses tangos» et sainer, de la France, de son exil, «l'enfer perdu», aux sons d' «une fanfare d'éboueurs»? Cette pièce de vrai délire, drôlement tra-duite en français par René de Ceccaty, est soufflante. Et si l'on veut connaître l'incroyable crudité des termes, il faut lire Cachafaz dans le texte, édité par Actes-Sud. La mise en scène d'Alfredo Arias situe cette «parade sauvage» sur du ciment nu, entre des parois de cartons vides usagés (il y a les étiquettes «Haut», «Bas», etc.), c'est un

les unti-punnes

L'art et la manière de faite démarrer

joué par Kallé Silva, qui danse

➤ Théâtre de la Colline, petite saile. 15, rue Malte-Brun. Paris-20· Métro : Gambetta. Du mardl eu samedi à 21 heures. Mercredi à 12 h 30, dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Jusqu'au 31 décembre.

comme nue birondelle, vêtu de soies de rêve et d'un divin peignoir de dahlias rouge cerise . Cachafaz hélas! n'est pas black, mais interprété à merveille par Rodolfo de Sonza en falzar de Tergal trop serré. Les vers de guignol suprennent au départ, puis semblent tout naturels. Les voisines précisent d'ailleurs: « Tous les chiens qui ont mange/De la chair humaine

MICHEL COURNOT

Le prix Médicis à Emmanuèle Bernheim Le prix Médicis a été attribué

undi 15 novembre à Emmanuèle Bernheim pour son troisième roman Sa femme (Gallimard) au septième tour de scrutin par six voix contre trois à Rachid Mimouni pour la Malédiction (Slock), deux à Angelo Rinaldi pour Les jours ne s'en vont pas longtemps (Grasset) et une à Jack-Alain Léger pour Jacob Jacobl (Julliard). Le Médieis étranger est revenu à l'Américain Paul Auster pour son dernier roman traduit en français Léviathan (Acles Sud), au quatrième tour, par huit voix contre quatre dour, par huit voix contre quatre à Oleg Strijak pour Roman pétersbourgeois en six canaux et rivières (Albin Michel). Miehel Onfray a obtenu, lui, le Médicis essai pour la Sculpture de sol (Grasset), au premier tour, par six voix contre trois à Régis ix voix contre trois

BASTILLE : autour de « Madame Butterflys. - L'Opéra-Bastille propose des animations et des projections de films autour de l'opéra de Puccini qui sera représenté treize fois entre le 17 novembre et le 10 décembre dans une nouvelle mise en scène due à Robert Wil-

➤ Studio-Bastille, Opéra-Bastille 75012 Paris, 25 F, Rens, : tél. : 44-73-13-00.

TEREZIN: exposition et rencontres. - Une exposition sur le ghetto de Terezin (le Monde daté 14-15 novembre) ouvre ses portes à Paris, au Centre de documentation juive contemporaine, le 16 novembre. A 18 h 30, une table ronde réunira le comité exécutif du Mémorial du martyr juif inconnu, M. Serge Klarsfeld et

LA CERISAIE au Théâtre de l'Est parisien

Scènes de la vie bourgeoise

melteurs en scène un «auteur obligé». Et parmi ses pièces, il y a la Cerisaie. Stein, Langhoff, Brook, Strehler... Dans cette histoire d'un impossible retour à l'innocence, qui raconte l'effacement d'une société, les plus grands ont trouvé de quoi nourrir leurs fantasmes. Sans la trahir, ils en ont donné les interprétations les plus diverses, stanislavskiennes, oniriques, nostalgiques, virulentes...

C'est que le théâtre de Tche-khov, comme celui de Shakespeare ou de Molière, offre des personnages d'une absolue bumanité, c'est-à-dire capables de tout. Capables de parcourir en l'espace d'une réplique toute la gamme des comportements, des plus monstrueux

Comme Shakespeare nu aux plus généreux. Ils sont insaisis-Molière, Tchekhov semble pour les sables. Toujours au bord du renoncement, du suicide, du meurtre, ils se dérobent aux jugements comme aux définitions. Ils sont vulnérables, tous. Même ici, dans la Cerisale, Lopakhine, l'ancien moujik qui rachète la propriété pour en faire des lotissements.

Mais Jacques Rosner, qui met en scène la pièce pour la seconde fois, fait jouer Lioubov - femmefemme revenant d'un exil volontaire à Paris dans la maison de famille où est morte sa mère, où s'est noyé son enfant - par Marie-Christine Barrault. Certes, elle est charnellement féminine. Presque trop. Lui manquent la faille, la fragilité, et ce moment aigu de cruauté toujours possible, toutes ces incertitudes portées par l'adjec-

M∞ Rila Thalmann. Elle sera

suivie, à 19 b 30, par la projec-

tion de Hitler offre une ville aux

juifs, le film tourné par la Propa-

gandastaffel à Terezin, en 1944.

Cantre de documentation

juive contemporaine, 17, rue Geoffruy-l'Asnier, Paris-4-, Métro Saint-Paul ou Pont-Marie.

Chaque jour, sauf le samedi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. 15 F.

Entrée libre le jour de l'inauguration. Tél. : 42-77-44-72.

tif «tchekhovien». Elle domine son monde, paraît sûre d'elle, et même quand elle s'étend sur le sol les bras en croix, aussi peu troublée de quitter la Cerisaie que Maggie Thatcher fermant une mine de charbon.

Quant à Yann Babilée (Lopakhine), Jacques Rosner (le frère de Lioubov), Seiline Vallée et Nathalie Vidal (les filles de Lioubov). Anne Saffore (Carlotta, gouvernante excentrique), Jean Bousquet. (Firs, le vieux valet), Thierry Frémont (l'éternel étudiant) et les autres, ils composent un groupe de gens plus insouciants qu'inconscients. Jacques Rosner a beau en faire des fantômes, vêtus de blanc dans un décor de panneaux blancs - il y a même apparition de vrais fantômes - ils semblent solides, les pieds sur terre : des stéréotypes aisément reconnaissables, plus près d'Emile Augier que de Tchekhov. On pourrait les trouver dans un roman bourgeois provincial français du dix-neuvième siècle. C'est sans doute ce qu'a voulu Jacques Rosner, ça ne veut pas dire que ce soit vraiment intéressant et à pro-

COLETTE GODARD

► TEP, 159, avanue Gambetta, ▶ TEP, 159, avanue Gamietta, Paris-20. Métro: Pelleport. Mardi, vendredi, samedi à 20 h 30. Mer-cradi et jeudi à 19 heurea. Dimanche à 15 haures, Tàl. : 43-64-80-80, Jusqu'au 17 décem-



SPÉCIAL VACANCES - TERRES D'HIVER 93 NEIGE OU SOLEIL?

Le Monde Voyages vous oide à choisir votre destination pour vos prochoines voconces : des reportages inédits sur des poys ou des villes insolites. Une sélection des grands musées européens, des guides, un cahier « spécial neiges ».

Supplément gratuit du Monde - 68 pages - mercredi 17 novembre (daté 18)

Les communes voisines de Roissy veulent assigner en justice Aéroports de Paris et vingt-sept compagnies

En dépit des tentatives d'epalsement des responsables de Rolssy, une association de meires veut obtenir des dommages et intérêts pour les rive-

Deux ans après sa création dans la vallée de Montmorency (Val d'Oise), l'association pour la protection de l'environnement et contre les nuisances aériennes est sur le point d'assigner en justice Aéroports de Paris et vingt-sept compagnies sériennes. Motif : dénassement des limites de bruit

La décision et surtout le collecte de fonds pour payer les frais d'evocat seront décidées lors de la prochaine assemblée générale qui doit se tenir le 17 novembre en mairie de Montmoreney. Permi les compagnies incriminées, Air France et Air Inter mais oussi Air Afrique, Air India, British Airways, KLM et Air Italia. Les membres de l'association sont tous maires d'une vingtaine de communes de la vallée de Montmorency interpellés depuis plusieurs années par leurs administrés sur les nuisances provoquées par le bruit des evions, principalement à l'etterrissage, Au nombre des communes concernées, Montmorency, bien sür, dont le meire est Albert Megarian (UDF-PR), conseiller régional et également président de l'association, mais aussi Cormeilles-en-Parisis, Domont, Sannois, Enghien-les-Bains, Saint-Prix, Saint-Leu-la-Foret, Taverny et Deuil-la-Barre.

En septembre 1992, l'associe-tion fait constater par huissier pendant plusieurs jours la quantité de décibels que la population doit supporter. Le maximum de bruit enregistre atteint 90 décibels alors qun la norme à ne pas dépasser est de 60 décibels. Les communes espèrent obtenir de la justice la reconnaissance de leur démerebe : des dommages et intérêts à hauteur de 1 franc par hebitant et par passage d'evion afin de pouvoir financer des travaux d'isolation dans les logements mais surtout, comme le souligne Albert Magarian: «Le respect et la modification des normes par la direction générale de l'aviation civile».

Controverse antour du bruit

Trésorière de l'association, Marie-Frence Lecuir, maire socialiste de Domont, explique qu'avec ses collègues elle réclame notamment un relèvement des trajectoires d'approche de l'aéroport en-dessus de la vallée de Montmorency. «Elles sont calculées à partir du niveau de Roissy alors que la vallée se trouve entre 50 et 100 mètres au-dessus de l'aéroport. Les ovians passent à

nous. » En ce qui concerne le bruit, elle ajoute : «La loi existe mais elle n'est pas appliquée. Les taxes imposées aux ovians les plus bruyants représenteraient plus de 800 millions de francs si elles étaient payées. Il faudrait y ajouter des pénalités à ceux qui ne respecient pas les trajectoires. C'est pourquoi nous espérons un jugement qui ott valeur d'exem-ple.»

Pour un troisième *aéroport*

A tons ces reproches, Aéroports de Paris répond par des arguments techniques. L'altitude de la vallée? « On n'y est pour rien », explique Jacques Reder, responsable de la communication, et on est obligé de choisir un repère. Lorsqu'ils atterrissent, les appareils interceptent à une dizaine de kilomètres de l'arrivée un faisceau radio-électrique qui les guide le long d'une trajectoire idéale dans l'axe de la piste. Ce qui garantit la meilleure sécurité pour la manaurre et on ne peut rien modifier. » Quant au dépas-sement de décibels, Jesques Reder doute qu'il soit très important et insiste : « Les aéroports font du lobbying oupres des constructeurs pour aboutir à des avions moins bruyants. » Dès aujourd'hui, tous ceux qui atteignent vingt-cinq ans de service

sont progressivement interdits de vol. Et dans dix ans, na tiers seulement de le flotte aérienne eppartiendra encore aux modèles les plus bruyants, comme les Boeing 707 on 737.

Derrière ce débat se profile,

comme le suggère Albert Magarian, la crainte de voir l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle étendre son trafic, «En 2015, il sera saturé. Pius que san extensian, nous plaidons pour un troisième oéroport en Champagne ou en Picardie, dans un endrait mains urbanisé que lo région parisienne. » Ce qui apparaît comme une aberration pour Jacques Reder: «Aujourd'hui l'aéroport de Roissy accueille 25 millions de passagers par an et compte au total 290 000 mouvements, atterrissages et décollages, explique-t-il. On ne développera pas Roissy pour le simple plaisir de le faire, mais pour répondre aux besoins de la clientèle, » Hormis les pistes I et 2 déjà existantes, deux autres sont en projet. L'enquête d'utilité publique de la troisième est en cours et sa mise en service est prèvue pour 1997 ou 1998. Le trafic devrait être plus fluide et la gêne des riverains moins importante. Des arguments qui convaineront difficilement les maires de la vallée de Montmo-

FRÉDÉRIQUE LOMBARD

Trois candidats à la présidence du conseil général des Yvelines

La bataille est engagée pour la succession de Paul-Louis Tenaillon

Si Peul-Louis Tenaillon (UDF-CDS) confirme as volonté d'abandonner, après les élections cantonales, la présidence de l'assemblée départementale. Pierre Lequiller et Christine Boutin pour l'UDF, Franck Borotra pour le RPR, envisagent de briquer sa succession

Président du conseil général des Yvelines depuis 1977, Paul-Louis Teneillon, agé du soixante-treize ans, davrait abendonner cette fonction à l'issue des prochaines élections cantonales. Prudent de tempérament, il e évité d'officialiser l'ouverture de sa succession, pendant la période des négociations entre le RPR et l'UDF des Yvelines sur les candidatures et les investitures dans les dix-neuf cantons renouvelables en mars 1994. Mais dans son proche entourage comme au sein de l'UDF, cette retraire est tenue pour très probable. Lui-même ne la dément pas.

1992, le président UDF avait du batailler pour conserver son siège face au RPR Franck Borotra. En 1992, il n'y était parvenu qu'avec l'apport des cinq voix du gronpe socialiste: le groupe RPR et le groupe UDF comptaient chacun quinze élus. Les trois non-inscrits, traditionnellement fidèles à la personne du président, auraient dû arbitrer ln duel en faveur de ce dernier. Mais trois défections au sein de la famille «UDF-pon inscrits» ont conduit Paul-Louis Tenaillon à réfléchir sur l'usure du pouvoir.

Querelles et rivalités

Depuis, l'UDF s'est préparée à trouver parmi ses quinze élus un successeur au président sur le départ. Deux candidats se sont d'ores et déjà déclarés: Pierre Lequiller (UDF-PR), qui a déjà succédé à Paul-Louis Tenaillon à la présidence de l'UDF des Yvelines, fait figure de dauphin légi-time. Christine Bontin (UDF-CDS), sans doute la plus forte personnalité de l'UDF dans le département, s'est déclarée déterminée à briguer, elle aussi, la présidence. « Tous les deux présentent des avantages et des inconvenients » commente un responsable de l'UDF. «Si Christine Boutin me paralt avoir l'envergure d'un président de conseil général, elle a par-fois des prises de position imprévisibles qui nous eausent des difficultés.»

Paul-Louis Tenaillon se garde bien de désigner un béritier, ce qui aurait inévitablement pour conséquence d'attiser les querelles internes et de figer les rivalités. Cette crainte de déchirements en pleine période électorale pourrait même être une raison suffisante pour contraindre le président, dont le siège de conseiller général n'est pas renouvelable, à rester en place.

Si le RPR devenait nettement majoritaire, Franck Borotra reste lo meilleur « présidentiable ». « Il est notre chef de file incontesté », confirme Henri Cuq, un moment évoqué comme un candidat possible dans les couloirs de l'hôtel du département, eJe ne pourrais être candidat à la présidence qu'au terme d'une déciston de la sédération si Franck Borotra ne souhaitait pas l'être lui-même », ajoute-

Les dix-neuf conseillers généraux sortants se répartissent entre neuf RPR, cinq UDF, quatre socialistes (Maurepas, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville et Les Mureaux) et un communiste (Trappes). Les cinq cantons d'opposition, situés dans des circonscriptions rempor-tées par la droite lors des derniètes législatives, sont autant de conquêtes possibles pour le RPR et l'UDF. Cet enjeu laisse présager des négociations difficiles sur les investitures et les primaires organisées au sein de la majorité dépar-

PASCALE SAUVAGE

PALMARES 1993 DES ÉCOLES DE COMMERCE

LES MEILLEURES NE SONT PAS **TOUJOURS CELLES QU'ON CROIT**

Pour la première fois, un palmarès n'hésite pas à remettre en cause les hiérarchies traditionnelles des 44 premières écoles de commerce. Les classements se sont modifiés, chez les plus grandes comme pour les ESCAE. De quoi réjouir certains et faire grincer des dents à d'autres.

Le Monde de l'éducation

Numero de novembre 1993

REPÈRES

INFORMATION

SVP municipal pour handicapés

Tout savoir rapidement sur les services, les essociations et les organismes qui travaillent pour les handicapés à Paris est désor-mais possible grâce eu bureau d'information que l'administra-tion municipale a ouvert dans le nouvel immeuble de la direction de l'action eociale, 94, qual de la Rapée, dans le 12° arrondissement. C'est une première en France. Allocations, sidea diverses, hébergement, scolanté, emploi, formatian professionnelle, protection ecciele, transports, loisirs, sports, vie quotidienne, les handicapés peuvent y obtenir des renseignements, toua les jours de 9 heures à 13 heurea et da 14 heuree à 17 h 15, en se rendant sur place ou en téléphonent (43-47-77-99 ou 43-47-70-70). Détail particulier : le bureau d'accueil et d'information est dirigé par Christine Feidt, qui est elle-même non voyente. Elle rédige seule le courrier, en le dictant à un microordinateur équipé d'une synthèse vocale. Elle est la preuve vivante

que l'intégration des handicapés eat possible dans lea aervices

TRANSPORTS

Chèques-taxi pour les personnes âgées en Seine-Saint-Denis

Afin de permettre aux per-sonnes âgées à faible revenu qui ne peuvent emprunter les transports en commun de se déplacer, le conseil général de le Seine-Saint-Denis vient de décider de leur octroyer une allocstinn annuelle de 1 200 francs sous forme de chèques-texi. Cet avantage, destiné eux personnes âgées de plue de solxante ane ou souffrant d'un handicap, non soumises à l'impôt sur le revenu ou dont le montant de l'imposition n'est pas mis en recouvrement, eux enciens combattants de plus de aoixente-cinq ens. sers versé par enticipation la pre-mière année. Pour son renouvellement l'an prochain, les bénéficialree devront fournir les reçus des courses effectuées jusqu'à concurrence du montent de Le renouveau du rugby dans la capitale

Associé à NRJ, le Stade français retrouve des couleurs

En collants noirs et sweatshirts gris, le groupe de « pom-pom girls » entre sur la pelouse du vénérable stade Jean-Bouin et se trémousse sur un eir du rap. Dans une chorégraphie encore approximative, une quinzaine de jeunes filles agitent des pom-pom bleus et rouges (les coulenrs du Stade français). Le public semble apprecier : e Ils fant des efforts », souligne un vieux supporter.

Il est un pen plus de quinze beures et les quinze joueurs du Stade français pénètrent sur le terrain, aux accents de la musique du film Indiana Jones. Au coup d'envoi, e'est la fenfare de l'école des Beaux-Arts qui prend le relais : airs de eorride, musiques de films, standards de jazz, tout y passe, y compris un début de Sonnerie aux morts quand l'adversaire a la maîtrise du jeu.

Un comp de jeune

Depuis que la radio NRJ est associée au Stade français, la musique est omniprésente et le club le plus ancien de l'Hexagone a pris na coup de jeune. Cette saison, Max Guazzini, le directeur général de le station de radio, est devenu coprésident du club, eux côtes de Pierre Landon. Il en a profité ponr introduire quelques bonnes vieilles recettes qui ont fait le

succès de la station. Le Stade français multiplie les animations, les « coups » médiatiques en tout genre. Madonna est devenue récemment la mar-raine de l'équipe, elle succédait à Mathilda May. Le club cherche avant tout à séduire les jeunes. Ainsi, l'entrée en stade Jean-Bouin, pour tous les mat-che à domicile du Stade francais, est gratuite pour les moins de vingt ans. Cutte politique tats puisque l'équipe, blen qu'é-volnant en deuxième division, attire actuellement plus de spectatnurs que le Raeing, qui fait pourtant partie de l'élite.

Ce côté « Barnum » est-il pour autant compatible avec le rugby, fort de son image de sport « noble »? « Oui », répondent sans hésiter les dirigeants du Stade français. Et Max Guazzini de eiter l'exemple de l'Afrique du Sud, pays emoureux de ce sport et où l'on un boude pas ce type d'animetions.

« Il ne faut pas non plus oublier que j'ai été élu coprésident sur un projet sportif », insiste Max Guazzini. « Notre ambition est de monter en première division à la fin de cette saison et de disputer la finale du championnat de France, au Parc des Princes, dans un délai de quatre ans. » Dans cette perspective, le elub a consunti des efforts en matière de recrutement, en s'attachant notamment les services de l'arrière international Jean-Beptiste Lafond.

La venue du joueur a entraîné celle d'autres vedettes du ballon ovale, comme Christophe Deviu et Francis Lagleyze, Pour attirer ces talents dans la capitale, le Stade français s'efforce de leur tronver nn emploi et un logement, avec l'aide, dans ce domaine, de la Ville de Paris.

Vedettes du ballon ovale

3-

(**

Aux sceptiones qui estiment que le rugby ne « décollera » jamais à Paris, les patrons du Stade français répondent que l'fle-de-France est la région qui compte le plus de elubs dans l'Hexagone. Toutefois, Pierre Landon souligne la nécessité de développer encore le pratique

L'école de rugby du Stade français, qui accueille des l'âge de sept aus de 300 à 350 jeunes, est l'un des outils du ce développement. C'est pour cette raison s au rugdy et les contacts utiles pour le pratiquer sont distribués aux spectateurs les jours de match à Jean-Bouin.

LAURENT DOULSAN

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

ALADDIN. Film eméricain de John Musker et Ron Clements, v.f. : Rex (le Grand Rex), 2. (42-36-83-63;

ment de Joël Ferges : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26 ; 36-65-70-67); Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-65); Europe Penthéon (ex-Reflet Panthéon), 5- |43-54-15-04); Ely-sées Lincoln, 8- (43-59-36-14).

L'ÉCRIVAIN PUBLIC. Film francosuisse de Jean-François Amiguet : Ciné Besubourg, 3º [42-71-52-36] ; Reflet Médicis II [ex-Logos II], 5º (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

GALÈRES DE FEMMES, Film frençais de Jeen-Michel Cerré : Utopla, 5- (43-26-84-65) ; Reflet Républi-que, 11- [46-05-51-33] ; L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83). LE MAL DU PAYS DE WALERJAN

WROBEL, Film allemend-polonais de Rolf Schübel, v.o. : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49). LES MARMOTTES. Film frençais

d'Ele Chourequi : Forum Horizon, 1* (45-08-67-57 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2* [42-36-83-93 ; 36-65-70-23] ; 14 Juliet Odéan, 8- (43-25-59-83) ; UGC Montparnases, 8. [45-74-94-94; 38-85-70-14]; Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08; 36-58-75-75); Saint-Lazare-Pasquier, 8: [43-67-35-43; 36-66-71-88]; UGC Normande, 6' (45-63-18-16; 36-65-70-62); Gaumant Opéra Françaia, 9- (35-68-76-55); UGC Lyon Bastilla, 12- (43-43-01-56; 38-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13- (36-68-76-55) ; Gaumont Alésis, 14- (38-88-75-55); Montpernsse, 14- (36-68-76-56); Gaumant Canventian, 15-(36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17-[40-66-00-16; 36-65-70-61]; Pathé Clichy, 18- (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20- 146-36-10-96; 36-

NAKED. Film britsnalque de Mike Leigh, v.n. : Gaumont Les Helles, 1-[35-66-75-55] ; Geumont Opéra Impériel, 2 (36-68-76-55) ; Saint-André-des-Arts 1, 6- (43-26-48-18] ; Seint-André-des-Arts II, 6-143-26-80-25) ; Geumont Ambessade, 8- (43-59-19-08; 36-68-75-75) ; La Bastille, 11, (43-07-48-60) ; Gaumont Gobeline bis, 13-

(36-68-75-55) : Gaumont Parnes 14 (36-68-75-55) : Gaument Aldsis, 14- (36-88-76-55) ; v.f. : Bretagne, 8. (36-65-70-37).

PRESIDENT D'UN JOUR. FRIM emericain d'Ivan Reitman, v.n. : Forum Horizon, 1* [45-08-57-57 ; 36-66-70-83); UGC Odéon, 6-142-25-10-30 ; 36-65-70-72] ; UGC 9larritz, 8- (45-62-20-40 ; 36-65-70-81] ; Bienvende Montparnasse, 15* (36-85-70-38); UGC Melliot, 17* [40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93; 36-65-70-23); USC Montpernesse, 6: (45-74-94-94; 36-65-70-14); Pera-mount Opéra, 9: (47-42-56-31; 36-65-70-18) ; UGC Lynn Beetille, 12-(43-43-01-59 : 36-65-70-84) : UGC obaline, 13- (46-61-94-95 ; 36-65-70-45); Mistral, 14- 136-65-70-41]; UGC Convention, 15- [45-74-93-40; 38-65-70-47]; Le Gembetta, 20- [46-36-10-96; 36-65-

REQUIEM POUR UN 6EAU SANS-CŒUR. Film cenadien de Robert Morin, v.n. : Action Christine, 6-(43-29-11-30 ; 38-65-70-62). SOLEIL LEVANT. Film eméricain de

Philip Kautman, v.n. : Fnrum Horizon, 1- [45-06-57-97; 36-65-70-63] ; Bretagne, 6. [36-95-70-37) : UGC Danton, 8- [42-25-10-30 : 36-95-70-69) : Gaumont Merignen-Concorde, 8- (36-68-76-55); UGC Normandle, 8- (45-63-18-18; 36-65-70-82); UGC Opéra, 9- (46-74-95-40 ; 38-65-70-44) ; 14 Juillet Besugrenette, 15- [45-75-79-79]; v.f.: UGC Montparnesse, 6- [45-74-34-94 ; 36-65-70-14] ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31 : 36-66-70-18); Les Nation, 12- (43-43-04-67; 35-65-71-33]; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14 (38-65-70-41); Montper-naese, 14 (36-66-75-55); Gaumant Canventian, (36-66-76-55) ; Pathé Wepler, 16-

(36-68-20-22). STAND DE TIR. Film hongrols d'Arpad Sapsita, v.n. : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

VIDÉO BLUES. Film hongreis d'Arpad Sopeits, v.o. : Ciné Beaubourg, 3º 142-71-52-36) ; Sept Pernas-siens, 14º (43-20-32-20).

ready dans la capitale

le Stade français des couleurs

Ce voté « Barnum » est-il pour acani compatible avec le rugby and de son image de sport anoble et a Oui a, répondent son hesiter les dirigeants du Stade français. Et Max Guazzini de sites l'exemple de l'Afrique La Sed, pays amoureux de ce ton ne boude pas ce lege d'animations,

the te faut pas non plus subtres que j'ai été élu coprési. Jeni jur un projet sporiif », Gentlien est de monter en pre. a cere de ssum à lo fin de cette and of the disputer la finale du rengionnal de France, au Parc et. Frinces, dans un delai de (ware ant . Dans cette perspecilve, le ciun a consenti des en matiere de recrutement en Sattachant notumment ich services de l'arriere interna-. 73. Jean Saptiste Lafond.

La venue du joueur a entrainé Lebe L'aufres vedettes du ballon " to comme Christophe Devin el Francia Ligitive Pour attirer 44 id.enty dans la capitale, le Pie 2. feangaet v'efforce de feur france un empioi et un loge. Tent, avec l'aide, dans ce avernors de la Ville de Paris.

Vedettes da ballou ovale

bad wirtiguer gur extiment and it that's no nidecollera w that the rate of the patrons du 2012: "Ar jan repandent que walter framer est in region cui on mose in plea de clubs dans President Toutston, Pierre salabon incliane la necessite de ananger ender la pratique

districted all region at Made ेन्याम्बर्गाः स्थाने केन्द्रप्रदास्य देवः विद्वर्थः चन्द्रस्याद्वारं कात्रस्य देवः विदेशे चन्त्रियाः स्थानिकः ent um der auf ib fe un du elop-Destroy, Siept paraticatte torion war bes regien itu rugby et feu busens agens been a bustelner NOTE OF CONTRACT AND NOTICEN Regerete de match à Jeun-Bourn.

LAURENT DOULSAN

JUVEAUX A PARIS

Select in St. Saumont Pathaged an in die 11-12 Gaumont Ald ma. . 4. -34 69 75 56t . u.f. Ber-1954 to 26-61 N. 37 PRES SENT D'UN JOUR FAM general eine begen fin treben von Tene 2001 14 45:00 57:57

34 45 75.43. 164 56407 61425 55 13 30 36 55 73 72. 250 Barrer: 21 45-62-70 40 36-65-च्या अका करीक Mortgernesse THE RESPONDED TO MOUNTED 11 67 64 to 16 38-81-70-61. . 74. 1-42 36-83-93 36-65 Will HUE Was transpared for Ab-\$ 74 84 16 55-70- 41 Pers THE PART OF 41 42 16-3" 76general id. Gud gagen Baetile, 13. 15-43 F 43 55 65 TL-86 , USC 145.8 - 94.85 IS-2 f 1 2 2 1 Matra. 14. 35 65. And the second of the second o

SECURE FOUR UN BEAU SANS-Secretary of the Control of Secretary

#1 1/4 1 M 35 C5 10:51 最近其次(直面集集》 2. m amening co 70.00 \$10.00 57 5 28.65 34 34 34 5 5 5 65 C 10 AT 10 Fame 4, 40-05-18 42 70 68: SE-70: Managing Commonts By 18:55.

Services Spira De 47 Alice St. 対象 (表現) 12 (大変) 1 (200 年) (THE REAL PROPERTY. 7 ... 6 . 1 . 1 12.8% 13.8% Dyna (1874) 油样汽车 Brant DE rie ber mittel

La Commission européenne prépare un «Livre vert» sur l'audiovisuel La présidente du programme

En application de son programme «Média»

«Média» de la Commission de l'Union européanne, Holde Lhoest, vient d'annoncer la mise en chantier d'un « Livre vert » sur le cinéma et l'audiovisuel en Europe. L'établissement da cet état des liaux sera suivi d'assises assorties de propositions d'action.

Bien que les négociations du GATI (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ne soient pas achevées et que les Douze ignorent encore les limites de leur marge de manœuvre tant dans le champ réglementaire -l'Union européenne sera-t-elle en droit d'améliorer la directive Télévision sans frontières? - que vis-à-vis des aides aux entreprises du secteur audiovisuel, la Commission européenne a mis en chantier un vaste programme de

Holde Lhoest, présidente de son programme «Média», a annoncé, vendredi 5 novembre, à Istanbul, au cours d'un colloque sur «La télévision du futur», qu'un «Livre vert» sur l'audiovisuel est en préparation. Cet état des lieux du secteur (télévision et cinéma) sera dressé sous le patronage d'un petit groupe de profes-sionnels présidé par Antonio Pedro Vasconcelos, réalisateur portugais. La publication de ce «Livre vert» sera suivie, en avril 1994, d'assises avec les professionnels pour décider le lancement d'un second programme « Média ».

Le premier, lancé en décembre 1990 pour cinq ans, avait pour but d'agir sur le cadre réglementaire, les nouvelles technologies et le soutien à l'industrie des programmes. Bien que l'audit mené ami-parcours par une société independante ait rendu, des conclusions largement positives, la Commission a soubaité qu'une souvelle politique communantaire pour l'ensemble du secteur audiovisuel soit engagée.

Pour le cinéma, M- Lhoest a d'ores et déja prédit un renforcement des moyens pour la production de films. Jusqu'à présent, a-t-elle explique, les aides vont surtout aux œuvres et aux projets des auteurs-réalisateurs. A l'avenir, le soutien sinancier sera dirigé en priorité vers les producteurs, « de préférence ceux qui ont des catalogues ». Même ai le cinéma est un art, il ne convient plus d'oublier que c'est également une industrie.

Le second axe de travail vise an renforcement du secteur de la distribution des films. Dans un étude achevée en août 1993 pour le compte de la Commission, Antonio-Pedro Vasconcelos souligne l'extrême morcellement de la distribution sur le continent européen. Aiors que « les films oméricains sont diffusés en Europe et dans le monde entier par une dizaine de majors, expli-que-t-il, on peut compter, dans les dix-neuf pays européens qui nous concernent, environ neuf cents dis-tributeurs, soit plus de distributeurs que de films (six cents) pro-duits chaque année en Europe. Cette capacité à diffuser des films simultanément aux quatre coins de la planète constitue, selon lni, « le facteur clé de lo domination du marché mondial par les Américains». Il n'est pas étonnant qu'un groupe privé comme Chargeurs, déjà présent au niveau national dans la production, la distribution et l'exploitation de films, ait entrepris de constituer un réseau européen de distribution de films.

Offre à Cartoon

Même si l'action de l'Union européenne ne peut aller jusqu'à favoriser la naissance de «majors» de la distribution, une réorientation des aides peut néaumoins aider à la restructuration du secteur. «On peut favori-ser le regroupement de produc-teurs qui assurent une diffusion cohérente et simultanée en Europe», assure M. Lhoest. Celle-ci a également indiqué que les producteurs de films d'animation qui avaient bénéficié du programme « Média » avaient proposé leurs catalogues (deux mille dessins animés) à Cartoon, la chaîne de dessins animés américains one Ted Turner diffuse depuis septembre sur l'Europe. le magnat américain à remplir les quotas institués par la directive Télévision sans frontières. Le groupe Turner n'a pas encore fait connaître sa réponse.

Holde Lhoest a expliqué, d'an-tre part, qu'en matière de financement la politique d'aide qui existe en France à travers le compte de sontien pourrait être généralisée aux pays de l'Union européenne. En outre, la Com-mission veut s'attacher à « développer des instruments de marketing et de promotion des films depuis leur conception jusqu'à leur arrivée sur le marché».

YVES MAMOU

Un entretien d'André Rousselet au « Journal du Dimanche »

Canal Plus se déclare disposé à favoriser le développement du câble

du Dimanche du 14 novembre, le président de Canal Plus, André Rousselet, affirme que sa chaîne est prête à a aider massivement ses abonnés, présents dans les zones câblées et reçevant encore Canal Plus en hertzien, à rejoindre le cable. La réussite d'une telle operation doit revêtir un aspect coup de poing et se dérouler avec des moyens considérables et dans un temps limité. Elle pourrait avoir lieu dans le premier trimestre 1994 et concernerait près d'un million d'abonnés».

Cette offre, limitée dans le temps mais dont le contenn exact n'est pas précisé, intervient alors que les discussions sur la transformation de la concession de Canal Plus en autorisation sembient bloquées (le Monde du

Dans un entretien au Journal 12 novembre). M. Ronsselet insiste, dans le même entretien, sur la e grande fragilité, y compris financière, d'un équilibre qui repose sur la seule fidélité d'abonnés », et remarque que e Canal Plus serait dans le rouge » si son taux de réahonnement (96 %) baissait an niveau de celui des chaînes cryptées américaine.

> Aucune pression sur «les Guignols»

Il affirme, d'autre part, n'avoir subi aucune pression de Jacques Chirac pour modifier l'émission des «Guignols de l'info». Enfin, M. Rousselet défend le droit de sa chaîne à passer des films récents et à vendre de la publicité dans ses heures en clair.

ONCE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par la Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel:

3617 LMDOC recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral Tout article identifié peut être commandé par Minitel Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bançaire. Aux Semaines sociales de France

Les médias, chance ou faillite de la démocratie

quelles libertés?»: sur ca thèma, du vandredi 12 au dimenche 14 novembre à Issylas-Moulinasux (Hauts-da-Saine), se sont réunies plus de 1 300 personnes, hommes da presse écrite et audiovisuella. universitaires, sociologues, théotogiens et responsables politi-

ques, à l'initiative des Semaines sociales de France. Présidées par Jean Gélamur, ancien PDG de Bayard-Presse, celles-ci sont devenues l'une des principales tribunes pour les rasponsables et intellectuals d'Inspiration chrétienne.

Dans le public, une voix s'éleva pour lancer un appel à une nouvelle « Résistance». Il fallait « résisters, expliquait-elle, à la tentation de «s'écraser» devant la toute-puissance des médias, à la mutilation de la réalité et des consciences. Comment ne pas être tenté, en effet, de tout éteindre et de «mettre la télé sous la porte»?

Un homme politique, André Santini, maire UDF-PSD d'Issy-les-Moulineaux et ancien ministre de la communication, venait de dresser un constat d'impuissance, à la fois horripilant et désopilant - les médias, ce n'est plus le «contre-pouvoir», c'est le «pouvoir» - et un grand patron de presse, Fran-cois-Régis Hutin (Quest-France), de détailler les atteintes à la démocratie provoquées par une logique marchande qui ad'un citoyen en

quête de vérité fait un consomma-

Cet appel à la «Résistance» est pourtant tombé dans le silence et l'indifférence des participants de cette Semaine sociale (1). Au pro-cès classique et démagogique de la presse écrite et surtont audioviauelle, à la description apocalypti-que des dangers qu'elle ferait peser sur la démocratie, l'assemblée avait préféré une analyse lucide des défauts du système et un examen de propositions fondées sur l'exigence personnelle et une nouvelle k pėdagogie » collective.

Ancune zone d'ombre ne fut épargnée. On a réentendu l'accahiante litanie des dérapages profes sionnels, dont on ne sait plus s'ils sont le fruit du système ou sa contrefaçon : le faux charnier de Timisoara, la «théatralisation» de la guerre du Golfe, la complicité de certains hommes de presse avec les milieux d'affaires, le dévoiement d'un certain journalisme d'investi-gation, l'impudeur de photographes dans de grandes affaires judiciaires, la confusion des rôles entre le «militaire» et le «journaliste» («le général Schwarzkopf, rédacteur en chef de la guerre du Golfe»), entre le «journaliste» et le «juge».

Sur ce terrain des préoccupations croisées, le moraliste rejoint l'homme politique, «Le combat n'est plus entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux. Les gens n'y croient plus, car ils se savent mani-pulés, dit André Santini. Le combat autourd'hui, il est entre le « vrai » et

pour exister. «Il y a eu la trahison des clercs. Aujourd'hui, c'est celle des politiques complices des médias »

Le moraliste voit plutôt la racine du mai dans l'absence de contrôle du pouvoir du journaliste, dans la mauvaise gestion des «limites» de l'information, comme dit Jean Boissonnat : où s'arrête l'«indispensable», où commence le «périlleux»? Dans l'«impunité» qui, fait remarquer le Père Henri Madelin, jésuite, distingue le jour-naliste de l'homme politique ou du haut fonctionnaire : « Des journalistes peuvent persister et signer en dépit des erreurs commises et des fautes professionnelles. Il suffit de faire le gros dos un certain temps, d'user de tribunes privilégiees dont ne dispose aucun autre citoyen, de faire un peu de contre-intoxication et l'opinion oublieuse passera peut-être l'éponge».

Une solide défense du pluralisme

Le journaliste, responsable ou produit d'une morale publique dévoyée? L'Audimat, les sondages, les parts de marché composent «une nouvelle arithmètique qui peut devenir terroriste, ajonte le Père Madelin, si les effets majoritires deviennent normes et si les minorités sont sacrifiées ».

Tout le monde - hommes politiques, universitaires, journalistes -s'est réconcilié dans une solide défense du phiralisme et du caractère irremplaçable de la presse écrite, menacée par la loi de l'arle «réel». Le député plaide coupa-ble. Les hommes politiques ne peu-vent plus se passer des médias 179 titres en 1945, on est passe à

environ 70 - qui permet au «citoyen-acteur» de se faire une opinion, de respecter ses rythmes face à la «rafale» des informations audiovisuelles, toujours éphémères

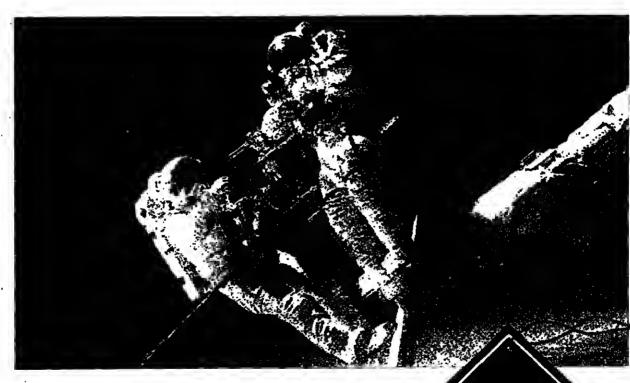
Des pistes ont été ouvertes. Le système japonais conjugue nne explosion de nouveaux mèdias audiovisuels avec une bonne santé de la presse écrite. Des chartes déontologiques commencent à courir dans les salles de rédaction. Un système d'« ombudsman » permet, dans certains pays, d'assurer une meilleure régulation entre la presse et son public.

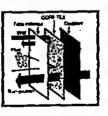
Résister? D'une certaine façon, oui. Rejeter en bloc les nouveaux médias? Certainement pas, ont répondu en trois jours les participants des Semaines sociales, plus soucieux de vigilance et de responsabilité que de contrôle et d'interdiction. Le salut, disent-ils dans leurs conclusions, est dans un minimum de réglementation, dans la défense du pluralisme, dans un professionnalisme accru du journaliste, dans le respect de la personne contre toute forme de voyeurisme et d'exhibitionnisme. « C'est toute une nouvelle éducation qu'il faut promouvoir, conclut René Rémond. Une éducation de l'usager-lecteur. auditeur et spectateur, »

HENRI TINCO

(1) Parmi les intervenants figuraient notamment Jacques Rigand, Bernard Wouts, Francis Balle, Yves Jaiga, Henri Madelin, Albert Da Roy, Mgr Pierre Eyt, René Rémond, François-Régis Hutia, André Santlai, Jean Boissonnat, Jean-Marie Cavada, Noël Copin, Jean-Pierre Defisiin

POUR SORTIR ENTRE AMIS IL FAUT BEAUCOUP D'IMAGINATION, ENORMEMENT D'ORGANISATION ET SEULEMENT 100 GRAMMES DE GORE-TEX® PAR PERSONNE.





ions extrêmes ou promenades en amoureux, vos escar

demandent un minimum d'attention. C'est la que le GORE-TEX

au vent Le procédé révolutionnaire du GORE-TEX* permei

à votre corps de respirer. Venu du monde de l'exploit, le GORE-TEX" olisse aujourd'hui dans des combinaisons, des vestes, des gants

des chaussures. Ainsi, tout au long de l'année vous êtes bien. Tout simplement. Pour en savoir plus, tapez 3614 GORETEX.

Guaranteed To Keep You Dry

GORE-TEXA

THE SAME THE SAME AND ASSESSED.

See Sales See Car Paris

Aug. 24 42 7

Le CNPF invite les entreprises françaises à participer au développement de l'Afrique du Sud

et nous sommes prêts à participer à la croissance et au développemant da l'Afrique du Sud en recherchant des formules de partenariat avec les entreprises aud-africaines», a décleré Françoia Perigot, vendredi 12 novembre, à l'isaue d'une visite de troia jours à Johannesburg et Pretoria. Le président du CNPF a rencontré las milieux d'affaires sud-africains ainsi que le président De Klerk, le ministre des finances, Derek Keys, et une délágation du Congrèa national africain (ANC),

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial Réconciliation et reconstruction. Ces deux mots ont été les plus entendus tout au long des entretiens que François Perigot a eus peodant trois jours en Afri-que du Sud, à la tête d'une délé-gation d'une vingtaine de représectants d'entreprises françaises qu'il conduisait, avec l'ambassa-deur Christian Graeff, président du comité Afrique australe du CNPF international. Récoociliation alors que se poursuivent les discussions entre les différentes forces politiques sur la future Constitution et que les premières élections libres multiraciales auront lieu le 27 avril 1994 pour dooner oaissance à un gouverne-meot de coalition. Reconstructioo économique alors que l'activité redémarre après plus de trois anoces de récession dans un pays où plus de 40 % de la population, priocipalement ooire, vit eo dessous du seuil de subsistance.

Dans ce contexte, la visite de M. Perigot, un mois après la levée des sanctions économiques l'Afrique du Sud pa l'ONU et quelques jours après la conclusion d'un accord franco-sud-africain sur la levée de la double imposition pour les investisseurs français, a été particulièrement opportuoe. Sans vouloir s'immiscer dans un débat de politique intérieure encore diffi-cile, M. Perigot a souligné, dès son arrivée à Johannesburg, devant les hommes d'affaires frauçais et sud-africains qu'il «n'y a pas d'autre alternative que de souhaiter le succès du processus politique en cours ».

M. Perigot entend encourager les entreprises françaises à nouer des relations de partenariat en Afrique du Sud, notamment à créer des coentreprises (joiot-ventures) afin de participer à la reconstruction du pays à l'appa-reil industriel obsolète et placé

ses infrastructures (logements, écoles, hôpitaox, électricité, barrages) et afin de contribuer à son effort de formation. Pour l'heure, la présence française, parfois ancienne, est modeste. Parmi les graods pays industrialisés, la France n'est que le sixième parte-naire commercial de Pretoria, les écbanges commerciaux ne représentant que 0,3 % du total de nos exportations. Pourtant, depuis deux ans, les investissements français se sont accrus, s'élevant à 1,5 milliard de francs.

«Arrêter la guerre civile économique »

Aujourd'bui, cioquante-six entreprises françaises sout implantées en Afrique du Sud – où viveot 5 000 français, cootre 500 allemandes et 1 500 britanniques. Alcatel-Alsthom, Indosuez, Total, Bouygues, Merlin-Gerin, Bull, L'Air liquide figurent parmi ces entreprises. Après les récents investissements de Total dans les exploitations houillères et la participation d'Alcatel dans Altech. EDF vient de conclure un accord de coopération avec le groupe public Eskom en vue d'électrifier la township ooire de Kayelitsha regroupant 500 000 habitants dans le sud. Eo mai 1992, les autorités fraoçaises et sud-africaines ont créé, à l'initative du CNPF et de la Chambre de commerce de Paris, l'OCSAF (organisme pour la coopération iodustrielle et l'investissement entre l'Afrique du Sud et la France) dans le but de favoriser les opportuoités de parteoariat industriel. Depuis, une cioquantaine d'eotreprises françaises se soot mootrées intéressées.

Les interlocuteurs de M. Perigot se sont dooc efforcés de tenir un langage rassurant et optimiste sur l'Afrique du Sud d'a élections du 27 avril 1994. Pour reconstruire le pays et combler progressivement l'énorme fossé entre les Noirs et les Blancs - le coût de la parité en matière d'éducation, de santé et de retraite est évalué de 35 à 45 milliards de rands par an (de 63 à 81 milliards de francs d'ici à l'an 2000), - le futur gouvernement a besoin des capitaux et de la confiance des investisseurs étrangers. Mais il reste encore à défi-nir le oouveau code des investissements étrangers, le CNPF ayant plaidé pour une totale bbéralisa-tion des conditions de rapatriement des bénéfices réalisés sur

Alors qu'un Conseil exécutif de transitioo doit assister l'action gouvernementale, pouvoirs publics, syndicats et milieux d'af-faires tentent de jeter les bases. au sein d'un forum économique oational, d'une plate-forme économique pour la période 1994-1999. L'idée, selon la for-mule utilisée par Derek Keys, ministre des finances, est « d'arrêter la guerre civile économique». «Le peuple est patient, a assuré M. Keys, et il est prêt à faire des sacrifices à court terme pour avoir des résultats à long terme». ell y aura un consensus sur la politique économique, a affirmé le président Fredérik De Klerk eo recevant la délégation dn CNPF. Elle sera libérale et favorisera les investissements étrangers. » Ainsi l'ANC se mootre plus pragmatique et, selon un diplomate «tient le langage clas-sique de la libre entreprise». La nouvelle Afrique du Sud devrait ainsi vivre, peudant ciuq ans, selon le règle du ni-ni : ni natio-nalisation ni privatisation.

Pourtant les pierres d'achoppement et les zones d'ombre subsistent encore et, selon l'expression d'un dirigeant de la Chambre des mioes, Daniel Pollnow, a nous baignons dans le flou artistique». Certaios experts de l'ANC veulent remettre en cause l'indépendance de la banque centrale alors, que son gouverneur, Chris Stals, souhaite que le financement des dépenses sociales n'aggrave pas un déficit budgétaire en diminu-tioo mais encore élevé (6,8 % du PIB). Eo revanche le démantèlement des cooglomérats – six groupes sud-africains représen-taot 86 % de la capitalisation boursière de Johannesburg – est bel et bien à l'ordre du jour. Déjà l'up d'entre eux. Barlow Rand l'uo d'entre eux, Barlow Rand, préseot dans l'agro-alimentaire, l'électrooique, les activités minières, a éclaté en quatre enti-tés indépendantes.

Plutôt robuste mais « invalide »

Nul o'est encore eo mesure d'évaluer le montant de la facture sociale que représentera l'abolition des fortes discriminations doot souffre la majorité noire. Daos un pays où le PNB par habitant des Blancs est près de dix fois supérieur en moyenne à celui des Noirs, l'ANC entend bico parvenir à une redistribu-tion des richesses nationales. « Nous avons une vue réaliste et raisonnable de ce qu'il y a à faire sur le plan économique et social, a affirmé Tito Mbowemi, chef du département écocomique de l'ANC. On ne peut pas faire tout tout de suite. » Pour antant l'ANC o'eoteod pas jouer avec les attentes de la communauté

Un autre probléme a retenu l'atteotion des investisseurs

poteutiels qui accompagnaient M. Perigot. Celui de la promotion des Noirs comme administrateurs et cadres des entreprises. En d'autres termes, une politique de discrimination positive qu'on appelle, à Johannesborg e affir-mative action». Le SACOB, organisation patronale blanche, pro-pose un code excluant des quotas pour le recrutement et la formation les Noirs. En revanche, selon le NAFCOC, patronat noir, 30 % des administrateurs des sociétés cotées en Bourse et 60 % des cadres devraient être Noirs en l'an 2000, «Les entreprises trainent les pieds », a noté Jean-Claude Goffinet, directeur général de la filiale sud-africaine de Total, entreprise qui compte 23 % de Noirs parmi ses gérants de stations-service mais ni cadres ni administrateurs.

Le décollage d'une Afrique du Sud démocratique et multiraciale est donc bel et bien conditionné par un retour de la croissance. Une série de bons indices publiés pendant le séjour de la délégation du CNPF - hausse de la production industrielle, ralentissement de l'inflation – confortent la croissance positive attendue pour 1993 après –2,1 % en 1992. Mais l'investissement reste insuffisant (15 % du PNB) et le cbômage atteint des taux vertigineux (31 % de la population active, mais plus de 40 % cbez les actifs noirs). Une situation qui amene M. Keys à qualifier l'Afrique du Sud, si riche en matières pre-mières et qui représente à elle seule près du tiers du PIB du cootioent, d'économie « plutôt robuste», mais «invalide» car elle ne crée pas d'emplois.

Sans partager totalement l'opti-misme officiel, la délégation du CNPF a donc décelé des oppor-tunités d'investissements pour les entreprises françaises afio de consolider le nouveau cours poli-tique et de profiter d'un rapprochement économique des pays de l'Afrique australe. Une étude d'Euromoney début 1993 situe l'Afrique da Sud au quarantenenvième rang pour le risque pays devant la Tunisie en pondérant un risque politique négatif et uo risque écocomique positif. Scule petite déception, François Perigot n'a pas rencontré Nelson Mandela ni, comme prévu, soo second, Thabo Mbeki. Des directeurs du département international et du département économi-que de l'ANC oot reçu la délégation avec une réserve qui tranchait avec la chaleur des propos de Nelson Mandela lors de sa visite le 13 octobre à Paris.

MICHEL NOBLECOURT

En Russie Des entreprises «non rentables» vont être fermées

Le premier vice-premier ministre Egor Gaïdar, chargé de l'éco-nomie, a déclaré samedi 13 oovembre que « des entreprises vont être irremédiablement sermées » en Russie et que «l'Etat cessera de subventionner les pro-ductions non rentables ». M. Gaïdar, qui s'exprimait devant plusieurs candidats régionaux de son parti Choix de la Russie pour les élections à la Douma le 12 décembre, a ajouté que la poursuite de la politique de sub-ventions «mènerait à la casse de l'économie » nationale. Le numéro deux du gouvernement a d'autre part annoncé qu'il était « temps de baisser l'impôt sur la production», tout en estimant qu'il fallait le faire « graduellement ».

SIRÈNE, La Source Sûre

Le seul fichier exhaustif des entreprises françaises et leurs établissements mis à jour quotidiennement.

La référence de l'INSEE

Selon les prévisions de cinq experts

Le chômage augmenterait encore en Allemagne

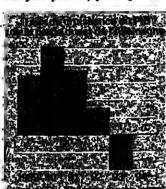
Ce sont des prévisions assez sombres pour l'économie alle-mande en 1994 que vient de publier le conseil des experts qui, chaque année, fournit au gouvernement diagnostics et prévisions. Ceux que l'on appelle les «cinq sages» prévoient pour cette année un recul de 2 % de la production nationale et une totale stagnation l'année prochaine, dans la partie occidentale de l'Al-

Cette vision des choses est un peu différente de celle des instituts allemands de conjoncture qui en moyenne prévoient une croissance de 1 % du PIB en 1994. L'idée la plus communément admise jusqu'ici était que l'Allemagne avait touché le fond de la récessioo depuis le printemps dernier et que l'activité s'était stabilisée dans la partie ouest dn pays.

Tel n'est pas le jngement des «cinq sages» qui prévoient une forte augmentation du chômage (+ 600 000 en 1994), le nombre des sans-emploi devant atteindre 4,02 millions sur l'ensemble du pays cootre 3,43 millions cette année. Le taux de chômage atteindrait ainsi 10,5 % de la population active contre 9 % en 1993 et 7,7 % en 1992. Dans la senie partie orientale de l'Allemagne, le taux de chômage atteindrait même 16,5 % contre 15 % cette année contre 7.5 % en 1993 et 9 % en 1994 dans la par-

« Il est difficile de dire quand la fin de la récession sera atteinten, déclareot les sages qui ajoutent qu'il « n'est pas certain que la sta-bilisation de la production, observée aux deuxième et troisième trimestres, constitue la fin de la récession». Ces mêmes experts, qui estiment que l'économie allemarrer», prévoient un début d'année 1994 difficile, du fait des hausses décidées des taxes-pétroliéres et des contributions

Curieusement les cinq sages, qui demandeot notamment un allègement de la fiscalité des entreprises, reprochent assez vertement au gouvernement de oe pas avoir suffisamment taillé dans les dépenses et les subventions. Pour eux, l'endettement de l'Etat, les lourds déficits des comptes publics, provoquent la



méfiance des chefs d'entreprise et des consommateurs, créent un mauvais climat. Aussi le conseil appelle-t-il de nouveau à la modération salariale co même temps qo'il se mootre plus que réservé vis-à-vis d'une réduction générale de la durée du travail « qui pourrait réduire la production et le revenu et donc entraîner un affaiblissement de la conjoncture ». Une claire allusion à la méthode Yolkswagen.

Les prévisions des cinq sages ont une grande importance pour l'Europe et la France en particulier. Si la récession se poursuivait outre-Rhin, il serait plus difficile de retrouver les chemios de la reprise eo France. Le gouvernement français prévoit une croissance de 1,4 % l'année prochaine avec un début de magne (+ 0,5 %). Le rapport des sages ne va pas tout à fait dans

23

5 . . . ·

2.77

を工

M ...

£---

dates, ...

or:

CENT.

Ya :

The same of

00 1

TO

ķ----

Afin de préserver le consensus social

Les Néerlandais concluent un accord de modération salariale

AMSTERDAM

de notre correspondant S'ils risquent d'augmenter très lentement en 1994, les salaires des Nécriaodais ne seront pas autoritairement gelés comme le prévoyait le gouvernement de centre-gauche (chrétieos-démo-crates et travaillistes). La signature, par le patronat et les syndicats, d'un «accord central» de modération salariale a décidé les pouvoirs publics à retirer, vendredi 5 novembre, uo projet de loi bloquant les salaires.

Les sept organisations patro-nales et les trois centrales syndi-cales que comptent les Pays-Bas sont convenues que dans la plu-part des entreprises « la marge pour des augmentations de salaire létait] extrêmement réduite et parfois même inexistante». Cette formule signifie que le pouvoir d'acbat des Nécrlandais est appelé à baisser du fait d'une inflation estimée à 3 % dans la loi de finances pour 1994. Même ceux qoi bénéficient d'une convention collective (CAO) prévoyant une hausse des salaires ne sont surs de rien : les partenaires sociaux ont donné carte blanche à leurs représentants sur le ter-rain pour décider « d'un commun accord » d'une éveutuelle réouverture des discussions.

Cette entente sociale comporte d'autres clauses, tels la flexibilité

des écbelles salariales (avec la création d'un échelon situé entre le salaire minimum légal et les rémunérations-planchers prévues dans les CAO), l'assouplissement des temps de travail ou la variation des salaires entre les entreprises en théorie soumises aux mêmes accords de branche. C'est ici le dogme de la convention collective mocolithique qui paraît ébréché.

En échange de ces concessions. les syndicats oot obtenu du patronat une série d'engagements plus ou moins concrets: un renforcement du rôle des comités d'entreprise on des organisations de salariés, une e obligation d'ef-fort » en faveur de la formation professionnelle et de l'emploi (notamment par le biais du travail à temps partiel), et la possibilité de gratifications sous la forme d'un intéressement aux

Cette entente sociale est la première du genre concloe depuis 1982. Mais, cootrairement au pacte signé cette année-là, l'ac-cord actuel s'analyse comme un ensemble de « recommandations » aux négociateurs, au niveau des branches ou des entreprises. Néanmoins, le gouvernement s'est dit convaince de la viabilité de cet accord et s'est mootré satisfait, sinon soulagé : la menace d'une loi de blocage des salaires o'avait d'autre but que de forcer les partenaires sociaux

à a prendre leurs responsabilités ». C'est en tout cas la première fois que les appels à la modéra-tion salariale venus de La Haye soot entendos: eo 1992, les salaires ont augmenté en moyenne de 4,2 % et de 2,6 % cette annee. C'est aussi uo démenti que le patronat et les syndicats ont apporté aux fos-soyeors du modèle consensuel néerlandais: l'accord a été signé au sein de la Fondation du travail, créée ao lendemain de la guerre pour promouvoir la paix

Le silence des agriculteurs

Suite de la première page

Luc Guyau (président de la FNSEA), Christian Jacob (CNJA) et Pierre Cormorèche (patron des chambres d'agriculture) auraient-ils reçu l'assurance secréte des pou-voirs publics que, quoi qu'il en coute, le préaccord de Blair House ne serait pas entériné tel quel? Ou, au contraire, savent-ils que les jeux sont faits et qu'il faudra bien que les agriculteurs européens (et les français les premiers) acceptent des sacrifices pour sauver l'essentiel de la complexe mécanique commerciale multilatérale?

Tout se passe comme si les dirigeants agricoles qui, plus que jamais et dans la discrétion, continuent à entretenir une étroite coopération avec les pouvoirs publics, avaient pris le parti d'un arrangement qui, sur le fond, risque d'être préjudiciable à terme à l'agriculture et qu'il faut donc s'évertuer désormais de présenter sous un habillace acceptable, assorti d'antidotes efficaces. Placés depuis l'été au centre d'une querelle frisant le psychodrame, accusés de tout bloquer simplement parce qu'ils demandent énergiquement à la majorité d'aujourd'bui de oe pas renier les engagements de l'opposition d'hier, les «patrons» des syndicats agricoles se sont vite rendu compte qu'à force d'en demander

tales étrangères. Il leur a donc été recommandé discrètement de mettre la pédale douce, de garder leur sang-froid et de laisser le gouverne-ment, par une série de rencontres diplomatiques feutrées, faire de son mieux pour sauver davantage que les meubles.

Quatre groupes de travail

Et les bouillants leaders d'hier sont gentiment rentrés dans leur coquille - si l'on met à part le récent coup de sang de Christian Jacob stigmatisant l' « agriculteur bouc émissaire» - avec d'autant plus de raisonnable résignation que leurs troupes elles-mêmes commençaient à montrer des risques de lassitude. L'agriculteur vit en effet, d'année en année, de moins en moins du produit de son travail et de plus en plus de la subvention publique, ce qu'il supporte mai.

Il y a plus. Depuis que, le 7 mai, Edouard Balladur a recu - avec quelle ostentation! - les dirigeants agricoles, la cogestion a été conduite tambour battant. Quatre groupes de travail mixtes entre l'administration et les professionnels avaient été constitués à l'époque pour étudier les questions structurelles les plus délicates de l'agriculture : le statut juridique et l'installation des nouveaux agricultrop, ils risquaient d'irriter l'opi- teurs, l'organisation des marches, la

social des paysans. C'est Inndi après-midi 15 novembre que le chef du gouvernement, au vu des conclusions de ces groupes qui u'ont fait l'objet d'aucune fuite, devait rendre public un nouveau train de mesures en faveur des paysans et des entreprises agricoles. Une annonce qui aurait fait très mauvaise impression si elle avait pu être assimilée, par coïncidence, avec l'épilogue d'une période d'agi-

Le pacte proposé par Matignon depuis plusieurs semaines était donc le suivant : laissez-nous négocier sereinement et secrétement avec nos partenaires étrangers et la Commission européenne et ne faites pas en sorte qu'on puisse dire que le gouvernement a cédé sous votre pression; en échange, soyez assurés que vous n'aurez pas, en fin de compte et au-delà des questions conjoncturelles, à vous plaindre, tant en termes budgetaires et réglementaires qu'en capacité d'améliorer encore, s'il le faut, la politique agricole commune avec nos partenaires de l'Union euro-

Autant dire que les milieux agri-coles attendent beaucoup de la réu-uion de lundi à Matignon. La discussion du budget de l'agriculture au Sénat, le 29 novembre, sera l'oc-casion, sous la forme d'amendements parlementaires, de traduire les oouveaux eogagements de l'Etat. Un délai utile qui permettra à Edouard Balladur, engagé sur une voie étroite, de gagner un temps précieux pour contrebalancer par un dispositif interne amélioré ce qu'il fandra bien eoocéder à Washington.

Les constructeurs d'automobiles japonais

Les constructeurs d'automobiles japonais, en crise, n'ont pas encore trouvé de stratégie de rechange. Faute de quoi, ils recourent à des paillatifs, chômage partiel et suppressions de postes, et remettent en cause le « juste-à-temps », mode d'organisation de la production qui fut l'une des clés de leur

Menterait encore

The same of the same of

... 5:0/ odocat

And to compare to PR

₩ K 7 92 33 98

and the same of the last

TA. 4:15 15 7000

4 / 1 / C CC Taba

. - manual of a retail

17 1 27 2 20211

757 (2.58 752) 757 (2.42 762)

그 그 그 그 아이 아이 아이 얼마를

The second second

· 大大 化二甲甲基

1 - 4 - 12 2 E

racial calariale

the state of the s

art a training and a feet

- 4.5.2723

and a second of the contraction

ميود» د د د د

- 213 1 2

are related

to 4 Mete Statt de l'Ale

TOKYO de notre correspondant .

Les constructeurs d'automobiles japonais sont-ils en train de perdre sur suprématie sur le marché mondial? C'est ce que suggère un récent article de l'hebdomadaire économique nippon Ekonomisto, qui écrit que « cette Industrie traverse la crise la plus grave depuis sa naissance». Affectée par un recul de le demande sur le marché domestique et frappée par la valori-sation du yen à l'étranger, l'industrie automobile nippone va mal. Le recent Salon de l'Auto de Tokyo a eté symptomatique de cette morosité: la flamboyante démonstration de force du Salon de 1989 a fait. place à un frileux retranchement. Placé sous le signe de «L'innovation dans l'Ecolution» (néologisme formé des mots anglais ecology et evolution), ce Salon a moins temoi-

Au cours des six premiers mois ds 1993, le marché eutomobile domestique a décliné de 5,6 %, accentuant une chute commencée elle a baissé de 12 % en septembre par rapport à l'année précédente. Tous les constructeurs, à l'exception de Mitsubishi Motors, s'atten-dent à de nouvelles diminutions de leur profits, y compris le géant Toyota (-45 %, soit L8 milliard de dollars out environ de 10 milliards de francs, ett julia), qui, pour la première tois en trente neur ans, reduit sa production.

A la saturation du marché domestique (une voiture pour deux habitants) conjuguée à une pro-dence frileuse des consommateurs inquiets d'un enlisement dans une récession qui se traduit par une compression du pouvoir d'achat; s'ajoute un déclin des performances sur les marchés à l'exportation. Les constructeurs japonais ont perdu uns partie de leur compétitivité. Non seulement la valorisation du yen rend leurs véhicules plus chers à l'achat mais encore elle accroît le coût du travail : le saisure de l'ou-vrier nippon est devenn supérieur à cchui de son homologue américain. Resultat, les constructeurs japonais perdent des parts de marché aux Etats-Unis, leur principal débouché. Sur l'archipet, en revanche, ils sont

Des regroupements inévitables

A la suite de la crise pétrolière de 1973, les constructeurs japonais, qui bénéficiaient d'avantages en termes de coût, ont joué avec succes la carte des économies d'énergie. À la suite de la première valorisation du yen, au lendemain des tèrent de leur avance technologique pour penetrer le marché des voitures de luxe. Aujourd'hui, ils n'ont plus guère de carte en main, et l'issue de la crise est loin d'être

Ils n'ont pas encore élabore une stratégie de rechange, se contentant de pratiquer une politique de repli, assortie d'accords de distribution croisés entre marques : réduction de la production par arrêt d'usine, comme celle de Nissan à Zama au printemps dernier, chômage partiel chez Mazda, dont les comptes resteront dans le rouge jusqu'en 1995, réduction de l'emploi chez tous et, phénomène nouveau, intégration des productions par le recours de firmes concurrentes aux mêmes
sous-traitants. Samedi 6 novembre,
Honda a annoncé quatre jous de
Honda a annoncé quatre jous de Honda a annoncé quatre jours de chômage partiel par mois à son usine de Sezuka entre décembre et mars. L'exclusivité de leurs sous traitants permetrait aux constructeurs de différencier leurs modèles : désormais, on doit s'attendire à une plus grande homogénéisation entre les marques. La tendance à recourir aux mêmes sous traitants est accentant mêmes sous traitants est accentant par la remise en cause de l'une des innovations de la gestion

organisent leur repli à la mppone favorisant la flexibilité

de la production : le système de livraison des pièces détachées par petites quantités «juste à temps», ce qui réduisait le coût du stockage. La congestion du réseau routier e rendu ce système moins efficace.

Ces mesures ne sont que des pal-liatifs. Selon le président de l'Association des constructeurs automo biles, Yutaka Kınne, président de Nissan, si le cours du yen reste à son niveau actuel, la production devra être rédnite (en 1992, le Jepon a exporté 44 % de sa production). Des regroupements entre les onze constructeurs seront en outre inévitables.

Dans un premier temps, il est vraisemblable que les constructeurs, à l'exception peut-être de Toyota et Nissan, vont se concentrer sur un segment du marché philôt que de chercher à le convrir entièrement (Mazda, qui e cinq réseaux de dis-tribution, est en difficulté). A l'extérieur, ils ont essentiellement une carte à jouer : le marché asiatique,

Seion l'Association des construc teurs, la demande dans la région devrait croître de 15 % par an entre 1992 et 1997. Mais les Japo nais ne sont pas seuls ; les Améri-cains et les Européens regardent également vers l'Asie du Sud-Est et chés potentiellement en croissance. gné d'une tendance nouvelle que les Japonais ont déjà acquis des d'un manque d'assurance sur la positions de force (en Thaflands voie à suivre.

Au cours des six premiers mois se où Mitsubishi est decière l'industrie nationale). Ils sont aussi présents au Pakistan (Honda). Le marché asiatique, certes en croisil demeure cependant restreint pour la formidable capacité nippone : une demande annuelle de 2,5 millions de véhicules pour une production de 12 millions de voitures. Les constructeurs nippons n'ont pas

fini d'avaler leur pilole amère.

A la suite de l'accident de l'autoroute A-10

Bernard Bosson annonce des initiatives pour lutter contre les vitesses excessives

l'équipement et du tourisme, Bernard Bosson, a indiqué, dimanche 14 novembre à l'occasion du e Grand Jury RTL-le Monde », que « des mesures nouvelles en matière de renforcement de la sécurité et pour les vitesses vraiment excessives s' seraient annoncées dans quelques semeines.

En matière de sécurité routière, . il y a des exagérations qui dointes que d'autres. Actuellement il n'y a pas waiment une proportion [dans les sanctions] au-dela d'une certaine vitesse», a précisé Bernard Bosson, ministre des transports, dimanche 14 novembre au & Grand Jury RTL-le Monde » sans dévoiler ces mesures qui doivent être arrêtées lors d'un comité interministériel consacré à la sécurité routière.

Deux erreurs dans le conflit Air France

Les mesures concerneront également une meilleure surveillance du tam d'alcoolémic au volant, l'éducation à la sécurité routière à l'école et l'apprentissage anticipé de la conduite. « Nous avons moins besoin de mesures nouvelles que de faire respecter celles qui existent», a précisé M. Bosson. En matière de transport routier, de nouveaux délits - « le débridage du limiteur de vitesse du camion et la manipusance, peut être un débouché, mais lation du chronotachygraphe » ont sion, dans le cadre d'un contrat de progrès actuellement négocié evec les représentants des transporteurs, a précisé M. Bosson. L'extension de ces dispositions aux routiers étrangers sur le territoire français,

lement à « un renforcement des contrôles pour l'accès à la profession, un renforcement des contrôles pour donner les autorisations de transport à grande distance, avec une répression du travail au noir». Interrogé sur le développement du transport de marchandises par le fer, le ministre a déclaré que le transport combiné, qui s'écroule, a devait être soutenus, mais que l'entoroute ferroviaire était « une rue de l'esprit».

Par ailleurs, M. Bosson estime avoir commis deux erreurs dans la gestion du conflit à Air France. «La première est de ne pas avoir compris que, après cinq ans, Attali ne pouvait pas être porteur d'un projet, qu'il ne pouvait pas dynamicoupure culturelle avec le personnel. La seconde, c'est que, lorsqu'il m'a demandé de le soutenir, je l'ai fait d'une manière trop dure. Je n'ai pas laissé comprendre que je voulais me battre pour Air France et que je voulais le dialogue social». Le ministre a expliqué que la

l'entreprise s'était « mai passée ». le ministre, « je hui ai demandé [à Bernard Attali] en parallèle de rouwir le dialogue social tout de suite. Jc lui ai demandé des mesures spectaculaires. Je hil ai notamment demandé de s'appliquer, à hi, et à tous hauts grades, la jurisprudence de 10 % tout de sidie et l'annoncer provisoires. »

Le contrat de progrès visera éga- ser l'entreprise et qu'il y avait une de manière specsaculaire [...]. Mon soutien lui a donné neuf jours de sursis [...]. Malgré son courage avauel je rends hommage, lc président Attali, avec cinq années d'ancienneté et deux plans qui n'avaient pas réussi, ne pouvait pas supporter un nouveau plan. Il fallait rouvrir le dialogue social ». Par négociation interne ouverte dans ailleurs, le ministre a déclaré qu'il Lorsque la grève e éclaté, a précisé avait « envisagé » sa propre démission et en avait parlé au premier ministre. «Il v a des moments oil le courage peut être de partir ou au contraire d'assumer. Pour l'instant, je suis là, dans les fonctions de ministre, qui sont par définition, des ministres : diminuer les revenus surtout aux transports, toujours

POINT DE VUE

L'obsession de la compétitivité

par Charles Fiterman

È n'alme pas les rebouteux gul, dans l'émotion ou le colore qui suivent les catestrophes, se précipitent pour délivier doctement lee remèdes miracles qu'ile viannent de découvrir. Mais certains asoects de la polémique ouverte à le suite du drame de Mirambeau m'obligent à intervenir.

juste titre. Des esnctions strictes, et strictement eppliquées, sont réclamées. Edgence légitime. Sans rien retirer à cele, je veux rappeler que la répres sion à elle seule n'e jamais réglé un problème de société. Je me limitarsi à ce sujet à quatre rdans le cadre d'une procédure de limits noi à ce sujet à quatre observatione, suivise d'une...

cinquième en guise de conclu-

1. La vie économique est aujourd'hul fondés sur un principe central - celui de la rentabilité financière directe - qui fait du « gein de tempe » un véritable credo. L'obsession de la compétitlvité, considérée sous cet engle, rythme non saulement le vie de travail, y compris dans le transport, mais la vie hors travall. Lee Parisiene eont gens les oppresse, c'est la vie qui leur est faite.

Les remèdes ne sont-ils pae à

2. Les besoins de transport

e'eccroissent régulièrement. Je considère ca fait comme positif et durable. Il n'empêche qu'existe à mon sens une courcroissence melseine ». Lee causes en sont rapérables. Y figurent par exemple : la concentration urbaine excessive et son corollairs le désertification rurale; les loisirs traités comme produit de consommation dont la valeur se mesura en kilomètres offerts, en sites visitée eu pes de course; la politique dite des flux tendus ou e des stocks zéro » dans la gestion des entre-

> Le développement du transport combiné

3. Le modàle de développe-

ment qui e prévalu eu cours de ce elècle a privilégié le voiturs individuelle. Cela e été, et restera pour une part, un formidable outil

Mais dans nos pays ouest-eu-ropéana exigua, les « voitursa à vivra » deviennent des voitures à mal vivre ou... à mourir. L'abîme absurde qui se creuse entre les performancee possibles de ces mechinee et lee conditions concrètes de leur conduite nournit les frustrations.

Là encore, les solutions cont diverses. Mais ne faut-il pas faira preuve d'audece? Par exemple, en privilégiant, pour le transport longue dietence, le treneport public et la location sur place de váhicules individuels, tout cela à prix acceseibles, et pour lee transports urbains de façon massive les transports en commun

4. Lee poids lourds roulent souvent trop vite. La réglementation est trop souvent ignorée. Les tempe de conduite des conducteurs sont sucore trop longs, les conditions de travail souvent mauveises. Mais ne voir ou la leçon de morale, eprès avoir parfois soutenu les routiers en grève contre le permis à points (meie il est vrei que le gouvernement était eocialistel. c'est manquer la vraie cible. Je gas où on le situe.

La corporation du transporti rour

10 000 qui ne sont constituées chacune que d'un conducteur lié è un client et d'un camion echeté à crédit. Sa capacité et ses traditions d'organisation et de défense de ses intérêts propres sont faibles, Le (gros) client y est le maître et le vendeur, l'esclave. Ce sont ces caractéristiques qui ont fait que les gros utilisateurs - les chargeurs comme on dit ont choisi de favoriser ce mode de transport en lui imposent un objectif : la plus bae prix, en dessous du coût économique et social réel. Sous-tarifer le coût direct, voilà la règle. Qu'il v eit des coûts indirects écrasants, y comoris des vies sacrifiées. qu'importa, c'est la société qui paye. La stratégis du déclin Imposée à la SNCF depuis des décennies relève évidemment du

Les choix eltemetifs existent. lle se nomment : prix minimaux garantis; engagement de la rssponsabilité des donneurs d'ordre en cas d'accident : indemnisation des temps d'attente; essainissement des structures de la profession, modemisation de se gestion; installation de limiteurs de vitesse dès la construction du véhicule; et aussi dévaloppement du transport combiné et impulsion d'une stratégle offensive de développement du transport per rell, non à pertir de meeuree administratives, msle Des ectione fortement nova- d'un cadrs concurrentiel approtrices ne cont-ellee pas à entre-prié dens lequel la SNCF devrs prendre sur ces différents plans? faire veloir un dynamisme nou-

> 5. Qu'il me soit permis d'ejouter que cee principee directeurs et ces règles essentielles d'une politique moderne des transports existent. Île sont même codifiée dans une loi : la loi d'orientation des transports intérieurs adoptée en 1982. Il suffit de les applisux ejustements utiles.

Un syndicat a demandé, après la cataetropha épouventeble, la mise en examen du ministre des transports et de ses prédécesseure. Bien que je considère la proposition comms un peu courte, pour ce qui me concerne je réponde par un eimple mot :

► Charles Fiterman est encien ministre des transports.

EN BREF

ÉTATS-UNIS ET JAPON: pourpariers aur le commerce du riz. - Washington et Tokyo seraient parvenus à un accord pour libéraliser à terme les importations de riz comme issue que la répression... | au Japon. Selon le Herald Tribune, se fondant sur des informations recueillies par les agences AP et Renter, cet accord négocié sur des bases bilatérales prévoirait que, dans six ans, le Japon ouvrira son vois ressortir l'épouvantail du marché aux importations de rizlobby routier. Je prétands - en étranger pour un volume représenconnaissance de cause - que ce tant de 4 % à 8 % de la consomlobby n'exiete pas, en tout ces | mation intérieure. Le ministère nippon de l'agriculture a démenti l'information et le ministère des tier lest etomisée : Elle compte | affaires étrangères s'est contenté de 34 000 entreprises dont environ parler d'information prématurée.

SAA: 11 Maringo & Sal **TOUS LES VOLS ENFIN SANS ESCALE POUR L'AFRIQUE DU SUD**

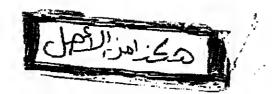
SAA vous propose les seuls vols Paris-Johannesburg sans escale au départ d'Orly-Sud et des liaisons quotidiennes depuis Londres au même tarif, un accueil et un service à la qualité légendaire, des tarifs spéciaux pour l'hébergement et les locations de voltures, des conditions exclusives réservées aux passagers de Première Classe et Classe Affaires.

SAA. Elue "meilleure compagnie pour l'Afrique" par les lecteurs du prestigleux "Travel Magazine" pour la cinquième année consécutive.

Pour en savoir plus, appeiez votre Agent de Voyages ou South African Airways.

	SA 229			SA 229	
Paris-Orly Mardi	Départ-	21h40	Dimanche:	Départ :	21h40
Johannesburg Mercredi	Arrivée	09h00	Lundi	Arrivée	09h00
	SA 228			SA 228	
Johannesburg Lundi	Départ.	20h30	Samedi	Départ .	20h30
Paris-Orty Mardi	Amvée	06h15	Dimanche	Arrivée	06h15





22 Le Monde • Mardi 16 novembre 1993 ••

VIE DES ENTREPRISES

En raison de leurs exigences en matière de sécurité

Eurotunnel réclamerait des dédommagements à la France et au Royaume-Uni Eurotunnel, la société franco-

hritanuique enneessinnnaire du tunnel sous la Manche, réclamerait quelque 4 milliards de francs aux États français et hritannique en dédommagement des changements techniques imposés par la Commission intergouvernementale de sécurité sur les trains navettes qui transporteront véhieules et passagers. L'Agence France-Presse qui cite ce chiffre, dimanche 14 unvembre, ajnute qu'elle tient cette information de « snurce bien informée ». Mais à Paris, le ministère de l'équipement et des transports n'avait tanjaurs pas indiqué lundi 15 novembre au matin quel sort pourrait être réservé à la réclamatinn du concessinnnaire privé. Côté britannique, il faut savnir que le gouvernement est en prin-cipe dans l'impossibilité de verser quelque aide directe que ce soit, l'ancien premier ministre Margaret Thateher ayant refusé tout financement publie lars du lancement du projet.

La Commission intergouverne-mentale, qui veille à la sécurité du tunnel, a en effet demandé deux changements coûteux qui concernaient la largeur des portes des navettes et la structure des navettes réservées aux pnids laurds. Ces changements out alourdi la facture de plusieurs milliards de francs.

Par ailleurs, le groupe canadien Bambardier qui fabrique les navettes réclame au constructeur Trans Mauche-Link (TML) regroupant les entreprises de travaux publics 746 millions de dallars canadiens (environ 3,5 milliards de francs) puur les « travaux supplémentaires, retards et interruptions dans l'exécution du contrai ».

Eurotunnel, concessinnnaire de l'nuvrage jusqu'en 2042, se heurte à de sérieux problèmes financiers en raison à la fnis du douhlement du coût de l'nuvrage (87 milliards de francs estimés aujnurd'bui) et du retard de sa mise en service qui alonrdit les frais financiers. Initialement pré-vue pour la mi-1993, l'inauguration par le président français et la reine Elizaheth devrait avnir lieu en mai 1994.

As siège parisien d'Eurotumel on se déclarait loud maila 15 sovembre « extrêmement sampris » par ces infor-mations. On se contestait pas le contes-tleux entre les Etats et le concessionnaire mais l'on précisait qu'auent chiffre sérieux ne pouvait être avance puisque les réclamations font l'objet entre les partenoires de procédures com

Le nouveau président s'efforce de rétablir la confiance

Jean Peyrelevade est convaincu que le Crédit lyonnais sera recapitalisé

A peine nommé président du Crédit lynanais, au Journal offi-ciel du 13 navembre, Jean Peyrelevede a tenu à mettre un terme aux hruits alarmants et aux spéculations qui, depuis deux mnis, se multiplient sur la santé financière de la première banque française.

L'annunce par la rumeur à la mi-septembre du départ de Jean-Yves Heberer et les chiffres parfnis fantaisistes annuncés sur une recapitalisation négociée par M. Peyrelevade dens les dernières semaines n'ant pas été sans affecter l'image du Lynnnais, vnire même de le place bancaire de

Dès samedi soir 13 navembre, interrogé sur France 2, M. Pey-relevade a tenu à rétablir ls ennfiance en indiquant qu'il espérait vnir la banque publique revenir « au voisinage de l'équi-libre en 1994 » après avair perdu 1,8 milliard de francs en 1992 et 1,04 milliard an premier semestre de cette année.

Revenant sur la gestinu controversée de son prédécesseur, Jean-Yves Haberer, il a déclaré qu'on ne pouvait pas «à la fois demander aux banques de prendre des risques et s'étanner ensuite qu'elles souffrent de la

avocats. An terme d'une brève

audience, le président de la cour Chihab, Abdel Rahman, a annoncé

que le nouveau délai devrait per-

mettre aux avocats de la défense

d'étudier de « nouveaux documents

et rapports sur les charges » retenues contre les accusés. C'est la

deuxième fois que le tribunal reporte ses audiences depuis l'ouverture du procès le 9 octobre. La

cour avait alors accédé à une pre-

mière demande des avocats qui

uhaitaient mieux exam

dossiers de leurs clients.

récession ». « Quand on prend en main une maison, un en assume le passif », a-t-il ajnuté.

Le nouveau président du Crédit lynnnais a enfance le clau dans un entretien accordé au juurnal les Echos du lundi 15 navembre. Il s'est antamment déclaré « ennynineu » que le Crédit lynnnais serait prochainement recapitalisé et n'a pas exclu des « désinvestissements » dans les trois années à

Sur l'affaire MGM (Metrn-Gnldwyn-Mayer), M. Peyrelevade estime que « la stratégie suivie sur cette affaire par le Crédit lyannais est la seule pos-sible». « Il s'agit de confarter les équipes en place chargées du redressement de MGM pour pouvoir profiter d'un mauvement général qui devrait faire de ce dassier en sin de parcours un investissement convenable».

Enfin, Jean Peyrelevade ne veut pas remettre en cause le développement européen, qui lui semble « la manière naturelle de craître pour un réseau ban-caire». Mais il faut « vérifier que le cancept de banque euro-péenne a la même validité que le concept d'assureur européen »,

vêtements Mossant) a annoacé la

reprise de la société Bambulla, en

dépôt de hilan depuis juin. Cette

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 novembre 1 Ferme

La Bourse de Paris a poursuivi son dressement lundi 16 novembre, souredressement lundi 16 novembre, sou-trenue notemment per la remontée du marché obligataire et la heusse du Matif. Après avoir ouvert sur uns hausse de 1,69 %. l'Indice CAC 40 afficheit en milieu de journés une prograssion de 0,68 % à 2 111,14 points. L'indice parteten n's pu être calculé une première fois que quarante minutes après l'ouver-ture de la séance en reison d'une épères défatieures informatique.

Selon les opérateurs, la reprise dens la foulée de calle du marché obligataire ne devrait pes se prolonger dans la mesure où la n'y a autoin élément fonda-mental pour soutenir durablement les actions. L'indice CAC, 40, qui s' terminé la semaine demitier per une léoère proactions. L'indice CAC 40, qui a terminé la semaine demière par une légère progression de II.78 %, devrait restar dépendant de l'évolution de la Bourse de Wall Street. En l'absence d'éléments nouveaux en Francs, le peleis Brongniert continuers à vivre au nythme des évéments d'outre-Attentique, notamment les incertitudes sur l'adoption de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA, ou NAFTA) par la Chambre des représentants. Le vote est prévu pour mercred.

Du côté des valeurs, et après se chute de la sernaine demière, Euro Disney se reprend un peu et gegne 2,6 %, lisuese également de 1,3 % de fisher-Poutenci. Le groupe chimique français fisher-Poutenc, dont le privatisation est imminente, a pourtant confirmé lundi 15 novembre see prévisions de balasse d'eu moins 30 % du béréfice met (part du groupe) sur l'ensemble de l'année 1983, En revanche, Eurotunnal perd 1,4 % après le demande du conessionnaire du tunnel sous la Manche d'une

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

ET DES ÉTUDES ÉCONOMICISES)

6-11-03 12-11-63 120.8 114.3 144.2 129 100.1 101.1 122.9 118.9 1042.2 113.4 123.4 123.4 138.3 138.8

Base 100 en 1949 e 100 en 1972

BOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

5-11-03 12-11-03

TOKYO, 15 novembre Vive rechute

La Bourse de Tokvo a subi un nouvel at vif accès de felblesse fundi 15 novembre où les actions ont chuté étroit qui reste pessiriste sur l'évolution de l'économie japonaise, L'indice Nikkel a clôturé à 18 074,61 points reliker a cioture a 18 074,61 points après avoir pardu 418,94 points et être passé momentanément en séance sous la niveau fine 18 000 points. L'indice TOPIX, à base de calcul plus large, a perdu pour sa part 28,42 points à 1 539,65 points. Environ 280 millions de titres cert été échanofe.

de titres ont été échangés. Selon les bounders, des opérations d'arbitrege sur contrats à terme d'indice

VALEURS

Cours de 15 novembre

271

CHANGES

Dellar: 5,8700 F A Paris, lundi 15 novembre, le deutschemark progressait légèrement à 3,4838 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4763 francs vendredi en fin de journée selon le cours indicatif de la Banque de France, tandis que le dollar nuvrsit à 5,8700 francs contre 5,9080 francs de la clèture du 12 novembre.

à la clôture du 12 novembre. FRANCFORT 12 nov. 15 nov. Doller (cn DM) ____ 1,6930 TOKYO 12 nov. 1,6853 15 nov. 105,77

Dollar (en yeas).. 106,47 MARCHÉ MONÉTAIRE (effets prives) Paris (15 nov.)........ 63/4 % - 67/8 %

New-York (12 nov.)....

BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-81) Induce gineral CAC 590.97 582,10 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 ____ 2 067,33 2 096,85

NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industricities _____ 11 nov. 12 nov. 12 nov. 3 662,43 3 684,5t LONDRES (Indice « Finencial Times ») 11 mov. 12 pov. 3 099,78 3 099,10 __ 2 340,69 2 343,70 30 valence ... Mines d'or 244,10 249,60 Fonds d'Etat 102,62 102,74 FRANCFORT

11 nov. 12 nov. 2 023,33 2 015,01 TOKYO 12 nov. 15 nov. Niklei Dow Jones... 18 493,55 18 074,61 Indice général ____ 1 566,07 1 539,65

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

3 1/16 %

<u> </u>	COURS CO	MPTANT	COURS TERMI	TROIS MOIS
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
S E-U Yes (190) Zes Destechemerk Franc swisse Live italieuse (1 606) Live sterfing Pesseta (100)	5,8730 5,5468 6,6687 3,4835 3,9358 3,5395 8,7364 4,2864	5,8760 5,5830 6,6752 3,4850 3,9397 3,5435 8,7651 4,2918	5,9210 5,6074 6,6677 3,4869 3,5191 8,7796 4,2553	5,9268 5,6178 6,6728 3,4900 3,9624 3,5254 8,7923 4,2643

	UNI	AOIS	TROIS	MOIS	SIX B	4OIS
S E-U Yen (100) Ecs Doutschemark Franc seisse Live Stellerne (1000) Lives steller	Denandé 3 2 5/16 7 1/16 6 1/4 4 1/2 2 13/16	Offent 3 1/8 2 7/16 7 3/16 6 3/8 4 5/8 9 1/16 5 7/8	Demandé 3 5/16 2 3/16 6 7/8 6 1/8 4 7/16 8 13/16 5 9/16		Demandé 3 7/16 2 1/8 6 5/8 5 7/8 4 1/4 8 1/2 5 1/2	Offest 3 9/16 2 1/4 6 3/4 6 4 3/8 8 3/4 5 5/8
Peseta (100) Franc français	9 7/16 6 3/4	6 7/8	9 1/4 6 5/8	9 3/4	9 1/4	9 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.





CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PRODUITS

APPLE: un Macintosh compatible IBM. - Le constructeur informatique Apple doit présenter, lundi 15 novembre à Las Vegas, un nouveau micro-ordinateur Macintosh acceptant les programmes couçus pour les PC compatibles IBM. Par nécessité commerciale, la firme de Cupertino rompt avec un particularisme de plus en plus difficile à ordinateurs vendus dans le monde sont aujourd'hul des compatibles IBM PC. Les développeurs de logiciels s'adressent en priorité à ce marché. Ce lancement, qui vise à doper les ventes de Macintosh, n'est toutefois qu'un épiphénomène par rapport aux projets communs développés entre Apple et IBM, En juillet 1991, les deux frères ennemis de l'informatique signaient un accord de partenariat avec l'ambi-

nouvelles pour une ancienne.

lundi 22 novembre 1993.

tion de résister à la mantée en puissance du tandem formé par le fabricant de microprocesseurs Intel et l'éditeur de logiciels Microsoft, anteur du fameux système Windows, Début 1994, la société californienne doit commercialiser ses premières machines équipées du micro-processeur PowerPC bâti sur technologie Risc IBM, avec l'espoir de contrer l'arrivée sur le marché des ordinateurs dotés du Pentium, la super-puce d'Intel.

PROCÈS

__ AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV CREDIT MUTUEL EPARGNE J

DIVISION PAR 4

Le conseil d'administration de la SICAV e décidé de diviser

par 4 la valeur liquidative de l'actinn, à raison de 4 actinns

Après epprabation de cette décision per l'Assemblée

Générale Extraordinaire, l'apération de division eura lieu le

Les souscriptions et les rachats seront suspendus entre le

lundi 22 novembre 1993, 10 heures, et le mardi 23 novembre

BCCI : nouveau report du procès et rejet des demandes de libération. - La cour pénale d'Abu-Dhabi a fixé au samedi 25 décemhre sa prochaine audience dans le procès de treize anciens employés de ta Bank of Credit and Commerce International (BCCI) et rejeté une demande de libération des prévenus formulée par leurs

RACHATS

NTT: intéressé par le rechat de 1,2 % de Nextel. — Nippon Tele-graph and Telephone (NTT, Japon) a l'intention d'acquérir 1,2 % du groupe américain Nextel Communications pour 75 millions de dol-lars (450 millions de francs environ). «Les deux sociétés doivent entamer des pourparlers dans un futur proche en vue d'un accord définitif», précise dans un communiqué le groupe semi-public détenu aux deux tiers par le gouvernement japonais. Cette « alliance stratégi-que » avec une société de radin mobile en expansion rapide repré-senterait, pour le géant des télécommunications nationales japonaises, un premier pas sur le marche spécialisé américain, souligne-t-on chez NTT. Nextel compte fournir le premier service radin mobile à grande capacité dans neuf villes des Etats-Unis d'ici deux ans, grâce à une nouvelle technologie qui, tout en donnant la princité aux communications vocales, permet les messages infor-matiques nu l'alerte, entre autres possibilités multimédias.

FINASPORT (articlea de sports): la reprise de la société Bambrilla. – Le groupe d'articles de sports Finasport (sacs à dos Millet, gants Racer et Gamet,

reprise, qui s'accompagnera de suppressions d'emplois sur les 80 existant en France, se fera par un échange d'actinns : 100 % du capital de la holding étant échanges contre 30,7 % du capital de Fina-sport. Le nonveau groupe devrait réaliser théoriquement un chiffre d'affaires de 295 millions (y compris Bamhrilla) et 5 millions de francs de bénéfices. Finasport, créé en 1991, sera désormais contrôle à 52,3 % par trois particuliers (dont le navigateur Marc Pajot), 30.7 % par Bambrilla, 10,9 % par HRL un finnds de placement du groupe Rivaud, et 7 % par le Crédit agricole de la Somme.

PLAIDOYERS

GUINNESS: les vertus de la collaboration avec LVMH. - Le président du groupe hritannique de bières et spiritueux Guinness, Tony Greener, a affirmé que la collaboration établie avec le groupe français LVMH avait permis de faire ensemble « plus de bénéfices » que chacun n'aurait pu en faire « de son côté». Les analystes et la presse économique londonienne avaient récemment fait part de rumeurs sur nne possible renégociation des accords passés entre les deux groupes, qui possedent une participation croisée de 24 % dans leur capital respectif. M. Greener a rappelé que la politique de Guinness était de ne jamais commenter les rumeurs. Il a indiqué que United Distillers, la branche alcools de Guinness, réalisait 25 % de ses bénéfices sur les ventes des sociétés communes Guinness/LVMH. « Nous développons nos joint-ventures (coentreprises) progressivement. Nous avons récemment ajouté le Mexique et la Chine aux pays dans lesquels nous collaborons et nous avons renforce notre joint-

venture aux Etats-Unis.» PRICE WATERHOUSE: réponse aux accusations de Ferruzzi-Montudison. - La société d'audit et de conseil Price-Waterhouse a rejeté mardi 9 novembre les accusatinus de Ferruzzi Finanziaria (Ferfin) qui a annuncé vouloir intenter une action en responsabilité contre elle pour « négligence » et « incapacité ». « Price Waterhouse rejette fermement toute accusation, dans la pleine conviction d'avoir toujours fait tout son possible en présence d'actes frauduleux sur lesquels enquête la justice. Ces actes ont été commis avec ruse et tromperie en détournant consciemment afin de protèger son nom, sa clientele et ses ressources professionnelles. » Ce cabinet s'était vu confier un mandat de certification des comptes par Ferfin, holding de

Crédit ♣ Mutuel EINANCE

Rech. urgent. 100 à 120 m² Pars prúl. 5-, 6-, 7-, 14-, 15-

16-, 4-, 9-, Pare comptant chez notaire, 48-73-48-07

EMBASSY SERVICE

Rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPTS

DE HAUT DE GAMME PARIS RÉSIDENTIEL et HOTELS PARTICULIERS.

Le Monde **IMMOBILIER**

appartements | appartements ventes achats IMMD MARCADET Professional FNAM recharche activement 4, 5 paces et plus Pans utzra-munos 42-51-51-51 FAX 42-55-55-55 6- arrdt STUDIO. bd Edgar-Quines. Rare, 5- étage. Vue Confort 570 000 F. 43-20-77-47.

9- arrdt 3 P RODIER-CHATEAUDUN P de taille Superbe. Soleil aud, calme, 61 m². 5 ét., asc., beau plan, 1 300 000 F. Tél. : 43-20-77-47. 18• arrdt

CAULAINCOURT - 75 m2 3 pràces, rt cft, 1 490 000 F Immo MARCACET, 42-51-51-51 Jules-Joffrin - 2 p. n cft procupre - mazz. 820 000 F mo MARCADET 42-51-51-51 belc, 18 m², 5- 4t. p.-de-t 13 000 h. ch. - 42-65-35-53 8- Villers. Beau 2 P. tr cft Balconnet. 4550 F ch. comp. PARTENA - 42-65-36-53

La seule résidence actuelle aux portes de PARIS. Un marché locatif porteur : à prox. des princ. sices univ. Abettement flecal de 10 %. A 5 mn du Mr. 3 mm de l'A5 I C M. PARIS - Liv. sept. 94. 161.: | 1) 40-20-00-00 Fax: (1) 42-88-04-70

locations non meublées demandes Paris

Collaborateur le Monde charche, pour se fille, demète année de médecino, STUDIO (14. 15-ou Versalles) 76: 34-89-31-03.

Locations VOTRE BIÈGE SOCIAL

REPRIDUCTION INTERDITE

l'attention de tous les organes de contrôle, » « La Price, ajoute le communiqué, fern valoir dans toutes les instances appropriées ses droits pour obtenir une déclaration confirmant la légitimité de ses actes

locations non meublées offres B- MADELENE 4 s. 120 m2.

bureaux

Ferruzzi-Montedison (le Monde du 10 novembre).



•• Le Monde ● Mardi 16 novembre 1993 23

... .

	MARCHÉS FIN	ANCIERS			
BOURSE DE PARIS DU 15 NOVEMBRE Liquidation: 23 novembre Taux de report: 8,00 CAC 40: +1,31 % (2124,22)					
Variation VALENCS Cours Durain % +-	Règlement m		Variation VALEURS Coors Ramier % 11/12 (11 VALEURS précéd. cours +-		
1922 C.L. 1925	Sactor		15.20		
Compta	[A-] B-1-	Sicav (sélectio	Chiefe Ballet Chiefe Ballet		
VALEURS of Note VALEURS Cours Desire Cours Cobligations Ending Parts	VALEURS Comm denier VALEURS Comm Bentle préc cours	VALEURS Exclusion Rectut and VALEURS Action 75A01 257.82 France Caractic 2575.82 France Communication C at D 2575.82 France C C at	Emission Backet VALEURS Emission Rechest		
BFCE 9% 91-12	AEG. AS	Ambirt-gam 9564.32 896.98 Francic Pierra 74471 Analysing tribsor 741949 741948 741948 Arbits Court Termo 8231.69 8233.89 8233.99 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.99 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.89 8233.99 8233.99 8233.99 8233.99 8233.99 8233.99 8233.99 8233.99 8233.99 8233.	134,22 123,31 Planistor 1475,14 143,75 131,24 1273,16 131,24 1273,16 131,24 1273,16 131,24 123,75 131,24 132,75 132,76 132,76 132,77 13		
DAT 1976 1978 0 24 25 25 27 27 27 27 27 27	Sincy-Quest* 78	Capinonataire	2453_51 2453_68 Sizes \$100 516_25 502_41 + 663_5 637_25 502_41 + 663_5 637_25 502_41 + 663_5 637_25 502_41 + 663_5 637_25 502_41 + 663_5 637_25 502_41 + 663_6 637_25 502_41 + 6		
B T P Da cial 2	Bolester (iv)	Ecor. Monagoronière 2830,49 7830,40 Natio-Perspectives 1237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2237,83 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,82 2337,83	134,48 130,51 176,507 176,5		
Marché des Changes Cours findicatifs Cours Cours des hillets Cours findicatifs Cours des hillets activit ventus	Monnaies Cours Cours	-	international de France)		
Cours indicatis piréc. 12/11 Scheit Venna	Or Sin (kide on berro)	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 130 599 Cours Mars 94 Juin 94 Déc. 93 Demier	CAC 40 A TERME Volume : 15 965 Cours Janvier 94 Nov. 93 Déc. 93 Dernier 2122 2109 2121,50 Précédent 2117 2092 2105,50		
Stellage 1000 km	RÈGLEMENT MENSUEL (1) Lundi daté mardi: % de veriation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Marcredi daté judi : pelement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation	Ly ≈ Lyon M = Marseille ■ coppon détaché - €	SYMBOLES cion - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA droit détaché - cours du jour - cours précédent coffre réduite - demanda réduite - contrat d'animation		

A Start

A SCUESE DE PARIS

4 193 4651 4 193 4651

1200 127 mm 1272 200 1275 mm 1275 201 1275 mm 1275

CONTRACTOR STATES

20 M

The Contract of the Contract o

TOURSES

DEVISES

🕯 Poya macrossa

24 Le Monde • Mardi 16 novembre 1993 •

Naissances

Jean CHEVAL Georgia MAKHLOUF, Alexandra et Antoine, ont in joie d'annoncer la naissan

Matthias, Karim, Guillaume

te 29 octobre 1993.

100, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

<u>Mariages</u>

Eive et Toivo KIVI, Kristel et Madis VALK, Les familles TUULIK et SAARD, Louise et Zhioniew RAPACKI. Wanda RAPACKA,

ont la joie de faire part du mariage de Katrin et Jan,

le 9 octobre 1993.

Mööna tee 10, EEOO21 Tallinn, Estonie.

<u>Décès</u>

- M- Paul Avril, son épouse, M. et M= Bernard Jelensperger et leurs enfants, M. et M= Régis Tasle

et leurs enfants, M. et M. Jean-Christophe Bar et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Pierre Avril,

son frère et sa belle-sœu Ses beaux-frères, belles-cours. Neveux et nièces, Et toutes leurs familles, font part du rappel à Dieu de

M. Paul AVRIL, ancien élève de l'École polytechnique, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 12 novembre 1993, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 oovembre, à 14 b 30, en le marin 10 dovembre, a 14 0 3, en l'église de Saint-Avertin (Indre-et-Loire), où l'ou se réunira, suivie de l'in-humation au cimetière de Saint-Aver-tin, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

74, rue Saint-Michel, 37550 Saint-Avertin.

M. Jean-Baudouin Gabert,
 M. François Deschamps,
 M. et M= Jean Le Barrois d'Orgeval,
 M. et M= Emmanuel Gabert,

ses enfants, Mª Sandrine Cirilli-Gabert, M. et M. Jean Cottin, M. Domitilli Le Barrois d'Orgaval, Mº Karine Laique, M. David Laique,

ses petits-enfants, Ulysse Cottin, ont la douleur de faire part de rappel à Dieu de son arrière-petit-enfant,

Mª Roger GABERT, oéc Genevière Rémyon,

survenn à Neuilly-snr-Seioe, le 10 novembre 1993, dans sa quatre-

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le samedi 13 novembre, à Apt (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part. - M. et M- Robert Mottez,

Les familles Henri Mottez et Jacques Mottez, Les familles Suquet, Ranque

> M- Pierre GERARD, née Mathilde Mottez, docteur en médecine.

survenu le 9 novembre 1993, dans sa

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Saint-André-de-Corcy, sui-vies de l'inhumation à Saint-Germain-

Le Chatelar Auriples, 26400 Crest.

- Pascale et Florence Joffroy ont la douleur de faire part du décès de

Claude JOFFROY, ENA, promotion «Félix-Eboué»,

le le novembre 1993, dans sa soizante

22 bis, rue de l'Abbé-Glatz, 92270 Bois-Colombes.

- L'association Simoone-Rameio

M™ Geneviève LEBLANC,

membre fondateur, présidents de l'Institut Simonne-Ramain,

Une cérémonie religieuse a en lieu en l'église Saint-Nicolas de Maisons-Laf-fitte (Yvelines), ee 15 oovembre, à 10 h 45, suivie de l'inbumation au

Germain Fajardo,

Michel Besson

92 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

- M. et M- Michel Levi, M. et M- Claude Levi. ses enfants, Ariane et Philippe, Alexandra

Edouard et Caroline, Frédéric. es petits-enfants et arrière-petite-fille. Marianne, Antoine et Renée, Geneviève et Christiane,

es neveu et oièces, Et toute la famille, ont la tristesse d'annoncer que M= Madeleine LÉVI,

les a quittés le 9 novembre 1993, dans

Les obsèques ont en lieu dans la plus

Cet avis tient lien de faire-part.

86, rue Michel-Ange, 75016 Paris,

- Mª Laure Lévy, son épouse, Colette et Gérard Ploquin, Viviane et Eric de la Guéronnière,

Samuel, Raphael et Simon, ont le chagrin d'annoncer le décès de

survenu le 13 novembre 1993, à l'âge de sourante-douze ans.

M. Henry LEVY,

Les obsèques aumot lieu au cimebre, à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

 M. et M. Jacques-Robert Masson,
 M. Chantal Malingre,
 M. Jean-Pierre Miller,
 Wilfrid, Fredéric et Astrid Masson, François-Xavier Miller, ses enfants et petits-enfants. ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M= Robert MALINGRE,

le 6 novembre 1993.

Ses obsèques oot été célébrées dans la plus stricte intimité.

47, avenue Bosquet, 75007 Paris.

 M. Philippe Rovire,
 M[∞] Catherine Rovire,
 M[∞] Chantal Rovire,
 ses fils, fille et belle-fille, et Charlotte Rovice

M. Olivier ZIEGEL, président Chountur du CFFE. Amélie et Olivia Reibel, ont la douleur de faire part do décès de

1993, dans sa quatre-vingt-douzieme

Ses obsèques ont été céléhrées le 8 novembre en l'église Saiot-Honoré-

M= Marcel ROVIRE,

née Suzanne Hubert,

THESES

Tarif Etudiants

60 F la ligne H.T

Priez pour lui et son épouse

décédée le 1" mai 1992.

d'Eylau, Paris-16.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 novembre 1993, à 15 b 30, au cimetière du Père-Lachaise

M. Marcel ROVIRE, survenn suhitement le 3 oovembre

97, boulevard Berthier, 75017 Paris.

Remerciements

M- Jean SIMONIN

et ses enfants, très touchés de vos marques de sympa-thie regues à l'occasion du décès de leur mari et père, vous remercient de tout caur d'avoir pris part à leur peine.

17, avenue Henri-Grellon, 91370 Verrières le Buisson

Messes anniversaires En ce quatrième anniversaire de la disparition du

docteur Henri KUNTZIGER,

néphrologue, une messe sera célébrée à la mémoire le mercredi 17 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Scennx

Anniversaires

- Il y a huit ans, M= Eliane GRUNWALD

mittait les siens

- M. et M= Gérard Wehrlin,

leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Philippe Wehrlin, leurs enfants et petits-enfants.

M. et M= François Wehrlin.

ont la douleur de faire part du décès de

M= Roger WEHRLIN, née Adrieme Oesinger,

eur mère, grand-mère et arrière-grand mère, dans sa quatre-vingt-nenvième année, le 12 oovembre 1993.

Les obsèques auront lieu le mercret

17 novembre, à 10 h 15, en l'église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17.

e Pourva que j'accomplisse ma

course arec jole. »
Actes XX, verset 24, Paul.

sa serur, Et toute la famille, cet la douleur de faire part du décès de

M. Gaston WIESSLER-DALSACE.

médaillé de la Résistance, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 11 novembre 1993, à l'Age

La cérémonie religiouse sera célébrée le mercredi 17 novembre, à 10 h 30, en

l'église Notre-Dame de Bonlogoe (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

102, rue de la Tour,

- M= Olivier Ziegel,

et leurs enfants.

née Liliane Yacoti, M. et M= Gérard Ziegel, M. et M= Jean-Michel Pivin,

M. et M= Bernard Roussel,

M. et M= Michel Chandearis, M. et M= Michel Chandearis, M. et M= Bernard Ziegel, et leurs enfants,

font part do décès, le 11 novembre 1993, de

M. Olivier ZIEGEL,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945, médaille de la Rétistance,

président de l'Amicale

do maquis de Beaubery et du buzillou du Charolisis,

président d'honneur du Centre français de protection

Les obsèques auront lieu le mardi 16 novembre, à 15 h 30, au cimetière de Père-Lachaise, entrée porte princi-

99, avenus Raymond-Poincaré, 75116 Paris. 11, rue de Billancourt,

- Le président et le conseil d'admi-

Les membres du personnel, Et tous ceux qui contribuent aux activités du Centre français de protec-

tion de l'enfance, ont la grande tristesse de faire part du décès de

92100 Boulogue.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Ma Muriel Caillard,

a fille, M. Antoine Caillard,

son petit-fils, M= Jacques Richard,

Pour tons ceux qui l'ont connue et

De in part de Gilbert S. Grunwald, SOR ÉPOUX.

- En souvenir de

Jean MAITRON,

qui nous a quillés le 16 oovembre 1987.

Conférences

VIII

Conférence-débat : « Ni bien ni mal: l'indifférence», avec Françoise Giroud, André Dumas, théologien pro-tessant: J.J. Wunenburger, philosophe au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17, mercredi 17 novembre 1993, à 20 b 30. Entrée libre.

- Conférence de Katharina Kolb l'Institut d'étode du livre : « Les tibri de piscibus de Guillanme Rondelet et les traités ichtyologiques de ses contemporains». Mardi 16 navembre 1993. 18 heures, auditoriom de la Bibliothèque nationale, passage Col-bert, 2, rue Vivienne, Paris-2, Entrée libre.

Communications diverses

- Journées ioterdiocésaines et d'amité (Paris. Hauts-de-Seine. Seine-Saint-Denis. Val-de-Marne). Pour aider las prêtres maiades et âgés, ainsi que lo service d'entraide des prêtres. Le vendredi 19 et le samedi 20 novembre, de 10 h 30 à 18 h 30, le dimacehe 21 novembre 1993, de 11 heures à 17 beures. Repas le samedi et dimanche, 8, rue de la Ville-l'Evêque, Paris 8.

 Introduction an bouddhisme, par Anita Kelsang Lahmo, 16, 17 et 18 novembre 1993, à 20 h 30, 114 bls. rue de Vaugirard, Paris-6. Renseignements : 48-40-13-72 (entre 20 beures et 22 beures).

Soutenances de thèses

 M= Sooia Felloua présentera, le lundi 22 novembre 1993, à 14 h 30, à l'amphithéâtre Soubeiran, escalier E, 3. étage du Centre des Cordeliers, de l'Ecole-de-Médecine 15, rue de l'Ecole-de-Medecine, Paris-for-one thèse de doclaral intiplée" «La-Bible d'Albo, Molso de Gnadalajara. Contribulon à l'étude des rapports entres juifs et chrétiens dans l'Espagne médiévales. Cette sou-tenance est publique.

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'is oous pervisionent avant 9 h per Fex au elège du journel. 15, rue Parquière, 75601 Paris Cadex 15 Total : 205 805 F Télécopieur : 45-68-77-13 Tanf de la ligne H T.

Abonnés et actionnaires 90 f Communications diverses 105 F

Touriss rubriques

JOURNAL OFFICIEL

Soot publies au Journal officiel daté 12-13 novembre 1993: DES DÉCRETS : nº 93-1228 du 5 novembre 1993 modifiant le décret nº 90-680 du 1º août 1990 relatif au statut particulier des eurs des écoles; nº 93-1229 du 10 novembre 1993 relatif eu serment professionnal prété par les personnels da La Poste; nº 93-1230 du 10 novembre 1993 relatif au sermeot professioonel prêté par les personnels da France

Sont publiés au Journal officiel du 14 novembre 1993

DES ARRÊTES du 10 novembre 1993 relatifs à la mise en application du système de fabrication et de gestion informatisée des cartes nationales d'identité.

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6171



HORIZONTALEMENT 1. Peut être un homme d'honneur. – II. Un bon eccord. – III. Un relentissement du progrèe. – IV. La langue du Sud. Nappe. – V. Il y eut une période où il était courtois. Ve ventre à terre. -VI. Un fils de prince. - VIL S'exprimer comme un duc. Peut grossir en hiver. - VIII. Dont on trouve des traces précisee. -IX. Facteur qui n'assure pas toujours le correspondance. D'un verbe actif. – X. Est de bon goût quand il est de nonne. Partie de desrt. - XI. Eet tirée d'une

VERTICALEMENT

1. Crie comme un bosuf. Paut gémir quand on la pince. --Dee .rupturee dene une construction. - 3. Compagnone de jeux. Privé de chef. -

4. Endroits où l'on peut trouver besucoup de carpes. - 5. Qui a besucoup circulé. Comme parfois un propriétaire. Devenu aigre. -6. Est plus arrondi qu'une dent. Grands, ne sont pas jumeaux. -7. Donne envie de fumer. Terme musical. - 8. Pas edmls. C'est un vrai cauchemar quand il est. meuvaie. - 9. Manquer. Pee

Solution du problème m 6170 Horizontalement

I. Intraveineuse. - II. Nannes. Insérer. -- III. Fromagère. -- IV. Lame. Ere. Angine. -- V. Itinérente. - VI. Enervant. Agee. --VII. No. Aerée, Set. Ré. -VIII. Ciel. Sée. Ures. - IX. Agne-. let. Oméga. - X. Bel. Inodore. -XI. Aventureuses. - XIL Encore. Navann. - XIIL Sueur. Ave. Elu. - XIV. Météorieme. Noé. --XV. Rasé. Cal. As. Dée.

Verticalement

1. Influençablee. - 2. Nera, Neige. Numa. - 3. Trompe. Enlacées. - 4. Rime. Râle. Voûte. -5. Ans. Ive. Lierre. — 6. Végéta-rienne. Oc. — 7. Esérine. Tot. Ara. — 8. Rentes. Dú. Vil. — 9. Nie. Ecomes. -- 10. En. Arasé. Rés. Ms. -- 11. Usinage. Œuvres. -- 12. Se. Gnetum. Sa. --13. Ermite. Révérend. -- 14. Ne. Reg. Siloé. - 15. Arme. Lésas. Nues.

GUY BROUTY

FRANCE

BORDEAUX BOURGES.,

DUON

RENOBLE.

LYON MARSERLE NANCY NANTES

PARIS-MONTS....

BARCELONE

E CAIRE

ONDRES

BELGRADE

-ÉTRANGER --

Eligibia de la como

115 tan ...

351 T

10 and 10

唐巴

ince! ': 12.14 ...

. .

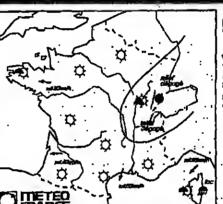
.

to .

地工

innte.

MÉTÉOROLOGIE



THE PERMIT IN MARKE 16 NOVEMBER VER MICH OWGB THE WASH

DELACEME ciel sers très mageux sur le nord-est du pays, en Alsace, Bourgogne, Franche-Comté, ainsi qu'en Lyernais. En cours de journée, les nueges se déchi-reront progressivement, sauf dans les vallées où lis pourront persister plus longtemps. Les sommets émergeront généralement vers 700 mètres.

En Corse, qualques petites everses se produkont le matin, at il feudra compter evec un vent da

Partout alleurs, prédominance d'un temps esc et bien ensoleillé, après le dissipation des brumes et des brouillands locaux, qui pourront être parfois ries promitards locaux, qui pourront être parfois givrants. Seule la Bretagne verre son ciel eu travers d'un voite nuegeux peu épais. Un vent d'est frais sera assez sersible sur una grande moité nord. Au sud, la tramontane sera soutenue le marin, mais faiblira en cours d'eprès-midi, tandia que le mistral persiatera encore, avec des rafalea atteignem 50 km/h.

PRÉVISIONS POUR LE 17 NOVEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC

POUR QUE L'IMAGE FRANÇAISE FASSE LE TOUR DU MONDE

Fabriquer des programmes pour la télévision, c'est avoir des idées, savoir financer, pouvoir exporter. C'est aussi notre engagement et celui de nos entreprises.

LES PRODUCTEURS FRANÇAIS DE TÉLÉVISION

Nostalgies

16.00 Série : Coda Quantum.

20.00 Série : Papa bricole I

19.00 Série : Deux flics à Miami.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Ainsi va l'éternelle nostalgie.

TF1	général de l'armement ; Jean- Flerre Khelif, patron de SSF
15.30 Feuilleton : La Clinique	Jean-Claude André, chercheur au CNRS; Pierre Thuiltier, hie-
de la Forêt-Noire,	torien; Reportages: La laser - spectacle; La sculpture au laser; Les hologrammes; Le
18.15 Jeu : Une famille en or.	 spectacle; La sculpture au
16.49 Club Dorothée.	laser; Les hologrammes; Le bistouri de lumière
17.50 Série : Premiers baisers. 18.20 Série :	23.40 Journal et Météo.
10.20 Sene:	0.00 Magazina
Hélène et les garçons.	0.00 Magazine : Le Carcle de minuit.
18.50 Magazine :	Présenté par Michel Field.
Coucou, c'est nous! Présenté par Christophe	The state of the s
Présenté par Christophe Dechavanne. Invités : les filta	FRANCE 3
Mitsouko.	
19.50 Divertissement :	15.15 Serie : Capitaine Furillo.
La Bébête Show	16.10 Magazine :
(et à 0.40)	Le l'ièvre de l'après-midi.
20.00 Journal et Météo.	Invitée : Mireille Mathieu.
20.45 Magazine : Perdu de vue.	17.45 Magazina :
Présenté par Jacque Pradel.	Une pêche d'enfer.
22.50 Magazine ;	18.25 Jeu : Question
Tout est possible	e pour un champion.
Invitée : Me Claude. La rumeur ; Leur métier ; Animo- folies ; Eternellement jeune.	18.50 Un livre, un jour.
folias: Etamellement journe	Trente ans et des poussières, de Jay McInerney.
0.05 Sport : Football, Présentation	18.00 Le 19-20 de l'information
de le première journée de la	18.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31; le journal
Champions League.	de la région.
0.45 Journal et Météo.	20.05 Divertissement ;
0.50 Magazine : 7 sur 7.	La Grande Classe.
Invité : René Monory (rediff.).	20.30 Le Journal des sports.
	20.50 Cinéma : La Pont
FRANCE 2	de la rivière Kwaï.
	Film britannique de David Lean
15.40 Variétés :	1957)
La Chance aux chansons. La mémoire de l'accordéon et	23.30 Journal et Mátéo.
te roi Jean d'Auvergne.	0.00 Magazine ; Entractes.
18.40 Jeu ;	Invitée : Barbara Hendricks,
Des chiffres et des lettres.	Portrait, par Isabella Pia; Théatre : Ladiales Fuka, euteur de Mr Theodor Mundstock;
17.05 Magazine ; Giga.	de Mr. Theodor Mundstock:
18.40 Jeu : Un pour tous.	Musique : le Quatuor, au
19.20 Jeu ; Que la meilleur gagne	Theatre Dejazet; Opera: Pla-
(et à 3.15);	cido. Domingo à l'affiche du
20.00 Journal, Journal des courses	Musique : le Cuatuor, au Théâtre Dejazet; Opéra : Pla- cido Domingo à l'affiche du Metropolitan Opera de New- York pour Stiffello, de Glu- soppe Vardi ; Danse : Maguy
et Métio.	sappa Vardi: Dansa: Maguv
20.50 ▶ Téléfilm :	Marin.
Le Sang des innocents.	1.15 Continentales.
De Miguel Courtois.	
22.25 Magazine : Savoir plus.	CANAL PLUS
Laser : le rayon magique, invi- tés : Jean-Michel Jarre : le	
tes : Jean-Michel Jarre ; le	15.05 Magazine :
professeur Brunetaud; Marc Stehle, ingénieur; Paul-Yvan de Saint Germain; Ingénieur	Télés dimancha (rediff.):
de Saint Germain: Innérieur	15.55 Surprises.
To come continued uniformore	16.10 Le Journel du cinéma.
	16.15 Cinéma : L'Inconsu
Les interventions à la radio	dans la maison, O
	- : Him français de Georges Laut-
Europe 1, 19 houres : Gérard	ner (1992) (demière diffusion). 17.54 Surprises.
Longuet («Chib de la presse»). France-inter, 19 h 20 : La vol-	16.00 Canaille peluche.
tura électrique (e. l. a téléphone	En alak inggrid 20 25
: 77KE GIARTONIO (#.) O TOIONNONO . P.	

- aramis Cast Guend if ass

- IX. Agne

andore.

Encone Ave Bu

2 Nam compe. Enta-te Volve

o in Guere

--- ラー・・・ - 14 %

- S.

CLY EROUN

TAMPERATURES

FRANCE

Tes ma - Siste

ing to skilled to make 1948 make 1948

التعرف أحاجر

1.4.5

ETRONGER

Noe ...

5 11 20 12 20 20 eme nº 6170

The strong

chercheur	20.50
tiller his.	
Le laser pture au nmes; Le	22.10
imes; Le	22.1!
	22.20
1	
L Field.	0.00
	0.00
100	. 4 95
rillo.	1.35
mately:	
-midi. ieu.	
,	١
1.	17.00
vussières,	
umation	18.25
imation. le journal	10.40
	40.00
S	19.00 19.35
	19.35
evid Lean	
avid Essii	19.40
88.	
andricks.	
elle Pia;	20.30
ts, euteur indstock ;	20.40
wor. au	
nuor au era Pla	· · · · ·
ffiche du	22.10
de New- de Glu- : Maguy	
Maguy	
	23,10
	23, 10
Hf.):	
a	
"	
. 1	
ges Laut- liffusion).	0.05
inimision).	

général de l'armement; Jean- Pierre Khelif, patron de SSF; Jean-Claude André, chercheur au CNRS; Pierre Thuillier, hie-	20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Téléfilm :
au CNRS; Pierre Thuilier, his-	Les Epées de diamant. De Denys de La Patellière.
torien; Reportages: La laser	22.10 Flash d'informations.
torien; Reportages: La laser spectacle; La sculpture au laser; Les hologrammes; Le bistouri de lumière	22.15 La Journal du cinéma.
historyi da humilira	22.20 Cinéma :
23.40 Journal et Météo.	Une vie indépendante.
0.00 Magazine :	Film franco-russe de Vit
Le Carcie de minuit.	Film. franco-russe de Vir Kanevski (1991) (v.o.).
Présenté par Michel Field.	0.00 La Journal du hard.
	1. 0.05. Cinéma · Instinct Animal
FRANCE 3	Film américain, classé X,
	Film américain, classé X, John Leslie (1992).
15.15 Série : Capitaine Furillo.	1.35 Cinéma : Vagabond. =
16.10 Magazine :	Film français d'Ann Le Mo nier (1992).
Le Fièvre de l'après-midi.	180 (1002).
Invitée : Mireille Mathieu.	ARTE
17.45 Magazine:	- Anti-
Une pêche d'enfer.	Com to office incomes 10.00
18.25 Jeu : Question	Sur le câble jusqu'à 19.00 -
e pour un champion.	17.00 Documentaire :
18.50 Un livre, un jour.	Vaclav Havel.
de las Mainesess	Un conte de Bohême, d'Iv Fila (rediff.).
Trente ans et dee poussières, de Jay McInemey. 18.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31; le journal	18.25 Cinéma d'animation ;
De 19 09 à 19 31: le lournal	Snark.
de la région.	Lupo the Butcher; Conque
20.05 Divertissement ;	de la forme: Un portra
La Grande Classe.	de la forme; Un portra Qu'est-ce que c'est? (rediff
20.30 Le Journal des sports.	19.00 Série : Hale and Pace.
0.50 Cinéma : La Pont	19.35 Documentaire :
de la rivière Kwei.	L'Arme génique.
Film britannique de David Lean	Le virus tueur et la chenille.
. [1957].	19.40 Documentaire :
3.30 Journal et Mátéo.	La Nouvelle Tomate.
0.00 Magazine : Entractes.	De Michel Busse et Ma
invitée : Barbara Hendricks,	Rosa Bobbi.
Portrait, per Isabelle Pia;	20.30 6 1/2 Journal.
Theatre : Ladiales Fuks, euteur	·20.40 Cinéma :
de Mr. I neodor Munostock;	Le Sorgho rouge,
Thatte Deigrat Oners Plan	Film chinois de Zhang Yim
. cido. Domingo à l'affiche du	11987).
Metropolitan Opera de New-	22.10 Documentaire :
York pour Stiffelio, de Glu-	Macadam,
seppe Verdi; Danse : Maguy	Glenn Miller, America's Mu cal Hero, de Don McGlynn.
Invitée: Barbara Hendricks, Portrait; par Isabelle Pia; Théatra: Ladialas Fuks, euteur de Mr Theodor Mundstock; Musique: le Cuaruor, au Théatra Dejazet; Opéra: Pla- cido Domingo à l'afficha du Metropolitan Opera de Naw- York pour Stiffello, de Glu- seppe Verdi; Dense: Meguy Marin. 1.15 Continentales.	23,10. Documentaire:
1.15 Continentales.	Le Cœur aventureux.
045141 07110	Une epproche de Ernst Jo
CANAL PLUS	ger, de Martin Weinhart.
E OF Manning	ger, de Martin Weinhart. Qu'y a-t-il de commun entre
15.05 Magazine :	roote des troupes d'asse
Télés dimanche (rediff.):	qui voit dans le combet «u expérience intérieure » et ce
15.55 Surprises.	expérience interieure » et ce
6.10 Le Journel du cinéma.	qui deviendra un grand mys
8.15 Cinéma : L'Inconnu	que inspiré par le monde d
dans la malson. O	rêves, des drogues et de nature ?
:Film français de Georges Laut- ner (1992) (demière diffusion).	0.05 Court métrage :
7.54 Surprises.	Amelia Rose Towers.
16.00 Canaille paluche.	M 6
En clair jusqu'à 20.35	
16.30 Ca cartoon.	14.15 Magazine :
A 48 74	In Via A plaine tubes

10.55 11.00

11,45 12.00 12.05 12.45 13.00

13.30 14.20 15.15

17.45

16.25

16.50 19.00

20.05

20.30 20,50

22.05 22.35

23.30

23.55

En clair jusqu'à 7.25

Les interventions à la radio

RTL, 7 h 25 : Alain Carignon.

Cinéma : Instinct Animal. Film américain, classé X, de John Leslie (1992). Cinéma : Vagabond. = Film français d'Ann Le Mon-nier (1992). ARTE Sur le câble jusqu'à 19.00 ---Documentaire : Vaclav Haval. Un conte de Bohême, d'Ivan Fila (rediff.). Cinéma d'animation ; Lupo the Butcher; Conquete de la forme; Un portrait; Qu'est-ce que c'est? (rediff.). Série : Hale and Pace. FRANCE-CULTURE 20.30 Le Grand Débat. Documentaire : L'Arme génique. Le virus tueur et la chenille. Le Grand Debet.
Faut-il dépénaliser la drogue?
Avec Francis Ceballero,
Robert Broussard, Anne Coppel, Jeen-Paul Séguéla, Willy
Rozenbaum, en direct. Documentaire : La Nouvelle Tomate.

De Michel Busse et Maria
Rosa Bobbi. 21.30 Ecritures pour merionnettes. La Disparition de Pline, de Clément Rosset. 6 1/2 Journal. Cinéma : Le Sorgho rouge, ## Film chinois de Zhang Yimou 22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité du théâtre. 1987). Documentaire : 0.05 Du jour au lendemain. Avec Alain Daguerre de Hureaux (Delecroix). Macadam, Glenn Miller, America's Musi-0.50 Musique : Coda, cal Hero, de Don McGlynn. Documentaire: Le Cœur aventureux. FRANCE-MUSIQUE Le Cœur aventureux.

Une epproche de Ernst Jünger, de Martin Weinhert.

Du y a-t-il de commun entre le poète des troupes d'assaut qui voit dans le combet rune expérience intérieure » et celui qui deviendra un grand mystique inspiré par le monde des rêves, des drogues et de la nature? 20.30 Concert (donné le 19 octobre Concert (donné le 19 octobre à le saille de concert de l'Esto-nie): Psaumes de David 104, 121, 141, de Kreek; Canti-cum Mariae Virginis, de Raura-vaara: Paysages d'automne, de Tormis; Te Deum, de Paert, par le Petit Choaur de la Philharmonie estonienne, dir. nature 7 Tonu Kaliuste. Court métrage : Amelia Rose Towers. 23.09 Ainsi la nuit. Par Cécile Reynaud. Sonate pour violon et piano ne 5 en fa majeur op. 24, de Beethoven; Cuintette pour clarinette et cordes en și La Vie à pleins tubes. 17.00 Veriétés : Multitop. 17.30 Série : L'Etalon noir. 0.00 L'Heure bleue, Transattanti-

N évoqueit samedi eoir eutour de Bemerd Rapp une époque fabuleuse où 20.35 Magazine : Ciné 6. 20.50 Cinéma : des femmes en vison et en Scorpion rouge. O Film eméricain de Joseph Zito |1988). limousine glissaient voluptueu-eement dans les pagee glacées dee magazines, où s'édiffaient 22.30 Cinéma : Mort ou vif. o Film américain de Gary Sher-men (1986). 0.15 Informations : à la Bourse des fortunes scintillantes comme des gratte-ciel de Manhattan. Pour lee distraits qui l'euraient traversée sans e'en rendra compte, pré-Stx minutes première heure. 0.25 Magazine : Culture pub. 0.50 Magazine : Jazz 6. Los Van Van. cisone que cette période bénia, qui vit le champagne couler aux fontaines publiques, se eitueit 1.50 Magazine : Les Enquêtes de Capital. dans les cannées 80». 2.15 Rediffusions. On en perleit à propoe du Thebes, capitale de l'empire; Nomad's Land; Fréquenstar; La Tête de l'empio; Fax'O; Les Enquêtes de Capital. récent roman d'un jeune Amé-ricain, Jay McInemey, Trente ans et des poussières (Ed. de l'Olivier). Il raconte avec une

fort courtoise cruauté l'équipée d'un trenteneire bohème, éditeur de poésie, qui entreprend, épeulé per un requin de le heute finance, de recheter se maison d'édition. Le beau rêve e'écroulera avec le Dow Jones, ensevelissent pêle-mêle sous ees décombres les idéeux de jeunesse d'une génération et leur transmutation naturelle :

l'ambition d'une belle et bonne réussite matérielle.

glorieuses, etc.

17.30 Série : L'Etalon noir. 18.00 Série : Code Quantum. 19.00 Série : Deux flics è Miami.

19.54 Six minutes d'informations,

20.35 Megazine:
Grandeur natura.
Présenté par Caroline Avon.
Le rève d'un enfant: Sanden-

Météo. 20.00 Série : Papa bricole l

De ce roman poliment déses-péré, Bernard Rapp et ses invi-tés - Serge July et Frenz-Oli-vier Glesbert - ne retinrent pourtant que le cadre : la fres-que des fabuleuses années 80. Cer les temps d'evant, c'est blen connu, éteient toujours plue heureux. Les ennées 80 euccédeient d'ailleurs elleseuccédeient d'eilleurs elleemêmes eux prospères ennées 70, lesquelles couron-naient les euphoriques « trente

France 3 noue proposait le lendemain de verser une larme eur une eutre époque bénie : «les ennéee Kelachnikov». Toute l'aprèe-guerre revue à travera l'œil noir de le fameuse arme eutomatique soviétique, conçue en 1647. Lee euteure eemblaient ei amoureux de leur sujet qu'ils regrettaient presque que son mythe eût été écomé per tant da melencontreuees utilisationa. «L'imege que ee donne le kalechnikov à Berlin ne pouvait être pire », soupiraient-ils en évoquant lee meurtree, per les vopoe, dee fuyerde de RDA. Heureusement, « de l'eutre côté de le Méditerranée », l'erme « se donneit une imege libératrice». «C'était l'outil d'un monde qui voulait monter eu ciel », expliquait le premier président algérien Ben Bella, racontant evoir bénéficié de larges facilités de

On découvrit un humaniste nommé Mikheil Kelechnikov, encien sergent de l'Armée rouge, et heureux père de cette pin-up dee ereeneux. Avec le recul, il regrettait que son arme eît servi à tuer déralsonneblement. « Elle devrait servir à le paix, pas à la guerre », rêvait-il à voix haute. Sa fille – la demieœur de le mitraillette, en quelque sorte - racontait attendrie ses ecuvenire femilieux. A contempler cette étonnante et sympethique enquête, on se leissait preeque gegner par la nostalgie de l'heureux temps où la mort elle-même avait une

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble cont publiée cheque semelne dens notre supplément daté radio-télévision » ; O Film à éviter ; • On peut voir ; • Ne pas manquer ; sss Chef-d'œuvre ou classique.

MARDI 16 NOVEMBRE

France-Culture, 20 h 30	16.30 Ca certoon.
.Faut-II depensioner le croque	- 16.45 Magazine : Nulle part alleurs
_(«La grand débat»).	Invité : Frédéric Dard.
the second secon	
in the same	
- X	
TE 1	6.30 Télématin. Avec le journal à
6.00 Série : Passions (et à 10.25	7.00, 7.30, 8.00.
6.28 Météc (et à 6.58, 9.33).	. Amoureusement vôtre.
6.30 Club mini Zig-Zag. Jayou!	6.55 Feuilleton:
7.00 Journal 7.20 Dessin animé :	9.15 Magazine : Matin bonheur.
Transmutazors let à 9.25).	Les familles recomposées.
7.25 Club Dorothée avant l'écol	
Coste; BC-BG; Olive et Ton	chologue.
8.35 Télé-shooping.	11.20 Flash d'Informations.
9.05 Feuilleton : Hopital central	11.55 Jou : Pyramide.
9.45 Feuilleton : Haine et passions.	12.25 Jeu : Ces années là.
10.55 Séria : Tribunal	12,59 Journal et Météo.
11.25 Feuilleton : Senta Barbara.	ACCO CALL LA Demand
11.50 Jeu : La Roue de la fortune 12.20 Jeu : La Juste Prix.	14.60 Série :
12.50 Magazine : A vrai dire.	15 40 Tlamb, an direct do Spint.
13.00 Journal, Météo et Tor compte fait.	Cloud
13.35 Faciliaton	15.55 Variétés :
Les Feux de l'amour.	La Chance aux chansons. Emission présentée par Pasca
14.30 Série : Cannon. 15.30 Feuilleton : La Clinique	Sevran. La mémoire de l'accordéon et
de la Forêt-Noire.	le roi Jean d'Auvergne.
18.15 Jeu : Une famille en or.	16.45 Jeu: Des chiffres et des lettres.
16.40 Club Dorothée. 17.50 Série : Premiers baisers.	17.10 Magazine : Giga.
18.20 Série :	18.40 Jeu : Un pour tous.
liélène et les gerçons.	19.20 Jett : Que le meilleur gagne (et à 4.30).
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous!	20.00 Journal, Journal des courses
16.50 Divertissement:	et Météo.
Le Bébête Show (et à 1.15).	20.50 Cinéma :
20.00 Journal, Tierce et Meteo.	Film français de Georges Laut- ner (1985).
20.50 Cinéma : Les Bronzés font du ski. a :	22.25 Magazine :
Film français de Patrio	
Leconte 1979). 22.30 Divertissement : Ciné page	le este esse domicile tive
22.35 Cinéma : Borsalino. a	Reportages : Lae bleue ;
Film français de Jacque	Claude. Carela et Carole
Deray (1969). 0.45 Magazine :	23.40 Journal, Météo et Journal
Le Chib de l'enieu	
Présenté par Emmanuel de l Taille et Alain Weiller, invités	0.05 Megazine :
Reitrano Marun, Jecdne	D. C. Control Cold
Petit, Roland de Farcy, Franc Charbon - Jean-François Mine	
Charbon, Jean-François Mine Alein Deleu, Albert Francieu	Jamaie sana mon livre.
1.20 Journal et Météo. 1,30 Magazine : Reportages.	Diffusé sur France 3 le 13 novembre
Sergoositives, mamens avai	2.05 Magazine : Savoir plus
tout, de Laure Debreuil :	(rediff.). 3.20 Documentaire : Okavongo.
Gérard David (rediff.).	4.00 Dessin animé (et à 4.25).
(et à 2.55, 3.56, 4.55).	4.10 24 heures d'info.
2.05 Documentaire:	FRANCE O
Histoires naturelles	FRANCE 3
(et à 4:05). 3.00 Documentaire :	7.00 Premier service.
Haroun Tazioff	7.15 Bonjour les petits loups.
raconte sa Terre. 5.00 Série : Mésaventures.	8,00 ➤ Continentales. Zak (v.o.); A 8.20, Ausland
5.25 Musique.	. I Journal Iv.n.): A 8.40, Q006-
5.35 Documentaire :	tuige : magazine néerlandais (v.o.); A 9.00, Euro hebdo,
l'Aventure des Diantes.	[4.0.], A 9.00, EMO 18000,

5.55 Série : Côte cœur.

5.55 Feuilleton :

Sahel, la vie aux limites; A 9.55, Semaine thématique :	Dan Rather et Connie Cheng. 7.23: Le Journal de l'emploi.
L'homme, machine biologi-	Présenté par Martine Mauléon
que? (2º partie). Autodéfense, Invité : le professeur Luc Mon- tagné. Documents : La sys-	7.25 Canaille peluche. En clair jusqu'à 8.05
tagné. Documents : La sys- tème immunitaire, de Marie Larouche ; Le virus du sida ; Le	7.50 Ca cartoon.
sida, comprendre pour préva- nir, de Catherine Laffin.	Présenté par Velérie Payet. 8.05 Magazine :
Espace entreprises:	Télés dimanche (rediff.).
L'Homme du jour.	9.00 Téléfilm : La Rege d'aimer. De Francis Mankiewicz, eve
Magazine : Français, si vous parliez.	Kate Nelligan, Kenneth Welsh
La drogue (2- partie). La Cuisine des mousque-	11.00 Flash d'informations. 11.03 Cinéma : Vagabond.
taires.	Film français d'Ann La Mor nier (1992).
Flash d'informations. Télévision régionale.	En clair jusqu'à 13.35
Journal.	12.30 Megazine : La Grand
Magazine : Votre cas nous intéresse.	Famille. Présenté par Jean-Luc Dela
Propriétaires-locateires : des rapports difficiles.	rue. J'ai eu une aventure ave le (la) meilleur (e) ami (e) d
Série :	mes parents; Une famille d
La Conquête de l'Ouest. Série : La croisière s'emusa.	13.30 Le Journal de l'emploi.
Série : Capitaine Furillo.	13.35 Cinéma : Une vie indépendante.
Magazine : La Fièvre de l'eprès-midi.	Film franco-russe de Vita
invité : Marc Levoine.	Kanevski (1991) (v.o.). 15.10 Magazine :
Magazine : Une pêche d'enfer.	24 heures (rediff.). 15.05 Le Journal du cinéma.
Présenté per Pascal Sanchez, an direct de Bruxelles.	15.10 Cinéme : Par l'épée. Film américain de Jeremy Par
Jeu : Questions	Film américain de Jeremy Par Kagan 1991).
pour un champion. Un livre, un jour. Le Vie	17.40 Documentaire : Sylvia, une sterne devenue star.
errante, d'Yves Bonnefoy. La 16-20 de l'information. De 19.08 à 19.31, le journal	De Richard Brock et Ingeme
De 19.09 à 19.31, le journal	18.00 Canaitie peluche.
de le région. Divertissement :	La Légende de l'Ile au trésor.
La Grande Classe. Le Journal des sports.	—— En clair jusqu'à 20.35 —— 18.30 Ca cartoon.
Spectacle :	18.45 Magazine :
Attention, magie. Présenté par Vincent Perrot. Avec les Netcheporenko;	Nulle part ailleurs. Présanté par Philippe Gildes e
Avec les Netcheporenko;	Antoine de Caunes, Invités
Nielsen; Vidéo Clown; Tom Mullica; Méga-illusion, de	Jackie Chan, D. Herroin. 20.30 La Journal du cinéme.
Gilles Arthur. Journal et Météo.	20.35 Cinéma : Backdraft. s
Les Brûlures de l'Histoire.	Film américain de Ron Howar (1991).
Magazine présenté par Laure Adier et Patrick Rotman. Dos-	22.45 Flash d'informations.
gior: Tuor de Gaulle, les	22,50 Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain da Rober
attentats de l'OAS contre le général, 1961-1965. Invité :	M. Young (1988) (v.o.). 0.40 Cinéma :
Jacques Delarue, historien ; Séquence actualité ; le fait	Le Bal de l'horreur 4. 0
divers. Invité : Maurica Lever,	Film canadien de Clay Borri (1991).
auteur de Canards sanglants - Naissance du fait divers.	2,15 Documentaire: Le Cas 112
Magazine :	ARTE
A la une sur la 3. Présenté per Christine	
Ockrent. Continentales.	- Sur le câble jusqu'à 19.00 -
	17.00 Cinéma : Les Sentiers
CANAL PLUS	de la gioire.

7.25	Canaille peluche.		armées d'Hitler à Stalingrad. Les rites du souvenir.
	En clair jusqu'à 8.05	20.30	6 1/2 Journal.
7 50	Ca cartoon.	20.40	Magazine : Transit.
7.50	Présenté par Velérie Payet.	20.40	De Daniel Leconte, Akrérie :
8.05	Magazine :		De Daniel Leconte. Algérie : comment sortir de l'impasse?
	Télés dimanche (rediff.).		Quel combat pour les démo-
9.00	Téléfilm : La Rege d'aimer.	1	cretes? FIS, FLN, armée : quelle atternetive politique?
	De Francis Mankiewicz, evec	į .	Les Français en Algérie.
	Kate Nelligan, Kenneth Welsh.	21.45	Soirée thématique :
1.00	Flash d'informations.		La Bonheur de marcher.
1.03	Cinéma : Vagabond.	1	Soirée conçue par Doris Hepp
	Film français d'Ann La Mon- nier (1992).		(ZDF).
		21.46	Court métrage :
	En clair jusqu'à 13.35		Apprendre à marcher. De Kerstin Stutterheim.
2.30	Megazine : La Grande	22 00	Documentaire : Portraits
	Famille.	22.00	
	Présenté par Jean-Luc Dela-		de pèlerins sur la route de Saint-Jacques.
	le (la) meilleur (e) ami (e) de		De Maruse Rergonzat et Diego
	Présenté par Jean-Luc Deta- rue. J'ai eu une aventure avec le (ta) meilleur (e) ami (e) de mes parents; Une famille de nains.	l	Mas trelles.
	nains.	ĺ	Ouatre Européens recontent leur pélerinage.
3.30	Le Journal de l'emploi. Cinéma :	22 00	Documentaire : Entretien
3.30	Une vie indépendante.	25.00	avec Jacques Lacarrière,
	Film franco-russe de Vitali	i	écrivain-voyageur.
	Kanevski (1991) (v.o.).		écrivain-voyageur. De Diego Mas Trelles.
5.10	Magazine:	23.20	Documentaire :
	24 houres (rediff.).		En Patagonie. De Jan Schütte.
	Le Journai du cinéma.		De Jan Schütte. Le Patagonie racontée par
5.10	Cinéme : Par l'épée. ■		Le Patagonie racomée par l'écrivain Bruce Chatwin.
	Film américain de Jeremy Paul Kagan (1991).	0.05	Court métrage :
7.40	Documentaire : Sylvia,	-11-0	En avant, marche i
	une sterne devenue star.		De Manfred Hulverscheidt.
	De Richard Brock et Ingemer		Excursion dans le monde des fantassins.
- ^	Lind.		1917(433818.
0.00	Canaîtie peluche. La Légende de l'île au trésor.	1	M 6
	En clair jusqu'à 20.35		
		8.10	Musique :
0.3U	Ça cartoon. Magazine :		Boulevard des clips (et à 9.30, 10.05, 1.05).
6.49		7.00	lefe a side, reloc, rivor.
	Nulle part ailleurs.		
	Présenté par Philippe Gildes et	7.00	tet à 9.00. 9.00. 10.00.
	Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes, Invités :	7.00	Informations: M 6 express (et à 9.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
	Antoine de Caunes, Invités: Jackie Chan, D. Herroin.		(et à 9.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50). Contact 6 Manager.
0.30	Antoine de Caunes, Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma.	7.05	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivie
0.30 0.35	Antoine de Caunes, Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéme. Cinéme - Rackdraft	7.05 7.15	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05).
0.30 0.35	Antoine de Caunes, Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéme. Cinéme - Rackdraft	7.05 7.15	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique.
0.35	Antoire de Cauries. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma : Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991).	7.05 7.15 9.05	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-achat.
2.45	Antoire de Cauries. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma : Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations.	7.05 7.15 9.05 10.55	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-schat. Série : Jet Set.
2.45	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma : Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma : Nicky et Gino. o	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourtique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz.
2.45	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma : Backdraft. a Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain da Robert	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison
2.45 2.50	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma : Sackdraft. a Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.).	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie.
2.45 2.50	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma : Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma :	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-schat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseanne.
2.45 2.50	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35	Contact 6 Manager. Les Marins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourique. Télé-schat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseanne. Magazine :
2.45 2.50 0.40	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. a Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris (1991).	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourtique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseanne. Magazine : Les Enquêtes de Capital.
2.45 2.50 0.40	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseanne. Magazine : Les Enquêtes de Capital, Comment font-ils? Enquête
2.45 2.50 0.40	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris (1991). Documentaire: Le Cas 112.	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35 13.25 14.00	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourique. Télé-schat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseanne. Magazine : Les Enquêtes de Capital, Comment font-ils? Enquête sur la vie quotidianne dss Russes.
2.45 2.50 0.40	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. a Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris (1991).	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35 13.25 14.00	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseanne. Magazine : Les Enquêtes de Capital. Comment font-ils? Enquête sur la vie quotidienne des Russes. Magazine :
2.45 2.50 0.40 2.15	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borns (1991). Documentaire: Le Cas 112. ARTE	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35 13.25 14.00	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourtique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : Papa Schultz. Série : Roseanne. Magazine : Les Enquêtes de Capital. Comment font-ils? Enquête sur la vie quotidienne des Magazine : Le Vie è pleins tubes.
2.45 2.50 0.40 2.15	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borris (1991). Documentaire: Le Cas 112.	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35 13.25 14.00	Contact 6 Manager. Les Matins d'Olivia (et à 8.05). M 6 boutique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : La Petite Maison dans la prairie. Série : Roseame. Magazine : Les Enquêtes de Capital. Comment font-ils ? Enquête sur la vie quotidienne des Russes. Magazine : Le Vie è pleins tubes. Vidéofan : Louis Chedid.
2.45 2.50 0.40 2.15	Antoine de Caunes. Invités: Jackie Chan, D. Herroin. La Journal du cinéma. Cinéma: Backdraft. s Film américain de Ron Howard (1991). Flash d'informations. Cinéma: Nicky et Gino. o Film américain da Robert M. Young (1988) (v.o.). Cinéma: Le Bal de l'horreur 4. o Film canadien de Clay Borns (1991). Documentaire: Le Cas 112. ARTE	7.05 7.15 9.05 10.55 12.00 12.35 13.25 14.00	Contact 6 Menager. Les Martins d'Olivia (et à 8.05). M 6 bourtique. Télé-achat. Série : Jet Set. Série : Papa Schultz. Série : Papa Schultz. Série : Roseanne. Magazine : Les Enquêtes de Capital. Comment font-ils? Enquête sur la vie quotidienne des Magazine : Le Vie è pleins tubes.

de la gloire.

Film américain de Stanlay
Kubrick (1958, rediff.).

18.25 Court métrage : Amelia Rose Towers. De M. J. Farkes (rediff.).

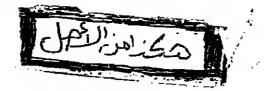
19.00 Série : Hale and Pace.

19,30 Documentaire :

_			
	Thomas Kufus.		Miselon enimeux : les
	Février 1993, cinquantième anniversaire de la défaite des	20 50	chouettes de Barry.
	armées d'Hitler à Stalingrad.	20.50	Série : Docteur Quinn.
	Les rites du souvenir.		La Secret; Portreits, Avec
30	6 1/2 Journal.		Jane Seymour, Joe Lando.
	Magazine : Transit.	22 45	Série : Mission Impossible.
••	De Daniel Leconte. Aktérie :		Sutterfly.
	comment sortir de l'Impasse?	23.40	Série : L'Exilé.
	Quel combat pour les démo-		La Secte.
	cretes? FIS, FLN, armée : quelle alternetive politique?	0.30	Informations :
	Les Français en Algérie.		Six minutes première heure.
1K	Soirée thématique :	0.40	Musique : Flashback.
~	La Bonheur de marcher.		Rediffusions.
	Soirée conque par Doris Hepp		
	(ZDF).	F	RANCE-CULTURE
46	Court métrage :		
	Apprendre à marcher.	20.30	Archipel science.
	De Kerstin Stutterheim.		L'hystérectomie.
90	Documentaire : Portraits	21.30	Profil perdu.
	de pélerins sur la route		Jean Ballard 1, rediff. .
	de Saint-Jacques.	22.40	Les Nuits megnétiques.
	De Maryse Bergonzat et Diego Mas Trelies.		Mythe où es-tu, mythe que dis-tu (1)?
	Ouatre Européens recontent	0.05	Du jour eu lendemain.
	leur péterinage.		Musique : Coda.
00	Documentaire : Entretien	0,50	Milandoo . Cook.
-	avec Jacques Lacarrière,	FF	RANCE-MUSIQUE
	écrivain-voyageur.		PHOE-MODICOL
	De Diego Mas Trelles.	20.30	Concert (donné le 20 novem-
20	Documentaire :		bre 1992 à Hembourg):
	En Patagonie.		Concerto pour piano et
	De Jan Schütte.		orchestre en le mineur op . 54, Manfred, ouverture op.
	Le Patagonia racomée par l'écrivain Bruce Chatwin.		115, Symphonia nº 3 en mi
15	Court métrage :		bémol majeur, de Schumenn,
,,	En avant, marche I		par l'Orchestre symphonique
	De Manfred Hulverscheidt.		de le NDR.
	Excursion dans le monde des	22.00	Les Voix de le nuit. Par Henri Goraieb, Roméo et
	fentassins.		Juliette, de Gounod (extraits
	14.0		des actes 4 et 51: M- Chry-
	M 6		santhème (extrait), de Messa-
			nor · Miralla (avtrait) de Gous

23.09 Ainei la nuit. Ouatuor à cordes n° 3 en sol majeur K 155, de Mozart; Adegio et allegro en la bémol méjeur pour hautbois et piano op. 70, de Schumann; Quetuor à cordes n° 2 en resieur de cordes n • 2 en ut majeur, de Cherubini. 0.00 L'Heure bleue.





26 • Mardì 16 novambre 1993 ••

Le Monde

au jour le jour

Place!

Avant de tenter de se faire une perite plece eu enleil de draient bien s'en feire une dens lee emphithéâtree. Les sallee de cours sont bondées cnmma des egences de l'ANPE, et lee TD sont convivieux camme le métro eux heures de pointe.

Les couloirs des universités regnrgent d'une jeunesse debout, faute de pouvoir e'asseoir. Elle s'efforce d'spercevnir, per-deesus le meeee compacte des doe studieux

errivés evant l'heure, le science en train de se faire. très loin, et de lire lee messagee magistraux sur les lèvres des professeurs cernés.

Cette rude leçon de bousculade, cette préparation intense à l'egrégetion às agrégats, paraît une initiation à la vie qui viendre Inrsque, diplôme nbtenu à force de juuer des coudes, il leur faudra peser sur dee partes dant eucune ne voudra e'ouvrir

PROCYON

l'essentiel

DÉBATS

Un entretien avec Bernard Lewis

Orientaliste englo-saxon aujourd'hui le plus en vue, spécialisé dens la grande époque médiévele erabe et le Turquie ottomane, Bernard Lewis s'est aussi penché sur le phénomène islemiste. Selon lui, l'«islemisme» est un danger pour les musulmans avant d'en être un pour leurs vaisins (page 2).

INTERNATIONAL

Plus de mille morts à Sri-Lanka

Le bilan définitif de l'offensive lancée, la semaine demière, par les maquisards des Tigres de libération de l'Eelem Ternoul (LTTE) contre la base aréonevale de Pooneryn (nord de Sri-Lanka) devrait dépasser les mille morts (page 3).

Echauffourées autour d'un mémorial à Berlin

On redoutait un incident à l'occasion de l'inauguration de la « Neue Wache », ce bâtiment, devenu depuis l'unification en 1990, un « Mémorial national de la République fédérale », dédié à «toutes» les victimes des conflits - qu'elles soient civiles ou militaires - ainsi que de l'Holocauste. Toutes les dispositions prises n'ont pas empêché que se produisent des échauffourées en présence du président de la République. Richerd von Welzsecker, et du chencelier Helmut Kohl (page 5).

POLITIQUE

Le «recentrage» des Verts

L'essemblée générale des Verts, réunie à Lille du 12 eu 14 novembre, e adopté un texte d'orientation qui privilégle le dialogue avec les forces de gauche. Plusieurs responsables socielistes se sont félicités de ce « recentrage » (page 8).

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

L'Union calédonienne, composante du FLNKS, se prononce pour une « indépendance négociée » en 1998 (page 10).

SOCIÉTÉ

L'attentat des «brigades punitives »

Pour venger la blessure d'un jeune voleur, un attentat contre un dépôt de le gendarmerie de la Haute-Geronne est revendiqué par des « brigades punitives » (page 13).

SPORTS

Les volleyeurs français dans l'attente

Battus par les Américeins (3 sets à 0), dimanche à Paris, les volleyeurs français devront ettendra les résultats des quatre autres groupes européens pour savoir s'ils ont encore une chence de se quelifier pour le championnet du monde qui eura lieu en Grace en 1994 (page 15).

COMMUNICATION

Un «Livre vert» sur l'audiovisuel

La mise en chentier d'un «Livre vert» sur le cinéme et l'audiovisuel en Europe vient d'être ennoncée (page 19).

ÉCONOMIE

Aider le développement de l'Afrique du Sud

A l'issue d'un voyage à Johannesburg, François Pengot, président du CNPF, invite les entreprises françaises à participer au développement de l'Afrique du Sud (page 20).

Services

Abonnements..... Annonces classées 22 Carnet, Mots croisés 24 Loto, Loto sportif............ 15 Marchés financiers.... 22-23 Météorologie 24 25 Radio-télévision. La télématique du *Monde* :

3615 LEMONDE **3617 LMDOC** et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économie» folioté l à XII

Demain Initiatives

Une race de conseillers discrets exerce désarmais son influence sur les chefs d'entreprise. Il arrive qu'ils travaillent directement dans la société, mais hors hiérarchie. En toute indépendance, ils jouent le rôle de vigies.

Le numéro du « Monde » daté 14-15 novembre 1993 s été tiré à 502 783 exemplaires La guerre dans l'ex-Yougoslavie

La destruction du pont de Mostar est un sacrilège irréparable pour les Musulmans de Bosnie

de notre envoyé spécial

Le vieux pont de Mostar, chefd'œuvre de l'architecture ottomane, a été détruit le 9 novembre par des obus croates. Pour les Musulmans de Bosnie, c'est un sacrilège irréparable.

Les obus croates s'abattent régulièrement sur les premières lignes musulmanes, près de la rivière, dans un fraces assourdissant. Cette journée de soleil va être la plus noire de la longue histoire de Mostar, la ville où « l'Orient et l'Occident se rencontrent» et où parfois ils se battent. Divisée depuis le 9 mai par le constit entre Croates et Musulmans, la plus grande, la plus vieille ville du sud de la Bosnie-Herzégovine, connue dans le monde entier pour son « vieux pont» ottoman en pierre. Mostar donc s'éveille en ce matin du 9 novembre comme pour un jour de guerre ordinaire.

A Mostar-est, les habitants -50 000 personnes presque toutes musulmanes aujourd'hui - émergent des caves des immeubles détruits par l'artillerie. Ils ont soif. Ils se regroupent près des camions-citernes, aux pare-brise monchetés d'impacts de balles, pour la corvée d'eau, L'eau courante, comme l'électricité ou la viande, sont des souvenirs qui datent de sept mois, d'avant le siège. Les enfants jouent sur les blindés des « casques bleus » espagnols, réclamant un gâteau. Ils ont faim mais ils rieut.

C'est un nouveau jour de siège presque banal dans la vieille ville -quelques centaines de mètres de large et quelques kilomètres de long -, prise en sandwich «entre les Tcheniks et les Oustachis», prise en étau entre l'armée de la «Républiue serbe de Bosnie», immobile sur les montagnes à moins d'un kilomètre à l'est, et les forces de la « République croate d'Herzeg-Bosna», à l'inffensive, depuis la ville couvelle à 200 mètres et les collines de l'ouest.

Tout à coup, comme une traînée de poudre, une mauvaise rumeur parvient du quartier du bazar, aux vicilles mosquées défigurées par les bombes: «Stari most! stari mast!». Malgré cinq siècles d'exis-tence tumultueuse, des épidémies de peste, des tremblemeots de terre, des guerres incessantes contre les conquérants, malgré les morts et les dévastatinns du récent conflit avec les Serbes, malgré le bilan déjà très lourd des actuels affrontements avec les anciens alliés croates, Mostar va connaître le pire de ses drames. Les enfants arrêtent de jouer, les hommes de scier le bois, les femmes de remplir les bidons d'eau. Les sourires s'effacent des visages. En arrêt, interdits, ils ne penvent que répéter à voix

thèse-dissertation.

Tél. : (1) 40 70 11 71

Programme associé en Asie AMA HONG KONG

basse : «Stari most l». Une catastrophe est arrivée.

En apparence, ce n'est rien. Ni un de ces obus qui parfois s'abat-tent sur une file de gens qui attendent pour l'ean, et provoquent un afflux de blessés dans le sous-sol de l'hôpital de fortune; ni la terrible annonce, tant de fois répétée, que l'arrivée d'un convoi humanitaire est de nouveau reportée, alors que la ville est rongée par la faim. Ce n'est pas non plus un désastre mili-taire : au bord de la rivière, l'armée de Bosnie-Herzégovine, qui o'a que des kalachnikovs, des mitrailleuses et quelques mortiers, tient toujours bon sous le feu de l'artillerie lourde croate. Ce n'est rien de tout cela; c'est juste le «stari most», le vieux, le très vieux pont de la ville. Mais c'est l'âme de Mostar et de la Bos-



se sont effondrés en quelques secondes. Le chef-d'œuvre de l'architecture ottomane, le « croissant de lune en plerre» qui enjambait majestueusement le rivière Neretva, l'ouvrage de Souleyman le Magnifique, le pont - d'abord de bois puis de pierre - qui avait donné à la ville son essor et son nom, qui evait survécu à tout et que tous evaient épargné, le pont s'est abimé dans la rivière sous le bérément, à tir tendu, par les forces crostes. Comme si un crime evait été commis, la Neretva s'est teintée de rouse. Et quand le courant eut emporté les remous de boue, il ne restait plus rien.

Rien que deux moignons de pierre de l'arche magnifique qui, défiant la pesanteur, s'élançait à plus de 20 mètres au-dessus des flots de la Neretva. Quatre cent trente-six ans et quinze jours aupa-ravant, le 24 octobre 1557, evait été posée la première pierre. Après I ans de travaux et, dit-on, le suicide du constructeur écrasé par la tâche, les pierres collées par un mortier fait, dit-on aussi, de 99 000 ceufs, s'étaient rejointes et tenaient depuis par la «tension des lignes extrêmes». Le miracle vient de

Comme beaucoup, Darin, un jeune Croate qui e épousé la cause bosniaque, parle du pont comme d'un être humain et ne parvient pas à y croire. Malgré les tireurs

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street
San Francisco CA 94104

Master of Business Administration for International Management

of Business Administration

Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

Filière d'admission 3° cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Magistères, Maîtrises.

Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience

du projet professionnel - conduisant au MBA en Management

UCIUNAIE or International Management

Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus

■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS • MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :

Communique par International University of America - San Francisco - CA

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

haut niveau du management international couronné par une

est descendu à trois reprises, pour vérifier, au bord de la rivière : « Le pont, je le croyais immortel; j'aurais préféré que ce soit ma mère qui ait disparu aujourd'hui», dit-il les youx humides.

L'ame de la ville

Les étroites positions musulmanes, sur la rive ouest, sont main tenant isolées. Mais là n'était pas le problème mardi 9 novembre « C'est notre ame qu'ils ont frappée explique un jeune combattant musulman. Avec ce pont, ils ont détruit tous les ponts que nous aurions pu reconstruire avec eux. Ils ont cassé le symbole des Musulmans mais aussi de la ville. Nous ne l'oublierons jamais, »

Smail Klaric, réfugié et maire de la partie musulmane de la ville, affirme qu'il aurait «préféré mourir à la place du pont». Il essuie discrètement une larme. «Les Oustachis ne veulent rien accepter de notre culture, Même les Serbes n'ont pas détruit les mosquées; ils les ont seulement endommagées. Jusqu'à hier, avant la destruction du pont, nous tentions de trouver une solution négociée avec les Croates. Aujourd'hul, c'est clair, ils doivent partir », martèle-t-il.

Le soir, des habitants viennent à la «radio de guerre» regarder un enregistrement vidéo de la destruction. Chaque fois qu'un obus touche son but, ils secrent les dents, gémissent comme s'ils étaient touchés eux-mêmes. Ils écoutent ensuite les invraisemblables explications des médias croates qui attribuent la catastrophe à « des changes d'artillerie» ou aux afortes philes s. & C'est un Croate, mais pas de Mostar, qui a fait cela», se rassure l'un deux. «Je pense que de l'autre côté les Croates souffrent aussi. Je l'espère», ajoute-

Il est presque minuit et, eprès l'incrédulité, la peine et la peur d'une attaque, la colère monte. La ville commence à crier vengeance. Cette guerre, disent-ils tous, «n'est pas comme les autres». Uo jeune musulman veut aller s'enrôler chez les Serbes séparatistes de Krajina en Croatie « pour aller tirer sur Zagreb». Sacrilège contre sacrilège : un autre veut bombarder un lieu pèlerinage catholique et croate.

JEAN-BAPTISTE NAUDET (Lire également page 5). Réforme de la Constitution

Le Congrès pourrait se réunir vendredi 19 novembre

Le premier ministre souhaite que le Cnogrès du Parlement puisse se réuoir dès vendredi 19 navembre. La présidence de l'Assemblée nationale se prépare à noe telle évectualité pour accueillir députés et sénateurs à Versailles afin de mettre un point final à la révision de la Constitution que le gouvernement s jugé indispensable à l'application des accords européens sur le droit

Si le président de la République accède à cette demande de M. Balladur, le processus serait accéléré, puisque le Sénat ne se pronoocera que mardi 16 sur cette réforme constitutionnelle.

Mais le gouvernement sonhaite faire vite afin de tirer les conséquences de cette revision par la voie d'amendements à un projet de loi de M. Pasqua sur le statut des étrangers en cours de navette au Parlement

Foulard islamique: les jeunes Marocaines de Nantua n'ont pas été admises au collège

31 🚉

đ

忠

\$2.5

2

350

177mg . .

EC= --

ME3 #27

Fouzia et Fatime Aoukili, les deux jeunes Marocaines de le cité scolaire Xevier-Bichat de Nantue (Aln) n'nnt pes été admises dans leur collège, où elles s'étaient présentées, lundi matin 15 novembre, revêtues de leur voile islamique. Le proviseur, assisté de l'inspecteur d'académle, leur e signifié l'interdiction de pénétrer dans l'établissement. Une lettre recommandée devait partir dans la journée pour confirmer la mesure d'exclusion défini-tive qui evalt été annoncée eu cas où la famille persisterait dans son attitude. Le père des deux Marocaines e

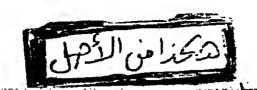
fait part de son intention d'attaquer le mesure d'exclusion devant le tribunal. Il a remis à la presse une lettre ouverte adressée au ministre de l'éducatinn netinnele, cosignée per les parents de deux edolescentee turques, également concernées par le port du foulard, mais qui ne se sont pes rendues à leurS cours, lundi. Ce texte evait été rédigé par un certain Moulay Haesan, qui se fait passer pour un islemologue apartide; il a été eppréhendé pour être entendu par les gendarmes eu moment où il arrivait devant le collège. -



LE CODE A CHANGÉ **CHANGEZ DE CODE**

Cette nouvelle édition comprend la partie législative, la partie réglementaire, la "loi d'adaptation" ainsi que la circulaire générale de commentaire, mode d'emploi du nouveau code pénal.





Le Monde ● Mardi 16 novambre 1993 I

Le Monde

i.e Congres pourrait se rémir rendredi 19 novemb

> du Pariene : Someomenical a je

. demande, in Deocessit at Fre the le Senar R: er andi ta · 11 la ments à un po ्र भी विश्ववाद्यां स्टब्स

an opens de me ==== ere .siamique : es wares Meroceines or Agritus nient pas

and admises au college

to the analysis of the properties? and the same of the leges a principal to the control of the Section 19 (1977)

and the state and arms

Section Section

the contract of the second the payer to use attended. the part of the profit fields the second of th The second second A TO SERVICE THE PROPERTY OF The second secon

EZ DE CODE

SWA la texane



South West Airà cinq pettee du transport eérien. En écresent les coûts, cette compagnie née en 1971 à Dellas, propose des prix imbattables sur les leieone courtes. Clients et béné-

page I

L'Allemagne croitelle encore dans la péenne ? Melgré duelques concessions à une opinion qui doute, le chit pes d'un pouce, sur le fond, son engegement pour l'Union euro-

Lettre de Francfort

Chronologie-éphéméride



En octobre, l'ectualité économique 3 été chargée pour les grandes entre-prises : PDG remerciés, privatisetions réalisées ou ennoncéez, «mégafusions» et conflite accieux specteculeiree, notemment à Air

Finances : Le certificat de décôt. par Josée Doyère : L'or à ferrer les ânes. Le cote das mots, par Jean-Pierre Collgnon: Go-show, no-show. Livres Les nouveaux paysans. PERSPECTIVES

Voitures électriques : les batt font de la résistance CONJONCTURE . L'emploi : Un jeune sur cinq. Les Philippines : des signes eants. La téléphone

À-CÔTÉS

Diamant polaire

En pleine taiga, on trouve un des premiers centres : -d'extraction des gemmes, source majeure de revenus pour la Russie

MIRNY (Sibérie)
de notre envoyé spécial

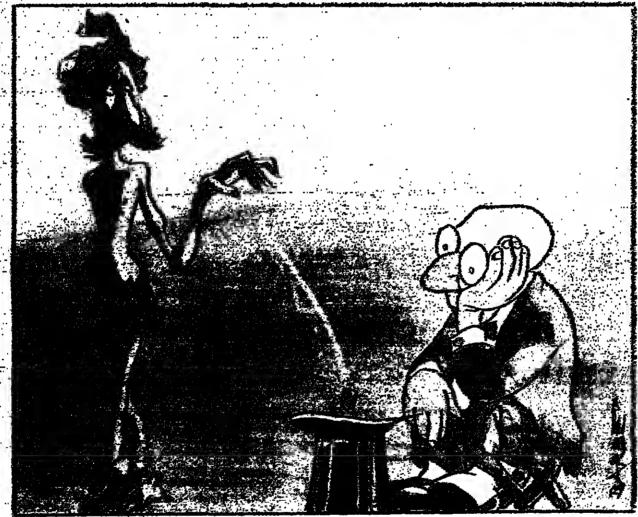
E me demandez surtout pas quelle est la production russe de diamant. C'est un secret stratégique qui n'a pas été levé par la perestrolla et je ne répondral pas été levé par la perestrolla et je ne répondral pas é vas questions sur ce sujet :: » Dès le début de l'entretien, le ton est sec et sans appel. Semion Zelberg, vice-président de Almazy Rossii-Sakha (ARS, Diamants de Russie et Sakha), la société mixte formée en juillet 1992 par Moscou et la République de Sakha pour exploiter les gemmes russes, est un géant bourru qui clame ouvertement son antipathie pour la presse. Le «secret d'Etar» est pourtant éventé depuis longtemps. Grâce à de nombreux recoupements, on sait que la Russie est quasiment le premier pro-ducteur mondial de diamant en valeur et le quatrième en volume, derrière l'Australie, le Zaïre et le Botswana, mais avant l'Afrique du Sod (le carat russe a une valeur supérieure à ceini des autres producteurs du fait de la pureté exceptionnelle de la pierre).

Bertrand de La Granga

Lire la suite page VI

LA CONCURRENCE DES PAYS À BAS SALAIRES

Délocalisations : la peur des riches



Les délocalisations, ces transferts d'activités vers les pays à bas coût de main-d'œuvre, ne sont pas un phénomène nouveau, mais elles s'accélèrent avec la mondialisation de l'économie et le décollage de l'Asie. La liste des secteurs touchés s'allonge, nourrissant la polémique. En réalité, c'est moins la richesse des pays développés qui est menacée que l'emploi et la rémunération – de leurs travailleurs non qualifiés.

Lire pages VIII et IX les articles de Pierre-Angel Gay, Dominique Gallois, Erik Izraelewicz, Pascale Krémer et Jean-Claude Pomonti

Executive programs

UN ENTRETIEN AVEC EDMOND MALINVAUD

Pour un « new deal » européen

Professeur au Collège de France, ancien directeur de l'INSEE et véritable chef de file des économistes français, Edmond Malinvaud e décidé de sortir de sa réserve légendaire avec, dit-il, un « sentiment de devoir » face à la dégradation dramatique de l'emploi en Europe. Convaincu qu'il n'y a pas de fatalité du chômage, il propose, dans un texte concu avec douze autres économistes, une ambitieuse initiative économistes, une ambitieuse initiative de relance à l'échelle européenne. Ce « programme », nous explique t-il, recommande d'abord d'abaisser rapidement les taux d'intérêt à court terme jusqu'à un niveau réel proche de zéro, ensuite de réduire fortement le coût du travail non qualifié (en exonérant la salaire minimum de toute charge sociale patronale) et enfin de lancer d'ambitieux programmes d'ambitieux programmes d'investissements à finalité collective, équivalent à 4 % du PIB auropéen étalés sur quetre ans.

cleirement position sur les moyens de com-battre le chômege. Pourquo??

— Cétait initialement pour provoquer un

examen de la situation à l'Association économique européenne, qui regroupe surtout des universitaires, et tient annucliement un congrés. Pensant que, dans les circonstances actuelles, l'Association ne devait pas se désintéresser du les pent pas négliger le problème. Le détonateur,

chômage, Jacques Drèze, de Louvain, et moi à l'autnmne 1992, a été cette prise de avons pris notre décision à l'automne 1992, conscience. quand nous avons constaté la détérioration de

** Cette note; préparée avec l'aide de col-lègnes, et guère diffusée en France, était donc destinée à amorcer une discussion entre économistes. Mais nous l'avons rédigée avec l'idée qu'elle pouvait avoir une audience plus large, que nous ponvions aussi transmettre un certain témoignage aux responsables politiques et à l'opinion publique. » Intitulé « L'ambition d'une initiative

européenne», le texte vise l'Union européenne, sans exclure d'antres pays européens. Mais il n'est pas destiné à définir une politique de l'Union; il concerne tout autant les actions à entreprendre an nivean national. Les pays européens se trouvant très solidaires et, malgré leur diversité, dans des situations analogues vis-à-vis du chômage, nous proposons des principes directeurs pour les politiques susceptibles de

redresser Pempioi. - En quoi cette crise est-elle différente

des cycles précédents?

On peut certes, d'un point de vue conjoncturel comparer la crise actuelle à d'audebat sur la crisa; or vous publiez, avec douze de vos conferes [1], une note qui prend de vos conferes [1], une note qui prend de vos conferes [1]. conjuncture que le moyen terme qui nous importe. Une association d'universitaires ne peut prétendre être sur la brèche et agir rapide-

- Pour vous, il n'y e donc pas de fatalité

du chômage, liée au progrès technique?

- Non, bien entendu. Les économistes sont très largement d'accord sur l'idée que le chômage est un dysfonctionnement du système éconnmique. Dès lors que ce système fonc-tionne mal, la situation peut cependant être aggravée par le progrès technique. Celui-ci n'est d'ailleurs pas tellement rapide à notre époque; mais il est défavorable aux emplois non qualifiés. Il n'a ainsi qu'une responsabilité seconde et

 Vous ne croyez pas au chômage struc-turel, contre lequel on ne peut rien... - A mon sge, et jusqu'à ma mort, je reste-rai fidèle à l'idée que les économistes peuvent

influencer l'emploi. - Actuellement, on cherche pourtant désespérément une recette miracle, comme la

semaine de trente-deux heures. - Les propositions qui fusent à l'heure actuelle débordent l'analyse économique, elles impliquent l'organisation du travail, sur laquelle les économistes ne sont guère compétents.

Propos recueillis par Véronique Maurus

Lire la suite page IV

(1) Jacques Drèze, Paul de Grauwe, Louis Gevers, Alexander Italianer, Olivier Lefebvre, Mau-rice Marchand. Henri Sneessens, Alfred Steinherr, Paul Champsaur, Jean-Michel Charpin, Jean-Paul



Aux cadres, dirigeants ou jeunes managers à fort potentiel, ESSEC IMD propose des séminaires courts ou des cycles de longue durée dans les domaines suivants:

■ Management général, Direction générale et stratégie d'entreprise;

■ Management de fonction: Marketing, Logistique, Ressources Humaines, Comptabilité, Finance, Management des systèmes d'information...;

Executive MBA.

Prochaines sessions: printemps-été 1994 (nous consulter).

INTERNATIONAL

MANAGEMENT

DEVELOPMENT

VIVIANE HENRIOT OU CATHERINE BOURGEOT

II Le Monde • Mardi 16 novembre 1993 •

Le certificat de dépôt, ce méconnu

Mal connu, il est un des placements les plus simples et les plus rentables. Il n'a qu'un inconvénient, majeur : l'apport minimum s'élève à 1 million de francs...

OUS venez de vendre un commerce, un appartement ou de toucher un béritage, et vous ne savez que faire de vos liquidités. Pour les gérer, dans l'attente d'un investissement à plus long terme, votre banquier aura dans son escarcelle plusienrs produits à vous proposer : des sicav monétaires, bien sûr, des

comptes à terme, des bons du Trésor, mais également un produit moins connu, le certificat de dépôt. Las! si son mécanisme est simple, il possède un inconvénient majeur : l'apport minimum est de 1 million de francs alors qu'il n'y a pas de minimum exigible, du moins de cette importance, pour les sicav monétaires.

L'incontestable avantage réside dans le fait que ce placement a une rentabilité très procbe de celle du marché monétaire et que le taux, une fois fixé au moment de l'émission du certificat, est gelé pendant la durée du placement. De plus, il n'y a pas de risque en capital pour peu que l'on se soit assuré que la signature était bonne, c'est-à-dire que l'établissement bancaire à qui l'on a prêté cet argent, une fois n'est pas coutume, a une assise financière suffisamment

Cet instrument de trésorerie pour le particulier a eu un succès évideut à l'époque des dernières crises

monétaires : la nécessaire défense dn franc s'étant traduite par une vive tension à la hausse des taux de l'argent à court terme (an jour le jour), les rendements étaient des plus rentables. Si le jour ou vous avez souscrit, imaginons au mois de septembre 1992, les taux atteignaient 15 %, voire 17 %, quand le retour à la normale s'est effectué sur le marché monétaire, vous avez été gagnant sur toute la ligne.

Ce placement, en fait, est basé sur l'anticipation que peut faire l'épargnant de l'évolution des taux d'intérêt ; si celui-ci estime qu'à court ou moven terme les taux vont baisser, il peut

prendre un certificat dont le taux, fixé une fois, lui permettra de se prémunir contre le baisse. Mais, s'il se trompe, cet avantage est à double tranchant, car il ne pourra profiter d'un éven-tuel renversement de situation. Ce manque à gagner est la contrepartie de la sécurité du produit : on ne peut pas avoir à la fnis, comme

l'exprime une certaine sagesse populaire, « le beurre et l'argent du beurre ».

ÉCHÉANCE . L'autre inconvénient que peut révéler le certificat de dépôt est une mauvaise estimation du temps de l'immobilisation des fonds. Que peut-il se passer si l'on a besoin des fonds evant le terme de l'échéance (qui peut aller de sept jours à un an)? Selon la plupart des gestionnaires, il est fortement déconseillé de se faire rembourser un certificat de dépôt evant son arrivée à échéance : il est préférable d'opter pour des périodes courtes et de le

reconduire ponctuellement à la mesure de ses

Par ailleurs, plus le temps d'immibilisatinn est court, meilleur est le rendement. Ainsi, si l'on s'en tient au dernières statistiques de la Banque de France, la moyenne observée des taux (pondérés par le montant des émissions)

sur la semaine du 25 au 29 octobre était de 6,76 % sur dix jours, 6,62 % sur un mnis. 6,67 % sur trois mois et 6,24 % sur deux ans.

Compte tenu du montant élevé du ticket d'entrée, peu de particuliers y ont directement accoes. On estime à 10 % le nombre des investisseurs privés et fortunés titulaires de certificats de dépôt. Thujours sur la semaine du 25 an 29 octobre, les souscripteurs des certificats se répartissaient comme suit : établissements de crédit et assimilés, 34,93 %; OPCVM (nrganismes de placement collectif en valeurs mnbilières), 27,98 %; socié-tés industrielles et commerciales, entreprises individuelles et ménages 25,44 %. Viennent ensuite, et loin derrière, les groupes d'assurances, les caisses de retraite et mutuelles, avec 6,44 %, les administrations publiques et privées, avec 3,29 %, et enfin les non-résidents, avec 1,38 %. En ce qui concerne la gestion, le

certificat de dépôt ne comprend ni droit d'entrée ni droit de sortie. Sa fiscalité est équivalente à celle des sicav monétaires et les intérêts perçus sont soumis au prélèvement libératoire forfaitaire de 18,1 %. Pour conclure, selon les statistiques établies par la Banque de France, an 29 octobre, 404 émetteurs étaient présents sur le marché des certificats de dépôt pour un encours estimé à 962 milliards de francs, dont 85.6 % étaient d'une durée initiale inférieure à un an, 3,2 % des certificats étaient d'une durée inférieure à un mois.

François Bostnavaron

HUMEUR e par Josée Doyère

L'or à ferrer les ânes

un bijou en or, ce aera du vrai, à 18 carats, pas un de ces trucs en toc communautaires à 14 carats ou, pira, à 9 carets, en or à ferrer les anes, comme on diaait autrefois | Mais dès qua la loi sera adoptée, pour cause d' charmonisation européanna », les généreux papies et mamies, les maris ancare attentionnés, les séducteure achamás, las amoureux transis devront faire sacrément gaffe : faute da vigilance, séduits par un e petit prix », ils offriront un collier ou un bracelet da peu à ceux qu'ils aimant, passant en plus pour das gougnafiers grippe-sous... Tout pour plaire. Le sémillant Nicolas Sar-

kozy, auteur de l'indispensable projet de loi, s'est voulu ressurant. Pas de panique, qu'il e dit sur les radios. Il suffira de faire attention, et il faut que les professionnels informent leurs cliants. Ben voyons !... Et si, d'abord, un affichait clairemant, chaz les bijoutiers, les photos das différents poincons? Non? Y en a beaucoup, parmi vous, qui sont capables de lire un poincon et d'en donnar la signification? Je suis acre que vaus n'étea pas nombreu

Bien sûr, la vrai bijoutier na racontera pas de salades, mais il y a suffisamment d'arnaqueurs, an boutique ou par correspondanca, qui vantent et qui vendant des diaments at das saphire - si microscopiques qu'ils n'ont aucune, mais elors là, aucuna valaur marchanda - pour sa jetar sur le chaland en omettent de lui dire qu'il paie encore trop cher ce cul au demeurant ne vaut déjà

POUR la prochain Noël, on rien I il n'est même pas question de rendre obligetoire la mention du titre d'un bijou.

Mais il y a mieux dans la taxte de Nicolas Sarkozy. Oyez I Oyaz I braves gens ce qu'on lit dans la communiqué du conseil des ministres : cLes ouvrages d'or, d'argent et de platine fabriqués dans d'autres Etats membres pourront désonnais être commercialisés en France sans contrôle préalable pourvu qu'ils scient revêtus d'un poinçon enregistré dans un de ces Etats et connu de l'administration else » (c'est moi qui souligna). Vous avez bien lu : il suffire que l'administration connaisse ces poinçons pour que tout aille bien. Et le client, alors? Non seulement il kui faudra connaître les anciens et les nouveaux poinçons français, mais il lui faudra apprendre les poinçona des onze autres pays? Ca va être une belle pagaille et un drôle de boulot pour a'y retrouver. Concrètement, on pourra vaus vendra n'importe quol. € Mais ai, ma p'tite dame, l'vous assure : ce poinçon-là, c'est du 18 carats chez les Grands-Bretons (»

L'harmonisation européenna et la libre circuletion des biens et des personnes, i y a trente-cinq ans que je suis pour. Mais j'aimerais bien que, parfois, on procède par ordre. Une supposition qu'avant d'harmoniser les lois de chaqua pays les Douze sient mis au point da vrais et uniques poinçons communautaires? On aurait un effort à faire (toujours avec de jolies photos chez les bijoutiers), mais on epprendrait vite. Et on risquerait moins de se faire avoir.

12725

ž 52 .

EZ: . .

12:_ :

5.....

MERCH .

ant -:

KII VI

here:

200

ad ≥0.: •

Section 200

20.

LA COTE DES MOTS

Go-show, no-show

Le langaga de certaines entreprises peut entraîner de burlesques quiproquos. Dans les transports, on antend ainsi des « commerciaux » parler de caaucho(s) ». Que viendraient faire. dans les rancorts sur les mouvements de voyageurs, les bergers das pampas d'Amériqua du Sud? Ou bian s'egirait-il de l'abréviation familière da gauchistes? Pourquoi trouverait-on les soixante-huitards dans cette galère, ou plutôt ces trains at ces avions?

L'explication, una fois da plus, est fournie par la langue anglaise, dont abusent sans nécessité beaucoup de responsables d'entreprise, y compris, hélas, ceux de sociétés qu'on dit encore «publiques»... Il s'agit, en l'occurrence, de go-show. Ce mot - stupides sont sans doute, aux yeux des utilisateurs de cat anglicisme, ceux qui ne le sauraient pas! - désigne, selon les

jargonneurs, la voyageur qui se présente sans avoir réservé, son contraire étant la... no-show, «voyageur qui, ayant réservé sa place, na se présente pas au départ »...

Sans doute est-il trop difficile d'utiliser reapectivement voyageur non inscrit, non prévu et voyageur défaillant ou défail-

Ces termes de jargon com-mercial sont à bannir absolument. La rédaction de l'excellanta ravua littéraire de l'Association des écrivains cheminots - le Dévorant (1) -, qui défend avec ardeur la langue française, dénonçait il y a quelqua temps cea emplois pemicieux... à mettre sur une voie de

Jean-Pierre Colignon

(1) CLEC (AEC), 1 bis, rue

AGENDA

MERCREDI 17 NOVEMBRE. Etats-Unis. Vote de la Chambre des représentants sur le traité de libre-échange nord-améri-cain entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

JEUDI 18 NOVEMBRE. Paris. Manifestations contre les suppressions d'emplois à l'appel de syndicats de grandes entreprises publiques. Bravelles, Réunion des minis-

tres de l'industrie des Douze sur la sidérurgie.

VENDREDI 19 NOVEMBRE, Paris. Senat : projet de loi sur la contrefaçon textile. Madrid Sommet franco-espa-

gnol (jusqu'au 20/11). Seattle (Etats-Uais). Réunion des ministres du conseil de conpération économique Asie-Pacifique (APEC), le président américain, Bill Clinton, rencontrera le chef du Parti communiste chinnis, Jiang Zemin (jusqu'au 20/11).
LUNDI 22 NOVEMBRE. Bruxelles. Conseil européen « Ecofin ». Présentation du programme de convergence économique

LIVRES

Les nouveaux paysans

Des témoignages et des réflexions sur le passé et le présent qui éloignent des idées fausses sur le sort de l'agriculture

ET LE DÉPUTÉ de Michel Leblanc,

Calmann-Lévy, 160 pages, 179 F. (en librairie le 18 novembre).

LE RETOUR DES PAYSANS de Denis Lefevre, Le Cherche-Midi 336 pages, 110 F.

ENTENDEZ-VOUS DANS NOS CAMPAGNES d'Olivier Warin, Belfond, 250 pages, 110 F. ...

DES IDÉES RECUES SUR L'AGRICULTURE de Bernard Delpeuch Syros, 142 pages, 80 F.

IEN de tel pour se mettre en forme, face à une pile d'ou-vrages sur l'agriculture, que d'ouvrir le livre de Michel Leblanc. Un pamphlet? Mieux : un témnignage, une colère, une gerbe de propositions concrètes et parfnis éprouvées. L'auteur a vite pris ses grades au Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Il découvre avec stupeur ce qu'il appelle « la bastille politico-agri-

Michel Leblanc est féroce pour la Fédératinn nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et son ancien patron, François Guillaume, devenu ensuite ministre de l'agriculture. Il racante comment, au nom de d'unité paysanne, cette organisation excommunie les intidèles et brûle les idées nouvelles. C'est ainsi que Michel Teyssedou (CNJA), hissant pour la première fois les couleurs ide l'agriculture d'entreprise, en 1986, fut rabroué par le dirigeant de la FNSEA. Même exclusion pendant langtemps pour les agriculteurs à mi-temps, les partisans du tourisme rural ou de la vente

Avec la complicité de l'Etat, la FNSEA interdit, on le sait, que les organisations minoritaires, repré-

français, aient vnix au chapitre. Sauf lorsqu'elles descendaient dans la rue... Même quand, en 1990, Henri Nallet publia le décret de représentativité des organisations minoritaires, ni la FNSEA ni les préfets ne l'appliquèrent jusqu'à ce que la Confédération paysanne multipliat les recours devant les

Michel Lebianc ne joue pas seulement au pourfendeur de Francois Guillaume et de Jacques Chi-rac. Il prend parti pour les réformes, et d'abord celle de la PAC, qui marque « la fin des der-niers privilèges des céréaliers du Bassin parisien». Il se déclare convaince que les questions de la ville et de la campagne ne se règle-ront plus séparément. Il fonde Paysan et progrès, un journal aux cou-leurs du PS, après avoir lancé Ruralité 2000 et l'association Economie et paysannerie avec le sou-tien d'un conseiller de Jacques

Selon les «experts» de l'an 2000, trois cent mille agriculteurs sufficent pour couvrir nos besoins alimentaires. Michel Leblanc ne vent pas se résigner au chômage des terres et des hommes. Selon lui, l'Europe peut gagner la bataille des matières premières non alimentaires : trois cent mille antres agriculteurs produiront du blé, du lait, des betteraves pour les industries pharmaceutiques et chimiques; et l'on trouvera aussi des molécules d'origine agricole dans les plastiques, les moquettes, les papiers peints...

L'avenir oppartient à ces a moleculteurs », comme il les appelle, sinsi qu'aux « agri-managers ». Mais il n'oublie pas l'agriculture « sociétale » qui sauvegardera les patrimoines culturels et naturels communautaires, les « fermes de santé », les structures . d'accueil à la campagne pour personnes âgées ou malades, etc.

RECONQUETES • Michel Leblanc réapparaît à la fin du livre de Denis Lesevre, le Retour des paysans. L'euteur a beauconp vu, bezucoup entendu, bezucoup lu. Il nons présente une remarquable

sentant un tiers des exploitants étude sur le monde agricole et rural. L'horizon s'élargit. La tourmente dans laquelle sont plongés les paysans ne vient pas seulement de la compétition internationale, illustrée par les négociations du GATT, mais aussi de l'émergence des biotechnologies (agriculture en éprouvette, plantes transgéniques, hormones de croissance, etc.). Cette « nouvelle révolution verte» peut aussi conduire à concentrer la production entre les mains de quelques industriels.

Notre anteur propose des e reconquêtes », et d'abord celle de la qualité. A la fin des années 80. pour la première sois dans l'Hexagone, les dépenses «immatérielles» de l'agro-alimentaire (emballages, marketing, publicité) ont été supérieures aux investissements matériels. Heureusement se profile de plus en plus un retour à l'authenticité. De même, la ruralité n'est plus un combat d'arrière-garde. Seulement, ponr repenpler ce milien, il ne faut pas compter sur l'agriculture, mais sur la diversification des activités. C'est cela le e retour des paysans ». Que d'imagination il faudra! Car « la jachère n'est pas seulement dans les champs, elle est dans les têtes ».
Pour les lecteurs plus pressés

on qui veulent le contact direct avec le monde paysan, voici le livre d'Olivier Warin, qui rassem-ble seize interviews. De la belle ouvrage. La variété des témoiages permet de passer de situations locales, particulières, où l'on sent vibrer la chaleur des choix ou la colère, aux grands sujets évoqués dans les deux livres précédents. Illustrations qui permettent souvent de séparer le bon grain de

Un tel partage sera facilité également grâce en Dictionnaire des idées reçues sur l'agriculture. Un certain nombre d'auteurs répondent aux affirmations gorgées de préjugés. Une cinquantaine de « rubriques » sont ainsi traitées, le plus souvent en deux pages. Un vade-mecum qui servira à tous ceux qui veulent sortir des thèmes «prêts à porter».

Ly...nnaise denque

Aujourd'hui on a tous des o et des Ba mais demain la crise ira se rhabiller.

PERSPEC

TRANSPORT AÉRIEN

SWA, texane et fière de l'être

Economies tous azimuts, esprit maison hors pair entretenu par une généreuse participation aux résultats, la compagnie texane South West Airlines est un modèle de succès atypique dans un secteur sinistré

LOS ANGELES

correspondence ANS les années 70, les ANS les années 70, les avions de South West Airlines (SWA) étaient surtout connus pour leurs hôtesses en short et leurs prix défiant toute concurrence. Contre toute attente, la compagnie aérienne texane, réputée excentrique, tend aujourd'hui à devenir un modèle pour toute l'industrie aéronantique. Née en 1971, bénéficiaire depuis 1973 sans inter-ruption, SWA, installée à Dallas, est l'une de ces compagnies à qui la récession a été bénéfique. Attachée depuis ses débuts à réduire ses coûts pour offrir des billets bon marché, elle a traversé sans encombre les années noires de l'industrie aéronantique: 1990, 1991 et 1992.

- Ch is soint

administration

on ces Elais

1 as a

and the first officers and

7 71 21 21 23 23 24 T

m 0 7 van bette.

the units of shore .- e. e. emerunastariik

The section of the Cartest

the trans profits des

4 1 15 5 2581 5002

paysans

1. 3.50 (S) ma qui sa-

En trois ans, l'ensemble des compagnies américaines a perdu quelque 10 milliards de dollars. Pendant la même période, SWA u'a l'avion, que le personnel des bars cessé d'étendre son réseau, en particulier en Californie, dans le couloir «Noure contrat de travail n'est culier en Californie, dans le couloir aérien le plus actif du pays entre Los Angeles et San-Francisco. Devenue la septième compagnie américaine avec 1,7 milliard de dollars de chiffre d'affaires (1), elle a consolidé sa position au Texas et dans le Middle West.

SWA-vient même d'ouvrir des lignes au départ d'un aéroport proche de la capitale, partant ains à la conquête de la côte Est. Les géants comme Delta, United, Amenican et USAir ne peuvent rivaliser avec les prix de SWA sans perdre de l'argent. La compagnie a divisé par trois ou quatre le prix du billet Los Angeles - San-Francisco. De Baltimore à Cleveland, le prix n'est plus que que 19 dollars (112 francs!) : « Notre: concurrent n'est plus telle ou telle compagnie, commente Dave Ridley, l'un des directeurs de SWA: c'est l'automo-bile ou le care l'actionne

DÉSESPOIR . Les grandes compagnics versent dans le désespoir. «Nous savons que nous ne pouvons rivaliser avec SWA, disait récem-

coûts, la compagnie ne possède qu'un seul type d'avion - le Boeing 737 - à 156 exemplaires (dont 106 équipés de moteurs CFM fabriqués par SNECMA et General Electric). Elle taille ainsi dans les coûts de maintenance et de formation du personnet. Les lignes choisses sont courtes I a temps de vol

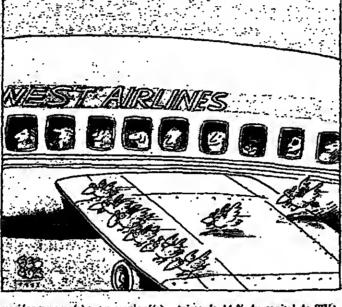
minutes. SWA sélectionne des aéro ports proches des centres-villes, souvent délaissés par les autres au profit de nouveaux granda aérode rencontre des lignes internatio nales et intérieures). Elle peut ainsi offirir un gain de temps supplémentaire. Entre deux vols, les avions orange, rouges et vieil or ne passent que vingt minutes au sol (à titre de comparaison, ceux d'Air Inter en France effectuent quarante minutes d'escale), le temps pour les passa-gers de débarquer, pour le personnel de vider les soutes, de netto faire le plein et accueillir les 130 nouveaux passagers. Ce défi n'est possible que grâce à la tradition, à laquelle adhèrent les syndicats, qui vent que la tâche de chacun soit extensive : il arrive, pour gagner du temps, que les hôtesses - et même les pilotes - aident à nettoyer

pas restrictif sur la définition des taches, explique Ann Rhoades, viceprésidente de SWA. C'est l'esprit de la compagnie» - que vantent de multiples affiches sur les murs du siège. La société texane l'explique par ses débuts : « Nous arons long-temps été les parias de l'industrie, dit le commandant de bord, John Schnobrich. Nous défendons l'idée qu'à salaire égal il faut travailler plus (environ 20 %) pour battre les

> Lors des escales, il arrive que, pour gagner du temps, les hôtesses et même les pilotes <u>aident</u> à nettoyer Revion.

L'esprit SWA est savamment rivaliser avec SWA disait récent-ment Stephen Wols, président d'United, Cé n'est la faute de per-sonne c'est un fait »

La recette de SWA est mainte-nant connue : pour limiter ses huit aéroports de SWA. Il se nuit aéroports de SWA. Il se «Je suls payé au vol, dit le comdéguise parfois en Elvis Prestey et
sert lui-même les boissous dans les
avions. «Ils savent que je les aime,
et ils sont fiers de moi», dit-il de ses
salariés. A Dallas, sur les murs du
siège, pas moins de 2000 photos
représentent. Herb avec des coûts de maintenance et de forma-tion du personnel. Les lignes choi-sies sout courtes. Le temps de vol Sur 14 000 personnes, 400 sout



marices avec un(e) autre employé(e) taires de 11 % du capital de SWA, de SWA. Tonte personne engagée les salariés ont reçu en 1992 des visionne une cassette où des avec le temps, cette participation a « Il faut relancer les pratiques

employés de toutes les catégories, du mécanicien au comptable, chan-tent – en rap! – le plaisir qu'ils res-sentent à travailler pour SWA... Pour réduire encore ses coûts, SWA ne sert à ses passagers qu'une seule sorte de cacabuètes grillées et un verre de soda. « Nous ne faisons pas dans les papillotes, dit le directeur financier, nous n'avons pas de ctub exclusif, de serrice de restaura-tion, de billets gratuits pour les pasuenis.»

SWA se permet aussi de ne pas adhérer aux grands réseaux de réservations dont se servent les agences de voyage, préférant un sys-tème par numéro vert pour écono-miser les commissions. Grâce à son organisatinn, la SWA, selon le Commercial Aviatinn Report, artanporte 2 443 passagers par salarié, contre 1 118 pour USAir et 795 pour United. La SWA emploie 81 salariés par avion, tandis que USAir en a 111 et United 157.

est de 440,35 dollars contre 509,70 à USAir et 543,870 chez United. ausai, à la carte pour 13,40 dollars le vol (débutantes). Mais il faut y ajouter la participation aux profits par distribution d'actions: proprié-

très anciens. Interrogés sur l'avenir de la compagnie, les dirigeants affirment qu'ils n'unt pas de plan ipour les cinq prochaines années, différents endroits », enmme le dit Herb Kelleher

En 1994, SW.4, qui recevra 16 Boeing 737 supplémentaires, voudrait entrer en Floride. Mais son expansion est limitée par la concurrence d'autres compagnies qui fonctionnent désormais sur le méme modèle, comme Reno Air. Celle-ci, installée dans le Nevada, est partie à la conquête du Nord-Quest avec 16 avions MD 80. D'autres, plus petites, s'étendent, comme Kiwi, basée à Newark (New-Jersey), Morris, Mark...

MODÈLE • Les grandes compagnies cherchent à adupter ce le directeur de SWA, compagnie modéle pour leurs lignes intérieures. United négocie avec les syndicats la création d'une «compagnie dans la compagnie », où les cours seraient réduits. Continental a créé Calite, qui relie 14 villes dans actions représentant l'équivalent de !le Sud-Est. American songe à ven-8 % de leur salaire, Augmentant dre le hub de Raleigh, peu rentable.

anciennes», disait récemment Robert Crandall, patron d'American. Mais en attendant que la concurrence s'aligne, l'expansion de SWA vers des lignes plus longues ne semble entravée que par l'amendement Wright, lequel oblige les compagnies sur l'aéroport intérieur Love Field, à Dallas, à n'effectuer de liaisons directes qu'avec les Etats voisins du Texas. SWA n'a doue Angeles ou Dallas-Chicago. Les passagers doivent faire escale dans un Etat voisin, retirer eux-mêmes leurs bagages et les enregistrer à nouveau.

Pour le moment, tout occupée à conquérir le marché des petites lignes, SWA s'accommude de l'amendement et ne cherche même pas à le faire lever. « D'auves font pression sur nous afin de supprimer l'amendement Wright », remarque courtisée par de nombrenses villes qui voudraient voir les avions de SWA chargés de passagers atterrir

Régis Navarre

(1) Un dollar vaus environ

INDUSTRIES TRADITIONNELLES

Le roi français du bouchon

Créée en 1936, la société familiale Bouchon Sabaté, numéro un sur le marché intérieur, a décidé de cherchei en Bourse les moyens de son développement

PERPIGNAN de notre correspondant

L suffit d'un mauvais bouchon pour gâter un grand ern. Depuis a cinquante-sept ans, la famille Sabaté, sans renier la culture et les traditinns liées au liège, matière naturelle et vivante, a su dévelop-per des innovations pour améliorer ·la qualité de ses produits, qui pla-cent la société Bouchon Sabaté an premier rang du marché français et parmi les tout premiers dans le monde.

En quittant Barcelone en 1936, renonçant ainsi à sa vocation de journaliste à la Veu de Catalunya, pour venir s'installer au Bonlou, près de Perpignan, Modeste Sabaté avait repris le métier de son père et de son grand-père : bouchonnier. Début 1994, la PME, qui emploie 260 personnes. va être cotée sur le second marché. Louis Thannberger, président d'Enrope Finances Industrie, a monté, avec les trois fils de Mudeste (Angustin, Alex et Georges), un dossier d'introduction en Bourse, présenté à la COB le 15 octubre. Jusqu'ici, la société Bonchou Sabaté est contrôlée à 98,8 % par Augustin Sabaté, PDG, et ses fières, Alex et Georges. Son capital social de 2 193 000 F est réparti en 21 930 actions de 100 F.

Cinquième site industriel de l'entreprise. l'unité de Céret (13 000 mètres carrès sur 65 000 mètres carrès de terrain) produit, avec sa filiale espagnole Corchos de Merida (premier opéraleur en Espagno), 500 millinus de houebans par an Sur le marché bouehnns par au. Sur le marché français, la consommation est esti-mée entre 2,5 et 3 milliards de bouehous par an et sur le marché mondial, entre 12 et 15 milliards.

LEVÉES • Si la consommation est globale, l'aire géographique de pro-duction du liège est limitée à une petite partie de la Méditerranée. Le liège de Catalogne, le meilleur mais le plus lent à venir poisqu'il peut y avoir quatorze ans entre deux levées, est d'usage très limité. Ajouté aux productions du Var et de la Corse, il représente à peine 4 000 tonnes, bien pen comparé à l'Italie (12 000 tonnes), aux pays du Maghreb (60 000 tonnes) et, bien sür, loin derrière l'Espagne (70 000 tonnes) et surtout le Portugai (170 000 tonnes).

La qualité des produits fait l'objet de recherches constantes de la part de l'un des frères Sahaté, Bernard, qui a mis an pnint un procédé de désinfection n'utilisant pas de chlore. Baptisé SBM, il permet d'extraire les impuretés et les tanins, tandis que la texture du

avant d'être travaillé à Céret. Par ses méthodes de fabrication et de gestion, l'entreprise peut aujuur-d'hui afficher des prix compétitifs face à son principal concurrent, le Portugal, qui dispose encore de coûts de main-d'œuvre trois fois

inférieurs.

Aussi, le doublement de l'activité de Sabaté à moyen terme, entre cinq et sept ans, paraît un objectif réalisable pour l'entreprise, qui affiche en 1992 un chiffre d'affaires consolidé de 130 millions de francs (pour un résultat net de 5 millions) et table pour 1993 sur plus de 150 millions de chiffre d'affaires (et un résultat net compris entre 6.5 et 7 millions).

Sabaté exporte près de 20 % de son chiffre d'affaires et peut raisonnablement espérer vendre 30 à 40 % à l'étranger; elle envisage un nnuveau programme de produc-tion estimé à 10 millions de francs, autofinancé à hauteur de 40 %. le reste venant des futurs

Jean-Claude Marre

Le Monde

Edité par la SARI le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre: 1944

Principato: associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

* Association Hubert-Betre-Mery >

Société asonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

President directeur seneral :

President directour general :

Tacques Lesoume
Directeur genéral : Michel Cros :
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu.
Isabelle Tealdi.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Telex MONDPUB 634 128 F

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 40-65-25-99
Télex: 208.806F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311F

Reproduction interdise de sout article, sauf accord arec l'administration PRINTED IN FRANCE.

Commission paritaire des journaux et publications, 2º 57 437 ISSN: 0395-2037

La Monde sur CDROM : (1) 43-37-65-11. Microfilms : (1) 40-65-29-33 ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voic normale y compets CEE avion
3 mots	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 638 F	1 123 F_	1.560 F
124	1.890 F	2 036 F	2.960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, resvoyez de belletin accompagné de votre régiement : . l'adresse di-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO at LE MONDE a (1.375 = pending) is provided dury for \$ 502 per year by a LE MONDE a L. place Habert Beave-Mary

- 9463 hery analysis — France Second class postage point at Champelin N.Y. US, and additional resulting offices.

POST PASTER ; Sand address changes up Dist of NY Bur 1574. Champelin N.Y. 127/9 — 1512.

POST PASTER ; Sand address changes up Dist of NY Bur 1574. Champelin NY. 127/9 — 1512.

POST PASTER ; Sand address changes up Dist of NY Bur 1574. Champelin NY. 127/9 — 1512.

POST PASTER ; Sand address changes up Dist of NY Bur 1574. Champelin NY. 127/9 — 1512.

POST PASTER ; Sand address changes up Dist of NY Bur 1574. Champelin NY. 127/9 — 1512.

POST PASTER ; Sand address changes up Dist of NY Bur 1574. Champelin NY. 127/9 — 1512.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an 🗆 Nom: Prénom: Adresse: Veuillez avoir l'obligenace d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Lyonn...ise de B...nque

Les aah se font rares en ce moment mais ça ira mieux demain.

الم المحاول ال المحاول المحاو The second secon

111 , pr. 72 Steff المنظمة FOR THE STATE OF T

The second second second

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tagez LEMONDE . Le Monde - Documentation 36-17 LMDQC ou 36-29-04-56

Pour un « new deal » européen

Suite de la page l

» Nous avons un seul avantage : le recul; dans le passé, des propositions analogues o'ont pas été la merveille que leurs initiateurs imaginaient. Nous avons donc une certaine réserve sur ces suggestions, qui ne sont pas traitées dans la oote. Personnellement, je pense qu'elles valent étude, avec le souci de hien en analyser les effets sur les lieux de travail; de toute façoo, elles ne peuvent jouer qu'à la lon-- A court terme, donc, que

faut-il faire?

- Le message est simple. Il n'y a pas d'autre moyen que les instrumeots classiques de la politique macro-écocomique : la politique budgétaire et la politique monétaire, avec éventuellement adjonctioo d'une politique des revenus. Molheureusement, la politique budgétaire est paralysée parce que la situation des budgets publics est détériorée dans la plupart des pays. C'est à tel point que toute stimulation hudgetaire provoque aussi l'ioquiétude des agents privés, ce qui les amèce à épargner davantage. La stimulation budgétaire se trouve en quelque sorte annulée par les réactions du secteur privé.

» Reste la politique monétaire. Il ne faut pas en exagérer les effets car elle affecte peu les taux à long terme, qui importent poor beaucoup d'opérations, la construction de logements par exemple. Mais la baisse des taux à court terme est possible, comme le montre l'exemple des Etats-Unis.

» Ils ont eu, plus tôt que nous, à faire face à une récession, d'ailleurs moins brutale que la nôtre; leurs taux courts correspondent aujourd'bui à des taux réels nuls (compte tenu de l'inflation). En Europe, on aurait dû faire la même chose.

- Oui, on en est loin. Nous regrettons que cette politique n'ait pas été menée des l'automne 1992 nar la Bundesbank. Pour l'Europe, des taux d'iotérêt réels à court terme ouls seraient opportuns, au moins de facon temporaire.

» Dans l'immédiat, il faodrait que la Bundesbank, qui joue uo rôle stratégique, abaisse ses taux, oon par petits pas, mais de façoo aodacieuse; car le danger d'une reprise de l'ioflation est oégligeable, même eo Allemagne. Faute d'une telle décision, il sera très difficile de gérer la contradiction existant entre, d'un côté, une banque centrale allemande qui maintient des taux d'intérêt trop élevés, et, de l'autre, la nécessité d'avoir un contexte monétaire européen stable avec des monnaies qui oe joueot pas au yo-yo les uoes par rapport oux outres. Si un pays dévie des autres en baissant énergiquement ses taux d'intérêt, sa monnaie se dépréciera. On peut même imaginer, sans se forcer, des déva-luations compétitives successives, ce qui serait catastrophique : aucun pays n'en profiterait, cela désorganiserait un peu plus le système écocomique et pourrait même avoir des conséquences politiques.

semble bioquée. A moyen terme, quelles sont les autres solutions? Nous proposons, et c'est l'essentiel de notre «programme», deux actions à moyen terme : l'une

consiste à réduire massivement le coût du travail non qualifié. l'autre à lancer d'ambitieux programmes pour des investissements à finalité

> "Des mesures plus ambitieuses devraient être prises plus vite. et avec plus d'esprit de

décision qu'il n'est

habitual. 53

- La plus sudecieuse concerne la baisse du coût du travail. Pourquoi s'attaquer en priorité au travail non qualifié?

- Toutes les statistiques montrent que le chômage est particulièrement dur pour les travailleurs sans qualification. D'autre catégories soot certes touchées par la dépression actuelle, mais, dans une perspective de moyen terme, le premier problème coostaté au cours des quinze dernières années et risquant de subsister uoe fois la reprise veoue, c'est le maoque

emplois non qualifiés.

» Il est dû à l'évolution des techniques et surtout à une man-vaise réaction du système écocomique et social. Car l'évolution des techniques a surpris. Il v a viogt ans, on pensait qu'avec la diffusioo de l'enseignement secondaire et supérieur on allait vers une pléthore de maio-d'œuvre qualifiée. La réalité est différente. Pourquoi? jouent : quand la situation de l'emploi se dégrade, les employeurs ont tendance à recruter des persounes surqualifiées par rapport à l'emploi proposé, ce qui éjecte in fine les

oon-qualifiés. » Mais il y a plus que cela : la structure de la demande de travail par les entreprises évolue plus vite vers les hautes qualifications que celle de l'offre de travail par les

»La «surprise» s'explique aussi pour partie par la concurrence des pays à très bas coût de main-d'œuvre. C'est un phénomène induit par le développement à long terme de l'bumanité. Nous le prenons comme une donnée, car nous ne voulons pas refuser aux pays plus pauvres que nous le droit à se développer. Cette situation doit d'ailleurs être vue dans un contexte de taux de change évolutifs. Il y a quelques décennies, on craignait surtout le Jopon, or le yen s'est suffisamment apprécié pour que les Japonais oe soieot plus guère des concurrents pour les travailleors nou qualifiés européens. La même chose se produira avec Taïwan,

» Face à ces phéoomèoes, le système économique et social doit s'adapter. La bonne solution est,

hien sür, d'intensifier la formation des travailleurs, mais cela oe suffira pas à moyen terme. Le système des prix a un rôle à jouer par une baisse du coût du travail non qualifié relativement à celui du travail qualifié. Une telle baisse o d'ailleurs été observée aux Etats-Unis, où l'éventail des salaires s'est élargi. C'est un signal clair. En Europe, il n'y a pas eu de boisse, sauf en Grande-Bretagne, car notre philosophie sociale cous pousse, au nom de l'équité, à limiter les écarts de revenos. Les gouvernements peuvent tootefois jouer par la fiscalité et la parafiscalité, co appliquant moins de charges sur les salaires des nooqualifiés.

sez? - Oui. Nous proposons d'exo-nérer les emplois rémunérés au salaire minimum (2) de toute cotisation sociale patrocale. Denx

- C'est ce que vous propo-

schémas sont possibles, avec une exocération uniforme ou dégressive. Le premier consiste à exonérer de cotisation, pour tout salaire, la part correspondant au salaire minimum. Cette solution est, bieo sûr, coûteuse : enviroo 3,2 % du produit iotérieur brut, eo cout direct, si elle est appliquée à tous les salariés.

» Le secood schéma, moins onéreux, consiste à appliquer une exonération dégressive. Le barème part d'un taux zéro pour le salaire mioimum, puis remoote progressivement jusqu'au niveau normal à partir de deux fois le salaire mini-mum. Cela modifie les échelles actoelles de coût du travail. On pourrait parler de distorsion si, ao cootraire, oo oe partait pas de l'idée que ce soot les échelles actuelles qui sont distordues par rapport à ce que le plein emploi de tous exigerait.

~ Vous n'envisagez pas de baisser ou, dans le cas de la France, de supprimer la SMIC?

- Non. C'est une question de nature politique, sociale, éthique, qui implique un arbitrage : si l'on pense que la lutte cootre le chômage a priorité sur toute autre considération, oo s'autorise à aller à contre-courant de la préoccupation d'égalité. Cela dit, réduire le salaire minimum ou, ce qui est plus facile, en limiter la croissance, ne permet pas d'aller très loin. Notre proposition se tient très hieu sans aucune action sur le salaire mini-

- Cela pourrait se faire en combien de temps? Je suppose que vous ne proposez pas une

tion brutale... - Pourquoi pas? Les universitaires ont un certain avantage dans le domaine de la pensée, mais ils ne soot pas chargés de la mise en œuvre! Si ceux qui en sont chargés rvent agir vite, qu'ils le fassent! De fait, nous prétendons que des mesures plus ambitieuses devraient être prises plus vite, et avec plus d'esprit de décision qu'il n'est habi-

- Comment finencer cas

- Placons-nous dans le cas du second schéma - le premier, qui consiste à déplacer trois points du PIB, étant vraiment très ambitieux.

Le second coûte nettement moins : environ I % du PIB. Il suppose néanmoins des recettes de substitution, qui peuvent être trouvées de différents côtés : la TVA, la CSG (cootributioo sociale généralisée) pour les Français - et éventuellemeot d'aotres pays -, et enfin l'impôt sur le gaz carbonique, qui a été discuté ao niveau de la Communauté et qui rapporterait juste-ment à peu près 1 % du PIR. - Comment catte meaure

agira-t-elle sur l'emploi? - Dans un certain nombre d'opérations de production, on peut mécaniser plus on moins, supprimer plus ou moins d'emplois noo qualifiés. Cette mesure permet

d'agir - et c'est primordial - sur cette marge de manœuvre. De plus, on rétablit la compétitivité de certains services, qui disparaissent lotsque le coût du travail est trop élevé: coocierges, porteurs de bagages, gardiens de parcs de stationnement, laveurs de pare-brise,

» Pour le chiffrage, malgré la relative inadaptation des modèles à ce genre de simulation, oo arrive, sur la base de leurs calculs, à des créations d'emplois de l'ordre de 0,5 à 1 % de la population active (ou de taux de chômage) au bout de quelques années. Ces modèles analysent bien les effets indirects liés à l'amélioration de l'emploi (réductioo des charges collectives d'iodemnisatioo du chômage, hausse du pouvoir d'echat et de la demande, etc.), mais ils sont moins fiables pour les effets directs, que

oous pensons devoir être sensibles. Quelle est la seconde

1 otre ambition serait de retrouver un taux de croissance de 3 % s'accompagnant d'une augmentation . de l'emploi de 1 % l'an qui devrait provoquer une baisse du chômage au rythme de 0,5 %.")

grande proposition à moyen - Il s'agit de lancer d'ambi-

tieux programmes d'investissement visant à employer de préférence la main-d'œuvre non qualifiée - mais pas exclusivement - et à couvrir des besoins ooo satisfaits. C'est dans l'esprit de l'initiative d'Edimbourg, mais nous proposons de le faire à beaucoup plus graode échelle: 250 milliards d'écus (3), soit enviroo huit fois ce qui a été envisagé; cela correspond à 4 % du PIB européen étalés sur quatre aus.

»Tous les pays du cord de l'Europe ont fortement réduit leurs investissements publics depuis le début des anoées 70: eo Allemagne, ils sont passés de 4,4 % du PIB à 2,4 %. La baisse est encore plus forte co Belgique et en Grande-Bretagne. Ce o'est pas le cas de la France. Mais il y a des besoins importants partout : le logement des familles à reveou modeste, la renovation urbaine, les transports dans les communautés urbaines et les réseaux transeuropéens (télécommunications, TGV, autoroutes, etc.). On peut en ima-

- Même question que sur la première proposition : comment va-t-on financer ces investissements ? S'ils ont été réduits, ce

giner d'autres...

n'est pas per hasard...

- Uo financement privé peut être troové à deux cooditions : d'abord qu'on abaisse le coût de ces programmes, non par des bonifications d'intérêt comme aiment le faire les fioanciers, mais au contraire par des subventions à Pemploi. Cela peut être simplement l'application de notre précédente proposition en faveur des non-qualifiés, ou cela peut aller au-delà.

» Secoode condition : qu'on fasse intervenir des intermédiaires financiers publics, dont la missico consiste à subvenir aux imperfections du marché des capitaux pénalisant ce genre de projets dans les financements habituels : le Crédit. national ou ses homologues étrangers, la Banque européenne d'investissements, etc. Seules les subventioos à l'emploi auraient un impact budgétaire. Mais c'est déjà

position, et le type de financement budgétaire est à trouver de la même

- Mels ces sommes prélevées sur le marché des capitaux ne vont-elles pas réduire l'Invettissement dens d'autres domaines, ou faire monter les taux d'intérêt?

- Nous sommes dans une situation où il o'y a pas assez d'investissements. Les entreprises oe réinvestiront que lorsque la reprise se manifestera. Le moment est bon pour lancer des programmes d'in-vestissements à finalité collective de ce type. On se plaint de l'excès d'épargne actuel, qui explique en partie la dépression; le marché financier devrait être capable d'absorber ces programmes sans tensioo sur les taux d'iotérêt à long

Acceptez-vous qu'on qualifie vos propositions de keynésiennes ?

- Nons o'adhérons à aucun label, mais pourquiri pas?

— On est très loin de l'ultralibéralieme de ces demières

- Nous avons abordé cette étude sans présupposés doctrinaux. La coexistence de besoins insatisfaits et de ressources inemployées manifeste un dysfooctionnement du système économique. Là-dessus. nous sommes fermes. Et si quelqu'un le nie, refusant par exemple d'accepter l'existence d'un chômage véritable, oous sommes en désaccord avec lui, Mais nous oe sommes prisonniers d'aocun

- Ne proposez-vous pas une sorte de « new desl » européen? - It o'y a pas de raison de récu-ser cette expression, du moins pour notre seconde proposition. Car, pays il y a au moins deux autoripour la première, le chômage des non-qualifiés o'intervenait pas par-

ticulièrement dans la crise de 1929. rités se coordonnent. - En admettant que vos pro-positions soient appliquées, quel sereit leur impact sur la crois-sance et l'emploi?

- Notre amhitico serait de retrouver un taux de croissance de l'ordre de 3 % par an, peut-être un peu supérieur, s'accompagnant d'une augmentation de l'emploi de 1 % l'an, qui devrait provoquer une baisse du chômage au rythme de 0,5 % l'au grosso modo (de toute façon, il faudra plusieurs années · pour réduire fortement le taux de

» La condition est d'éviter toute accélération des salaires et des prix. Une reprise de 3 % permet une certaine hausse des salaires réels effectifs, mais, vu les glissements qui interviennent entre les salaires des conventions collectives et les rémunérations effectives, les oégociations doivent être basées

sur une stabilité des salaires récis de référence. Si c'est là le prix à payer pour la croissance de l'em-ploi, c'est un coût léger l II suffit, pour s'en convaincre, de penser à ce qui aurait été obtenu si la reprise des années 1986-1990 avait per-

duré. - Que voulez-vous dire?

- La reprise était bien partie, puisque, de 1986 à 1990 le taux de chômage en Europe était passé de .10,7 % à 8,3 %. Elle oe s'est pas poursuivie. Pourquoi ce déboire? Parce qu'elle s'était traduite presque partout - sauf en France - par une accélération de l'inflation, qui a conduit les autorités monétaires à resserrer le crédit et à angmenter les taux d'intérêt. Cette recrudescence de l'inflation est inquiétante pour le fonctionnement de nos économies européennes car elle accompagnait un chômage encore important. Il faut veiller à ce que, s'il y a une reprise forte au milieu des années 90, sur la base de oos propositions oo d'antres événements, elle ne dégénère pas à nouveau en inflation.

- Une initiative strictement nationale est-elle exclue?

- Chaque pays européen est très solidaire des autres - la France s'en aperçoit puisqu'elle paie anjourd'hui en quelque sorte les erreurs et l'inflation passées des autres. Uoe politique isolée, dans un environnement contraire, n'aurait guère d'effet favorable. Il faut des politiques coordonnées, formellement ou implicitement. Les situations étant différentes, la mise en œuvre peut varier d'un pays à l'autre. Il peut y avoir des programmes communautaires, mais une grande partie doit venir d'initiatives natiotés : le gouvernement et la banque centrale. Il fant que toutes ces auto-

ces propositions seront appli-

quides ?

— Il o est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre. Nous avons fait ces propositions avec le sentiment d'un devoir. Nous o'attendons pas de réaction officielle. Cela dit, la Commission de Bruxelles élabore un Livre blanc qui sera présenté début décembre à la réunion des chefs d'Etat. Les services ont à leur disposition cette note et l'utili-

> Propos recueillis par Véronique Maurus

.

(2)-La notion de salaire minimum doit évidemment être interprétée dans le contexte de chaque pays. (3) Uo éca voot eoviron

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS SOCEPOSTE A SALES POSTE CROISSANCE SICAV COURT TERME REGULIERE **OIVISION PAR 2 OF LA VALEUR OF L'ACTION** Afin d'offrir aux épargnants une plus grande souplesse; la valeur de l'action de POSTE CROISSANCE sera divisée par deux à compter du 1er décembre 1993. Simultanément, chaque action ancienne sera échangée automatiquement contre deux actions nouvelles. Cette opération d'échange, qui a été approuvée en assembléa générale extraordinaire le 29 septembre 1993, se traduira pour cheque actionneire par le doublement du nombre de ses titres sans incidence sur la valeur de son portefeuille. Une valeur unitaire plus faible de l'action n'entraînera bien entendu pas de modification dans l'orientation das placements et dans la vocation de POSTE CHOISSANCE qui reste une Sicav de court terme régulière de capitalisation.

...yonnaise de Banque

On a tous un peu les ___ coupées par la crise mais ça ira mieux demain.

En quittant la Direction des Affaires Internationales du Trésor pour la Présidence de la Lyonnaise de Banque, je savais que je rencontrerai un établissement plus que centenaire, enraciné dans un territoire d'une dimension équivalente à celle des Pays-Bas, le Grand Sud-Est de la France, dont la Lyonnaise de Banque est l'un des tous premiers partenaires économiques. En dix-huit mois d'observation, de gestion, et de décisions, j'ai acquis la conviction, que sur l'assise que lui confère sa filiation à l'Union Européenne de CIC et au GAN, la Lyonnaise de Banque serait le modèle de la banque de demain.

Demain, banque s'écrira Lyonnaise de Banque.

Parce que nous avons su faire évoluer un siècle de tradition bancaire, pour devenir une société de services personnalisés. Telle est la logique profonde du plan de réorganisation interne sur 4 ans, "LB 2000", que j'ai initié en 1993. Demain, nos 400 000 clients seront en relation étroite avec 800 conseillers spécialisés, mieux formés, encore plus compétents, capables d'anticiper des solutions vraiment personnalisées, et

appuyés sur un réseau de 300 points de vente.

Nous, nous savons que la banque s'exerce dans une relation interpersonnelle intime, et qu'auciène banque ne disposera la disponibilité et de la disponibilité e

Demain, banque s'écrira Lyonnaise de Banque.

Parce que nous nous sommes dotés depuis plus de 5 ans d'outils de réflexion : un laboratoire d'analyse sociale, LASAIRE (Laboratoire Social d'Action, d'Innovation et de Recherche), et l'OEG (Observatoire Européen de Géopolitique); institutions qui témoignent de notre volonté d'immersion dans notre environnement citoyen.

Car les réflexions que nous nourrissons, c'est à toute la Cité, à toute la région, que nous les dédions, à l'image de nos manifestations autour de l'Espace Bellecour à Lyon, ou de nos partenariats avec le festival de Nohant, la fête du Livre de St Etienne, ou le festival d'Aix-en-Provence.

Demain, nos racines au coeur de nos cités, seront toujours plus fortes.

Demain, banque s'écrira Lyonnaise de Banque.

Parce que notre résistance aux difficultés conjoncturelles d'aujourd'hui produira demain une nette amélioration de notre

rentabilité. Certes, notre chiffre d'affaires augmentant et nos frais généraux décroissant, nous enregistrons un résultat brut consolidé en hausse de 27,6% au premier semestre 1993.

Mais malgré cette rigueur de gestion, nos résultats restent encore loin de leur nive au potentiel. Ils demeurent limités pour l'instant par la crise : les difficultés de nos clients se reflètent dans nos comptes,

preuve de notre enracinement régional et de notre implication dans l'économie locale.

Demain, dans un environnement plus clément, la Lyonnaise de Banque recueillera les fruits de cet enracinement et de cette rigueur. Comme nos clients, nous sommes désormais à l'heure du management et de la gestion.

Notre mutation s'amorce, vers une société de services personnalisés, une valorisation continue de nos ressources humaines, un enracinement toujours plus profond dans notre environnement, un potentiel de rentabilité prometteur : autant d'atouts, de différences, de résultats, pour que demain, banque s'écrive Lyonnaise de Banque.

Demain, banque s'écrira :

Lyonnaise de Banque

CIC Lyonnaise de Banque

Demain, banque s'écrira Lyonnaise de Banque.

Parce que notre taille et nos structures favorisent une grande souplesse dans l'organisation du travail et les relations sociales. Oui, un effort important de formation sera poursuivi (plus de 6% de notre masse salariale en moyenne depuis 4 ans). Oui, nous irons vers des formes nouvelles de répartition du travail, fondées sur un dialogue social ouvert et libre.

Nous resterons pubilisés par la recherche de solutions pour que, demain, consciente de son rôle social, la Lyonnaise de Banque amplifie son maturement d'embauche.

Aujourd'hut; les 3200 hommes et femmes de la Lyonnaise de Banque sont de la mobilisés pour demain.

1 gares

Denis Samuel-Lajeunesse, Président Directeur Général.

CC Lyonnaise de Banque

ELAPON

-= SSANCE

Diamant polaire

Suite de la page l

Selun le célèbre groupe De Beers, untamment, la production russe représente, en valeur, un quart dn total mondial (1) et l'exportation des gemmes serait la deuxième source de devises pour la Russie, eprès le pétrole : le cartel sud-africain est bien placé pour le savnir, puisqu'il commercialise 95 % des diamants russes vendus à l'étranger et 80 % de la production

Directeur adjoint du bureau de la De Beers à Moscou, Alan Camp-bell a une méthode de calcul très simple. e Le président d'ARS, Valéri Roudakov, dit-il, a reconnu récemment que la Russie n'avait jamais exporté plus de 50 % de sa production. Or, conformement à l'accord quinquennal passé en 1990 avec les Russes, nous leur achetons l'équivalent de 1 milliard de dollars par an, ce qui correspond à environ 7 millions de carais. Leur production totale devrait donc se situer autour de 14 millions de carats, mais plus probablement un peu en dessous de 13 millions. » Selon De Beers, qui s'appuie sur des chiffres fournis par son partenaire, la production russe de diamant aurait baissé de 25 % en 1992 et devrait encore chuter de 15 % cette année, «à moins qu'ARS ait révisé ses chiffres à la hausse ».

INSTABILITÉ • A près de 8 000 kilomètres à l'est, Semion Zelberg, dans la ville minière de Mirny, reconnaît que «l'année dernière n'a pas été bonne à couse de l'instabilité politique». Mais, selon les experts, la baisse est surtout due à des pro-hièmes d'exploitation, qui touchent la plupart des activités industrielles de l'ex-Union soviétique. A Miruy, les énormes broveurs utilisés pour séparer les diamants de la roche mère sont actuellement paralysés. a Ils n'ont pas été renouvelés depuis l'ouverture de l'usine en 1966 et des réparations s'imposent, reconnaît son directeur, l'ingénieur Mikhail Zaskiévitch. Malgré tout, notre technologie est supérieure à celle de l'Afrique du Sud: nous avons déve-loppé des techniques pour récupérer les diamants de très petite taille et nous sommes en mesure de séparer les gros diamants sans les casser» (une pierre de 342 carats a été iso-

lée en 1980). Tout a commencé en 1955, avec la déconverte d'un gite dia-mantifère en pleine taïga, à moins de 500 kilomètres au sud du cercle polaire. Deux ans plus tard, les responsables de la mine, sélectionnés pour leur loyauté absolue au parti, annonçaient la mise en production, par un télégramme codé destiné au comité central du PCUS à Mos-001 : « Nous avons fumé le calumet de la paix. Le tabac est de bonne qualité... » En ces temps de guerre froide, la mine înt baptisée Mir, «la paix», et la ville, Mirny, la pacifique.

Les mineurs, qui avaient accepté de travailler dans des conditions épouvantables – la température moyenne tombe à - 32° C en janvier et il peut faire jusqu'à - 60° C au cours des longues muits

d'hiver -, ignuraient bien sûr qu'une grande partie de ces dia-mants étaient destinée eux pays capitalistes. On n'allait évidemment pas non plus leur dire que la commercialisation allait être confiée au pays de l'apartheid, l'Afrique du Sud, à travers De Beers. Une première livraison, de 13 000 carats à peine, eut lieu en

CULTURES • Les relations evec De Beers se développèrent à partir de 1972, mais jusqu'à ce que le groupe soit autorisé à evoir pignon sur rue à Moscou, en septembre 1992, toutes les opérations se faissient, discrètement, par l'intermédiaire de son hureau de Londres puis, à partir de 1990, d'une filiale créée cette année-là en Suisse.

Aujourd'hui, Mirny est une ville de quarante mille habitants où les pittoresques immeubles de bois sont peu à peu remplacés par des HLM de neuf étages posées sur des pilotis en béton, en raison des mouvements du sol provoqués par la fonte du permafrost, le sol gelé, eu cours du bref été. Fante de routes, les livraisons se funt par voie aérienne ou, en été, par le port de Lensk, sur la Léna, le plus grand fleuve de Russie, qui se jette dans Anjourd'hui, l'ancienne Yakoutie.

Malgré la rudesse du climat, les pionniers du Grand Nord ont réussi à développer des cultures maraîchères au milieu des arbres

Les mineurs travaillent dans des conditions très difficiles : la température moyenne tombe à - 32 C en janvier et il peut faire jusqu'à - 60- C.

rabougris. Sacrifiant à la vieille tradition russe de la datcha, près de six mille familles cultivent des petits lopins de terre à la périphérie de Mirny. Pommes de terre, choux, carottes, nignons et, en serre, tomates, aubergines...

« Les salaires sont plus élevés qu'à Moscou (entre 500 et 1000 francs par mois). Mais à qua-rante ou cinquante ans les hommes sont brûles par la poussière et les gaz toxiques produits par les camions qui descendent au fond », avoue un jeune ouvrier qui, après hnit ans dans la mine, a décidé d'aller tenter sa chance ailleurs. Dans une incessante nuria, des Belaz de 40 tonnes, construits en Biélorussie, descendent dans la gigantesque mine à ciel ouvert (plus d'un kilumètre de large et 450 mètres de profondeur) et remontent lentement une rampe en spirale de 5 kilomètres de long pour aller décharger le minerai sur les bords du cratère. Dix mille mêtres cubes par juur. On en extraira à peine quelques kilos de diamant. « En l'an 2000, lorsque nous

aurons atteint la profondeur de cinq

cents mètres, explique le responsa-ble de le mine, nous ne pourrons plus travailler à ciel ouvert. Pour atteindre le gisement qui s'enfonce jusqu'à 1 200 mètres, il faudra pas-ser à une phase d'exploitation souterraine, plus complexe puisque nous avons du mettre au point des techniques spéciales pour stabiliser le permafrost. »

TAILLE . Simultanément, d'autres mines entreront en production au cours des prochaines années, en particulier le gisement Internatio-nai, près de Mirny, et celui de Jubilé, sur le cercie polaire, où se trouve déjà la plus importante mine de diamant de Russie, à Oudschay (ARS emploie cinquante mille personnes, dont onze mille mineurs). Les réserves sont, elles aussi, un « secret stratégique », mais on sait que le sous-sol de l'immense République de Sakha (3,1 millions de kilumètres carrés, pour un million d'habitants à peine), qui fournit 99 % de la production russe de diamant, ne manque pas de res-

Dès 1850, des gisements d'or attirent les pionniers en provenance de la Russie d'Europe, renforcés de prisonniers politiques (2).

qui a proclamé son «indépen-dance» en 1990, tout en restant dans le cadre de la Fédération russe, a de grandes amhitions, notamment de passer de l'extraction à la taille des diamants.

«Nous avons l'intention de créer une quinzaine de centres de

> certains responsables dénoncent l'accord passé avec De Beers et veulent exporter directement 20 % de la production au lieu de 5 %.

taille, outre les quatre déjà en acti-vité dans la région de Yakoutske, la capitale du Sakha, affirme Georgy Yakoviev, directeur général de la société mixte Tuymaada Diamond, fondée dans ce but.

Le gouvernement du Sakha en détient 15 %, le reste étant entre les mains de particuliers et de sociétés - belge, israélienne, suédnise et jeponaise - qui ont déjà créé de petits ateliers de taille. Georgy Yakoviev reproche à la De Beers,

a sous le prétexte que les pays pro-ducteurs ne sont pas en mesure de concurrencer les pays où il y a une tradition de la taille », de chercher à conserver son monopole de commercialisation des gemmes. Semion Zeiberg, tout en affirmant « parta-ger, pour l'essentiel, la philosophie de De Beers», zouhaite aussi développer les ectivités de taille car, dit-il, « le diamant russe est très coté à l'étranger». «Ce n'est pas contradictoire avec l'accord passé avec De Beers, ajoute-t-il. Il y a de la place pour eux et pour nous. Il faudrait juste modifier quelques détails dans

le prochain accord quinquennal que

nous avons commencé à négocier.»

LUTTE . Mais certains responsables de ce secteur, appuyés par une poi-gnée de députés, dénoncent l'accord passé avec De Beers et veulent exporter directement 20 % de la production au lieu de 5 %; estimant que le cartel sud-africain e obtenu des avantages démesurés. Ces divergences sont, en fait, le résultat d'une lutte sourde entre les membres de l'ancienne nomenklatura soviétique et la nouvelle génération d'hommes d'affaires, entre Kom-dragmet et ARS. Toute la production doit en effet passer par le Comité des matières précieuses,

classification des diamants et... de la contrebande. Soudain plus prolixe, Semion Zelberg accepte, sans se faire prier, de donner quelques chiffres sur ce sujet pourtant très

«En 1992 dit-il, environ pour 150 millions de dollars de pierres ont été vendus à Anvers en marge du monopole d'Etat. Les responsables sont certaines organisations officielles ayant accès aux réserves de diamant, et De Beers est iamné à les acheter pour soutenir les prix » Un problème de plus ponr le cartel sud-africain, qui ne tient pas trop à ébruiter l'affaire et déclare « marginale » la contrebande de diamant russe.

- Y

The second

100-

- T

Chi.

11

W ...

1 Test

diam'r.

Bertrand de la Grange

(1) La production mondiale est évaluée à 100 millions de carats, chaque carat correspondant à 0,2 gramme; l'Australie en produit environ 36 milns, mais d'une qualité très inférieure

(2) Les Yakoutes, d'origine turco-tatare, refoulés vers le nord par les invasions mongoles, ne représentent plus que 45 % de la population de la

Une baisse bienvenue

La baisse de la production russe en 1992 ne pouvait que réjouir la De Beera, qui était cette année-là confrontée à une crise sane précédent depuls sa création en 1889 : une baisse de 13 % de ses ventes et de 35 % de ees bénéfices. Cette crise était due à la combinaison de deux fecteurs : relentissement de l'ectivité éconumique mondiale et arrivée meseive de diamants de contrebande provenent d'Angule (le Monde

des 26 janvier et 11 mars). Pour éviter une chute des prix, le Central Selling Organi-sation (CSO, organisme créé à Londres par le cartel pour commercialiser lee gemmes) dut imposer à ses principaux fournisseurs une réduction de 25 % de leurs quotas respectifs, dépenser près de 300 millions de dollars pour racheter des diemente de contrebanda et monter ees stocks à près de 4 milliarde de dollers

l'équivelent de sun chiffre d'affaires ennuel. La production russe s'est

très nettement redressée eu premier semestre 1993 et les ventee unt progreesé de 42 % par rapport à la même périnde de l'ennée précédente, ettelgnant même le record historique de 2,5 milliards de dollars. Mels, dans l'attente de la reprise économique, le groupe De Beers reste cependant très prudent pour le deuxième semestre : il estime que les bons résultats du début de l'année sont ettribuzbles à des « facteurs temporaires, comme le ralentissement de la contrebande, du fait de la reprise des hostilités en Angola, la reconstitution des stocks dans lee centres de taille, et la chute des exportations russes de diamant taillé, pour des raisons







Le Monde ● Mardi 16 novembre 1993 VII

PERSPECTIVES

LA PRÉPARATION DE LA VOITURE ÉLECTRIQUE

Les batteries font de la résistance

Un premier test public de véhicules électriques débute cette semaine en France. Mais, quelle que soit la formule, le coût des batteries reste un obstacle majeur

T si la voiture électrique était un échec en raison de l'insuf-fisance d'énergie contenue dans ses batteries? Personne n'osel'envisager, car le compte à rébours est lancé. Noël Bureau, directeur-adjoint de la recherche de PSA, assure qu'un millier de voitures électriques, des Peugeot 106 et des Citroën AX, seront exposées dans les vitrines des concessionnaires des 1995. Renault proposera paral-lèlement des Clio électriques. A la même époque, vingt-huit villes, dont Paris, seront équipées de bornes de recharge.

Tires, dut se charge de la

e collars de piere

THE GAL PROPER De Been g

arxier pour tou

in in the contract of the cont

2571828 / 12 com

The same of the first the same of

in it is man outsidely

and the state of t

er min a . er gallen fin den

The second of the second

the manufactures and and particular

might und briedigt fie te fiften

4 1 1 20 1 1 9 1 7 1 7 1 7 1 To

10.00

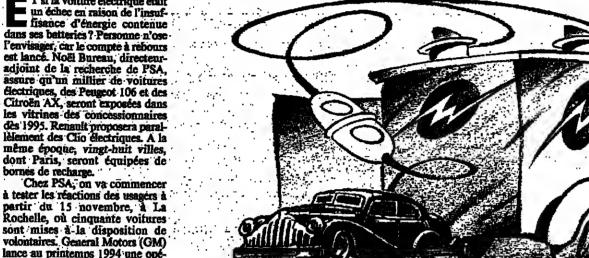
Bestrand de la Grau

American de districtions

Anters en may

diamanti d. 6 ar de Soudain phu pp

> partir du 15 novembre, à La Rochelle, où cinquante voitures sont mises à la disposition de volontaires. General Motors (GM) lance au printemps 1994 une opération similaire dans douze villes américaines, auprès d'un millier d'usagers, à qui on confiera une à deux semaines une voiture électrique biplace en aluminium. Point crucial: comment les antomobilistes réagiront-ils face aux contraintes de la source d'énergie les batteries, dont les capacités



pale faiblesse de la voiture électrique, qui ne pent parcourir plus de 100 kilomètres d'affilée avec un s plein », et même guère plus de 150 à 200 kilomètres par jour, vu le temps de recharge des batteries

quotidiennement? C'est la princi- avec une borne de recharge

a Même si on savait faire des accumulateurs avec une autonomie de 400 kilomètres, il faudrait au moins deux jours et demi pour les recharger avec une prise normale sont limitées et qu'il faut recharger. (une minute pour deux kilomètres de 16 ampères », note Noël

Bureau, Alors que cinq minutes suffisent pour faire le plein d'essence d'une voiture actuelle.

AUTONOMIE . Dans les batteries, le nickel-cadmium, couple chimi-que qui procure actuellement la plus grande antonomie, a la faveur

des constructeurs français pour équiper les voitures particulières. A La Rochelle, quarante-six véhicules seront équipés de batteries nickel-cadmium de la SAFT, quatre senlement de batteries an plomb. Les premières donnent une énergie spécifique de 52 wat-theures par kilogramme (Wh/kg) de batteries, les secondes 30 Wh/kg: «Avec 250 kilos de batteries nickel-cadmium, une voiture légère comme la 106 parcourt à vilesse normale une centaine de kilamètres. Le même volume de batteries au plomb ne permet que 60 kilomètres au maximum», explique Jean-François Fauvarque, professeur d'électrochimie an Conservatoire national des arts et

Mais, le plomb n'a pas dit son dernier mot. Après tout, la «Jamais contente», équipée d'ac-cus au plomb, fut la première automobile à dépasser les 100 kilomètres à l'heure, et cela en 1899.

Anne de Guibert, directeur de la recherche de la Compagnie enropéenne d'acenmulateurs (CEAC), croit en leur avenir, notamment pour les «flottes» d'entreprise. «Les batteries tubulaires en plomb étanches sont les plus simples à mettre en œuvre. Elles ne nécessitent pas de mise à niveau de l'électrolyte tous les 10 000 kilomètres, comme les nickel-cadmium, certifie-t-elle. Elles ne posent également pas de problème de ressources, alors que la

> La voiture électrique n'est pas un marché naturel. Seule la défense de l'environnement peut la justifier. 33

production de cadmium (sous-produit du zinc dont l'utilisation est contestée en Allemagne pour cause de pollution) est si faible - 17 000 tonnes – qu'au-delà de 100 000 véhicules équipés de batteries, les prix flamberont.»

ÉLEVÉ • La CEAC, dont les dixsept usines produisent 12 millions de batteries au plomb se prépare à répondre an marché de la voiture électrique, à partir de son usine de

nenschein. Tout comme la SAFT qui met en place une chaîne de production de batteries nickel-cadmium, à Bordeaux, ou les allemands Hoppecke et Varta, les japonais Matsushita et JSB, ou encore l'améri-cain Delco Remy, filiale de G M. Selon Remi Kaiser, responsable des voitures électriques chez Auto-motive Componant Group, du groupe General Motors, Delco Remy lancera prochainement sur le marché la batterie au plomb-calcium développée pour son modèle

électrique Impact. Le plomb conserve en effet un avantage : les constructeurs espèrent ramener de 1 000 à 700 francs le coût du kilowattheure avec une batterie au plomb, alors que l'objectif est de 2 500 francs pour le nickel-cadmium – qui avoisine encore 4 000 francs (mais avec une durée de vie des batteries d'une dizaine d'années, contre quatre

pour celles au plomb). Dans les deux cas, le coût reste élevé : il fandra débourser 30 000 francs pour les batteries nickel-cadmium et 10 000 francs pour celles an plomb! A rajouter an prix de la voiture électrique eclui d'un petit diesel, soit 80 000 francs chez PSA. « Ce prix se justifie en raison de la grande longévité du véhicule, qui résulte de l'endurance de ses composants », estime Noël Bureau. Si le «plein» d'électricité ne reviendra qu'entre 10 et 15 francs pour une autonomie de 100 kilomètres (contre 35 à 45 francs de carburant pour un véhicule «thermique»), le prix d'achat risque d'être prohibitif.

Aussi les constructeurs s'orientent-ils donc vers des formules de location-entretien. Ainsi, EDF, SAFT, CEAC, PSA... étudient depuis plus d'un an la créa-tion éventuelle d'un groupement d'intérêt économique (GIE), qui achèterait les accumulateurs pour

les louer ensuite, à environ 600 francs par mois, pendant une dizaine d'années. Mais il faudra apporter an préalable 200 millions de francs au moins à ce GIE. Et personne ne semble prêt à investir cette somme. « C'est à l'Etat de mettre la main à la poche, car un constructeur ne peut se lancer seul dans l'aventure de la voiture électrique, qui relève d'abord d'un choix de société», affirme Claude Peyrière, responsable de la recherche sur le véhicule électrique chez PSA. «La voiture électrique n'est' pas un marché naturel. Seule la défense de l'environnement peut la justifier et elle ne percera qu'avec des contraintes réglementaires très fortes », estime Remi Kaiser.

LOCATION . Les experts semblent de plus en plus convaincus qu'il faudra louer non seulement les batteries, mais aussi les voitures. Cette solution, qui sera expérimentée en 1995 sur une centaine de véhicules électriques à Tours, assure que l'essor du véhi-cule électrique ne se traduirz pas par une saturation des infrastruc-tures, « On a fait le plein de voi-tures particulières. Il faut articuler des flottes de voitures électriques en libre service avec les transports en commun », estime Jacques Saint-Marc, secrétaire général du groupement interministériel véhicules électriques (GIVE).

De nonvelles technologies peuvent-elles changer la donne? Une multiplicité de couples chimiones très prometteurs sont a l'étude dans les laboratoires du monde entier. Ils ont pour point commun d'accroître l'autonomie des batteries. Ainsi, la combinaison nickel-hydrure permettrait d'atteindre jusqn'à 80 Wh/kg et vers 1998, 500 kilogrammes de ces batteries offriraient une autonomie de 160 kilomètres.

L'Advanced Battery Consor-tium (USABC), qui pilote aux Etats-Unis les recherches sur les batteries avancées, est très intéressée et SAFT, qui a reçu d'elle 18 millions de dollars pour développer ce couple espère sortir des prototypes d'ici quatre aus.

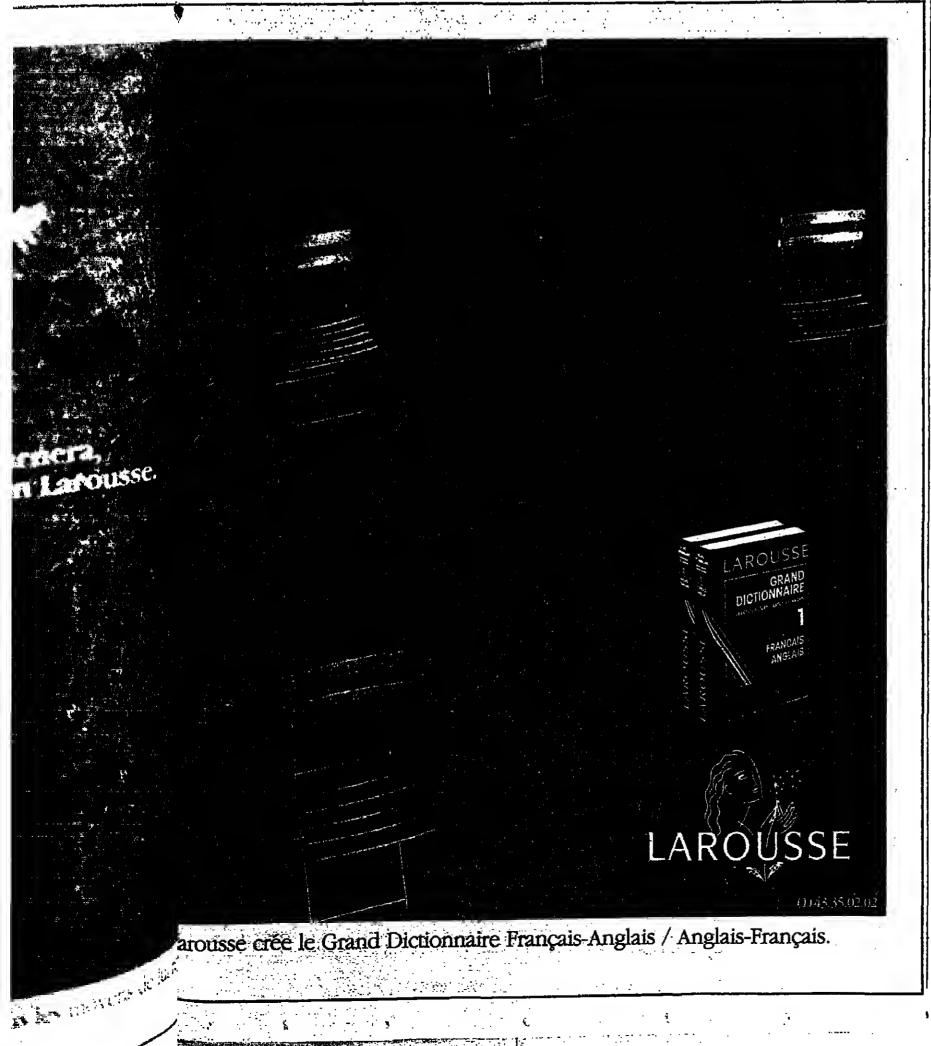
Maigré un prix dépassant encore de 20 % au moins celni du nickel-cadmium, le nickel-hydrure pourrait succéder à celui-ei en 2005... jusqu'à l'arrivée, en 2015, d'un nouveau couple encore plus performant : le lithium-alnminium, qui fournirait jusqu'à 160 Wh/kg, permettant une auto-nomie de 300 kilomètres.

SAFT America - qui fabrique déjà des piles lithium-aluminium pour des déclencheurs thermiques de missiles américains, – a déjà reçu un contrat de l'USABC pour cette dernière formule. Mais celle-ci devra affronter d'autres concurrents : la filière lithium avec électrolyte solide polymère, due an ehercheur grenohlois Armand, dont les brevets ont été revendus au Japonais YUASA, le lithinmcarbone, ou encore ia combinaison

NAVETTE • En tout cas, toute comparaison demeurera impossi-ble avec le pétrole. « Entre la meilleure des batteries et l'essence, il existera toujours une différence de 1 à 100 », reconnaît Jean-Pierre Cornu, directeur du développement de SAFT. La seule solution de remplacement, à la fois bon marché et non polluante, est la pile à combustible, qui brûle de l'hy-drogène stocké à l'état gazeux ou sous forme liquide dans le véhicule (on prodnit à bord à partir de méthanol, d'éthanol ou de gaz naturel). Ce type de pile alimente en énergie les navettes spatiales après avoir servi aux vols Apollo. Pour l'adapter aux véhicules routiers, il faudrait trouver un matérian moins coûteux que le platine pour recouvrir les électrodes. Mais on aurait enfin une voiture électrique capable de concurrencer l'automobile actuelle, sans polluer

A moins encore, dernlère hypothèse, qu'à défaut de trouver la batterie idéale, l'on s'oriente vers un véhicule mixte essenceélectricité, utilisant la première forme d'énergie sur route et l'électricité en ville...

Didier Gout ...





LA CONCURRENCE DES PAYS A BAS SALAIRES La grande peur des délocalisations

Gain pour le consommateur, avantage pour l'économie mondiale, mais pertes d'emplois non qualifiés dans les pays riches : les conséquences des délocalisations divisent économistes et industriels

AUT-IL avoir peur des délo-calisations? Faut-il craindre ces transferts d'activités, d'usines d'emplois vers les navs : bas coût de main d'œuvre? Faut-il refuser les «jeans» Creeks tout droit venus de Hongkong? Arrêter aux frontières les téléviseurs thaflandais de Thomson? Ou, encore, condamner cette nouvelle usice flambant oeuve d'Elf-Atochem à Singapour? Au printemps, le rapport de Jeao Arthuis, séceteur Union centriste de la Mayenne, sonnait l'alarme, rendant ces délocalisations responsables, pour partie, de l'inexorable mootée du chômage (le Monde du 4 juin).

Les délocalisations «consistent à séparer les lieux de production ou de transformation des marchandises des lieux de consommation. Il s'agit pour le gestionnaire de fabriquer là où c'est le moins cher et de vendre là où il y a le pouvoir d'achat», expliquait alors le rapporteur géné-ral du budget au Sénat. Fabriquer au Vietnam ou en Roumanie, par exemple, où les coûts horaires de main d'œuvre s'échelnnnent entre 1,50 et 2,50 francs, quand ils sont de 55 francs en France, charges comprises. Vendre dens une Europe aux marchés ouverts, faciles d'accès et, surtout, solvables. Facteurs de chômage ainsi que d'enrichissement des intermédiaires – qui achètent hon marché et vendent cher -, les délocalisations s'apparentaient, soudain, à un mai absolu. Caricature?

L'étonnant accueil réservé aux analyses du sénateur Arthuis montre que l'opioion oe le pense pas, Plus divisés, entrepreneurs, écono-

mistes et politiques s'opposent, eux, sur les conséquences d'uo pbénomène qu'étudie une nouvelle commission d'enquête parlementaire et devant laquelle le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, Gérard Longuet, doit témoigner, mardi 16 novembre. Et l'étranger n'échange pas au débat. Aux États-Unis notamment, la ratification du traité instituant l'Association de libre-échaoge oord-américaine (ALENA) avec le Mexique alimente une polémique identique.

C'est que, pour être ancien, le hénomène de délocalisation industrielle connaît une accélération presque palpable evec l'évidente mondialisation de l'économie et de l'industrie. Une mondialisation que la baisse des cofits des transports, de l'énergie et des communications oe cesse d'accélérer : de 1984 à 1992, le coût do fret aérien a baissé de 20 %, celui du transport maritime de 30 %, et le prix des billets d'avion pour les particuliers e chuté de 50 %, tout comme le prix d'une communication téléphonique entre Paris et Tokyo. A ces facilités de transport et de déplacement vienoent s'ajouter nne tendance à l'«immatérialisation» des produits - leurs poids moyens diminuent et une mondialisation des normes, alimentaires notamment.

MOT • Ancien, eo plein essor, le phéoomèoe reste, pourtant, mal connu : « Le mot même de délocalisation me paraît poser problème. relève un haut fooctionnaire. Il amalgame des problèmes intra-communautaires comme le transfert de Hoover de Dijon vers l'Ecosse, à des

départs d'activités dans des pays du tiers-monde. Il recouvre, selon les cas, des investissements directs d'entreprises françaises à l'étranger ou un simple recours à la sous-traitance. Il masque, enfin, la différence fondamentale existant entre les investissements faits dans des pays du tiers-monde ou de l'Est pour y conquérir des parts de marché, et ceux, purement défensifs, effectués seulement pour se protèger de la concurrence des pays à bas salaires. » Les chiffres ne sont pas plus précis. Ainsi, la sons-traitance à l'étranger, qui relève souvent de

la délocalisation d'ectivités, n'epparaît que de façon indirecte dans les statistiques douanières, et pour les seules marchandises. Alors que certains services, comme la saisie informatique, sont touchés. Difficile, donc, de s'y retrouver.
Globalemeot, pourtant, les statistiques se font plutôt rassu-

rantes. Dire que la France est le troisième importateur moodial ce doit pas faire oublier, eo effet, qu'elle est, en même temps, le qua-trième exportateur. Que sa balance commerciale est, pour la première fois depuis longtemps, excédentaire, Que les iovestissements étrangers en France ont etteint, en 1992, le montant record de 84,3 milliards, équilibrant presque les investissements directs français à l'étranger (99,6 milliards de francs). Que les cotreprises à capitaux étrangers implantées en France y emploient désormais un quart des salariés. Que le montant, enfin, des investissements directs effectués par les entreprises bexagonales pour «délo-caliser» leurs activités demeure

marginal: moins de 3 % des capitaux investis à l'étranger («le Monde-l'Economie» du 5 octobre).

« N'élevons pas de nouvelles lignes Maginol, s'inquiète ce spécialiste du commerce international. Le Japon a déjà programme son désen-gagement des industries automobile et électronique. Notre économie doit faire preuve de la même mobilité», ajoute-t-il, persuadé que la France doit s'en sortir « par le haot ». « Ensemble, plaide en parallèle un baut fooctionnaire, les économies de la Chine et des quatre dragons [Corée du Sud, Taïwan, Hongkong et Singapour] pèsent déjà d'un poids équivalent à celle de l'Allemagne. Mais elles se développent au rythme de 8 % par an et l'économie allemande de 2 % seulement. Quelle rationalité y a-t-il à s'enfermer dans une zone protégée croissant aussi tement?» En effet.

Nombreux, pourtant, sont ceux que ces arguments ne convain-quent pas. Le fait est, rappelait récemment Gérard Lafay, alors directeur adjoint du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), qu'oo constate, sur une longue période, des coïocidences troublantes : de 1970 à 1990, l'industrie manufacturière en Europe et aux Etats-Unis a perdu 6,6 millions d'emplois qui correspondent exactement aux 6,6 millions d'emplois créés en Asie de l'Est pendant la même période... « Des équilibres macro économiques cachent souvent des déséquilibres micro-économiques désastreux », constate ainsi Frank Borotra, le président (RPR) de la commission d'enquête sur les délocalisations.

la confection, la chaussure, l'électronique grand public et le jouet l'agroalimentaire ne soit la prochaine victime d'une vague de délocalisations, s'inquiète un professionnel de la grande distribution qui sait ce qu'un transfert d'activités vers les pays à bas salaires veut dire : Je pays à das saintes vent die se vendais mes chemises, faites en France, à 169 francs. Celio s'est mis à en vendre à 139 francs, entière-ment fabriquées à l'étranger. J'ai été obligé de suivre et de tout délocali-ser.» Impossible, en effet, de résister, en période de crise économique, à l'attirance du public pour les « petits prix».

« Prenons garde à ce qu'après

Un engrenage que les profes-sionnels de l'habillement connaissent bien, dont le secteur e enregistré, l'an dernier, la plus mauvaise balance commerciale de son bistoire avec un taux de converture de 60.9 %, « Le risque majeur, s'inquiète Dominique Jacomet, viceprésident de l'Union des industries textiles (UIT), c'est le transfert de pans entiers de la production francaise et européenne vers d'autres centres économiques, en particulier l'Asie. On nous dit que ce transfert est favorable au consommateur parce qu'il bénéficie d'une baisse des prix. Mais pour combien de temps? Le jour où la sous-rémunération de la main-d'auvre asiatique s'évanouira sous les effets du développement, le consommateur verra les prix se rapprocher des coûts français, mais les usines ne seront plus chez nous.»

Le raisonnement vant pour toutes les usines de main d'œuvre, que les plus optimistes voient, dans le futur, remplacées par de nouvelles activités. A quel terme? Pour faire quoi? Et «avec-quelles conséences sur i en le 5 octobre dernier devant les députés l'ancien PDG de la Générale occidentale et de l'Express

Jimmy Goldsmith? « Le libre-échange repose sur deux fondements : la spécialisation et l'avantage comparatif. Dans des pays comme les nôtrés, la spécialisation ne peut se faire que dans les industries employant peu de maind'œuvre, ou dans celles susceptibles, à terme; de réduire leurs effectifs. Tout cela aboutit à l'exclusion de la grande majorité de la population.»

VALEUR . C'est là en effet le vrai problème posé par la délocalisation. Les pays développés importent des produits à faible valeur ajoutée, fabriqués evec beaucoup de main-d'œnvre non qualifiée, alors qu'ils exportent des produits de haute technicité, requérant un personnel infiniment moins nombreux mais bien formé, comme le souligne Maurice Lauré, ancien PDG de la Société générale, dans le Quotidie de Paris du 13 octobre : « Equilibre en francs, un tel échange est dés-égalibre en termes d'emplois.»

Autrement dit, et pour carica-turer, le TGV vendu à la Corée du Sud ne donnera jamais entant de travail que les millions de paires de chaussures qui ont servi à le payer. Uo pays peut équilibrer sa balance commerciale en «exportant» deux ingénieurs et en «important» 40 smicards : cela se traduit par_ 38 suppressions d'emplois. «Les échanges commerciaux internatioechanges commerciatis internation naux avec des pays à bas salaires sont des échanges qui détraisent les emplois non qualifiés, confirme co farouche partisan du libre-échange, avant d'ajouter : la vraie question est de savoir où, dans quels secteurs d'activités, les pays développés pour-

ront désormais en créer.» Les pays développés o'aurontils le choix qu'entre le chômage ou la réduction – durable – des aires les plus... bas? «L'irruption de la Chine [et de l'Inde] dans le commerce mondial va empêcher le cout du travail non qualifié (échangé internationalement) de croître pendant des années», poursuit ce spécialiste. La France et le moode occidental sont entrés dans une phase de transition, aggravée encore par les désordres monétaires qui autorisent certains pays d'Asie du Sud-Est à pratiquer des prix de «dumping».

Ha a

9 25

sac.

W 2 2 ...

7.22

×---

X22 0 .

225 227

221.2

L. 27

Wet .

Dr. -

7. ·

¢2 . . .

200

7.

727. --

327 . T.

Les pays occidentaux doivent résoudre un redoutable dilemme. Ne pas se couper d'une Asie du Sud-Est ou des anciens pays communistes qui émergent, et combat-tre la paupérisation qui guette la partie la moins formée de leur population. C'est-à-dire trouver les. instruments économiques - de la remise en ordre du système monétaire mondial à l'instauration d'une TVA sociale qui permettra d'alléger les charges pesant sur les salaires Jembie delig 146 maning

Pierre-Angel Gay

Hongkong-Laval

Les transferts ne se font pas que de l'Europe vers l'Asie : le 8 novembre, Jean Arthuie, sénateur et président du conseil général de le Mayenne, opposent vigoureux des « délocalisatinne » e accuailli à Lavel Philip Lau, PDG de Starlight International Ltd, de Hongkong, qui ve créer dans cette ville une usine de télévieeurs de 40 millions de franca. Celle-ci doit ouvrir à l'automne 1994, emploiera 90 personnes la première année et, espère-t-on, 200 à terme. La eociété, qui vend aux hypermarchée, cherchait à se rapprocher de ses clients...

Les fabricants d'uniformes épinglés

Après avoir délocalisé pour fournir aux administrations des uniformes à prix réduit, les fabricants français se heurtent aujourd'hui... au protectionnisme

LS vont de réunion de crise en réunion de crise et ne comprennent plus rien à rien, les fabricants français d'uniformes. Jusqu'à présent, tout était clair : pour vendre eux edministrations (armée, police, SNCF, RATP, poste...), il leur fallait tirer leurs prix au maximum, quitte à délocaliser. Avec la rigueur budgétaire et l'ouverture, depuis 1989, des marchés publics à tous les pays de la CEE, les Français étaient soumis à rude concur-

« Nos prix étaient de 25 à 30 % supérieurs à ceux des Allemands. des Belges ou des Italiens, qui avaient délocalisé bien avant nous, raconte Jean-Philippe Gannac. directeur de Bidermann Uniformes et président de la chambre syndicale des fabricants d'uniformes. Du coup, nous avons été contraints de délocaliser une partie de notre production au Maroc ou en Tunisie. » Ainsi, Bidermann Uoiformes a fermé deux de ses trois usines en France et s'est séparé de 300 sala-

fabrique 15 à 20 % de sa production an Maroc, et dont les effectifs sont passés ces dernières années de 800 à 500 personnes.

Ces règles du jeu ont été bouleversées par le coup de semonce adressé à l'administration par le rapport du sénateur Jean Arthuis sur les délocalisations. L'armée de terre, dans le cadre d'un appel d'offres lancé en 1992 pour la fourniture de 300 000 survêtements en polyester bleu roi, e retenu, explique le rapport, la candidature de MPH Diffusion, une société de négoce faisant fabriquer à l'île Maurice. Elle a commandé 90 000 survêtements, pour un montant de 9,6 millions de francs. « L'éconamie apparente est de 540 000 francs (différence entre le prix proposé et le prix qui aurait été payé au fournis-seur français, soit 6 francs de plus-par surrêtement), en fait de l'ordre de 500 000 francs compte tenu des

ligne le rapport. La fabrication de 90 000 survêtements correspond en France à 62 emplois pendant un an: Sur la base d'un coût annuel de 100 000 francs par chômeur [..], l'économie se traduit en réalité par un surcoût de 5,7 millions de francs.» Conclusion sous forme de mise en garde, au ton grave : « Il existe des dizaines de sociétés MPH qui offrent chaque semaine aux commissariats, aux foyers des régiments et des écoles, à toutes les administrations des produits de ce type. Il est urgent de prendre conscience des effets pervers de telles

SÉCURITÉ • Les commissaires des différentes armées, chargés des approvisionnements courants, se sentent mis en cause et répliquent. « Rien, dans le code des marchés publics, n'interdit le recours à des praductions délocalisées. Au contraire, la commission spécialisée

riés, avant d'ouvrir une unité de dépenses engagées par l'administra des marchés, qui dépend du minis-tion pour le contrôle sur place, sou-ligne le rapport. La fabrication de reproches si nous achetions français malgré une grosse différence de pfix » déclare le commissaire général. Voisard, qui admet oéanmoins que, depuis certaines consignes ministérielles, l'armée fait «un peu plus attention à acheter français. Si la différence de prix ne dépasse pas 5 %, nous privilégions les fabricants hexasonaux en trouvant une bonne raison, comme la sécurité des approvisionnements. » L'ennui, c'est que les fabri-

cants français, qui avaient en partie délocalisé, souffient aujourd'hui de cet air du temps protectionniste. « Nous avions pourtant toujours joué cartes sur table, prenant l'habitude de proposer aux administrations deux tarifs : l'un pour une fabrication 100 % française, l'autre en délocalisé, moins cher », rappelle Jacques Boyé, PDG de la branche uniformes de Boyé. «Et jusqu'à pré-sent, renchérit Jean-Philippe Gannac, nos acheteurs publics, armée comprise, n'hésitaient pas trop avant d'opter pour le second. Mais depuis six mois, bloqués par les consignes données en haut lieu, ils retardent leurs commandes, les réduisent, ou les annulent purement et simplement a Faut-il revenir en arrière rapatrier en France une partie des activités délocalisées? « Nous en venons tous à l'envisager, affirme Jean-Philippe Gannac. Mais ce serait ruineux, et surtout d'une sotale incohérence à l'heure de l'ouverture européenne. Et puis combien de temps dureront ces bonnes résolutions de l'administration?»

Désorientés, les fabricants d'uniformes en sont réduits à des actions de lobbying pour faire com-prendre qu'il y a de «bonnes» délocalisations, menées par des industriels français, patrons de leur outil de production délocalisé, et de « mauvaises », celles des négociants purs, qui ne travaillent qu'avec un. téléphone et un fax à Paris, ne produisant absolument rien en France. «Il y a bien un danger, aventit Jacques Boyé, celui de la montée en puissance des commerçants purs, comme dans l'affaire des survetements. Mais ils n'ont rien à voir avec nous, qui lutions, en délocalisant, pour préserver des emplois

Pascale Krémer

Avec initial vous allez savoit Mieux, vous allez comprendre Les dictionnaires Initial sont con DES ABTICLES thématiques classés de A & P. S. S. C. TERMATIQUE d'utilisation. L'essentiel est dit. Micux : les SCHOK 2.1

HATIER

articles sont ainsi faits qu'en écommie, histoire, géographie, sciences sociales et politiques, leurs réponses vous permettent de misux comprendre le monde contemporain.

Jendi 9 décembre 1993, 17 h/20 h. Table ronde : Extrême-Orient Conseil Hôtel Lutétia - 45, bd Raspall, 75006 PARIS Entreprises françaises :

FAUT-IL VRAIMENT ALLER EN CHINE? ET DANS QUELLE CHINE?

avec E. Bouteiller (HEC), Yoes Mangenne (DREE), J. Népote (CNRS), Gilles ROBERT (Citroën International), M-S de Vienne (EOC), Y. Yu (Lee & Li)

Inscription obligatoire Pour toute information, contacter EOC, 30, rue Boissière, 75116 Paris Tél.: (1) 47-27-63-58 - Fax: (1) 47-27-40-98



LA CONCURRENCE DES PAYS A BAS SALAIRES

Le désenchantement d'un Français d'Asie

Pour Léopold de Stabenrath, qui a monté une des PMI françaises indépendantes les plus performantes de Thailande, la délocalisation est « un marché de dupes » · · ·

de notre correspondant

A délocalisation d'entreprises est une aventure qui u pris fin voilà dix ans. On ne peut plus envoyer sa profession à dix mille kilomètres projession à dix mille kilomètres pour monter quelque chase qui se retournera fatalement contre elle. Sauf, bien sûr, les grands trusts, qui contrôlent les échanges commerciaux. Le libre-échange ne sert finalement que les conglomérats. » Léopold de Stabenrath, quarante-six ans, PDG de Merlin-Delaunay, nne fabrique de bijoux (300 ouvriers, 15 millions de doilars d'exportations sur l'Europe, les Etats-Unis et le Japon), tire ainsi la philosophie de plus de vingt ans de présence en Asie.

· implois, La

בייון בייון מונים בייון

े प्राप्त स्ट क्र्र्स

TO STATE OF THE PARTY.

L'une Asa 🕏

2. 72.5 CM

Total *

್ಷ ಎನ್ನು ಅದ್ಯಾಭಾರ್ಷಕ್ಕೆ

.... - 1. Witte 25

The second section of

- 17:23 (CC)

Hongkong-Laval

The same of the same

41.

The second of th

10 mg

and and a construction of the construction of

· · · · · · · · · permette dist

Pierre Angel

« On ne fait pas son trou lel, estimo t-il. La logique de la déloca-lisation, c'est de se rendre là où la main-d'auvre est la moins chère, ou les vents sont plus favorables. Aujourd'hui, ce sant la Chine, l'Inde ou même Sri-Lanka, demain le Vietnam. Le véritable homme d'affaires devrait donc déménager tous les dix ans. Il n'y a aucune

perspective d'enracinement, p.
Sorti de l'Ecole des Roches, licencié en droit, ce Parisien a traîné à travers l'Asic pendant quelques années et se trouvait à Saïgon, en avril 1975, lors de la kok, il y démarre, en 1976, une fabrique de bijoux. Trois ouvriers an départ, à l'époque du premier

CREATH . Pour Exporter, j'aurais pu choisir l'arlisanat, la faience. Ce fut le bijou», dit-il, expliquent ainsi son succes : « On avait alors une vision mondialiste. Cela faisait moderne de travailler en Asle, région en plein développément, et dans un pays peu connu des Franpais. On y voyait une division astucieuse du travail: utiliser une main-d'œuvre à bon marché, participer au développement d'un pays sans avoir l'impression de faire quelque chose contre son propre pays. On trouvait alors intelligent, créatif, neuf, d'œuvrer pour la libre circulation des marchandises et la disparition des frontières. C'était bien avant l'obsession du

chômage. »

A partir de 1987, le vécitable boom thailandais (trois années au moins de croissance à deux chiffres) attirera de granda groupes.

BANGKOK français - Total, Bouygnes -, sans » Le nombre de chômeurs parler des banques on de dans son pays augmente dans la l'hôtellerie. « Mais au début des même proportion que son chiffre années 80, rappelle Léopold de d'affaires à l'exportation. Récemstabemath, sur le plan économique.
les Français étaient pratiquement inexistants en Thailande. J'ai alors créé l'une des plus importantes sociaux, afin de rendre la compétient proprises individuelles françaises.
File le reste encore. »

**Mais le premier souci d'une entreprise délocalisée est de s'assu-cor que la progression des salaires entre la plus lente

sept ans d'expérience et le succès, il donne l'impression d'avoir fait le tour du sujet. « Man entreprise, dit-il, se nourrit de commandes étrangères; mes exportations continuent d'augmenter d'une année sur pèsent sur le progrès social et, l'autre. Muis elle n'u aucune possibilité d'enracinement, sauf si ma stratègie devient entièrement asiatistrategie devient entierement assati-que. En ce cas, la présence d'Euro-péens, dans le capital comme dans l'encadrement, serait un handicap, Mon atout actuel est d'appartenir à une culture et d'en traduire la demande mieux que les autres. Sur le marché asiatique, ma qualité d'Européen me dessert : les Thai-landois le font mieux que moi »

a turopeen me dessert : les I hai landais le font mieux que moi, avec les rares PME françaises, poursuit-il, qui ont délocalisé en Thailande, rattachées par un fil souvent ténu à leur société-mère, sont isolées et fréquemment empêtrées dans la gestion de leur partenarial local Certes, depuis dans au les sociétés femecies deux ans, des sociétés françaises mande locale ou régionale par le biais de partenariats avec des sociétes thailandaises. C'est le cas d'Ugine, Vittel, Danone, Michelin. Mais, après quelques années d'opè-rations profitables, n'y aura+il pas captation de technologie au profit de sociétés purement thailandaises? Ne doit-on pas, ce qui est plus grave encore, se poser la même question sur la vente du TGV à la Corée du Sud? Bénéficiant de l'immense avantage d'opérer dans leur propre milieu, les sociétés asiatiques finiront vite par absorber ce savoir-faire et l'exploiter à meilleur coût. Pour leur marché national d'abord et pour l'exportation ensuite.»

Bref, e quoi qu'an en dise, le véritable moteur des sociétés occidentales qui s'installent en Asie: reste l'exploitation d'une maind'ouvre à bon marché, avec toutes les conséquences sur l'emploi dans le pays d'origine. L'entrepreneur, s'll a su mener à bien sa tâche d'interface, ne doit son succès qu'à la déconsiture des producteurs occi-

Les aléas

La zone de libre-échange nord-américaine va-t-elle conduire à un transfert massif des emplois industriels vers le Mexique?

de notre correspondant E Missouri va-t-il voir la fabrication de balais de paille lui échapper? L'Illinois duit-il se préparer à un départ massif des « trois grands » de l'automobile? Exa-cerbée par l'ancien candidat à la Maison Blanche Ross Perot, la crainte d'une délocalisation mas-sive des emplois industriels vers le sud dn rin Grande a été au centre des débats sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, qui erécrait, a'il est ratifié le 17 novembre par le Congrès, le plus grand marché commun du munde (360 milliums d'habi-tants). Une erainte largement mjustifiée.

Un dullar (5,90 francs) l'heure l'Avec un salaire horaire aussi bas, tous les industriels américains vont-ils être tentés d'abandonner leurs activités aux Etats-Unis (le salaire minimum y est de 4,25 dollars) pour s'ins-taller au Mexique? Représen-tant les salariés des industries traditinnuelles (sidérurgie, mines, textile...), la centrale: AFL-CIO a vigoureusement dénoncé les risques de « déloca-lisation » des emplois voirs de lisation » des emplois, voire de désindustrialisation du pays.

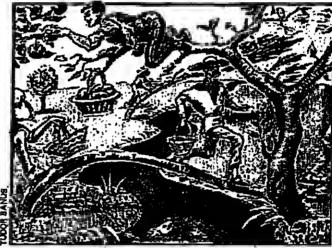
A l'instar de ceux réunis eu sein de l'Association nationale grands patrons américains contestent cette analyse. «S'il avait dû y avoir un rush vers le Sud, il aurait déjà dû avoir lieu», estime Shadid Husain, le vice-président de la Banque mundiale chargé de l'Amérique latine. Le salaire horaire moyen mexicain a duublé depuis cinq ans : il approche les 3 dollars et l'ou ne retronve plus le chiffre de 1 dollar que dans quelques réginns. L'écart reste important avec le salaire moyen nord-améavec le salaire moyen nord-amé-ricain, mais il est moindre avec les Etats les plus directement menacés, ceux du Sud, et le pré-sident mexicain, Carlos Salinas, s'est engagé à accélérer la pro-gression des rémunérations dans SOII DAYS.

Au-dela. « dans in plupart des industries, le salaire n'est plus l'élément déterminant de la localisation des activités », indique-t-on dans une autre nrganisatinn patronale, le Conference Board. Plus prosaïquement, Bill Clinton expliquait que, si le niveau des salaires était aussi déterminant, « Haiti et le Ban-

NEW-YORK gladesh devraient être deux grandes puissances indus-trielles». De nombreux critères jueent dans les décisions des industriels : proximité du mar-ché, qualité des infrastructures, conditions fiscales, climat politi-

que et social... Même en matière de maind'œuvre, compte anssi – suntont – la productivité des travail-leurs. Or en ce domaine les Etats-Unis ont une avance considérable par rapport au Mexi-que : la productivité y serait de six à sept fuis supérieure. Cela fait plus que compenser le

nombreuse et peu qualifiée quit-teront les Etats-Unis ponr le Mexique (textile, confection, mnntage...). Washington a annoncé que des aides à le reconversinn seront accordées aux salariés concernés (des programmes de furmatinn comme des indemnités de chômage sup-plémentaires). Mais le nombre des emplnis ainsi transférés devrait rester limité : d'après les études réalisées par des économistes proches des syndicats, la libéralisation des échanges amorcée depuis cinq ans entre les deux pays n'aurait couduit qu'à



« bandicap » salarial. Le géant des télécommunications ATT a ainsi abandonné, il y a peu, son unité mexicaine de réparation des téléphones, préférant faire réviser ses appareils dans son

unité d'Atlanta, en Géorgie.
Cela étant, tous les experts
reconnaissent que l'inuverture
totale des frontières entre les Etats-Unis et le Mexique provo-quera des transferts d'activité.

Dans les deux sens, sans doute. Les Américains sant déjà hebitués à des manvements internes, entre leurs Etats. Ils deviennent d'ailleurs eux-mêmes un pays d'accueil dans certains processus de délocalisation en enurs : les Etats du Sod-Est américain vuient arriver ehez eux evec ravissement des indus-triels allemands (Bosch, BMW, tricls allemands (Bosen, BMW, Mercedes...) qui cherehent à profiter des bas salaires, de la faible syndicalisation, des multiples aides locales nffertes, et préfèrent les Etats-Unis au Mexique pour la garantie de qualité.

DEUX SENS . Bill Cliaton eurait bien voulu que des entreprises américaines s'engagent publiquement à ne pas transfé-rer d'activités au sud du rin Grande. Aucune n'a accepté. En fait, à l'évidence, des producla suppressina directe de 96 000 emplois aux Etats-Unis. Les délucalisations pour-

raient eussi se faire dans l'autre sens, du Mexique vers les Etats-Uni. Plusieurs grands groupes emériceins pourraient ainsi rapetrier aux Etats-Unis des ectivités qu'ils avaient transfé rées au sud du rio Grande pour échapper aux droits de dnuane. Le fabricant de sauces Mellheny Cnmpany – produeteur de Tabasco, entre autres – a ainsi déjà décidé de transférer vers la Louisiane sa production mexi-

Au-delà, les Américains espèrent qu'aux empinis pen qualifiés qui disparaîtront vien-dront s'en substituer d'autres, mieux payés. C'est le pari de l'ALENA: le nnuveau boom attendu des exportations vers le Mexique devrait soutenir la croissance aux Etats-Unis et dane celle de l'emplai. Une grande partie de la populatino reste cependant sceptique: selon un sondage réalisé fin octubre puur le Wall Street Journal et NBC, 49 % des Américains craignent que l'ALENA ne conduise un transfert massif des emplois industriels vers le Mexique. Mais la proportion était de 74 % un mois plus tôt.

Erik Izraelewicz

Atochem à Singapour : le contre-exemple

SINGAPOUR de notre envoyé spécial

« Une délocalisation, quelle délocalisation?» A Singapour, au cœur de la nouvelle usine qu'Elf-Atochem vient de construire pour produire du polystyrène destine à fabriquer des cadres de téléviseurs, cette question sembla incongrue, Lea 30 000 tonnes de granulés de

plastiqua noirs ou blancs importées chaque année de Franca, notamment de Carling en Lor-raine ou de Gonfreville en Normandie, seront désormais produites sur place pour les clients «Nous na venons pas fabri-

quer ici parce que c'est meilleur marché. Le coût de l'investissement y est aussi important qu'en Europe, les selaires sont élevés et, de toute laçon, nous sommes une industrie à faible main-d'œuvres, affirme Arsène Schun, directeur général adjoint d'Elf-Atochem. « Cet investissement n'est pes une menace pour la production auropéenne, mais une chance's, aloute-t-il.

Au risque de surprendre, carpour l'heure, les unités situées dans l'Hexagone vont réduire leur production tant qu'elles n'auront pas trouvé de nouveaux débou- et notamment sur le Vieux Contichés pour compenser le manque nent. Premier exemple : « Jus-

à gagner. La stratégie e'eppa-rente à un coup de billard à trois bandes. Le groupe chimique francals prend pied dans une région qui conneît une croissance élevéa sana interruption depuls trente ans (5,5 % en moyenne entre 1960 et 1990). Aussi fabriquar sur place devient-il important pour pouvoir s'adapter plus rapidement à la demande. «Si nous ne sommes pas implantés, il est complètement illusoire de continuer à vandre », affirme

Arsène Schun: La firma entend se rapprocher des principaux « donneurs d'ordres » que sont les groupes d'électronique grand public japonais, « Nos clients d' Asie du Sud-Est sont les mêmes firmes que nous livrons ou que nous cherchons à livrer en Europe, explique Offvier Meurzec, directeur général d'Elf-Atochem South East Asia. Mais il n'est pas question de réexporter nos produits vers l'Europe, car ils sont de qualité différente et adaptés aux marchés locaux y Mais en répondant aux axigences des fabricants nippons de matériels audio-vidéo, Elf-Atochem espère tisser des liene lui permettant d'obtenir de nouveaux contrats dans d'autres régions du monda,

qu'à présent nous n'amvions pas à avoir de rendez-vous avec Matsushita. Depuis que l'usine s'est ouverte, des portes s'entrou-vrent » Les dirigeants d'Elf-Atochem espèrent aussi un choix favorable de Philips, qui, très délocalisé, envisage da ramener ses fournisseurs de trois à deux.

La première idée d'una

et des avantages soit la plus lente

pèsent sur le progrès social et, quand elles déménagent, elles peu-vent laisser derrière elles une indus-

trie sinistrée. Qu'en sera-t-il des 400 000 ouvriers du textile thailan-

dais lorsque, au nom du libre-échange, cette industrie se dépla-cera en Chine?»

HLUSOME • De cette observation, Léopold de Stabenrath tire une

double lecon. D'abord, que le suc-

ces d'un pays comme la Thailande demeure «fragile». Ensuite, que son industrialisation « est plus

dépendante qu'un le croît de nos technologies, de nos experts et de

nos brevets que nous bradons pour des intérêts à très court terme, dans

l'espoir illusoire d'une implantation

ou d'un partenariat durable». Sa

son entreprise. Actionnaire à 90 %

de sa société depuis le début, Léo-

pold de Stabenrath en distribue

progressivement les parts depuis

1985 à ses cadres, devenus ses

A ses yeux, la délocalisation d'entreprises est devenue un «enar-

ché de dupes». Et, tont en

concluant qu'e on ne peut apèrer

comme un sous-marin toute sa

vien: il e bien l'intention d'aller

faire passer le message en France

même. « Nous devrions, résume-t-il,

mieux gérer nos réseaux et notre

production à l'intérieur de notre

espace culturel européen où l'enra-cinement est durable et la protec-

tion de nos technologies mieux

assurée. Nous serions alors certai-

nement dans une meilleure position

vis-à-vis du bloc aslatique et à même d'envisager de véritables suc-cès pour la conquête des marchés asiatiques du XXI siècle. Il ne

dépend que de nous de pas vendre

Jean-Claude Pomonti

la corde pour nous pendre.»

€ a «thai

logique l'am

possible.»

implantation industrielle remonta à une dizeine d'années, mais la décision e été prise voici deux ans seulement. Quarante millions de dollars (220 millians de francs) ont été consacrés à cette Installation qui place Atochem au quatrième rang des investisseurs derrière l'Air liquide, Thomson et l'Aérospatiele. Sur un terrain loué pour trente ens, les travaux-ont alors débuté en février 1992, an pleine saison des pluies, ce qui a obligé à creuser des fondations dans un sol détrempé. Le chantier a continué-sans ancombre ensuite, et, effet positif, la moitié

du matériel est venue de France. Les seules difficultés sont nées des exigences des autorités locales en matière de protection de l'environnement, cette usine étant la première de ce type ins-

tallés à Singapour. Aujourd'hui, l'établissement. qui emplole une centaine de personnes, achèva de testar sa fabrication. La production débules clients installés à proximité, en particulier les usines de montage de matériel eudio-visuel de Malaysia. Mais la groupe français n'est pas le seul présent dana cetta région at la ennourrence s'annonce très vive. De l'autre côté de la frontière, le japonais Idsemitsu vient de porter de 30 000 à 60 000 tonnee la capacité de son usine de polystyrène. En Thallande ou en Indonésie, d'eutres fabricants comme Mitsubishi ou Dow Chemical renforcent leur présence, ce qui fait déjà craindre une surproduction. Cette concurrence pourrait peser sur les prix de production, déjà très bas en raison da l'offensiva des Coréens.

tera prochainement et ravitaillera

Même si le mot délocalisation est prohibé, le désir de réduire au maximum les coûts e poussé un moment Ef-Atochem à s'intéresser à la Malaysia en raison des bas salaires pratiqués dens ce pays. Mais la gain est finalement epperu minime - à peine 2 % - sur le prix global de l'investissement. Le chobx a donc. été politique, La filiale d'Elf e préféré un pays «eyant choisi la compétition à un Etat protégé par das droits de douane éle-

Dominique Gallois



INTERNATIONAL MANAGEMENT DEVELOPMENT

Management marketing Stratégies compétitives

Tirer parti des évolutions, créer des réseaux, développer des stratégies multimédia... Tels sont les grands axes de ce

Programme Dirigeant ouvert aux responsables marketing confirmés.

En outre, ils réalisent un projet d'action répondant à la problématique de leur entreprise.

• 2 fois 5 jours du 30 mai au 3 juin et du 4 au 8 juillet 1994.

Executive Programs

VIVIANE HENRIOT OU CATHERINE BOURGEOT

The same which a surrent state to the 1.64 2.68.3 LE MARCHE LOI DU MONDI MODERNE MODERNE

E chancelier Kohl croit à un euro- LETTRE DE FRANCFORT pessimisme pesseger. Avec cette constance, ou si l'on veut cette lenteur, qui caractérise les Rhénans, il prône la politique du gros dos. Insensible au climat mauvaie, écartant les sondages négatifs, dénoncant les tentations nationalistes montantes, il tire inlassablement le chaland européen. Sens doute déclere-t-il un moment que la monneie unique sere probablement retardée, evant de se reprendre et de confirmer le calendrier. Sans doute donne-t-il raison à la Bundeebenk, eprèe les tempêtes monéteires, lorsqu'elle souligne qu'elle n'est pas la benque centrale européenne et qu'elle doit evant tout défendre le merk. Sans doute encore laisse-t-il ses ministres dire € nein » à la préférance européenne dens les télécommunications, mein » aux sanctions contre les agriculteurs allemands qui ont dépessé leure quotas et € nein » aux menaces de Bruxelles contre les subventions à la sidérurgie des

nouveaux Länder. Mais «Kohl l'européen» ne cède rien sur le but. L'Allemegne, membre fondateur de l'Europe, moteur avec la France de sa construction, s'engage dans l'étape suivante de l'union européenne décidée à Maestricht. La victoire ellemende qu'est l'implantation de l'Institut monétaire européen à Francfort, décidée à Bruxelles il y e deux semaines, le conforte en démontrant l'avantage de continuer à haler la barge européenne sans se détourner.



Les certitudes de Kohl «l'européen»

par Eric Le Boucher

Pour river son clou à la CSU bavaroise, qui grogne contre l'Union européenne, le chencelier e choisi la date symbolique du 11 novembre, soixante-quinziàme enniversaire de le fin de le première guerre mondiale. Dens une déclaration gouvernementale sur l'Eu-rope devant le Bundestag, il a affirmé : « Nous evons besoin de l'union politique, c'est une question de paix ou de guerre, car les mauvais démons qui grondent dans les Balkans n'ont pas

été bennis à jamais. » Helmut Kohl est-il isolé? On l'entend dire. Dernier homme politique ayant connu la guerre et qui reste marqué par le « plus jamais ça », le chancelier aurait derrière lui une génération « normale », bien décidée à s'en tenir à le défense des intérêts du peys comme le font les politiciens des eutres nations. Il est bien difficile de sonder les cœurs pour savoir si cette crainte est justifiée. Mais on peut s'en tenir aux faits : le Perlement e voté messivement en faveur du traité. Seule l'extrême droite e pris le

défense du mark comme cheval de batailla électoral. Les eutres partis (environ 93 % de l'électorat) s'en sont gardés malgré la bénéfice facile qu'ils auraient pu en tirer. Il n'y e pas non plus en Allemagne - pour l'instant -de listes dissidentes enti-Masstricht comme en France.

Le milieu des affaires est lui eussi mejoritairement favorable à l'union économique et monétaire. Les grands chefs d'entreprise comme Edzart Reuter, de Deimler Benz, ou Hilmer Kopper, de la Deutsche Bank, en sont des militants déclarés. La presse est plus partagée en fonction de son lectorat. La Bild Zeitung fait ses «unes» contre, Die Zeit est pour, la Frankfurter Aligemeine Zeitung eussi, même ei un esentiment allemand » l'emène à peser ses éditoriaux.

Assuré donc d'être soutenu dans sa politique européenne, Helmut Kohl présente le visege d'une Allemagne optimiste. Il patiente. Il semble penser qu'une fois la croissance retrouvée en 1994, ou plus sûrament en 1995, la construction européenne repertira comme euperevent, le récession n'ayant été qu'une sorte d'incident de parcours comme il y en e eu tant depuis 1957.

Jacques Delors, rancontrant le chancalier, s'inquiétait euprès de lui dee divergences, notamment francoellemandes. Le président de la Commission s'est entendu répondre : «Le Rhin continuera de couler. » Pour Jacques Delors, cette attente de jours meilleurs ne suffit pas. Elle laisse filer le navire, qui « dérive vers une conception britannique d'une simple zone de

libre échange », qu'il récuse. Qui e raison? Le reprise suffirat-elle à faire reculer l'europessimisme? Ou bien y a-t-il quelque chose de plus profondément cassé dane la volonté des Européens à s'unir? La patient emalgeme imeginé en 1957 qui, de l'ecier à l'egriculture, devait en arriver à la monnaie et demain à mieux encore ne prend-il plus?

E jugement de la Cour constitu-Lionnalle de Karlsruhe rendu à la mi-octobre e apporté beaucoup d'éléments de réponse. Il faut le lire parce qu'il porte sur la fond non pas seulement juridique mais bien politique. Il s'adresse directement eux critiques des populations européennes qui ont été formulées d'abord au Danemark, il y e un an et deml, puis qui se sont étendues. Maastricht e déclenché une demande d'explications sur la destination finale du voyage et une critique

vive contre le « déficit démocratique » de le construction européenne de la Monnets, qui donne à l'eurocratie (de l'acier, de l'agriculture, de la monnaie).

un pouvoir non légitime. Les juges de Karisruhe se prononcent nettement pour l'Etat-nation. Lui seul e reçu une légitimité démocratique (par l'élection), et on ne peut lui; ôter aucun de ses pouvoirs souverains. La Cour a jugé Maastricht e à la limite»: Le Bundestag (pour l'Allemagne) devra veiller à son application evec soin. Meis ensuite c'est fini : l'Union européenne ne peut plus e'attribuer d'eutres pouvoire et ne peut pas lever ses propres impôts. Le Parlement de Straebourg n'est pas jugé suffisemment puissant et légitime. Autrement dit, la lent chemin parcouru depuis 1957 s'errête là. La stratégie de l'a emelgeme » est désormais caduque. La chancelier Kohl a donc tort : le Rhin ne coulera plus comme

Penda ...

arestre -1

L'actualité

doctobre 3 2.

ES TE CES

10110-25

15 (F. . . .

1000 5

Ed2

(ESIS -

british

alan -In S

DAID:

D-5 7

302

de la

Jerika: ...

dage: ..

00VE ---

hances: ...

e es

शासन

28 1 275 5

ache: Dat

nanona 🚉 . de a or

encours:

DOURSE

Althorate . . .

Mestic co

Tel ne

alge:

Mefa

Marie .

Residence

acens.

抽点

Q CONTRACT

Name of the last

STIPETE:

Pour que la construction européenne aille plus loin, il faudra lui donner une légitimité démocratique propre. Autrement dit, il faudra créer une véritable institution politique élue par les peuples. Et, aujourd'hui, consulter les peuples, personne ne s'y risquerait... D'où le désarroi de Jacques Delors. Mais le chancelier n'est pas démonté. Nous avons le traité de Maastricht, eu moins faisons en sorte de l'eppliquer point par point et bien, Ensuite, on verra. On n'arrête pee les fleuves ...

L'efficacité de la communication directe en boîtes aux lettres est aujourd'hui indiscutable. Encore faut-il que la distribution soit exemplaire!

NOUS SOMMES EXEMPLAIRES * PLUTÔT 3 MILLIARDS DE FOIS QU'UNE!



QUAND VOUS VOULEZ. OÙ VOUS VOULEZ.

Que vous souhaitiez toucher la France entière, une région, un département, une ville, un quartier, une catégorie socio-professionnelle ou socio-culturelle déterminée, Delta Diffusion vous offre les solutions les plus fiables et les plus efficaces.

A la fois leader et précurseur, Delta Diffusion, ler réseau français de communication directe, répond aux nouvelles exigences de la communication directe pour définir, localiser et atteindre la cible visée.

DELTA DIFFUSION

S'ENGAGE

Diffusion: Delta Diffusion s'engage à vous garantir une diffusion à 95 % minimum.

Conseil: Delta Diffusion s'engage à vous conseiller la meilleure formule de diffusion.

Fiabilité: Delta Diffusion s'engage à vous offrir les outils informatiques et les solutions techniques les plus fiables.

Professionnalisme:

Delta Diffusion s'engage à confier la diffusion de vos documents exclusivement à des professionnels salariés.

Contrôle: Delta Diffusion s'engage à vous certifier un contrôle systématique de votre

 Delta Diffusion distribue chaque année plus de 3 milliards d'exemplaires auprès de 18 millions de ménages, grace à 8.000 distributeurs professionnels répartis dans 120 agences couvrant l'ensemble du territoire français. Delta Diffusion est une filiale de COMAREG S.A. (GROUPE AVENIR/HAVAS/MEDIA).



DELTA DIFFUSION Siège social: 27, rue Maurice Flandin - 69444 LYON Cedex 03 Tél. 72 36 55 55 - Fax 72 36 55 79 - Télex : 380 572 F

COURRIER DES LECTEURS

Contre le « germano-centrage »

L'économie française recevra--elle une impulsion de son environnement extérieur dans les prochains mois? Sans doute pas du monde extra-européen : la récession se prolonge au Japon, la sur-cheuffe gegne plusieurs pays d'Asie, la reprise arrive à maturité aux Etats-Unis.

Le point central reste donc la situation de l'Allemagne. Une fois annoncent une amélioration, certes très modérée, grace surrout à l'exportation. Est-ce vraisemblable alors que l'ejustement cyclique n'est qu'à moitié engagé, la ques-tion du partage du poids financier de la réunification très partiellement réglée, la crise structurelle liée au mark fort encore en plein développement et la normali de la courbe des taux d'intérêt tou-

jours à venir? A défaut d'un surplus croissant de ressources à répartir dans les pays développés, tout va donc dépendre des variations de changes. Peut-on espérer, comme beaucoup le suggérant depuis quelque temps, une hausse subs-tantielle du dollar (et des devises liées contre les monnaies européennes? On se heurte en le matièra à une sorte de collusion objective germeno-américaine. L'Allemagne e besoin d'un mark cher pour gérer l'absorption difficile de ses provinces orientales. Les Etats-Unis d'un dollar de combat pour remuscler leur économie, quelle que soit l'issue de la négo-

ciation du GATT. En Europe, l'avantage restera dans le proche avenir aux pays qui auront corrigé la surévaluation de leur monnaie, ce qui leisse à l'écart, outre la zone mark, la seule France, si elle garde imperturbablement le cap que lui impose sa conception frileuse de l'ave francoallemand.

Mais qu'en est-il en réalité de cette vision germano-centrée de la politique française ? Assez curieusement, sous couleur de stabilité externe, il semble qu'on accepte

progressivement une dérive du franc (autour de 3,50 F pour 1 DM aujourd'hul, de 3,60 F/3,70 F demain?). Comme si une strategie de tension passive sur le change -au lieu d'une stratégie délibérée de baisse des taux courts - devant obliger la banque centrale allemande à anticiper quelque peu ses propres décisions. Avec pour résultat de retarder de deux ou stres le repond de l demande interne anala (l'ebtenir une croissance faible du type 1991-1992, tirée par l'exportation et eggravent le disperité entre grosses et petites entreprises. Sans que soit exclu pour autant le risque d'explosion sociale, qui a toujours eccompagné chez nous les pénitences trop longtemps pro-

Autre paradoxe : il en va de la politique du commerce international comme de la politique monétaire. Le débat sur le GATT, plus précisément sur son volet agricole, est d'abord franco-européen, sinon franco-allemand. Sur la ques-tion centrale du prix des céréales, il est vraisemblable qu'une discussion dure et directe entre la France et les Etats-Unis aboutirait plus aisément à une eolution satisfaisante pour les deux parties, qui lèverait la principale hypothèque à un accord plus large sur les autres aspects de la négociation.

Comme en matière monétaire. une démarche plus autonome et neuve de la France nous sortirait de l'impasse actuelle. Elle permet-trait aussi de rebattre les cartes en Europe et au bénéfice de tous les partenaires, allemands compris. En relançant la croissance et en réduisant la coût excessif de la politique agricole commune, elle déblaierait le terrain pour un nouveau départ de la construction européenne. Avec pour objectif prioritaire la réintégration de l'Europe économique, politique et culturelle dans ses frontières naturelles, géographiques et historiques.

Emmanuel Devaud (Paris)

Edouard Balladur, le RPR et le GATT

Qui a dramatisé l'affaire du GATT st avivé les craintes des agriculteurs depuis un an? Qui a focalisé sur le dossier agricole ces négociations commerciales (alors. que d'autres domaines, comme la culture, sont concernés)? (...) Qui s'est employé à faire de la surenchère pendent la campagne électo-rale de mars 1993 ? Qui, sinon le RPR, dont Edouard Belladur est l'un des leaders? Comment, une fois au pouvoir, Edouard Balladur peut-il parier de «piège» qu'on lui auxait tendu? (...) Comment le premier ministre peut-il demander eujourd'hui aux partiee prenantes de partager indirectement une res-ponsabilité qu'il e refusé d'assu-

mer dans le passé? (...) Pourquoi faire vibrer la corde nationale, voire anti-eméricaine, sinon pour se présenter comme le défenseur des valeurs suprêmes?

Pourquoi consulter tous les horizons politiques, sinon pour epparaître comme un rassembleur au-dessus des partis? Pourquoi médiatiser cette affaire sinon pour tenter de faire passer au second plan la situation économique et notamment les licenciements massits? Et si cette consultation avait également pour but de faire plier la fraction dure du RPR, hostile à un

André Sillam (Noisiel)



la restructuration continue...

et internationale au mois

d'octobre a été fertile ...

L'actualité nationale

L'ocratie (de

A Maastricht ea la

'23 'pour l'Alle

sen application

- 'o c'est fini Dest plus s'at-

modis. Le Par

est pas jugé

e: légitume

parcount

La stratégia

desormais

Kchi a donc

. 773 plus comme

3023 lui don

To have the par

79 3'y risque

est pas

act not the stoen

DES LECTEURS

maro-centrage)

10 mar no 3 50 f 202 f \$

the centers

2. - Programme - 1

The state of the s

Avec 2

10.50 70.000

a geodie

24 CARES

100 mg

Dr. St.

1276 F 1276 F 1776 F 1877 San State

Length

The control of the control o

Companies from the track of the control of the cont

3 50 5770

" Prit de Jacques

s trane de 500g res 2750 cm 500g

3177.10 5.35 63

Consulter

atique pro-

The Cold Street une

Cors et ne peur

en événèments pour les grandes entreprises. Des têtes de PDG sont tombées, des privatisations ont été annoncées et d'autres menées à bien, des « mégafusions » et des mouvements sociaux à grand spectacle, signes des changements à l'œuvre dans l'économie, ont défrayé la chronique. Un exemple? Dans l'informatique, nul n'est à l'abri. Ni - aux Etats-Unis -John Sculley, président d'Apple, qui a dû abandonner son fauteuil à Mike Markulla; ni – en France – Bernard Pache, éphémère président de Bull, remplacé par Jean-Marie Descarpentries, champion de l'entreprise privée. Privatisations françaises, nouvelle vaque. Le test BNP-s'est-révélé : extrêmement positif pour ... le gouvernement Balladur : 2,8 millions d'actionnaires ont acheté pour 28 milliards de francs la grande banque, nationalisée au lendemain de la guerre. Dans la foulée, encouragé par l'euphorie boursière générale, Edmond Alphandéry annonce que l'Etat mettra en vente des que possible les 53,4 % qu'il détient encore dans Rhône-Poulenc. Le paysage industriel de demain se dessine, aux Etats-Unis, avec la fusion annoncée de Bell Atlantic (l'une des compagnies issues du démembrement d'ATT) et de Cl, le premier opérateur de télévision par câble. A l'avenir, téléphone, télévision, banques de données et ordinateurs personnels viendront se fondre dans les « autoroutes de l'information » ou « infoducs ». Tremblements de terre socio-économiques en perspective... N'est-ce pas une de ces secousses

Sophie Gherardi

Chronologie réalisée par Brigitte Camus-Lazaro Ephéméride réalisé par Chantal Dunoyer

telluriques que traduit

le conflit Air France,

le plus long et le plus dur

reculer le gouvernement

Bernard Attali parti,

Christian Blanc nommé,

seule la méthode change.

La déréglementation

aériens suit, avec retard,

l'aéronautique

celle qui a bouleversé

civile américaine.

européenne des transports

en rase campagne?

depuis longtemps, qui a fait

1 .- ALLEMAGNE : Hans Tietmeyer remplace Helmut Schlesinger à le présidence de la Bundesbank (le Monde daté

1 ... - INDICATEURS : En France, en juillet-août, la production industrielle a progressé de 1,3 % par rapport à juin. En septembre, les prix ont augmenté de 0,4 % (4, 12, 21, 30).

1. - CROISSANCE : Scion l'OFCE

(Observatoire français des conjonctures conomiques), la croissance du produit intérieur brut (PIB) marchand serait nulle en 1994. Le 3, Nicolas Serkozy et Edmond Alphandéry prévoient une croissance de 1,4 % en 1994 (3-4,5,6).

4. - PRIVATISATIONS : L'offre publi-

que de vente des actions de la BNP jusqu'au 12 octobre au prix de 240 P donne le coup d'envoi des privetisations. Elle rapporte 28 milliards de francs avec plus de 2,8 millions d'actionneires. Le ooyau d'actionnaires stables détiendra 15 % du capital de la BNP (5, 6, 16, 19, 20). 11. - BM : Afin d'éviter 2 000 supres sions d'emplois en 1994, IBM France annonce une série de mesures visant à

accroître la flexibilité du travail (13). 12. - SECTEUR PUBLIC : La première journée nationale d'action unitaire d'envergure dans le sectenr public (EDF, RATP, SNCF), depuis l'entrée en fonction du gouvernement Balladur, largement suivie (70 % de grévistes à France Télècom), relance le débat sur le réglementation des grèves dans le secteur public et l'idée du service minimum (12,

13, 21).

12. - CRE: Le jugement de la cour constitutionnelle de Karlsruhe permet la ratification du traité de Meastricht par

l'Allemagne (13).

12. - CNPF: Jean-Louis Giral, ancien ouméro deux du CNPE dont il a été vice-président en 1985 et 1991, anoonce sa candidature à la présidence du CNPF pour succéder à François Perigot, dont le mandat s'achève en décembre 1994. Il se déclare opposé à la semeine de treotedeux heures, qui conduirait e à une aug-mentation du coût du travail pour les

entreprises » (12). 12. – LA CROISSANCE EN EUROPE : Le taux de croissance prévu est de 1,1 % en 1993 dans la zone OCDE (après 1,4 % eo 1992). Pour la CEE, la croissance prévue en 1994 se situerait entre 1 % et 1.5 % (12, 27). ...

12. - LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 1993 est attribué aux professeurs américains Robert William Fogel et Douglas Cecil North precurseurs de la « nouvelle histoire économique» (19).

13. - FRANC ET BUNDESBANK': Lo franc connaît un nouvel accès de faiblesse

per rapport au mark, ce qui repose le pro-

. ILY A 30 ANS : 1963 ...

Algéria. - Après la fin da le guerre

d'Algérie, près de 900 000 hectarae

sont encore exploités per cinq à six mille colons installés en majorité dans

la région oranaise, le Mitidia et le département d'Alger, Ces exploitations

agricoles ont échappé eux mesures de

nationalisation prises en mera contre

les grands domaines (appartenant aux

families Borgeaud, Germein, Averseng). Le président elgérien Ahmed

Ben Bella annonce, le 2 octobre, la

nationalisation dee terree, mettant fin à

132 ens de colonisation française en

. IL Y A 20 ANS : 1973

18 octobre, dix jours après le début de la guerre du Kippour, le jour où Golda

Meir rejette la proposition de négocia-tion internationale du président Sadate,

dix Etats du Golfe, membres de l'OPEP

(Organisation des pays exportateure de

pétrole), décident à Kowen de fixar

désormais eux-mêmes la prix officiel (caffiché ») des pétroles bruts, aupara-

vant établi par les compagnies. Le prix de l' «arabe légar», le brut de réfé-rence, avait déjà augmenté de 20 %

entre le 1° janvier et le 1° octobre. Le lendemain 17 octobre, l'Organi-

sation des pays arebee exportateura de pétrole (OPAEP), lors d'une confé-

rance extraordinaire, décide d'utilise

l'varme du pétrole's dens le conflit israélo-arabe. Ils décident de réduire

leur production de 5 % par moie jus-

qu'à ce que les Israéliens se soient

complètement ratirés des territoires

occupés. L'Arabie saoudite annonce

ensuite une baisee immédiate de

10 % : ce mouvement est suivi par

l'Algérie, le Kowett, Abu Dhabi et le

Qatar. Le prix de l'e erabe léger »

atteint 5,11 dollars le baril fin octobre

contre 3 dollars au début du mois. C'est le début du premier « choc pétro-

lier». L'escalade des prix du pétrole est

enclanchée : l'ère de l'énergie bon

ter, soue la double pression de la

reduction de la production et-des

hausses décidées par les producteurs. Réunie les 22 et 23 décembre 1973 à

Téhéran, les six principaux pays pro-ducteurs du Golfe décident, à l'instiga-

En effet, lee prix vont encore mon-

marché est terminée.

Premier « choc » pétrolier. - Le

Nationalisation des terres en

Octobre 1993

blème de la réduction des taux à court terme en France et du loyer de l'argent pour les PME. Edouard Balladur réaffime le 17, à «7 sur 7» sur TF1 qu'il ne changera pas de politique monétaire. Le 21, la Banque féderale d'Allemagne abaisse d'un demi-point ses taux directeurs, les ramenant de 6,25 % à 5,75 % pour l'escompte et de 7,25 % à 6,75 % pour le lombard. Le plus important, celui des pensions à 14 jours de 6,67 % à 6,40 %. Les banques centrales enropéennes sui-vent le monvement : eux Pays-Bas, le tanz d'escompte passe de 5,75 % à 5,25 %; en Antriebe, le taux d'escompte passe de 5,75 % à 5,25 %; en Italie, il passe de 8,50 % à 8 %. Le 22, la Banque de France abaisse son taux des prises en pension à 5-10 jours d'un demi-point (de 7,75 % à 7,25 %) et son raux des appels d'offres de 6,75 % à 6,45 %. Le même jour, le taux de base des banques (TBB) est ramené de 8,40 % à 8,15 % (15, 16, 19, 23, 24-25, 29). 13. - COMMUNICATION : Le projet de

fusion de Bell Atlantic, et TCI Tele-Communications Inc, le plus important opérateur de télévision par câble aux Etats-Unis, a pour objectif la télévision du

futur (15, 25). 15-16. - PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1994 : Les députés adoptent la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1994. Le 19, le vote a lien selon la procédure du vote personnel après une seconde délibération demandée par le gouvernement sur l'article d'équilibre général du budget (16, 17-18).

15. - APPLE : Critiqué pour sa gestion, John Sculley abandonne la présidence d'Apple au profit de Mike Markulla

18, - BULL : Gérard Longuet, ministre de l'industrie, annooce le remplacement de Bernard Pache, président de Bull depuis seize mois, par Jean-Marie Descarpentries, qui préparera la privatisation du groupe public. L'Etat injectera 7 mil-liards de francs de dotations en capital à la fin de 1993 et en 1994 (ce qui porte à 9,5 milliards l'apport de l'Etat, sur deux ans) eu premier constructeur informatique français, qui accuse 1.98 milliard de francs de pertes ou premier semestre

1993 (19, 20). 18. - PRIVATISATIONS : Edmond Alphandéry annonce la privatisation pro-ebaine de Rhône-Poulenc (53,4 % dn capital détenu par l'Etst). Le 22, Fist déclare vouloir participer au «noyau dur » de Rhône-Poulenc (18, 24-25, 29).

18. - AID FRANCE : Le conflit qui oppose, depuis le 12, les syndicats au sol d'Air France à la direction se durcit le 18. Les syndicats rejettent le plan de Bernard Attali de retour à l'équilibre (5,1 milliards de francs d'économie d'ici à 1995), qui prévoit 4 000 suppressions d'emplois et la filialization de certaines activités. A Roissy-Charles-de-Gaulle, plusieurs centaines de salariés bloquent les voies d'ac-cès aux pistes et s'affrontent oux forces de l'ordre à Roissy et Orly, le 21 et le 22. Les vols au départ de Roissy sont annulés. Le 24, Bernard Bosson enterre le plan Attali et le PDG d'Air France présente sa démission. Jean-Cyril Spinetta. PDG d'Air Inter, se retire aussi. Le 25, Christian Blanc, ancien PDG de la RATP, de

> La France est en train de se faire un drame à elle seule, de s'inventer une ligne Maginot, de se faire une mauvaise réputation dans quatre-vingts pays du monde. >>

Jacques Delors, le 17 octobre au « Grand jury RTL-le Monde » à propos des négocietions du GATT.

1989 à 1992, rempiece Bernard Attali à la présidence d'Air France, et Michel Bernard remplece Jean-Cyril Spinetta à Air Inter. Le 25, François Mitterrand, invité à «L'heure de vérité» de France 2, rappelant que Bernard Attall a agi en conformité evec les directives gouvernementales, met en garde le goovernement contre la «valeur exemplaire» que pourrait prendre le conflit, tandis que la gestion du conflit du ministre des transports est critiquée par le classe politique. Le 26, « mardi noir », à l'appel de tous les syndicats d'Air France, Air Inter et Aéroports de Paris, ls grève est générale. Aucun svion d'Air France ne décolle. A partir du 30, la reprise du trafic s'amorce à Air France (21 su 23, 24-25, 26 su 30). 22-23. - FONCTION PUBLIQUE: André Rossinot, ministre de la fonction publique, et quatre syndicats signent un

«relevé de conclusions» sur le dispositif salarial 1993-1995, qui prévoit une revalorisation générale de 4,99 % en niveau (soit 6,40 % en masse) et le recrutement de 7 000 à 10 000 agents dans les trois functions publiques (24-25, 29, II/XI). 22. – EDF-GDF: Les directions d'EDF-

GDF négocient svec les syndicats un accord sur le developpement de l'emploi et une nouvelle dynamique sociale qui présente, pour le première fois dans ces entreprises publiques, la lutte contre le chômage comme un «enjeu majeur»

25. - FRANÇOIS MITTERRAND à «L'heure de vérité» sur France 2 défend la cohésion sociale qui sera menacée si on ne cherche pas à défendre l'intérêt des petites gens. CEE : il propose aux Douze un emprunt européen de 100 milliards d'écus pour lancer de grands travaux et lutter contre le chômage. Partage du travail: « Il faut absolument organiser une discussion sur la réduction du temps de travail, branche par branche. » Retraites : Réaffirmant qu'il est partisan de la retraite à soixante ans, il préconise d'adapter l'allongement de la durée de cotisation an respect de la loi. Privatisations : « L'Aérospatiale fair partle de la liste, mais pour l'instant, sa privatisation me paraîtrait insupportable, parce que cela touche à la défense, à la technologie de la France.» Franc fort : S'il s'est rallié - depuis 1983 - à la politique du franc fort, e'est parce que « c'est dans les pays à monnaie forte qu'il y a le meilleur main-tien de l'emploi » (26, 27).

25. - ALLEMAGNE : Les prévisions tablent sur noe croissance de 1,5 % en 1994 pour l'ensemble du pays et un tanx de chômage de 9,8 % de le population active en 1994 (26).

28. - ETATS-UNIS : L'annonce d'une croissance de 2,8 % en tythme annuel du PNB (produit national brut) eu troisième trimestre confirme la reprise, saluée par l'indice boursier, le Dow Jones, qui établit un oouveau record en terminant à la cote 3 687,86 (30).

29. — CHŌMAGE: En septembre, le

chômage en France a progressé de 0.8 %, ce qui porte le nombre des demandeurs d'emplois à 3 242 200 (31/I - XI). 29. - CEE : Conseil européen extraordi-

naire à Bruxelles consacré à l'entrée et viguenr du traité de Meastricht le le oovembre et à l'attribution des sièges · des institutions européennes : l'institut monétaire (IME), qui sera créé le le janvier 1994, oura pour siège Francfort et pour président Alexandre Lamfalussy. directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le Parlement européen reste à Strasbourg (9, 13, 15, 16, 23, 27, 29, 30, 31/I-XI).

Ephéméride

du 1 jenvier 1974, le prix effiché du baril de brut « arabe léger » à 11,65 dollars, soit le quadruple du prix atteint le 1- octobra.

Lee paye industriels importateure de pétrole, confrontés à la hausse, doivant économiser l'énergie et faire eppel aux autres sources (la France se lence dans le nucléaira). Des divergencee vont nattre entre les pays consommeteurs de pétrole, notamment lors de la conférenca de Washington les 11, 12 et 13 février 1974. Maia les conséquences ne sont pas moins douloureuses pour les paya sous-développée. Aussi, en avril 1974, l'OPEP décide lors d'une réunion de eréer un Fonds d'eide spécial eux paye en voie de développement les

plus touchés. Après la forte heusse des prix de 1973-1974, le consommetion de pétrole des pays industrialisés va bais-eer des 1975, par suite des mesures d'économie et aussi du relentissement de l'économie mondiale (le croissance est pretiquement nulle dans la zone GCDE en 1975). Si les pays importateurs sont divisés, les exportateurs ne le eont pas moins : à le conférence de l'OPEP de saptembre 1975, à Vienne,

certains eouhaitent sugmenter la prix du pétrole de plus de 20 %; maia c'est la proposition de l'Arabie seoudite -

una hausse de 10 % - qui sara suivie. Un deucième «choc pétrolier» sur-viendra en 1979-1980, à la suite cette fois de la révolution tranienne : le changement de régime en Iran ve se traduire per une réduction des axportations de ce peys mais eussi par une nouvella escalade des prix du brut. En l'espace de 17 mois, de décembre 1978 à mei 1980, les prix officiels sugmentent de 120 % pour les bruts saoudiens, de 140 % pour les autrea productions du golfe Arabo-Pereique (hors Iran), du Venezuela et d'Indonésie, de 160 % pour les bruts iraniens.

Maia dàs le début des ennées 80 les difficultés de l'économie mondiale, la mésentente entre les paya membres de l'OPEP et le concurrance des pro-ducteurs extérieure à l'Organisation (celle-ci n'essure plus que 38 % de le production mondiale fin 1985) provoqueront une dépression du marché

Le milieu des annéas 80 voit une baisse des prix du pétrole (revenant à moins de 10 dollers le bani en 1986) : un véntable « contre-choc ». L'invasion

du Koweit en soût 1990 va provoquer una nouvella crispation, en retirent du marché 3 millions de banis par jour (la production du Koweit et celle de l'Irek). Meie l'envolée sere brève : grâce à l'augmentation de le production saoudienne, eu déstockage et eux restrictions de la consommetion, le marché du pétrole retrouve eesez repidement son équilibre et les prix rechutent. Auiourd'hui les coure sont revenus, en termes réels, en dessoue du niveau de

> • ILYA 10 ANS: 1963 Menifestations dee cadres. - A

l'eppel de le CGC (Confédération générale des cadres) un meeting le 3 octobre, à Peris, à l'Espace Balard, est euivi d'un défilé de 40 000 personnes jusqu'eux Invelides; le 5 octobre das menifestations ont lieu dens sept métropoles de province. Outre les cadras, les membres des professions libérales et les retraités ont été invités à se joindre eux menifectations. La CGC veut à la fois signaler le démotivation dae cadres, due à la aituation interne dee entreprises et protester contre la baisee de laur pouvoir d'echet. Les manifestants expriment sussi leur opposition à la politique économique du gouvernement socialiste, taxé d'incompétence, dont ils réclament la démission.

1923: LA GRANDE INFLATION ALLEMANDE

Après le défaite de 1918 et la signature de l'armistice, l'Allemagne ee trouve dans une situation finencière difficile. Pour couvrir les dépensas de l'État, on crée de nouveaux impôts (sur le revenu et sur la richessa). Une contribution extraordineire pour la détresse de l'Empire, votéa le 31 décembre 1919, comporte un prélèvement sur le cepitel ellent de 5 % à 65 %. Les émissions de billets se multiplient. En octobre 1923, la circulation atteint 2500 quadrillions (2,5 millions de millierds de milliards) de merks, le perte de change a décuplé d'avril à juillet 1923 et, de juillet à octobre, elle s'est muitipliée per 6 millions. Les prix augmentent en proportion : l'indice des prix paese de 2 054 en janvier 1923 à plus de 3 millions en octobre tion du chah d'Iran, de porter, à partir -1923 (1).



Pour rétablir la confiance dans le monnaie, l'arrêt des émissions da billets est le condition première de le réforme envisegée. Le 15 octobre, une ordonnance crée le rentenmark, monneie perallèle eu merk, liée eu patrimoine national. Lee premiera billets sont émis le 15 novembre, eu taux de 1 rentenmark pour 1 000 milfierds de marks. La etabilité monétaire obtenue per l'introduction du rentenmark permet à l'Allamagne de retrouver l'équilibre budgétaire. Moine d'un en plus terd, le situetion monétaire est réteblie, et une loi du 30 eo0t 1924 eupprime le rentenmerk et le merk, remplacés par reichsmark.

(1) Georges-Edgar Bonnet, les Expériences monétaires contemporaines, Armand Colin, 1926; Wilfrid Baumgartner, le Renten-. mark, PUF, 1925.

INDICATEUR • L'emploi

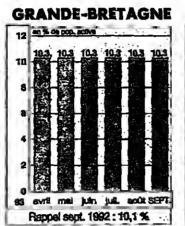
A PRÈS une stabilisation durant les mois d'été, le ehômage a recommencé à croître dans l'Union européenne, sous l'effet notamment d'une dégradation importante en Allemagne et en Espagne. Le taux de chômage a atteint 10,6 % de la population active en septembre au lieu de 10,5 % de juin à soût et 9,5 % un an plus tôt. Plus élevé pour les femmes que pour les hommes (12,2 % au lieu de 9,4 %), il a néanmoins

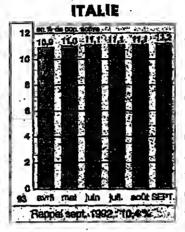
augmenté dans les mêmes proportions dans les deux populations.
C'est chez les mains de vingt-cinq ans que l'emploi s'est le plus dégradé. En un an, le chômage des jeunes dans l'Union européenne s'est accru de 1,3 point pour s'établir en septembre à 18,8 % chez les hnmmes et à 20,2 % chez les femmes : anjaurd'hui, près d'un jeune

ALLEMAGNE

Rappel sept. 1992 : 4,6 %



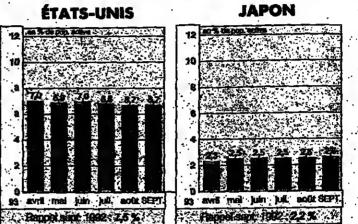




paraissent moins touchés par le phénnmène. La Grande-Bretagne, connue pour un faible niveau de formation des jeunes par rapport aux autres pays européens, avait des résultats plutôt meilleurs que la moyenne des Douze : le chômage des moins de vingt-cinq aus n'y dépassait pas 15 %, à peine plus qu'aux Pays-Bas.

Dans un tel contexte, l'Allemagne (1) faisait figure d'exception : la proportinn de jeunes sans emploi y est faible (5 % en septembre) et inférieure à celle de la population active dans son ensemble.

(1) Il s'agit de l'ex-Allemagne de l'Ouest : on ne dispose pas de statistiques



Taux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Jspon ; sources nationales)

RÉGION • Asie du Sud-Est et Pacifique Contrastes agricoles

agricole néo-zélandais; quarante milions d'agriculteurs indonésiens s'entassent sur une surface équivalente. C'est dire la radicalité des contrastes agricoles dans la zone Asie-Pacifique. Le plus évident oppose l'Australie et la Nouvelle-Zélande, peu peuplées, consacrées à l'élevage et à la culture du blé extensifs, à l'Asie du Sud-Est, qui, même là où elle est peu dense, privilégie la petite exploitation, géné-ralement rizicole, et néglige l'éle-vage. En Asie du Sud-Est, on opposera aussi les pays et territoires où le riz et les cultures vivrières d'appoint (manioc. patate douce, mais...) sont hegemoniques (la plapart) et ceux (Malaysia, Philippines, Indonésie hors Java et Bali) où les plantatinns dominent.

Dans ce dernier secteur, eofin, nn distinguera les petites exploitations (qui fournissent par exemple les trois quarts du latex malaisien nu indonésien) et les grandes propriétés, sonvent «indigénisées » ou même nationalisées. dont le rôle est sauf exception (sucre philippin, huile de palme malaisienne...), secondaire.

Sauf, bien sûr, à Singapour et à Brunei, le poids de l'agriculture est cependant une donnée commune. Elle n'absorbe que 10 % des actifs néo-zélandais, mais fournit 45 % des exportations du pays et - comme en Australie constitue la base d'une grande part de l'industrie. Dans une Thailande en plein boom industriel, elle fournit encore plus de la moitié des emplois, et 32 % des exportations (27 % et 19 % dans le cas de la Malaysia). Au Vietnam, il s'agit de 70 % de la main d'œuvre, de la mnitié du PIB, d'un tiers des exportations : il n'en va pas très différemment du Cambodge, du Laos et de la Birmanie. La région compte deux des trois grands exportateurs de riz (Thailaode, Vietnam), fournit la quasi-totalité du caoutchouc naturel, de l'huile de palme, du copra, du poivre, et une part importante du cacao, du sucre, du manioc et du café. Les résultats sont très inégaux

d'un pays à l'autre. Ainsi le Cambodge n'a pas retrouvé ses résultats des années 60, avant la guerre; la Birmanie, les Philippines et le Laos unt vu leur production agricole par habitant reculer d'au moins 10 % eo une décennie. Dans le même temps, celle de l'Indonésie a crû de 30 %, et, de premier importateur de riz en 1980, le pays a atteint dès 1985 un telatif équilibre alimeotaire. Quant au Vietnam, sa production rizicole a doublé de 1990 à 1992, et il est deveou depuis 1989 le troisième exportateur mondial.

Les autres cas soot plus contrastés. La Malaysia importe désormais près de 30 % de son riz, dont elle décourage la culture hors de quelques périmètres d'irrigatino : la puissance de ses plantatioos (cinq millions d'hectares, contre 650 000 pour les rizières) et son développement jodustriel lui

Q UATRE-VINGT MILLE ont permis de faire passer sa fac-ture alimentaire de 10 % à 5 % de 14 millions d'hectares de l'espace ses importations. La Thallande, qui bénéficie d'un des meilleurs rapports homme/terre cultivable de la région, a presque doublé sa surface agricole en treote ans, mais les rendements restent faibles (21 quintaux à l'hectare pour le riz, contre 31 au Vietnam, 44 en Indonésie, 57 en Chine), et seuls l'hévéa et la canne à sucre se sont développés depuis 1985. Son agriculture, largement extensive, patit aujourd'hui du manque d'eao pour l'irrigation et des conséquences des déboisements massifs alors que Java ou le Victnam souffrent surtout de la pénurie de manque de main d'œuvre ou de son renchérissement, responsables de son récent recul, du premier au

ge avril mei Juln Juli, acût SEPT

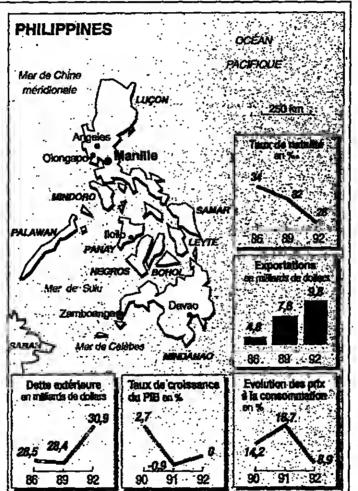
Rappel sept. 1992: 10,1 %

troisième rang pour le latex. Quant à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, où la productivité est très élevée, et qui se trouvent dans les premiers rangs mondiaux pour les exportations de laioe, de viande, de produits laitiers, de blé et de fruits, e'est de la baisse des cours mondiaux des produits primaires qu'elles souffrent. Le prix de la laine s'est effondré de 43 % en deux ans et la valeur de la production globale a diminué d'environ 60 % depais 1988. Le kiwi, qui n'est plus un monopole néo-zélandais, est passé de 6.46 dullars néo-zélandais le plateau en 1989 à 78 cents début

Les agricultures du Sud-Est asiatique ne sont mieux protégées que parce qu'elles sont davantage vivrières. Mais le cours du latex a baissé de moitié depuis mai 1988; si la production indunésienne de café a plus que dnublé depuis 1980, elle rapporte mnins qu'a-lors; la Thallande a vendu du riz à la Corée du Nord à 185 dollars la tonne, alurs que le cours était supérieur à 300 dullars à la mi-1991. Des phénomènes conjoncturels aggravent certaines difficultés : rentrée en soène du Vietnam. insolvabilité de la Russie pour le riz, campagne contre l'huile de noix de coco aux Etats-Unis alors qu'un tiers des Philippins en vivent, au mnius partiellement, crise de l'autnmobile pour le

Certains produits s'en sortent mieux, comme la viande, les produits laitiers. l'huile de palme, ou même le sucre. Mais, aujourd'hui, les systèmes régulateurs intérieurs ou internationaux sont - quand ils existeot encore - au bord de l'effondrement, tant les stocks de riz, de beurre, de caoutchouc, de laine se sont enflés. Or il s'agit d'agricultures relativement peu protégées. Au-delà des oécessaires reconversions et de l'accroissement général de l'efficacité, seules une reprise mondiale et une réelle coopération tant réginnale qu'internationale pourraient supprimer le risque d'un blocage d'une dynamique rurale souvent speciacu-

> Jean-Louis Margolin Université da Provence



PAYS e Les Philippines

Des signes encourageants

(L'ETAT philippin, dans le passé, a été incapable d'agir avec constance en faveur de l'intérêt national, car il ne pouvait pas résister aux demandes intempestives des groupes oligarchiques. Et l'économie a été largement gouvernée par la politique, en lieu et place du marché. » Le président Fidel Ramos, le 26 juillet dénonçait les raisons qui firent d'un pays, doté dans les années 50 d'un revenu par habitant équivalent à celui de Taïwan, «l'homme malade de l'Asie», situé, avec 730 dollars de PIB par habitant, à peine au-dessus de l'Indonésie, et en dessous de son propre niveau de 1983.

Diagnostiquer est une chose érir en est une autre. Face à l'immobilisme d'un Cangrès contrôlé par les lobbies, le général Ramns semble faire preuve de plus de résolution et de dévouement ao bien public que ses prédécesseurs. Premier président protestant, il ose affronter la puissante église catholique en encourageant la contraception, alors que le pays garde la fécondité la plus finte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Il s'en prend à certaios groupes et monopoles de l'oligarchie. La police, impliquée dans une vague d'enlèvements d'hommes d'affaires, est massivemeot purgée. L'écocomie voit confirmée et étendue la politique libérale adaptée sur le tard par l'accieone présidente Cory Aquico: suppression des

entraves sur les changes et les investissements, privatisations partielles ou totales, autonomie accordée à la banque centrale. lutte contre la fraude fiscale.

Il y a furt & faire. Les coupures d'électricité constantes (jusqu'à dix heures par jour à Manille en inillet) sont symptomatiques de l'incapacité chronique de l'Etat à fixer une politique - ici énergétique - à long terme, et de sa pauvreté : le prélèvement fiscal (18,5 %) est le plus faible de l'ASEAN. Il y a d'autres handicaps: violents contrastes sociaux; production agricole en recul, alors que la réfurme agraire piétine; médiocrité d'un appareil indus-triel qui s'nuvre seulement à l'exportation; forte dépendance à l'égard du marché américain; enim catastrophes naturelles frequentes.

Le dernier rapport de la Banque mandiale évoque cependant des signes encourageants ; les guérillas - communiste et musulmane - reculeot; la dette a été rééchelonnée; les industries de l'électronique et de la confection fournissent la moitié des exportations et contribuent à la naissance de dynamiques cooglomérats; l'intégratino dans l'Asie-Pacifique se renforce; le tnurisme et les revenus des deux millions de travailleurs philippins à l'étranger compensent le lourd déficit commercial; le taux de scolarisation est exemplaire. L'anomalie philippine » se résorberait-elle?

J.-L. M.

SECTEUR e Le téléphone mobile Un décollage attendu

C'EST parti! Enfin, le marché s'anime! Cnmparé à la Crande-Bretagne ou à l'Allemagne rola, le groupe d'électronique amévoisine, la France faisait jusqu'à présent figure de parent panvre en matière de communications mobiles. L'année 1993 restera, sans doute, comme celle du dégel dans un secteur considéré comme l'un des plus prometteurs pour l'industrie des télécommunications. Tout repose, en fait, sur le boom de la radiotéléphonie cellulaire, ce système qui autorise la communication entre terminaux mobiles (et non fixes comme les postes classiques d'appartement), qui sont pour l'essentiel des téléphones de voi-

sion a été longtemps bridée pour des raisnns tant politiques que techniques. Parce qu'il fallait, entre antres, laisser le temps aux industriels natinnaux, et untamment Alcatel, de mettre sur le marché les terminaux et équipements de transmission adéquats, le GSM - nouvean système de radiotéléphane numérique à norme européenne a connu un démarrage poussif. En 1992, tour à tour, France Télécom et l'opérateur privé SFR (filiale de la Générale des eaux) ont annoncé l'nuverture commerciale d'un réseau. Avec une couverture nationale initialement réduite, des prix d'abonnement élevés, le marché du. téléphone numérique est resté pendant plusieurs mois confidentiel En juin, on comptait 15 000 abonnés pour le service Itinéris de France Télécom lancé un an plus tôt, et 7 000 pour celui de la SFR,

opérationnel depuis la fin 1992. Parallélement, le radiotéléphone analogique, exploité par les mêmes opérateurs, plafonnait antnur de 450 000 abnunés (320 000 pour France Télécom, et 130 000 pour la SFR), les fréquences disponibles étant saurées. Avec un peu plus de 470 000 abonnés à un service de radiotéléphonie cellulaire, la France avait un solide retard à rattraper par rapport aux 730 000 abonnés recensés en Snède, 1,25 million enregistrés en Allemagne et 1,7 million au Royaume-Uni (pour l'essentiel, dans ce cas précis, en analogique).

ricam qui est le numéro un mondial pour la faurniture de terminaux, la mayonnaise commence à prendre. Timprés dans leurs initiatives commerciales, s'attribuant mutuellement la responsa-bilité du décollage laborieux du GSM, France Télécom et la SFR unt décidé de prendre le taureau par les comes. Mi-septembre, les deux opérateurs ont annoncé des baisses significatives sur le prix des abounements, doublées d'une accélération du programme de couverture du territoire. Le toux de vente hebdomadaire a été multiplié par 2,5 depuis, constate-t-on aujourd'hui chez France Télécom, qui passera le cap des 50 000 abon-oés en cette mi-novembre contre 25.000 début septembre.

1000 20 CCC 3 1 2 .= 4" C

Ment of Belling in St.

Mercies 1 25"22" ." Series Series

19 14 13th 25 12 person

in in in in in

E BORES TO

the or lettergence . Fr

COMMENT OF STREET

Mineral Cris ...

bri ser to annuit ...

en ourredes es : .: :

Contest de 227 -2"""

their britant) or trace as a

PRESIDENT TO THE PROPERTY OF

Application of the state of the

Berger & Stranger

Min a, Tacto per min

DESIGN OF TAXABLE STATES

to droite to 2 -1 -- ; --

the peteron of a gr

HERE MAN THE SEE SHE AND

Miles To A ...

ANTONIO :

machine in the

Co STREET, STATE OF

referent to a trace;

nine min za

le chel & car. mile Die Ko

Single A

CERT GERES 2 THE COURSE

Con Auto a 27

神田 神田 地田 1 7078

named locations is 2.3

Control of the contro

distribution in

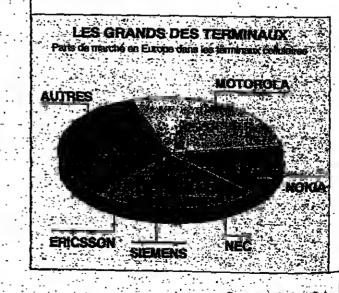
80 1 factor : ... ::

. Cette mini-explosion reste à confirmer. Toutefois, elle devrait être aiguillonnée par l'arrivée prévue d'un troisième opérateur. Les autorités de tutelle viennent en effet de décider l'ouverture d'un réseau numérique supplémentaire pour la fin de l'année prochaine. Ce réseau, utilisant des ondes radio de 1 800 mégahertz (contre 900 pour les deux réseaux actuellement en servico), serait plus adapté aux petits radiotéléphones portables et avant tont destiné aux grandes villes. L'appel d'offres devrait être lance courant janvier 1994.

D'ores et déjà, deux grands groupes industriels prives out fait connaître leur intention de conconrir. Bouygues, qui vient d'obtenir une licence pour un système de radinmessagerie, compte ainsi conforter un pôle télécommunications encore faible.

Aleatel-Alsthom, fnurnisseur de statioos GSM et fabricant de terminaux, entend visiblement utiliser les téléphones mobiles pour devenir lui-même npérateur. A moins que la candidature affichée du groupe de Pierre Suard ne soit qu'un moven d'obtenir des assurances de fourniture de matériel auprès d'autres groupes tentés par ce troisième réseau...

Caroline Monnot



Source : Bis Stratědio